



HAL
open science

La ville à l'épreuve de la crise sanitaire

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

► **To cite this version:**

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau. La ville à l'épreuve de la crise sanitaire. Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA). Cerema, pp.168, 2022, Collection Recherche PUCA, 978-2-11-138213-8. hal-04123781

HAL Id: hal-04123781

<https://hal.science/hal-04123781>

Submitted on 9 Jun 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

EMMANUELLE GANGLOFF
HÉLÈNE MORTEAU

LA VILLE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SANITAIRE

éditions PUCA



LA VILLE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SANITAIRE

COORDINATION

EMMANUELLE GANGLOFF - HÉLÈNE MORTEAU

Plan Urbanisme Construction Architecture
Ministère de la Transition écologique
Ministère de la Cohésion des territoires et des Relations
avec les collectivités territoriales
Arche Sud - 92055 La Défense cedex
www.urbanisme-puca.gouv.fr

Directrice de la publication

Hélène Peskine, secrétaire permanente du PUCA

Responsables de l'action

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, Carole Jovignot,
François Ménard, Bertrand Vallet

Mise en page

Bénédicte Bercovici, chargée de valorisation

Collection « Recherche » du PUCA n°241

En vente et en téléchargement libre au Cerema

2 rue Antoine-Charial - CS 33927

69426 Lyon cedex 03

<https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique>

ISBN 978-2-11-138213-8

octobre 2022

Photos : couverture : © Terra - p. 168 © Unsplash

SOMMAIRE

P. 05 ÉDITORIAL

Stéphanie Dupuy-Lyon

P. 07 PRÉFACE

Emmanuelle Durandau

P. 13 CHAPITRE 1

Retour sur un appel à contributions initié au début de la crise sanitaire

François Ménard

P. 37 CHAPITRE 2

Un an de veille au rythme de la COVID-19

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

P. 47 CHAPITRE 3

Les six notes de synthèse thématiques

- Biodiversité, nature et santé :
comment la crise sanitaire rebat-elle les cartes du débat ?
- Le logement face à la crise sanitaire
- La crise sanitaire, accélératrice des transformations dans la mobilité ?
- Comment la crise sanitaire a-t-elle bousculé la ville du travail ?
- Aménager le territoire de l'après
- A la recherche du temps retrouvé ?

Espaces et pratiques du divertissement face à la crise sanitaire

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

P. 135 CHAPITRE 4

Bilan. De la perception à la mesure ...

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

P. 151 POSTFACE

Et demain ?

Emmanuelle Durandau, François Ménard, Hélène Peskine,
Bertrand Vallet

P. 163 LES AUTEURES

Il faut parfois saisir l'instant pour mieux prendre le temps de le comprendre. C'est ce que propose cet ouvrage, compilation de deux ans de veille et d'analyse du Plan urbanisme construction architecture (PUCA), antenne et tête chercheuse de la Direction générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature. Il s'est agi ici de saisir l'instant, en tous cas de décrire les quelques mois les plus intenses de la crise sanitaire de la COVID-19, à l'aune des pratiques urbaines, du logement, du rapport à la nature, des mobilités ... Qu'en reste-t-il deux ans après ? L'impression de lire un témoignage qui paraît déjà inscrit dans l'histoire, et des interrogations sur ce que cet épisode inédit aura réellement transformé dans la conduite des affaires urbaines. Car des signaux faibles émergent : le débat sur le confort du logement a débouché sur un nouveau référentiel de qualité, l'« assignation » au quartier a accéléré les aménagements d'espaces publics résilients et propices aux mobilités de courte distance, et des frémissements de migrations résidentielles vers les petites et moyennes villes où les ruralités se font sentir. La succession de crises globales ces dernières années accélère la prise de conscience qu'un changement profond est en train de s'opérer dans notre rapport à l'environnement, et que le coût de l'inaction sera bientôt très supérieur au coût de l'action. La mise en mouvement de la société française, guidée par un renforcement des politiques publiques de transition écologique, énergétique, et un appel nouveau à la sobriété, sont les fruits de ces cataclysmes. Les documenter en temps réel est délicat, mais utile pour adapter mieux et avec plus d'agilité les décisions publiques et privées. Je salue d'autant plus la qualité de ce travail de veille et d'analyse « en temps réel », qui est une forme nouvelle de contribution au débat public pour le PUCA, complémentaire de la production de connaissances de plus longue haleine à laquelle il nous a habitués.

Stéphanie Dupuy-Lyon

Directrice générale du Logement,
de l'Aménagement et de la Nature

PRÉFACE

À partir de janvier 2020, on commença vraiment à entendre parler de cette épidémie étrange qui frappait la Chine et qui, pour beaucoup d'entre nous alors, ne semblait guère plus menaçante à l'époque que ne l'avait été, pour l'occident, celle du SRAS qui avait sévi en Asie du sud-est entre 2002 et 2004.

Lorsque le gouvernement chinois décréta le 22 janvier 2020 le confinement de plusieurs grandes villes chinoises, dont la fameuse Wuhan, la mesure nous paraissait certes inquiétante mais à restituer dans le contexte d'un régime et d'un pays habitués aux mesures « radicales ».

Fin janvier 2020, nous étions encore nombreux à ne pas mesurer ce qui allait « nous tomber dessus ».

Quelques articles de presse et tribunes de lanceurs d'alertes nous invitaient à prendre un peu plus au sérieux la menace et par voie de conséquence les mesures drastiques qu'elle ne manquerait pas d'imposer, y compris à l'Europe. La mi-février 2020 constitua probablement le moment où la pandémie commença à prendre une place de plus en plus importante dans nos conversations quotidiennes car les témoignages en Asie se faisaient de plus en plus alarmistes, la France enregistrait son premier décès officiel le 15 février tandis que l'Italie, notamment la Lombardie, entamait à partir de la fin du mois de février une descente aux enfers dont nous étions à cent mille lieues d'imaginer non seulement l'ampleur mais également le fait que nous n'y échapperions pas.

Les choses allant de mal en pis, nous étions plusieurs à boucler le vendredi 13 mars nos affaires, et quitter le bureau en emportant prudemment nos ordinateurs portables avec une sourde interrogation sur le moment où nous y remettrions les pieds.

Le 16 mars 2020, nous apprenions que nous étions entrés en « guerre sanitaire », ce qui pour nos générations qui n'ont jamais connu de guerre, prenait une résonance surréaliste et funèbre. Et parce que nous étions entrés en guerre, nous entrions également dans un régime d'exception dont le 1er confinement constituait la mesure probablement la plus extraordinaire et la plus sidérante.

Puis nous avons pris conscience que nous vivions là quelque chose de tellement invraisemblable, de tellement existentiel qu'il était évident qu'il y aurait

un « avant » et un « après » jusque dans la manière dont nous concevons notre rapport au temps et à l'espace. Nous avons alors pensé qu'il était de notre responsabilité au Plan Urbanisme Construction Architecture (PUCA) d'observer, de documenter, d'analyser sans délais comment cette crise, mondiale et systémique, pouvait impacter « la fabrique de la ville » mais sans présumer toutefois de notre capacité à prédire ces impacts.

Nous avons mis le sujet en débat au sein du PUCA. Avec sa Secrétaire permanente, Hélène Peskine, nous avons également interrogé certains des experts et chercheurs avec lesquels nous étions en contact sur la pertinence d'une telle démarche. Le résultat fut mitigé : d'un côté, les partisans de l'observation scientifique a posteriori : « c'est trop tôt, il n'y a pas assez de recul, pas de données » de l'autre côté, les partisans de « battre le fer tant qu'il est chaud », de saisir l'instant présent et de consolider les analyses au fur et à mesure de la production de données tangibles.

De fait, si la crise sanitaire a pris de court le milieu académique, très rapidement les experts et chercheurs se sont mobilisés, pas seulement dans les domaines de la santé, mais également dans celui des sciences humaines et sociales. Très tôt émergent des initiatives et, avec elles, des controverses scientifiques, inhérentes à la recherche en action. Face aux impacts de la crise sanitaire sur la ville et l'habitat notamment, la recherche urbaine s'active : enquêtes, tribunes, articles, appels à projets, blogs sans coordination ni outils permettant de repérer les enjeux majeurs ressortant des débats et analyses publiées.

C'est la raison pour laquelle nous sommes tombés rapidement d'accord sur l'intérêt d'initier une double démarche :

- d'une part, un appel à contributions de format court auprès de notre communauté d'experts, chercheurs et praticiens,
- d'autre part, un travail de veille et d'analyse visant à consigner les écrits, à dégager les grands enseignements et les controverses, afin de mieux comprendre ce que cette crise, au fil de son développement, aura révélé sur notre organisation urbaine, notre habitat, et ce qu'elle aura engendré.

Celui-ci, de plus longue haleine, requérait un appui extérieur qui mérite ici quelques précisions méthodologiques. Nous avons ainsi rédigé un cahier des charges et lancé une consultation dès avril 2020 en vue de retenir un ou plusieurs chercheurs pour nous accompagner dans ce travail de veille.

Nous avons retenu à l'issue du jury tenu le 12 mai 2020 la proposition de méthodologie développée par deux chercheuses en urbanisme, Emmanuelle Gangloff, post-doctorante au laboratoire PACTE Université de Grenoble Alpes, chercheuse associée au laboratoire AAU (équipe CRENAU) et Hélène Morteau, post-doctorante au laboratoire PACTE Université de Grenoble Alpes, chercheuse associée au laboratoire ESO (UMR 6590).

La méthodologie développée par les deux chercheuses articule trois leviers :

- Détection : définition d'une veille articulant sources généraliste, académique et territoriale.
- Organisation : structuration, capitalisation et mise à disposition du matériau recueilli dans le cadre de la veille via un outil dédié (outil wakelet).
- Mise en lien : analyse et restitution sous forme de notes de synthèses périodiques et thématiques du corpus documentaire en vue notamment d'appréhender l'impact de la pandémie et d'anticiper les conséquences sur les modes de production de la ville, les pratiques et usages, et l'évolution des représentations des villes et territoires.

Nous avons mis en place un comité de lecture et finalisé la constitution du corpus et de la méthodologie en juin. La détermination du corpus n'a pas été chose aisée et nous avons dû opérer les meilleurs compromis possibles entre représentativité et exhaustivité, tout en restant dans un budget maîtrisé. La première note d'analyse a été publiée en juillet 2020, en forme de regard rétrospectif sur le premier confinement, épisode traumatique sans équivalent, et le déconfinement qui en suivit.

Lorsque nous avons lancé la consultation, nous n'avions évidemment aucune idée de la durée de la crise. Prudemment, nous avons envisagé une durée de 6 mois renouvelable une fois.

A la mi-décembre, alors que nous étions dans le second confinement de la seconde vague (moins restrictif que le premier), il nous est apparu évident qu'il fallait prolonger cette « veille covid ».

Aussi spectaculaire que fut la rapidité de la diffusion de la pandémie à travers le monde, aussi extraordinaire fut celle de la réponse de l'humanité au défi sanitaire. En moins d'un an, des premiers vaccins réussirent à être mis au point avec des technologies inédites à cette échelle et leur mise à disposition rendue accessible, du moins dans les pays occidentaux, à la majorité de la population.

Début janvier 2021, les premiers vaccins étaient rendus disponibles en Europe. En France, la campagne de vaccination connut une accélération fulgurante à partir du printemps 2021, en même temps que le pays se trouvait confronté à la troisième vague de la pandémie.

La perspective d'une maîtrise des formes graves de la pandémie, les préoccupations liées à la relance économique, une forme d'accoutumance aux restrictions sporadiques à nos libertés individuelles, ont eu progressivement pour effet de réduire la production écrite autour des impacts de la crise sanitaire sur la fabrique urbaine.

Au printemps 2021, nous avons publié la dernière note d'analyse thématique de la veille et entamé une phase de restitution et mise en partage de cette année d'observations.

Puis nous avons « posé le crayon », pris le temps d'une mise à distance à la fois du choc de cette pandémie et du travail d'analyse qui en a résulté, pour mieux reconsidérer, à l'occasion de cet ouvrage, les enseignements comme les questionnements qu'elle aura suscités sur nos modalités de penser et concevoir l'aménagement des territoires et l'organisation des villes. Deux ans après le début de cette crise, il nous apparaît utile de marquer un temps d'arrêt afin d'examiner ce que cette crise aura révélé et sur ses nécessaires implications en matière de conception architecturale et urbaine, et plus largement d'aménagement. Comment cette expérience, individuelle et collective, nous oblige-t-elle à renouveler nos pratiques professionnelles et la manière de concevoir les villes et nos habitats ? Cet ouvrage vise à nous aider à nous remémorer les grandes phases de cette crise et les sujets urbains qu'elle aura mis à l'agenda, ou reformulé en des termes radicalement nouveaux. Sur ce premier objectif, cela ne semble pas superflu tant la profusion d'écrits et la rapide succession de mesures tout comme l'évolution de la situation sanitaire aura affecté notre capacité à y « voir clair » sur ce qui s'est joué et ce qui continue d'advenir.

L'ouvrage est ainsi constitué, outre de la présente préface, d'un premier chapitre qui rend compte de l'appel à contributions lancé au printemps 2020 et porte un regard distancié par le temps sur les réponses reçues, un deuxième et troisième chapitre constitué des six notes de veille thématique introduit par une chronique de la façon dont la réflexion et le travail scientifique ont évolué au fil de la pandémie, un quatrième chapitre qui dresse un bilan des nouvelles questions générées par la crise sanitaire sur la ville et l'organisation urbaine et tente d'y répondre en partie, enfin, une postface plus que conclusion, qui essaie de dessiner de nouvelles perspectives pour la recherche ouvrant les questionnements qui pour-

raient subsister après que cette pandémie aura enfin perdu son nom. Il semblerait, au moment où nous écrivons ces lignes, que nous en prenions le chemin.

Emmanuelle Durandau

Coordonnatrice de l'équipe « Ville et Crise Sanitaire »

Secrétaire permanente adjointe du PUCA
jusqu'en mars 2022



CHAPITRE 1

Retour sur un appel à contributions initié au début de la crise sanitaire

François Ménard

Lors du premier confinement, l'équipe du PUCA s'est très vite interrogée sur les effets qu'il allait produire sur notre rapport à la ville : ce que nous vivions et qui bouleversait notre quotidien aurait-il des conséquences au-delà de la période de restriction drastique de nos mobilités ? Et si oui, de quelles natures ? Comment les repérer ? Cela allait-il nous conduire à changer notre agenda de recherche ? Et si oui, dans quelles nouvelles directions ?

Car le PUCA, organisme incitatif de recherche, se doit d'élaborer des programmes destinés à éclairer les acteurs de la production urbaine (collectivités, Etat, professionnels de la conception, de l'habitat et de l'aménagement, ...) sur les évolutions les plus contemporaines des villes, les marges, les émergences, les transitions, sans négliger ce qui perdure et résiste à l'événement.

Or, en ces débuts de crise sanitaire, l'impérieux désir de connaissance était contrarié par ce que nous savions de l'histoire des villes et des sociétés, à savoir que l'événement ne dit rien par lui-même et que ses effets réellement transformateurs ne pourraient être saisis - « objectivés » disions-nous - que longtemps après. Il était bien trop tôt pour en tirer des enseignements solides, distinguer les véritables ruptures systémiques des effets passagers, repérer ce qui était imputable à la pandémie elle-même, aux politiques mises en œuvre pour y faire face, ou ce qui relevait de tendances que l'une et l'autre n'avaient fait qu'accélérer. Même au-sortir de la crise, pensions-nous, l'exercice demeurerait incertain. A contrario, nous estimions que le risque était fort qu'à sa suite, préoccupés par de nouveaux sujets, nous nous montrions oublieux de ce qu'elle nous aurait appris ou de ce qu'elle nous aurait invité à réinterroger.

C'est pourquoi, dès le mois d'avril 2020, à côté de la mise en place d'une veille documentaire dont le présent ouvrage restitue le fruit, le PUCA a lancé un appel à des contributions de format très court sur une période limitée¹ destinées à poser les questions que la recherche pourrait être amenée à traiter une fois le confinement terminé, promettant à nos contributeurs et à nous-même, de revenir sur

¹ Le format proposé était de 6.000 signes maximum, et, lancé au mois d'avril 2020, la date limite proposée pour les réponses était le 26 juin.

la matière ainsi collectée, une fois la crise surmontée. Plus précisément, nous invitons les contributeurs à nous indiquer ce que cette crise nous *aura révélé*, au fil de son développement, sur notre organisation urbaine et notre habitat, ce qu'elle *aura produit* sur eux (même temporairement) et *ce à quoi elle appelle* en matière de production de connaissance. Nous étions plus ambitieux encore. Ainsi, écrivions-nous dans le texte de l'appel à contributions : « *comment tirer bénéfice de cette crise et du pas de côté qu'elle nous a obligés à faire pour trouver de nouvelles réponses pour mieux adapter nos villes et nos territoires aux défis environnementaux, sociaux et pour faire face, de façon résiliente, à des menaces aux occurrences certaines mais aux formes imprévisibles ? Mais il y a un autre enjeu : en quoi cette crise nous oblige à repenser les cadres de pensée par lesquels nous appréhendons la ville dans cette perspective ? Quelle recherche urbaine, tant en matière de contenus (thèmes que la crise aurait révélés, agenda de recherche à bouleverser, priorités à revoir...) que de méthode (réfléchir aux temporalités de la recherche, à la nature des connaissances produites, à leur prise en compte dans la conception des espaces urbains) nous faut-il désormais envisager ? »*

L'idée était de ne pas nous précipiter sur ce qui nous aurait été envoyé mais de prendre date, de laisser reposer la pâte de ces contributions pour la retravailler un an après (nous pensions alors que cette marge était confortable). Nous ignorions alors que nous serions soumis à de nouveaux confinements et que la ligne de séparation entre l'avant et l'après (que nous savions indécise) prendrait les allures d'une zone grise et chaotique.

Un besoin d'expression plus qu'une envie de projection

Nous avons reçu 56 contributions. Certaines plus longues que le format limite imposé, d'autres plus courtes. Il n'est pas toujours aisé d'identifier la discipline dont proviennent les auteurs (ce n'était pas notre objet). Une large part vient des milieux de la conception et de la recherche en école d'architecture, sans que l'architecture soit pour autant surreprésentée. Sans surprise l'urbanisme et l'aménagement ont la part belle, les sciences sociales sont bien représentées également mais on note l'absence d'économistes, de juristes et une sous-représentation des sciences politiques et des sciences de l'ingénieur.

Certaines contributions ciblent une question, un territoire ou un champ spécifique (la santé mentale, la Réunion, l'habitat coopératif, ...), la plupart ont pour thème des objets larges (l'habitat, l'espace public, les formes urbaines, la mobilité, ...). Certaines interrogent la conception des villes et de l'habitat, d'autres ciblent plus directement des normes et les politiques publiques qui y président.

Difficile de faire un décompte précis, certaines notes abordant tour à tour plusieurs questions ou plusieurs enjeux.

Ces contributions sont bien sûr de qualité inégale mais il n'y a eu que très peu de propositions « hors sujet » ou rédigées de façon telle qu'elles ne puissent être conservées.

Ce qui frappe à la relecture aujourd'hui c'est le caractère de témoignage qu'elles revêtent : non pas parce qu'elles seraient « datées » (même si certaines se fondent explicitement sur une perception *in situ* et *in momento*) mais parce qu'elles semblent pour beaucoup traduire un besoin d'expression au moins autant si ce n'est davantage qu'un souci de projection. Comme si chacun voulait dire « sa » crise, non pas tant comment il ou elle la vivait, mais ce que cette crise lui inspirait, la rupture des communications quotidiennes dans l'espace de travail renforçant peut-être ce besoin d'expression. Pour autant cet isolement n'a pas conduit qu'à une individualisation de l'expression. Une quinzaine de contribution collectives ont été écrites à deux ou davantage, tempérant l'hypothèse du vécu individualisé ou traduisant, par réaction, le besoin d'échange et d'une parole commune.

Une crise saisie sous des angles différents

On note également des manières très variées de saisir la crise sanitaire. Celles-ci s'appuient sur des postures elle-même différenciées (le diagnostic, l'exemplification, la théorisation, ...) débouchent sur des perspectives différentes, tantôt centrées sur la production de connaissance, tantôt orientées vers des expérimentations, mais le plus souvent exprimées en termes de vœux en faveur de politiques renouvelées.

A de rares exceptions près, on ne trouve pas de contributions formulées comme des avant-projets de recherche proposant un développement de type constat, objet, hypothèses, méthode, ... Ce n'était pas la commande mais d'une façon générale on note des interrogations, des avis, des mises en perspective et des diagnostics bien plus que des observations et d'énoncés de véritables pistes de travail.

En creusant un peu, on pourrait dire que la crise est ainsi saisie tantôt comme un *avertissement* (augurant d'autres crises à venir auxquelles il faudrait se préparer), tantôt comme un *révéléateur* (des inégalités, des fragilités et des défaillances de nos systèmes urbains), tantôt comme une *expérience individuelle et collective* (initiant des relations nouvelles et des formes renouvelées d'organi-

sation de l'espace). Mais le plus souvent, ces trois dimensions se mêlent, les seconde et troisième prenant le pas sur la première, la crise permettant ainsi à certains d'actualiser des analyses comme autant d'avertissements antérieurs insuffisamment entendus (sur les inégalités, sur les modèles de densité, ...), son expérience sensible à révéler une autre manière de vivre la ville à qui il faudrait donner place (celle de la nature retrouvée, de la marche à pied et de la quiétude, ...), cette expérience valant parfois avertissement (« nous n'accepterons plus de vivre comme nous avons vécu », ...).

Des mises en perspective et des diagnostics plus que de véritables pistes

Brossés à grands traits, ces éléments ne constituent pas un programme. Or, on note des récurrences, dans l'analyse comme dans les exemples, des idées et des formules retiennent l'attention, soit parce qu'elles font mouche, soit parce qu'elles sont reprises par des contributeurs différents, soit parce qu'elles témoignent d'un moment d'étonnement face à une situation que nous avons partagée et que nous avons oubliée.

Nous proposons de rendre justice à ces contributions et de commencer à les « mettre au travail » en en donnant un aperçu subjectif mais structuré, fondé sur le rapprochement d'extraits que nous avons jugés à la fois significatifs du « moment » où nous les avons recueillis et susceptibles de lui perdurer à travers des investigations plus poussées, ateliers, recherches ou expérimentations.

Les extraits en question ne sont sans doute pas ceux que leurs auteurs ou autrices auraient retenus. Pour en prendre connaissance dans leur contexte d'énonciation et identifier les mises en perspectives ou diagnostics plus larges dans lesquels ils s'insèrent, nous vous renvoyons au site internet du PUCA où vous trouverez rassemblés l'ensemble des textes reçus (<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/la-fabrique-de-la-ville-questionnee-par-la-crise-r151.html>).

L'étonnement, par-delà la sidération

Si certains évoquent l'effet de sidération provoqué par le confinement, sa mise à distance ne conduit pas à sa banalisation. Il peut céder la place en effet à une forme d'étonnement, sentiment d'apparence moins fort, mais plus fécond dès lors qu'il s'accompagne d'une tentative de caractérisation de ce qui fonde, précisément cet étonnement.

Faisons aussi ce constat, aujourd'hui partiel évidemment mais semble-t-il significatif : ce que nous dit la crise du covid 19 c'est que les citadins ont des joies cachées en réserve : ils applaudissent leurs soignants, ils dansent avec leurs voisins, ils écoutent l'urbanité et les oiseaux aux fenêtres, se disent que cela leur fait du bien... Ils réapprennent à vivre chez eux avec leurs proches, à vivre dehors avec d'autres sans aller loin, ils s'étonnent de tourner à plusieurs autour d'un arbre, de faire la queue en discutant gentiment, ils arrivent à s'inventer leur temps quotidien, ils découvrent l'interaction plutôt que l'isolation. Habituellement, ouvrir sa fenêtre sur la rue pour faire entrer la fraîcheur, par exemple, peut faire peur dans les premiers temps à cause du bruit. Or pendant cette crise du coronavirus on a l'impression qu'elle nous appartient plus facilement la rue, la nuit et le jour. (Balaÿ)

Cet étonnement procède d'un vécu que tout le monde n'a pas forcément partagé mais se retrouve d'une certaine manière dans la perception des discours techniques ou savants. Il invite alors à revisiter le lexique par lequel nous décrivions la matérialité de la vie urbaine et permet à certains de tirer un fil plutôt qu'un autre.

Elle [la crise sanitaire] a fait émerger des concepts cousins de la densité : encombrement, promiscuité, dont la dimension est loin de n'être que sanitaire. Avons-nous suffisamment travaillé ces densités temporaires localisées ? Comment continuer à rendre désirable l'intensité urbaine, quand elle cousine avec l'encombrement ? Faut-il distinguer un encombrement souhaité et un encombrement subi ? Quel rôle, et avec quel type de contrôle, pour les technologies virtuelles dans cette gestion ? (Apel-Muller et Orfeuill)

D'autres vont plus loin en pointant dans le bouleversement des rapports entre intérieur et extérieur la matière à un questionnement plus large.

La période de confinement « imposé » est sans précédent. L'injonction à rester chez soi questionne tant notre rapport à la ville qu'à notre logement. Elle renverse les rapports de proxémie (Hall, 1966) en favorisant un surinvestissement du logement (éventuellement de l'immeuble et/ou îlot) et un désinvestissement de la ville. Notre hypothèse est que les nouveaux équilibres entre extériorité et intériorité engagent notre rapport à la ville et à l'habitat et redéfinissent nos règles spatiales liées à la vie intime, privée, collective et urbaine. Elle questionne "l'urbanité" des

villes, en tant que qualité associée aux lieux et aux Hommes. Recomposerait-elle dès lors la citoyenneté (vie politique), la citoyenneté (vie urbaine), la civilité (vie sociale) ? Elle interroge aussi l'organisation de la vie domestique comme monde social (Gilbert, 2016). Créerait-elle un monde social à part, affranchi des mondes sociaux urbains qui l'entourent ? Peut-on en tirer des enseignements pour la fabrique de la ville à venir ? (Ansaloni, Bailly, de Angelis, de Lataulade, Melas)

D'autres enfin mêlent la prudence à l'étonnement. Ils invitent à revisiter les analyses antérieures tout en incitant à examiner les liens de la crise sanitaire avec d'autres crises et en se défiant des pétitions de principe qui feraient de ces liens des évidences a priori.

Cette [présente] note est volontairement brève, insuffisamment argumentée et probablement trop allusive. Elle signale d'abord combien la période est existentiellement troublante et intellectuellement stimulante. [...] Deux numéros anciens des Annales de la Recherche Urbaine me sont venus spontanément à l'esprit : « au risque des espaces publics » (1999) d'une part et « densités et espacements » (1995) d'autre part. De l'utilité de les « uploader » au XXI^{ème} siècle en reprenant à la fois des programmes de micrographie urbaine : comment se jouent écarts et rapprochements dans les espaces publics ? [...] Enfin, en quoi penser la crise sanitaire est du même ordre que penser l'anthropocène ? Des rapprochements sont stimulants mais ont jusqu'ici été plutôt hâtifs. (Devisme)

Contestation de la ville dense, éloge de la périphérie : un exode théorique et politique ?

Le fait que les ménages qui en avaient la possibilité et les moyens se soient réfugiés hors des grandes villes et de la ville dense et y aient trouvé un certain contentement conduit certains à remettre en cause de façon radicale les paradigmes dominants de la pensée urbaine déjà ébranlée par la crise des gilets jaunes. La culture du « projet urbain » fondé sur la densité et l'attractivité aurait vécu.

Au cours des trente dernières années, l'urbanisme s'était installé dans un réel confort que lui procurait la doctrine du « projet urbain » [...]. A ce confort intellectuel s'était adjoint depuis une quinzaine d'années le conformisme moral de « la ville durable ». Or, en dix-huit mois ces bases doctrinales ont été fortement ébranlées, alors qu'elles semblaient inébranlables puisqu'adossées, tant au bon sens du moment, qu'à la conception dominante des impératifs de l'avenir. La crise sociale des

« gilets jaunes », dans un premier temps, la crise sanitaire de la COVID-19 ensuite, ont réfuté de manière pragmatique d'abord, de manière paradigmatique ensuite, les axiomes et les postulats sur lesquels reposait le corpus doctrinal du « projet urbain » devant régir la fabrication de « la ville durable ». [...] Comment tenir sur le refus de l'étalement urbain, qui contrecarrait le souhait, jamais démenti, de plus de 80% des Français de vivre en maison individuelle isolée sur sa parcelle, si même les couches sociales les plus nanties et capables de supporter les prix de l'immobilier en centre-ville, envisagent d'aller vivre ailleurs ? Comment continuer à fonder les politiques économiques locales si la notion d'attractivité métropolitaine qui sous-tendait les programmes immobiliers tertiaires, touristiques et culturels est remise en cause par une démondialisation et une contraction des déplacements internationaux ? (Genestier)

A cette vision très critique viennent s'ajouter d'autres considérations, inspirées par la redécouverte de la dépendance alimentaire des villes, le réinvestissement dans des activités de maraîchage de proximité, invitant à décentrer le regard et faire des espaces périurbains le centre des nouvelles recompositions environnementales et politiques.

Les débats qui en ont suivi sur la dépendance alimentaire des grandes villes ou la nouvelle passion habitante pour les moyens de maraîchage (ex : semences) traduisent certes un désir de ré-empuissantement, c'est-à-dire d'expression de ses capacités à agir, mais plus encore un questionnement vif sur les contraintes spatiales, dépendances servicielles et plus largement chaînes comportementales de l'urbain dense. [...] Pourtant, ces critiques sont encore largement associées à des utopies rurales, portées par une classe sociale pouvant s'assurer les conditions de revenus : un large pan de la pensée politique et la littérature scientifique s'est construit sur la représentation des villes comme lieux d'émancipation des individus, de solidarités sociales et de vie culturelle et démocratique. Les villes seraient le seul lieu où pourrait se penser et s'organiser une vie collective. Dans quelle mesure pouvons-nous continuer dans cette voie/x de l'impensé, et plus encore de l'impensable ? Nous proposons d'étudier l'impensé spatial de l'empuissantement habitant, en partant de ceux qui, à l'inverse, sont de plus en plus pensés par les habitants.e.s ils-elles-mêmes comme facilitateurs d'une reprise de leurs formes d'habiter en faveur de modes de vie plus écologiques, plus soucieux de la diversité du vivant et du ménagement des ressources ? [...] A cet égard, nous proposons de nous intéresser aux territoires périurbains, souvent pensés comme un es-

pace peu valorisé et un choix subi pour les populations les plus modestes voulant accéder à la propriété. (Faburel, Girault, Giard, Ferreira)

Si ces propos actualisent les analyses antérieures à la crise sanitaire, cette dernière apporte des éléments à leur appui, transformant ce qui était une simple controverse en dilemme de plus grande ampleur, dilemme dont les diverses alternatives concrètes doivent être explorées plus avant.

Dès lors que l'on rejette le modèle de la ville dense, tout en affirmant la nécessité de ne plus consommer les espaces pour les bâtir, quelles alternatives se présentent à nous? Comment et à partir de quoi imaginer et concevoir de nouveaux modes d'urbanisation durables en faveur des nouvelles manières de travailler, de consommer, de vivre ensemble, de se déplacer? [Les] cœurs de ville, délaissés ces dernières décennies [...], présentent dans la majorité des cas des difficultés croissantes se traduisant par une vacance résidentielle et commerciale élevées, une déprise démographique, une dégradation de l'offre de services publics. La mutabilité de ces cœurs de ville permise par une vacance élevée offre l'opportunité d'aérer le tissu urbain et concevoir une nouvelle physionomie de l'espace public accompagnant la transition mobilitaire. En ce sens la mise en œuvre d'une stratégie de dédensification des cœurs de ville pourrait être une solution pour offrir à court terme une nouvelle qualité de vie à ses habitants. En imaginant à plus long terme que l'arrivée de nouveaux habitants, attirés par un cadre de vie renouvelé, participerait à la renaissance du territoire. (Teisserenc, Traisnel)

Ainsi, la critique de la densité débouche-t-elle parfois sur les usages et bénéfices possibles d'une dédensification, mais également sur ses modalités et sa soutenabilité.

[dans un quartier ancien dégradé] Le confinement renforce l'idée de faire de la vacance une opportunité de dédensification du quartier, permettant d'améliorer la qualité de l'habitat en libérant des espaces d'aération du bâti : moins de vis-à-vis, exposition et luminosité, [en] proposant de nouveaux espaces : lieu mutualisé, espace commun comme prolongement du logement (travailler, bricoler, stocker) pour libérer de la place chez soi, [en] créant d'îlots de fraîcheur : cours intérieures, cœur d'îlots végétalisés, [en] complétant l'offre d'espaces et équipements intergénérationnels. [Mais] "qu'est-ce que permet le vide, jusqu'où faut-il aller, qui le finance?"

Le confinement a montré une réorganisation qualitative et locale de l'offre [...] mais comment maintenir et favoriser la demande lors du « retour à la normale » ? (Coop/Roch)

C'est d'ailleurs tout autant la validité des modèles que l'économie générale dans laquelle elle se place qui mériterait alors d'être examinée, qu'il s'agisse de l'organisation urbaine ou de la taille des logements.

Le débat sur le besoin de retour à la ville dense, nous semblait bien avancé le 12 mars 2020. S'il pouvait avoir désaccord sur les formes urbaines, la ville restait un objet de désir partagé. Néanmoins, « être au plus près des commerces, des transports et autres grands parcs publics » n'a pas été un argument très efficace quand ceux-ci se sont retrouvés fermés du jour au lendemain et qu'il a fallu faire avec ce que nous avions sous le coude. [...] Mais ces perspectives nouvelles ne seront une avancée pour nos villes moyennes que si nous savons rester attentifs pour que cette dynamique ne se fasse pas au détriment d'un urbanisme sobre en consommation foncière. Parmi eux la fiscalité du logement est un sujet central. [...] Si ces aides fiscales tendent à fabriquer des « produits financiers » plutôt que de l'espace à vivre [...] (logements trop petits, caractère social peu présent, dépense fiscale trop forte...), comment continuer à accompagner l'investissement sans ne contribuer ni à une polarisation d'un point de vue territorial ni à une normalisation de la conception du logement ? [...] comment la fiscalité du logement pourra davantage accompagner le cadre local de la planification territoriale plutôt que la carte de la tension du logement ? (Souquet)

Certains s'essaient à une synthèse programmatique, intégrant au-delà des modèles économiques urbains la question des inégalités, esquissant des pistes d'exploration encore largement abstraites à ce stade de la crise mais sans doute remobilisables face aux défis posés aujourd'hui par la double exigence de sobriété foncière d'une part et de production de logements abordables répondant aux aspirations de leurs occupants d'autre part.

[...] le sentiment de manque de contact avec la nature a exacerbé une inégalité entre les habitants ayant un accès à une surface végétalisée (terrasse, balcon, jardin) et ceux n'y ayant pas accès.[...] la crise du Covid-19 montre l'urgence d'offrir aux citadins la possibilité de disposer d'une surface végétalisée privative et met en évidence les inégalités dans la qualité du logement qui sont directement liées aux ressources des occupants.[...]

Si cette tendance du mode de vie n'est pas nouvelle puisqu'elle est apparue [...] avec les canicules à répétition qui ont rendu les villes invivables, le mouvement des gilets jaunes et la grève des transports qui ont paralysé Paris, le confinement l'a vraisemblablement renforcé. Dans ce cas, le confinement aura joué le rôle d'un accélérateur de la prise de conscience que la dualité entre la ville et la campagne doit être dépassée et qu'il est nécessaire de faire de nos villes des villes-nature en permettant une porosité entre espaces naturels et espaces urbains, et nous y voyons un sujet d'intérêt pour une recherche-action [...]. (Gallot-Kolev)

Au-delà du logement : questionner les modèles architecturaux de l'habiter

En ramenant la vie sociale au logement et à ses seuls abords immédiats, le premier confinement a mis en lumière ses insuffisances et ses impensés : non seulement ses dispositions fonctionnelles internes mais également ses articulations avec les espaces extérieurs, la gestion équitable de leur accès dans l'espace et dans le temps.

En milieu urbain, la crise a montré la pertinence d'une réflexion sur l'articulation de l'espace domestique, l'espace public et les espaces dynamiques de l'urbain (travail, commerce, mobilités...) mais a aussi mis en évidence le besoin de trouver des espaces « supplémentaires », des espaces « inattendus » à « habiter ». Il est ainsi possible de faire l'hypothèse qu'un supplément d'espace(s) soit nécessaire : des espaces de réserve. Ces espaces présentent des opportunités d'urbanisme tactique et d'appropriation de l'espace public appelant à repenser les temporalités d'usages. Les défis portent moins sur la transformation des aménagements que sur l'usage des biens communs dont il faudra demain garantir un accès équitable et accélérer par conséquent les politiques de rééquilibrage notamment lors des moments de crise. (Arnaud)

C'est aussi, sans surprise, la place du travail (scolaire, professionnel...) qui suscite le plus d'interrogations.

Le confinement a fait surgir de manière forte la question du travail à domicile que ce soit le télétravail ou d'autres formes de travail. Les témoignages montrent qu'il n'était pas toujours facile de concilier vie de famille et travail à domicile. Ce qui repose avec pertinence la question de l'organisation de l'habitat. Entre l'espace de vie (séjour cuisine...) et l'espace de nuit ne faut-il pas organiser l'habitat avec un tiers secteur dé-

dié à ce type d'activité : bureau, pièce dédiée au travail, à l'informatique, à la visio ou encore espaces pour le sport en appartement, les activités manuelles... Et avec toutes les conséquences que cela suppose en termes de surface, d'isolation phonique, de morphologie du logement ? (SFU)

Mais au-delà de la question des réagencements internes et de l'accès aux espaces extérieurs, c'est la possibilité de ménager un « en-dehors » au sein même de l'espace habité en commun qui émergerait comme nouvel impératif.

La vie individuelle avec chacun son espace, son écran et ses horaires prévalait dans les espaces fonctionnels dédiés hérité de la « cellule » moderne - séjour / cuisine / chambres / salle de bains - scindée en coin jour / coin nuit. Le confinement a brouillé ce schéma rigide en réclamant de nouveaux espaces d'échanges et de partage pour « être ensemble », mais de manière non figée dans le temps. Chacun, semble-t-il, doit pouvoir avoir le choix d'être seul ou avec les autres, là où il le désire et quand il le désire. L'espace aspire aux multi-usages et à devenir modulaire, ce qui ne veut pas dire polyvalent, neutre et sans qualité spécifique. [...]. Le confinement et le télétravail ont fait apparaître un autre besoin qui est celui d'un « dehors » au confinement familial qui nous fait comprendre que notre habitat ne se confond pas avec les limites du seul logement. Cet espace extérieur privé - balcon, terrasse, patio, jardin, parc - ayant la lourde responsabilité de nous remettre en contact avec la nature et ses flux, l'eau, le vent, la lumière et la végétation, et ce, de près ou, même, dans un captage lointain. (Drevet)

Dans ce même esprit, le confinement comme obligation circonstancielle révèle une tendance plus ancienne au confinement en matière de conception technique des bâtiments, tendance que le changement climatique, tout autant que la crise sanitaire, nous inviterait à questionner.

La capacité à mettre en relation (de manière graduée, maîtrisée) le dedans et le dehors (dans toutes ses dimensions, sociale, physique, sensible...) ne reste-t-elle pas l'autre qualité fondamentale attendue d'un habitat en complément de ses performances en matière de protection?

La tendance lourde vers toujours plus de confinement, outre qu'elle pose des problèmes en matière de qualité de l'air intérieur, a fini par largement oblitérer la capacité de nos architectures à répondre à cette attente. Ne nous conduit-elle pas, en conséquence, à une impasse dans un contexte où l'allongement prévu des situations climatiques de « mi-saison » aug-

mentera probablement l'appétence pour les espaces extérieurs ou semi-extérieurs ? (Lefeuve)

L'isolement fort du premier confinement a conduit également à interroger la place des lieux de rencontre et plus largement des espaces collectifs dans l'habitat.

L'habitat moderne propose un ensemble assez important d'espaces collectifs publics et privés pour permettre à la société de pourvoir à ses besoins physiques et spirituels, mais très peu d'espaces privés [...] partagés. Autrement dit : qu'a de collectif un immeuble qualifié de « collectif » ? (Quay)

La dichotomie entre espace intérieur « privé » et espaces extérieurs « publics » qui se trouve ainsi mise en cause, non pas dans la perspective de promouvoir une « résidentialisation » des espaces de proximité mais dans l'invitation à une conception plus relationnelle que fonctionnelle des espaces habités.

Comment favoriser les conditions du collectif, du lien social, des interactions pour tous, entre tous quels que soient les événements extérieurs ? Et donc comment permettre à la fois la distance et la proximité? Ex: le lien entre les habitants d'un même immeuble, le lien entre les personnes âgées d'un même établissement résidentiel, le lien entre le public extérieur et les personnes âgées et personnes handicapées d'un établissement. Interroger la question des seuils, des espaces intermédiaires (palier, cage d'escalier, halls, pieds de bâtiments) au sein d'une même unité résidentielle. (Villanthrope)

L'adaptation permanente au risque de la flexibilité généralisée

L'expérience de la ville confinée semble avoir aussi été celle de la ville apaisée. Au-delà des orientations normatives proposées par chacun, émerge l'idée qu'il nous faudrait ménager une pluralité des usages possibles de la ville, y compris des pauses, et pour cela rompre avec l'aliénation des lieux à un usage défini une fois pour toute, mais en permettre la variabilité dans le temps, de la journée, de la nuit ou de la saison. Les « coronapistes » (ces pistes cyclables aménagées temporairement) ne sont peut-être pas étrangères à ce mouvement.

Nul doute, cette pandémie va changer la vision que nous avons de la ville. Pendant 55 jours, l'utilisation de la voiture fut très restreinte. La marche à pied est devenue le moyen privilégié de se déplacer. [...] Ainsi, la Ville a paru (re)trouver un temps à échelle humaine, une forme de len-

teur à exploiter, propice à la qualité de vie de tous (cf. Pierre Sansot, « du bon usage de la lenteur »). [...] si le vélo est considéré comme un moyen de déplacement doux, la place du piéton n'est pas prise à sa juste mesure. Les nombreux conflits d'usage observés le prouvent tous les jours. [...] or pour les espaces publics la vraie question est celle de la sociabilité et de la ville du temps libre. La chronotopie, donnant un temps d'usage différent pour chacun dans une journée, pourrait permettre de démultiplier les espaces disponibles (notamment en milieu urbain). (Urbanistes des territoires)

Certes, la chronotopie, l'urbanisme tactique et autres bureaux du temps ne sont pas choses nouvelles mais la crise sanitaire semble avoir permis d'établir un lien entre la nécessaire adaptabilité des villes aux crises à venir, quelles qu'elles soient et les réflexions sur la résilience issues de la transition écologique.

Sachant que la transition climatique va nous faire vivre des crises comme celle que nous venons de traverser, et que nous n'en connaissons pas encore ni les causes ni les incidences, il faudra être capable d'adapter rapidement des espaces. Quelles sont les exigences minimales d'un bâtiment pour accepter des mutations, pour offrir des espaces résilients, low-tech aussi car il est probable que certaines crises verront se dégrader les réseaux de distribution, d'assainissement, de transport ? (Patte (Méandre-ETC))

Cette possibilité d'adaptabilité et de transformation permanente peut être aussi envisagée comme un processus d'apprentissage, chaque aménagement devenant par nature une expérimentation dans un contexte marqué par l'incertitude.

Conforter l'expérimentation. L'expérimentation est à envisager comme un processus de transformation permanent. Cette instabilité renvoie à l'enjeu central de la résilience : nous devons nous attendre à un processus de dérèglement long et progressif. A une logique d'aménagement fondé sur la planification doit succéder une approche basée sur le pilotage des incertitudes intégrant des boucles de rétroaction, l'expérimentation, le tactique, le transitoire, l'activation par les usages... Ce changement doit permettre de mieux articuler les actions humaines aux dynamiques du vivant. (Collectif Ressources)

Mais ce nouveau régime de flexibilité généralisé ne va pas sans poser de questions, augurant autant de débats que d'expérimentations, invitant à examiner ses implications anthropologiques autant que ses conséquences architecturales.

Quel serait le dénominateur commun des problèmes soulevés par ces crises accumulées de la modernité ? Une réponse semble se détacher : la flexibilité. La flexibilité sur tous les plans : urbain, architectural, social, personnel. C'est la crise qui la demande. Ses vertus sont bien connues : se plier comme un roseau, pour ne pas se casser ; laissez de la place pour autre chose – en cas de besoin ou en attendant des temps meilleurs. [mais] L'architecture devient « architecture » quand elle passe d'une condition éphémère à une condition de stabilité. Du temporaire de la toile des tentes des nomades aux murs en dur de l'homme établi. [...] Comment dire aujourd'hui aux hommes qu'ils ont toujours leur place, dans un contexte où tout devient flexible ? (Popescu et Sbiti)

Tension sur les mobilités, interrogations sur le localisme

La mobilité a été doublement impactée par la crise sanitaire : d'une part par la restriction drastique du déplacement des personnes lors du confinement mais également par l'évitement des transports collectifs perçus comme lieux probables d'infection conduisant à de possibles tensions nouvelles, du moins sur certains territoires.

La crise du Covid-19 a déstabilisé la pensée architecturale et urbaine, notamment sur les questions de la densité urbaine, mais aussi des transports en commun. Ces thématiques sont à requestionner dans le cadre d'un urbanisme durable et sain. A La Réunion et dans certains territoires métropolitains, le tissu urbain lâche (maison - jardin), le besoin d'espace face au confinement et la voiture comme sas protecteur, sont vus d'un bon œil en période de pandémie, contrairement aux espaces restreints où la promiscuité règne. Ceci vient à contre-courant des politiques urbaines actuelles. La question du besoin d'espace devra être abordée dans les réflexions du « jour d'après ». Il y aura des enjeux et des paradoxes à approfondir et à concilier dans le cadre des réflexions en matière d'aménagement du territoire et d'écologie ! (Payet)

Ce sont toutefois les opportunités générées par la crise sanitaire et ses bénéfices environnementaux qui retiennent l'attention, y compris dans des domaines passés inaperçus. La relation à distance permise par la « visio » ne se limite pas en effet au télétravail.

[avec la baisse des déplacements quotidiens pour le motif de santé liée au développement de la télémédecine], la voiture serait le mode le plus impacté à la baisse en zone peu dense (60% de part modale en grande

couronne contre 8% à Paris pour le motif santé), ce qui contribuera à la baisse des émissions de CO2. Il y aurait aussi une baisse des besoins en transports sanitaires qui coûtent chaque année à l'Assurance maladie près de 8 milliards d'Euros. Il sera donc intéressant de suivre les chiffres de la téléconsultation dans les prochains mois. (Nguyen-Long)

Cette mobilité évitée grâce aux équipements et à l'apprentissage des outils télématiques s'accompagne d'une réflexion sur le renversement de la « charge de mobilité ».

Les personnes ne se déplacent plus vers les services, ce sont les services qui viennent à l'usager « immobilisé ». La mobilité est à intégrer dans un système global, hybridé, connecté, qui questionne le rapport fixe/mobile. L'hypothèse d'un développement d'activités mobiles (avec ses capacités d'autonomie et d'ubiquité, mais aussi son stationnement dans l'espace public) invite à en considérer les nombreux impacts territoriaux.[...] Non prises en compte par les recherches dans le domaine des transports, qui se focalisent sur le déplacement des individus ou sur la logistique, elles ne le sont pas davantage en tant que telles par la recherche urbaine, parce qu'en mouvement, donc « invisibles », ou sous un angle singulier (la vie foraine, nomade notamment dans le cadre de travaux sur l'hospitalité urbaine...). (Chaubet, Gottfried, Apel-Muller)

Ces réflexions sur la mobilité sont une autre manière pour certains de questionner le modèle métropolitain et l'hypermobilité qu'il générerait.

Il faut [...] revoir profondément la « doctrine » actuelle de l'aménagement du territoire, qui s'appuie sur la mise en concurrence des territoires et la concentration des moyens sur les métropoles. Elle néglige les territoires situés hors du giron métropolitain, sur-polarise l'emploi et catalyse les inégalités, favorise une périurbanisation qu'elle rejette en lui opposant la ville compacte comme parangon de la durabilité, et repose sur une logique de ruissellement économique fortement mise en doute. La métropole, indissociable d'une société hypermobile et incapable de se nourrir, est structurellement fragile. (Garié, Turquin)

Cette inversion de la charge de mobilité et les nouveaux services de livraison qu'elle génère posent également des problèmes concrets de soutenabilité tant sur le plan pratico-technique que sur celui des impacts sociaux d'une automatisation que la crise aurait accélérée.

Cette crise sanitaire invite ainsi à poser plus que jamais, la question de l'approvisionnement de la ville. Certaines entreprises ont ainsi pu intensifier le recours à l'automatisation et aux robots pour suppléer les absences de personnel [...] Va-t-on assister, en France, à une accélération de l'automatisation et de la robotisation des entrepôts mais aussi à un recours aux véhicules de livraison dans un avenir plus proche qu'envisagé précédemment et permettre ainsi plus de souplesses, des amplitudes horaires élargies...? Pour faire face aux modifications de la demande pendant la période de confinement et notamment à l'accroissement spectaculaire des commandes sur internet, certaines entreprises ont mis en œuvre de nouveaux entrepôts et ont aménagé des points de retrait et notamment des drives sur les parkings des distributeurs. [...] Plus généralement, l'émergence de nouveaux lieux temporaires de livraison va-t-elle se renforcer et pallier la carence de sites logistiques urbains ? A quelles conditions de faisabilité technique, économique et réglementaires? (Mykolenko)

Parallèlement, le retour au local en matière d'approvisionnement des villes comme alternative face à un contexte de circulation internationale contrainte des biens et des marchandises semble rejoindre et conforter le localisme comme moyen de diminuer l'impact environnemental de notre alimentation. Cette invitation à renouer avec le local face aux crises n'est toutefois pas nouveau dans l'Histoire et ses ressorts tout autant que ses impacts demanderaient ainsi à être réexaminés.

Ainsi, cette crise sanitaire nous interroge sur la capacité de nos systèmes de production, notamment agricoles et industriels, à faire face à de tels événements révélateurs de notre résilience. Par les mesures de protection, mises en place à l'échelon étatique (fermeture des frontières, arrêt des échanges internationaux, mesures de confinement...), la crise liée à la covid-19 incite à un « retour au local ». [...] Or, les discours actuels qui proposent de renouer avec le local, comme réponse à la crise globale, ne sont pas nouveaux : ils méritent donc d'être déconstruits, analysés, et inscrits dans le temps. (Tchékémian)

Vulnérabilité et solidarité

La crise n'a pas tant révélé de nouvelles inégalités que souligné la force structurante de ces dernières. Comment une épidémie qui ne provenait pas d'une maladie de la pauvreté en vient à s'inscrire dans une géographie sociale du territoire.

La crise sanitaire rend surtout visible les conditions impropres d'habitat de populations exclues du logement social, vivant dans différentes formes d'hébergement institutionnel ou lieux de vie informels : travailleurs saisonniers ou très précaires, personnes en situation de migration ou d'exil, etc. Ces lieux de vie, la plupart du temps surpeuplés et dans lesquels les conditions d'hygiène font défaut, deviennent foyers de contagion. [...] le fonctionnement des villes en contexte de crise en dépend également, beaucoup de travailleurs essentiels en période de crise y résidant : livreurs, éboueurs, vendeurs, etc. La crise montre ainsi l'importance de ne pas considérer les inégalités et les ségrégations comme étant des phénomènes marginaux liés uniquement à ces territoires à faible marge « d'extraction de richesse » (Semi, 2020), mais plutôt comme parties intégrantes des villes. (Diaconu)

La question des travailleurs essentiels est évoquée. Mais il s'agit moins d'assurer la permanence des services essentiels à la métropole que de mettre en lumière la faiblesse des lieux et formes de régulation sociale du travail (protection, logement, ...) dès lors que l'on sort du monde des grandes entreprises publiques ou privées, ce qui est le lot de nombre de ces activités. Il s'agirait alors de revisiter la notion de mixité sociale de façon moins abstraite et davantage située et incarnée.

[...] nous avons pu sentir comment nos existences métropolitaines, la vie urbaine étaient dépendantes de la multitude de ces emplois souvent d'exécution qui permettent la vie tout court. Actifs du transport et de la distribution, salariés des services publics et de santé, des télécommunications et de l'énergie sans compter les services de propreté...

Pour une large part, à la périphérie des grandes entreprises privées ou publiques, ces secteurs d'emploi n'offrent que de faibles régulations sociales. N'y a-t-il pas lieu de réfléchir, de concerter, de négocier et d'agir avec la volonté d'aboutir à de meilleures régulations sociales ? Les situations urbaines, professionnelles et sociales de ces emplois hyper-urbains mériteraient d'être mieux connues. Ne faudrait-il pas interroger la notion de mixité sociale telle qu'elle est utilisée non sans résultats en urbanisme mais qui reste générale et abstraite pour la plupart de nos concitoyens quand elle ne provoque pas localement des levers de boucliers ? Les anglo-saxons utilisent la notion de « key workers » (travailleurs clefs) pour prioriser et faciliter le logement de ces actifs dans et à proximité des centralités métropolitaines. (Grangé)

Face à cela, les contributions reçues insistent sur les vulnérabilités particulières et les solidarités nouvelles que la crise aurait vu émerger. Concernant ces dernières, ce serait tout à la fois leur caractère inédit et la possibilité de les faire perdurer qui retiennent l'attention.

En temps de confinement, les initiatives pour aider à traverser cette période ont montré la créativité et la résilience des copropriétaires pour mettre en place, à l'échelle de leur bâtiment, des systèmes de solidarité, d'entraide, de création de lien social, d'animation de communautés. Les exemples sont nombreux : utilisation des réseaux sociaux pour organiser les courses pour les aînés de l'immeuble, garde des enfants pour les parents soignants ou professeurs des écoles, animations artistiques spontanées pour égayer le quotidien, mutualisation d'espaces inoccupés au sein des logements pour permettre aux travailleurs de disposer de calme hors de son appartement, etc. Comment ces initiatives évoluent-elles au-delà de la période de confinement ? Ont-elles permis de créer un esprit de copropriété suffisamment fort pour inscrire de façon pérenne les intérêts du collectif dans les modes de vie de ses occupants ? (Scopic)

À l'approche par les publics ou les populations s'ajoute une approche par les territoires, car au-delà des vulnérabilités sociales ou celles liées aux conditions de logement, c'est bien des services urbains, accessoires comme essentiels, dont se sont vus priver sélectivement certains d'entre nous, en fonction de l'équipement de leur lieu de résidence. La crise inviterait ainsi à examiner le « droit à la ville » pour tous en conditions limites.

Une cuisine microscopique est acceptable lorsqu'il est possible et facile de trouver un restaurant à n'importe quel moment du jour ou de la nuit mais en contenant les déplacements dans un rayon de 1km, la qualité du logement et sa capacité à être un espace où l'on reste (son adaptabilité, sa taille, son confort) ainsi que la « ville au pied de chez soi » prennent une importance vitale. Dès lors, quel serait le « service minimum (énergie, alimentation, eau, espace vert...) » qu'un territoire a le devoir de rendre à ses citoyens pour garantir à tous un niveau d'habitabilité acceptable, et dans quel périmètre ? (de la Blanchardière)

Parmi l'identification de vulnérabilités particulières, la santé est peu présente dans l'ensemble des contributions reçues. Mais lorsqu'elle l'est c'est moins dans la perspective des pandémies à venir pouvant affecter la santé des corps que pour se pencher sur la question de la santé mentale aujourd'hui. Celle-ci,

appréhendée jusqu'ici comme une exception justifiant des approches institutionnelles ou sociales spécifiques, apparaît comme un risque plus général à la lumière de la crise.

Autre évolution remarquable dans le discours ambiant à l'occasion de la crise sanitaire : « avant », évoquer la santé mentale renvoyait essentiellement à un état maladif, concernant des personnes atteintes de troubles, souffrant de handicaps et/ou marginalisées (détenus, SDF...) ; pendant la crise, les atteintes à la santé mentale sont devenues un risque généralisé, susceptible d'impacter la population dans sa globalité. Demain, la santé mentale deviendra-t-elle un enjeu pour chacun et l'affaire de tous, notamment tous les acteurs de l'urbain ? L'aménagement devra-t-il être pensé pour soigner les esprits tout autant que les corps, et si oui comment s'y prendre ? (Novascopia)

De la même manière, la plus grande exposition des personnes âgées au virus a conduit à leur isolement sélectif, sans considération pour leur condition physique, leur activité ou leurs aspirations. Les réactions à cette situation conduisent certains à réinterroger les critères par lesquels, hors crise sanitaire, on appréhende la notion de « dépendance des personnes âgées » dans la conception des logements et résidences qui leurs sont dédiés.

[...la mise en lumière constante par la parole publique, durant cette période, du lien entre vieillissement et fragilité] a suscité les réactions d'incompréhension et d'indignation de tous ceux qui se sont trouvés, du fait de la tyrannie des classes d'âge, définis comme « à risque » alors qu'ils vivent et se vivent comme ressources indispensables au fonctionnement de la société. Cette insistance médiatique et contextuelle sur la notion de fragilité des plus âgés interroge assez directement les notions de « dépendance » et d'« autonomie », qui constituent des critères centraux dans la conception de logements pour les seniors. Dans quelle mesure le diptyque fragilité/dépendance doit-il être au cœur de la conception de logements seniors ? Comment doit-il ou peut-il être nuancé et adapté en phase avec les aspirations et les réalités des seniors d'aujourd'hui ? (Saint-Macary, Amaouche)

Enfin, la crise, avec ses décès plus nombreux qu'à l'accoutumée et la restriction du nombre de personnes admises aux cérémonies funéraires, a mis en lumière l'importance de la gestion de la mort et du deuil dans une société vieillissante. Si peu de drames ont été rapportés, ce serait davantage du fait de la résilience des

individus face aux conditions exceptionnelles du deuil que grâce aux facultés d'adaptation de notre système funéraire aux crises, présentes ou à venir.

Avec l'épidémie, chaque territoire a été touché de manière très inégale par les décès. Face à l'urgence sanitaire, certains ont eu recours à des lieux de conservation ou d'inhumation improvisés, qui ont fortement impactés les proches endeuillés. Mais comment répondre dignement aux situations exceptionnelles ? Force est de constater que la gestion des espaces funéraires, rarement anticipée qualitativement, n'a aucune marge d'adaptation. Quelles sont les conséquences de ce manque de planification ? (Iszatt)

En conclusion

Bien évidemment, « conclure » est la seule chose qu'il nous est interdit de faire à l'issue de cet aperçu. On peut noter en revanche que certaines questions alors à peine esquissées ont fait l'objet de développements et même de travaux (exode urbain, travailleurs clés, ...) dont les premiers résultats commencent à être publiés. D'autres questions semblent avoir été secondarisées avec le temps (celle des espaces collectifs...). Les synthèses tirées du travail de veille documentaire réalisé au long cours et que vous trouverez dans ce document permettent de les remettre en perspective. Reste que ces contributions, encore toutes fraîches de l'expérience inédite de la crise sanitaire et du confinement associé, peuvent constituer, avec d'autres, les bases de recherches et explorations futures en raison de l'étonnement qui les a faites surgir. Et, pourrait-on ajouter, en raison de l'étonnement que suscite leur lecture aujourd'hui, recouvertes qu'elles sont par une actualité qui nous rend parfois oublieux de notre propre expérience.



CHAPITRE 2

Un an de veille au rythme de la COVID-19

Emmanuelle Gangloff & H el ene Morteau

À l'image de la note #1 *on rétropédale!*², ce chapitre est l'occasion de revenir sur les grandes étapes de la crise pendant la période d'observation et d'analyser comment la recherche s'en est emparée selon une approche chronologique. Ce travail permet un premier constat : les étapes d'appréhension de la crise, identifiées dès juin 2020³, restent d'actualité et elles s'étirent dans le temps.

Les cinq étapes sont :

- Sentir/Ressentir ; le temps de la sidération,
- Comprendre/Observer ; le temps des interrogations,
- Gérer la crise ; le temps de l'adaptation,
- Se projeter ; les politiques de relance,
- Prospective.

En faisant un retour chronologique à partir du portail de veille⁴, nous avons observé que chacune des 6 thématiques étudiées (biodiversité/santé, logement, mobilités, travail, aménagement du territoire, loisirs/divertissements) était ponctuée par ces phases. D'emblée, la crise sanitaire agit comme révélatrice de sujets qui préexistaient mais qui ont été amplifiés par la situation. Certains thèmes ont été mis sur le devant de la scène médiatique, en rebond à l'actualité, et font l'objet de recherches. D'autres sujets seront présents plus ponctuellement dans le débat, et deux ans plus tard, ont - pour certains - quasi disparu de la scène médiatique.

2 http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/note_covid_1.pdf

3 Ibid.

4 https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

PRINTEMPS 2020

PHASE DE SIDÉRATION

Au printemps 2020, alors que le monde découvre l'ampleur de la pandémie, la France se confine le 17 mars 2020 pour presque deux mois. L'arrêt brusque des habitudes quotidiennes et des déplacements correspond à une phase de sidération, le confinement bouleverse tous les aspects du quotidien. La ville est placée sous "monitoring" par les chercheurs. Les premiers travaux sont tournés vers les questions **d'affects et de perception** de la crise à différentes échelles : de la micro-proximité du logement qui est un thème scruté à la loupe, aux espaces publics et plus généralement à la nature.

En parallèle, un **processus de dé-mobilité** s'engage qui concerne autant les personnes que les biens. Les commentateurs et chercheurs s'interrogent, est-ce la fin de la société de l'hypermobilité ?

PHASE DE COMPRÉHENSION

Rapidement, les experts tentent de comprendre les origines de la pandémie et ses mécanismes de diffusion en étudiant notre **rapport de domination à la nature**, et l'urbanisation galopante sur les espaces naturels propice au développement des zoonoses.

Des liens entre urbanisme et santé font l'objet de nombreux articles. Les préceptes de l'hygiénisme sont redécouverts, et l'on s'interroge sur la manière dont un urbanisme hygiéniste 2:0 et/ou un éco-urbanisme pourrait émerger.

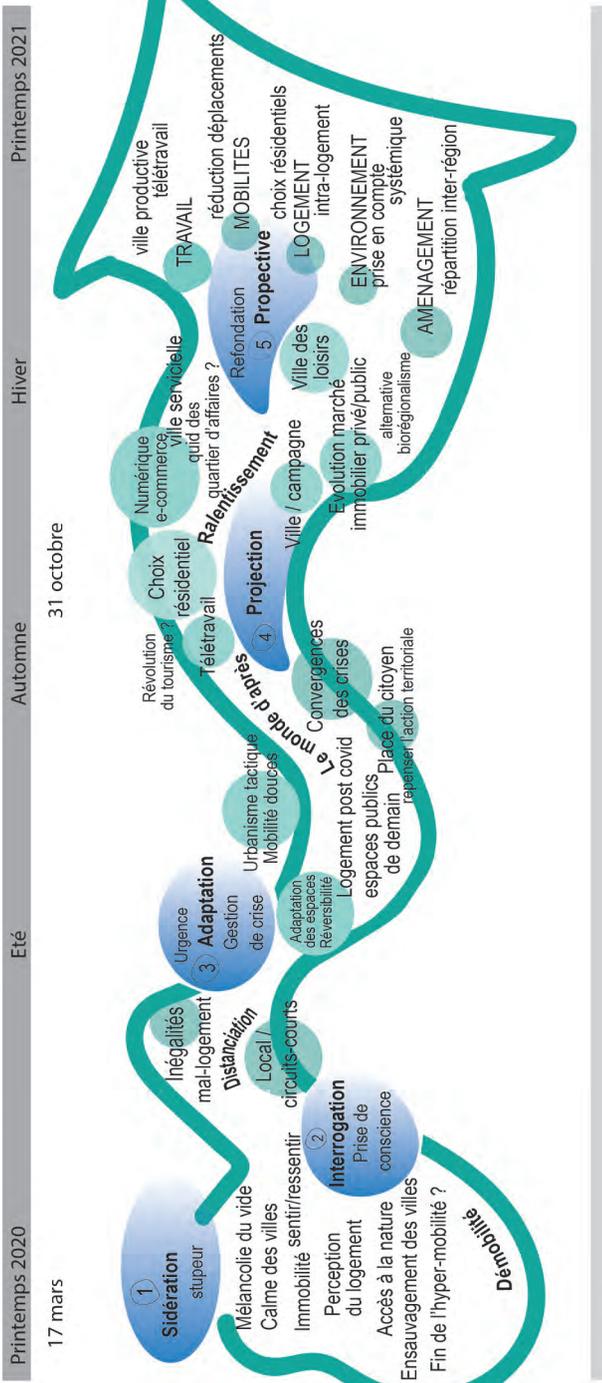
Des analyses s'intéressent à la "**géographie du virus**" et aux liens entre densité et contagion. La ville est alors taxée de tous les maux, créant la controverse.

PHASE DE GESTION DE CRISE ET D'ADAPTATION

Dans cette phase d'adaptation, les réponses face à l'urgence sont observées.

Des chercheurs tentent de comprendre les effets de la pandémie sur l'approvisionnement des biens de premières nécessités et s'interrogent sur une "**ré-industrialisation**" de la France, l'organisation des réseaux de solidarités et la mise en place de circuits-courts sont largement commentés. Face à une forte baisse de la fréquentation des transports en communs, des recherches tentent de décrypter l'évolution des choix des Français en matière de mobilité. Des études montrent **l'essor des mobilités douces**, telles que le vélo. La marche est plébiscitée et les villes s'organisent pour offrir plus d'espaces aux piétons.

FRISE CHRONOLOGIQUE



© Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Une partie importante du corpus en mai et juin 2020 est consacrée à la manière dont les villes s'adaptent aux mesures de distanciation. Différents dispositifs tels que la mise en place des coronapistes ou la piétonisation de certaines rues dans les centres urbains font la une de l'actualité.

ÉTÉ 2020

PHASE DE PROJECTIONS ET POLITIQUES DE RELANCE

Durant l'été, la question du **logement "post-covid"** est très investie. Comment faire des logements plus adaptés, plus grands, plus agréables à vivre avec un accès à l'extérieur et pourquoi pas des espaces de travail mutualisés au rez-de-chaussée des immeubles ? Des chercheurs livrent leurs opinions sur les **espaces publics de demain**, des sujets apparaissent au premier plan comme l'urbanisme tactique⁵, la ville du quart d'heure⁶, la ville malléable⁷, l'urbanisme participatif, l'éco urbanisme, l'urbanisme hygiénique⁸, la dé-saturation⁹, etc. Ces sujets préexistaient à la crise, mais sont considérés comme des solutions pour adapter l'urbanisme à la crise sanitaire et au-delà.

Le débat se resserre sur des choix stratégiques de long terme. Les différents écrits appellent à faire converger les problématiques de la **crise sanitaire à des enjeux de crises plus globaux (économie, écologie, transitions)**.

Le sujet de la gouvernance est également présent. Suite aux élections municipales, des commentateurs questionnent la manière de repenser l'action publique territoriale (échelles de gouvernance, lien inter-région, etc.) et l'inclusion du citoyen dans des dispositifs de démocratie participative. Après s'être concentré sur le logement, le débat porte sur le renouvellement du rapport ville/campagne et sur l'**évolution des choix résidentiels**. Y-a-t-il réellement une ten-

5 <https://www.millenaire3.com/dossiers/L-urbanisme-temporaire-un-levier-d-action-pour-fabriquer-la-ville-autrement>

6 <https://www.lemoniteur.fr/article/la-ville-du-quart-d-heure-ne-peut-etre-le-modele-supreme-de-la-pensee-urbaine-jean-marc-offner.2130639>

7 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/05/04/coronavirus-cette-crise-nous-in-vite-a-penser-la-ville-des-proximites_6038581_4811534.html , <https://www.franceculture.fr/economie/adaptable-reversible-malleable-la-ville-au-temps-de-la-covid>

8 <https://metropolitiques.eu/Peste-et-politiques-urbaines-a-Bombay-1896-1914.html>

9 <https://www.millenaire3.com/dossiers/Covid-19-pour-une-prospective-en-temps-de-crise/Desaturer-en-jouant-sur-le-temps-et-sur-l-espace-par-Luc-Gwiazdzinski>

dance à l'exode urbain ? Peut-on objectivement mesurer un attrait nouveau des villes moyennes et des zones périphériques ou rurales ?

AUTOMNE 2020

A la rentrée, les **transformations des lieux du travail sont questionnées** que cela soit à l'échelle de l'espace du travail ou du quartier. Avec le maintien du télé-travail, des écrits portent sur les effets à long terme sur l'aménagement des villes et des territoires ; comment les quartiers d'affaires se réinventent-ils ? Comment le marché de l'immobilier tertiaire évolue-t-il ? Également, les territoires dépendants d'une activité en crise (Toulouse, aéronautique) ou d'une activité touristique font l'objet d'une attention nouvelle.

Lors du deuxième confinement, le sujet du **commerce et des activités tertiaires à l'heure du numérique** est commenté. Comment maintenir une attractivité des centres urbains, vidés des travailleurs et des touristes ? Le développement du e-commerce est observé sous différentes facettes, que ce soit l'adaptation des commerces via le numérique, (marketplace, clique et collecte) ou les effets de la livraison à domicile en terme de logistique urbaine (enjeux du dernier-kilomètre).

La ville "servicielle" et le maillage territorial s'observent sous un angle nouveau, et l'on s'interroge sur les modalités d'accès pour tous aux services sur le territoire. Le numérique peut-il changer la donne ? Y-a-il des phénomènes de décentralisation par rapport aux métropoles et un rééquilibrage des territoires à venir ?

HIVER 2020

A mesure que la crise sanitaire perdure, face à un ralentissement généralisé des activités et de l'intensité urbaine, différents scénarios de sortie de crise sont envisagés.

PHASE DE PROSPECTIVE

Des auteurs s'accordent pour considérer la crise sanitaire comme une opportunité pour concrétiser des changements durables. Ils souhaitent s'appuyer sur le plan de relance pour mettre en place des politiques de transition écologique systémiques. Globalement, les écrits s'inscrivent dans une volonté de **croiser des enjeux sanitaires avec des enjeux de transition écologique**.

Des études d'opinion donnent des indications sur les aspirations des français en matière de choix résidentiel. Les conséquences sur l'aménagement du territoire, les politiques d'équipements et de service de proximité des mouvements de population cherchent à être décryptés. Des auteurs mettent l'accent sur le besoin d'avoir une **politique de planification** commune pour accompagner les effets d'interdépendance territoriale

Certains émettent l'hypothèse d'un retour durable au local qui pourrait s'accompagner d'une **réindustrialisation des territoires**. Le stress engendré par la crise sur le système de production et de distribution a révélé certaines faiblesses structurelles. Durant l'hiver, des auteurs s'intéressent à l'intégration d'un volet **sécurité alimentaire** dans les projets d'urbanisme. D'autres modélisent une relocalisation possible d'une partie de l'appareil productif en France.

Avec l'hiver, les conséquences sociales de la crise sont mises en avant ; comment limiter la fracture sociale et les inégalités spatiales renforcées par la crise ? Comment remédier durablement au mal-logement et éviter la précarité énergétique ?

Enfin, le couvre-feu met à mal la ville des loisirs. La fermeture des bars et restaurants, lieux culturels est commentée, les écrits de concepteurs décrivent l'importance de l'espace public dans le contexte post-covid pour se rassembler et se retrouver.

PRINTEMPS 2021

Le printemps permet de se projeter vers un nouveau déconfinement grâce aux perspectives offertes par la vaccination mais de nombreuses questions persistent : Quels seront les nouveaux besoins dans les logements (espace intermédiaire, habitat participatif, accès au vert) ? Quels seront les inflexions durables concernant les mouvements de population ? **Des sujets deviennent plus structurels et font l'objet d'investigation**. Certains voient le retour en grâce de la planification ; l'aménagement du territoire doit dépasser des enjeux locaux pour répondre à des besoins systémiques ; d'autres s'interrogent ; quel avenir pour le télétravail ? Quelles sont les nouvelles tendances en matière de mobilité ? Quelles évolutions pour l'immobilier tertiaire ? Comment mettre la question de la transition écologique au cœur de la fabrique des territoires ? Quelles sont les évolutions de programmes étatiques sur les petites et moyennes villes ?



CHAPITRE 3

Les six notes de synthèse thématiques

Emmanuelle Gangloff & Hélène Morteau

BIODIVERSITÉ, NATURE ET SANTÉ :

Comment la crise sanitaire rebat-elle les cartes du débat ?

Septembre 2020



La crise du COVID-19 offre un nouvel éclairage sur les termes du débat ville/nature en les complexifiant et en introduisant un sujet que les urbanistes avaient récemment oublié, celui de la santé. Se faisant, elle a permis de casser certains dogmes (comme la densité à tout prix) et elle appelle à un changement de paradigme mettant la biodiversité au cœur de l'aménagement urbain. Une autre lecture de cette évolution est possible, peut-être celle du grand retour de l'hygiénisme dans l'urbanisme. Cette crise a révélé le lien étroit qui existe entre biodiversité et santé, en même temps qu'elle a montré la complexité de ce lien. De même, elle a souligné l'urgence à mobiliser des ressources et définir des mesures pour qu'urbanité, sobriété, biodiversité et santé soient conciliables. Ce que l'on repère, grâce au corpus mobilisé, c'est à la fois le glissement thématique et la complexification qui s'est opérée, par rapport à une période où le mot d'ordre était de "verdir" la ville. En quelques mois, on est passé du sujet "nature en ville" (avant la crise) à la nécessité d'une pensée systémique pour inventer un "éco urbanisme" ou un nouvel hygiénisme fondé sur la « santé environnementale ».



Retrouvez la synthèse en
flashant ce QR code

Cette note se propose d'expliciter ces glissements et l'élargissement progressif du sujet de la nature en ville à celui d'un nouvel agenda urbain, qui, en fonction des auteurs, se décline soit en "nouveau projet hygiéniste" soit en "éco-urbanisme". Elle sera illustrée par les contributions de chercheurs et d'exemples émanant de territoires.

Un vaste champ de recherche émerge sur les liens entre forme urbaine et biodiversité. En témoignent, par exemple, les 45 réponses reçues par le PUCA à l'appel à projet de recherche BAUM² "Biodiversité, aménagement urbain et morphologie" lancé en février 2020. De son côté, la Direction Générale de l'Aménagement, du Logement et de la Nature a également conduit des travaux qui rejoignent les principaux questionnements soulevés dans cette note. A un niveau plus réglementaire, la COP15 sur la biodiversité prévue en 2021 affiche pour l'instant de grandes ambitions. On ne peut donc qu'espérer, au-delà d'une prise de conscience accélérée par la crise du covid, que chercheurs et praticiens travaillent de concert pour inventer un urbanisme régénératif, c'est-à-dire un métabolisme urbain susceptible d'avoir un impact positif sur l'environnement en produisant de la biodiversité, de l'énergie et de la nourriture, en recyclant les déchets, en stockant du carbone et en purifiant l'air et l'eau.

Plus que les nombreux rapports scientifiques décrivant la perte incroyable de biodiversité, cette pandémie qualifiée par Nikolaj Schultz « d'apocalypse tangible »³ aura-t-elle le pouvoir de changer durablement de paradigme urbain, faisant en sorte que le vivant prime sur le bâti ? Désormais la biodiversité sera-t-elle prise en compte à toutes les échelles d'aménagement et de fonctionnement de notre société ? Certains avis convergent en ce sens, peut-être sont-ils franchement optimistes.

LE BESOIN, L'ENVIE DE NATURE POUR LES CITADINS CONFINÉS ET LES RAPPORTS ENTRE LA NATURE ET LES HUMAINS

Repenser la place de la nature

Comme le souligne Philippe Clergeau, dans une note pour Terra Nova⁴, ce n'est qu'au début des années 2000 qu'un groupe d'experts rassemblés par l'ONU a reconnu que la nature était indispensable au bien-être de nos sociétés à travers les services écologiques que cette nature rend à l'Homme : services de production (matériaux de construction, habillement, alimentation, ...), de régulation (des pollutions, des inondations, des maladies, de la chaleur...) et les services culturels (loisirs, ambiances, éducation, ...). Aujourd'hui, des chercheurs en psychologie vont au-delà de ces considérations utilitaristes et ont montré les effets bienfaiteurs du contact avec la nature (voir les travaux des Kaplan⁵, Professeurs de Psychologie à l'Université du Michigan) notamment par le biais de la contemplation et du repos que l'on en retire. La nature offre aussi une filiation avec le monde sensible, par les sensations et les sentiments qu'elle favorise, les imaginaires qu'elle suscite⁶.

Depuis les premiers écrits d'Ebenезer Howard au début du XX^e siècle, la pensée urbaine se préoccupe de l'intégration de l'établissement humain dans un contexte naturel. Récemment, la place centrale des paysagistes dans les équipes de conception témoigne de l'évolution progressive du paysagisme dans le champ de l'urbain. De la conception centrée sur les parcs et jardins, ils travaillent désormais sur des échelles et des objectifs différents en pesant sur la structure des villes et la préservation de ses écosystèmes. Ces considérations sur l'évolution de la place accordée à la nature en ville et le rôle que peuvent y jouer les paysagistes étaient amorcées bien avant la pandémie. En revanche, la période de confinement a révélé un besoin de nature très fort pour certains citoyens privés d'un contact direct avec elle⁷. A ce sujet, Edgar Morin note un premier paradoxe : « Alors que nous étions confinés, jamais le monde extérieur, dans sa totalité, n'a été aussi présent. La crise a agi comme une piqûre de rappel incontestable de l'essentiel c'est-à-dire la santé, l'alimentation, la solidarité, la sobriété voire la lenteur »⁸.

Pour lui, la question est de savoir combien de temps cette piqûre de rappel persistera et ce qu'elle sera en mesure d'apporter comme changements.

Cette période du confinement aura révélé que l'accès à la nature est tout simplement vital⁹. Les parcs et jardins publics constituent le patrimoine collectif de nature de nombreux citadins. Or, beaucoup de ces espaces ont été fermés pendant le confinement, ce qui a exacerbé les inégalités entre ceux qui pouvaient et ceux qui ne pouvaient pas bénéficier d'un accès direct à la nature créant de fait deux catégories de population : ceux qui avaient et ceux qui n'avaient pas de jardin, de terrasse, de balcon. Pour ces derniers, c'est la double peine : enfermés dans de petits espaces domestiques et privés d'accès au peu de nature collective disponible en ville. L'impossible accès aux espaces de nature a accentué le ressenti de la minéralité de nos environnements urbains et renforcé l'envie de vert des citoyens¹⁰.

Le confinement aura aussi eu comme corollaire un "ensauvagement contraint" des villes. L'entretien moindre des espaces publics a favorisé le déploiement de la végétation (voir à ce sujet le travail de la photographe Rebekka Deubne)¹¹. Dans les parcs, squares et plate-bandes, des herbes hautes qui sont bien souvent arrachées ont poussé à travers les grilles, sur les bancs, au pied des arbres. Des plantes sauvages se sont frayées un chemin dans les failles de bitume et aux abords des immeubles¹². De nombreux observateurs ont constaté un retour des animaux en ville attirés par le calme et à la recherche de nourriture¹³. Alors que nous étions, humains, confinés, la nature se déconfinait¹⁴. Quelles seront les conséquences durables de cet épisode, sur les imaginaires et les pratiques ? Est-ce qu'un ensauvagement non plus contraint mais volontaire se prépare ?^{15/16/17}

Quels scénarios de sortie de crise ?

A l'issue du confinement, plusieurs scénarios sont envisageables. Ce besoin de nature, éprouvé pendant le confinement, va-t-il conduire à un déplacement durable de population vers le périurbain ou les zones rurales supposées être plus vertes¹⁸ ? Des enquêtes sont en cours^{19/20} sur les rapports entretenus avec notre environnement de proximité pendant le confinement ou sur l'évolution de la population par département entre la période qui a précédé le confinement et le début de celui-ci.

Il est trop tôt pour en tirer des conclusions sérieuses et surtout présager de l'avenir. Néanmoins, de nombreux articles décrivent un probable retour en force du périurbain²¹, un nouvel attrait pour les maisons de campagne²² ou des maisons secondaires²³. D'autres témoignent d'un exode urbain possible²⁴ ou présentent les recettes des petites villes²⁵ pour attirer les citadins en quête de changement de vie²⁶. A l'échelle des logements, architectes et promoteurs miseront ils plus largement sur des espaces extérieurs, des intérieurs plus spacieux ou réversibles^{27/28} ? Des observateurs notent à ce sujet certaines qualités des immeubles construits dans les années 1960/1970 qui offriraient une belle qualité de vie, atout non négligeable durant le confinement : ouverture vers l'extérieur, luminosité, espaces généreux, etc.²⁹. Notre quotidien sera-t-il plus tourné vers l'extérieur ? Pour des raisons de distanciation, de ventilation ou de bien être, le plein air deviendra peut-être une option viable pour les écoles³⁰ et les espaces de travail dans les mois à venir³¹. Toutes ces tendances, si elles s'avèrent confirmées et durables, auront des répercussions sur l'aménagement du territoire. Magali Talandier décrit les conséquences de l'exode des villes vers les campagnes provoquées par la crise sanitaire s'il venait à perdurer³². Sur la question des logements, dans les zones urbaines, la demande de jardins est plus forte qu'avant et les ménages veulent des logements plus grands³³. Est-ce que ces envies seront compatibles avec la faisabilité économique des nouveaux programmes de logements ou les objectifs du plan Zéro Artificialisation Nette ? Sur ces sujets, de nouveaux paradoxes viendront peut-être simmiscer dans le débat.

L'ensauvagement des villes qui s'est développé avec le confinement apporte aussi son lot de réflexions sur de nouvelles cohabitations homme/ nature et homme/ animaux³⁴, non sans conséquences sur l'aménagement du territoire. On pense en premier lieu aux corridors écologiques. D'autres leviers existent comme les « permis de dé-bitumer »^{35/36}, les bornes ultrasoniques ou olfactives, les trames noires pour limiter la pollution lumineuse et préserver les espèces nocturnes. Mais ces dispositifs risquent de n'être que des gadgets si on ne remet pas le vivant et la biodiversité au cœur de la conception urbanistique. Cela implique une transformation profonde de la manière de faire la ville. C'est le projet porté entre autres par Philippe Clergeau³⁷ pour faire de la nature un élément structurant du projet urbain, pas seulement un objet décoratif (voir dernière partie).

Enfin, en dehors du champ de la recherche urbaine, des chercheurs explorent ce thème et font des propositions. Elles concourent toutes à un changement de paradigme important centré sur le vivant et sa protection. Pour enfin reconnaître par le droit, le principe d'interdépendance qui régit le vivant et dont l'humanité fait partie, les personnalités juridiques des éléments naturels et de la biodiversité se développent partout dans le monde³⁸. D'autres observateurs prônent une véritable révolution comptable permettant de rendre compte d'un nouveau contrat naturel et de devenir « comptables » de nos actions vis-à-vis de la nature. Et cela, de manière conjointe et articulée, aux trois échelles de l'organisation collective : les nations, les entreprises, et les écosystèmes³⁹.

LA PLACE DE LA BIODIVERSITÉ EN VILLE (DENSITÉ, PRESSION DÉMOGRAPHIQUE, ÉCOSYSTÈME)

Pourquoi la biodiversité est-elle un sujet phare de la crise sanitaire ?

L'épidémie que nous connaissons a mis la biodiversité au cœur des débats car des liens ont été établis entre pandémie et biodiversité. A l'issue d'un colloque organisé par l'Office français de la biodiversité en avril 2019, trois types de pressions humaines sur les écosystèmes avaient été pointées du doigt comme favorisant l'émergence et la transmission de pathologies. D'abord, la fréquence et la mondialisation des échanges contribue à la diffusion des maladies dans des écosystèmes qui leur sont potentiellement favorables. Ensuite, la pression démographique conduit les humains à occuper les écosystèmes terrestres (plus de 75 % actuellement, sans doute près de 90 % en 2050) et à détruire les habitats des espèces sauvages provoquant à la fois une disparition massive des populations animales et un contact renforcé de l'Homme avec la faune, dont l'espace vital se réduit. Enfin, la destruction des habitats qui ne permet plus à la biodiversité de jouer son rôle de régulateur des pathogènes⁴⁰. Ces éléments étaient connus avant la pandémie actuelle, mais nombre d'articles relaient ces données au début du confinement^{41/42}. Pour Philippe Grandcolas : « On déforeste, on met en contact des animaux sauvages chassés de leur habitat naturel avec des élevages domes-

tiques dans des écosystèmes déséquilibrés, proches de zones périurbaines. On offre ainsi à des agents infectieux des nouvelles chaînes de transmission et de recompositions possibles »⁴³. Ainsi, la fréquence des épidémies augmente et la majorité sont des zoonoses, des maladies produites par la transmission d'un agent pathogène entre animaux et humains⁴⁴. Même s'il faut encore des preuves scientifiques pour comprendre l'origine exacte du virus SARS-cov2, le risque serait de penser que si la pandémie prend racine dans la biodiversité sauvage, il convient alors de « la supprimer ». Bien au contraire, les chercheurs engagent à davantage lutter contre les pressions qui s'exercent sur elle et à renforcer sa protection.

Dans le champ de l'urbain, les perspectives de travail sur la biodiversité sont foisonnantes. Elles recourent les questions de densité, de formes urbaines, d'imbrication de corridors écologiques à différentes échelles, d'architecture bio inspirée, etc. Faut-il renforcer la densité pour éviter l'étalement urbain et préserver la biodiversité là où elle se trouve ? Comment travailler les formes urbaines pour qu'elles soient propices à l'épanouissement de la biodiversité ? Parmi ces questionnements, notons tout de même quelques points de vue clivants qui n'ont pas manqué de créer la polémique. Certains dénoncent la densité et la concentration urbaine qui rentreraient « en conflit avec l'écologie » dénonçant plus loin « les nouvelles configurations urbaines qui portent en germe des déflagrations écologiques à haut potentiel de viralité »⁴⁵. Ce qui est sûr, c'est que la crise du coronavirus a été le vecteur inattendu d'une nouvelle prise de conscience mondiale sur la biodiversité. Il faudra voir à l'issue de la crise les changements réels dans les pratiques aménagistes et les projets.

Remettre l'homme au cœur de son écosystème

Faire une ville plus verte ou inspirée du vivant, développer un paysage vivant ou mettre en œuvre un urbanisme écologique ou régénératif voilà des injonctions qui, lues rapidement, peuvent paraître équivalentes mais il n'en est rien. Planter des arbres de la même essence sur une place ou un boulevard va permettre de climatiser et réduire les effets d'un îlot de chaleur mais ne contribuera pas forcément à accueillir la biodiversité. Ainsi le verdissement n'est pas gage de biodiversité qui implique une

dimension fonctionnelle, tout comme la permaculture⁴⁶. Dès le XIX^e siècle, des urbanistes, influencés par les figures du vivant, ont proposé des modèles urbains mimant des fonctions humaines à partir de poumons verts, de cellules à habiter et de flux inspirés de la circulation sanguine. Ce modèle de ville, à la fois anthropomimétique et fonctionnaliste, sera contesté par les défenseurs du modèle culturaliste (dont Ebenezer Howard et William Morris) qui s'inspireront davantage de la nature pour créer une ville organique. Faire de la bio-inspiration une ligne de force de la conception architecturale ou urbaine n'a donc rien de révolutionnaire.

En revanche, faire du paysage vivant une base conceptuelle pour les projets urbains représente un changement de cap. Selon Philippe Clergeau⁴⁷ « faire du paysage vivant, notamment dans ses composantes écogéographiques et biodiversitaires, le fondement, le vecteur promoteur du projet, c'est remettre le citoyen dans un contexte écocentré, voire évocentré⁴⁸, et non plus anthropocentré ». Selon lui, « intégrer cette réflexion sur le vivant dans le processus d'aménagement permettrait de se centrer sur des relations multifonctionnelles plus diverses où le non-bâti prendrait alors une signification aussi importante que le bâti et placerait d'emblée l'écologie des espaces au même niveau que l'architecture ». Ces objectifs doivent pouvoir être développés à toutes les échelles du bâtiment, à l'échelle du quartier, au grand projet, à la fois en ville et au sein des territoires. La crise du covid pourrait convaincre les plus sceptiques de changer de cap car elle témoigne des dysfonctionnements du système actuel et justifie de replacer les organisations humaines à leur juste place, c'est-à-dire comme des composantes intrinsèques du système Terre. Ce nouveau champ de recherche autour de l'urbanisme écologique mérite toute notre attention, il suppose de nouvelles méthodologies, de nouvelles compétences. Dans le dernier numéro de la revue *Urbanisme*⁴⁹, Marc Barra s'applique à montrer comment les outils d'aménagement et d'urbanisme peuvent être mobilisés à l'échelle par échelle pour implémenter cette approche. Pour lui, les documents d'urbanisme sont un levier puissant s'ils sont précédés d'une volonté politique forte en la matière. Ils devront aussi s'appuyer sur une évolution du cadre fiscal, réglementaire, et des méthodes de projet. De même, la mise en oeuvre opérationnelle d'un urbanisme écologique revêt une dimension complexe qui sied peu aux administrations trop habituées à travailler en silo. Il est pro-

bable que les services opéreront une mue pour mettre en oeuvre la transversalité nécessaire à la compréhension des enjeux écologiques. La ville de Barcelone vient de montrer l'exemple en créant récemment un département « *Ecologia, Urbanismo, Infraestructuras y Movilidad* ».

Selon Edgar Morin ; « cette crise aura permis de remettre l'homme au sein de son écosystème c'est-à-dire à sa bonne place. Dans cette idée, l'homme maître de la nature et de son destin notamment grâce à l'intelligence artificielle qui saurait aujourd'hui faire tout le sale boulot était et demeure un mythe totalement imbécile, qui essaie de nous masquer la réalité »⁵⁰. Cette crise permettra, on peut l'imaginer, de donner corps à une pensée moins anthropocentrique qui aura des effets certains sur la manière de penser et de faire la ville. Comme l'explique Raphaël Besson, les acteurs de l'urbain « se sont inventés comme autonomes. Ils se sont progressivement séparés des écosystèmes sociaux et naturels, pour fonder une discipline hermétique à d'autres formes de savoir. C'est ce processus de « désencastrement » et de séparation des savoirs sur la ville qui a généré un urbanisme déconnecté du vivant et du système Terre ». Tout l'enjeu pour les écosystèmes urbains sera donc de se réencastrent dans les écosystèmes sociaux et naturels. La crise sanitaire sera-t-elle un accélérateur de ce réencastrement ? Ce qui est certain c'est qu'elle aura permis de rapprocher urbanisme/ santé environnementale et biodiversité.

VERS UN «NOUVEAU PROJET HYGIÉNISTE» AUTOUR DE LA SANTÉ ENVIRONNEMENTALE ?

La biodiversité comme facteur de régulation des virus

Post-confinement et alors que la menace d'une seconde vague est très présente, des textes mettent en avant la nécessité d'intégrer de nouvelles règles d'aménagement pour vivre en ville et concilier risque de propagation du virus et densité urbaine⁵¹. Des chercheurs s'intéressent à la manière de vivre avec les pandémies, de les contenir et retracent les liens entre urbanisme, santé et biodiversité. Ces sujets qui préexistaient sont -- avec la crise -- mis sur le devant de la scène. Elle révèle l'incapacité pour les villes de protéger les populations des risques épidé-

miques de manière totalement efficiente. Les observateurs soulignent que cela ne revient pas simplement à penser le monde d'après, mais à concevoir la façon de « vivre avec »⁵² et, à imaginer un écosystème plus global qui prenne en compte tous les êtres vivants. Selon Philippe Clergeau, l'idée d'une ville accueillante pour l'humain doit être étendue à l'ensemble des organismes vivants. Il rappelle « *qu'en supprimant des espèces animales ou en évitant leur développement (cas des villes trop aseptisées), on supprime des barrières, des filtres, que cette faune peut jouer dans les propagations de maladies* »⁵³. Ce dernier évoque une forme de paradoxe : « *Même en ville, on ne pouvait pas vivre bien sans un rapprochement avec la biodiversité et donc sans la favoriser* »⁵⁴.

Dans la continuité des recherches déjà entamées, la crise sanitaire est l'occasion de s'interroger sur l'enjeu d'intégration de la biodiversité à toutes les étapes du projet urbain : de la conception à la réalisation. La mise en place d'une biodiversité fonctionnelle semble être l'un des sujets de recherche à venir⁵⁵ dans une forme de paradoxe : comment organiser la forme urbaine favorisant des corridors écologiques, la préservation de l'habitat des animaux tout en limitant les contacts entre les espèces pour éviter la propagation de virus ? Les thèmes de la densité et biodiversité, la santé environnementale⁵⁶, ou encore l'émergence d'un éco-urbanisme sont largement relayés. Différents textes^{57/58} s'accordent à dire que restaurer la biodiversité en ville et lutter contre l'artificialisation des sols favorise des écosystèmes résilients capables de mieux protéger les populations. Pour favoriser la nature en ville, préserver les écosystèmes afin de limiter les zoonoses et protéger la population de la propagation des virus, des modèles urbains émergent. Avec eux, s'ouvre la possibilité d'un nouveau contrat social à partir de prescriptions hygiénistes, écologiques et environnementales.

L'aménagement pour réguler et limiter la propagation des virus

Dès le début du confinement, les connexions entre santé et ville sont mises en évidence, rappelant la dépendance des systèmes urbains à la volonté de limiter la propagation des maladies infectieuses. Reprenant historiquement des éléments sur la santé comme déterminant dans la construction de l'urbanisme^{59/60}, des auteurs redécouvrent les préceptes de l'urbanisme hygiéniste et

les logiques d'urbanisme fonctionnel pour assainir les villes (propreté, aseptisation des espaces). Ainsi, d'un côté, un projet hygiéniste réémerge pour faire face à l'incapacité de la ville à prendre soin de ses habitants⁶¹, et, de l'autre, le rapprochement est fait entre maintien des écosystèmes, biodiversité et nature en ville pour améliorer la qualité de vie et favoriser la résilience urbaine. Un hygiénisme 3.0 post-covid s'initie.

Différents outils sont mis en avant pour réinventer la ville et combattre les épidémies⁶² insistant sur la nécessité de dialogue entre habitat, urbanisme et santé. Des liens s'opèrent à différents niveaux ; de l'évolution du logement pour se rapprocher de la nature et trouver les conditions de qualité de vie favorable à une bonne santé, en passant par l'aménagement temporaire des espaces publics à la faveur de la distanciation sociale, jusqu'aux futures prescriptions en matière d'aménagement de territoire. Rapidement des solutions temporaires sont trouvées pour créer les conditions de la distanciation sociale avec l'essor de solutions d'urbanisme tactique⁶³. De nouvelles trames urbaines sont envisagées, et la ville se redessine⁶⁴. Hélène Hatzfeld évoque l'accroissement d'une « urbanité piétonnière face à l'entrechoquement de la sécurité sanitaire et de la sécurité de déplacement »⁶⁵. À l'échelle architecturale, Jean-Louis Violeau pressent « un retour en force de l'hygiénisme en architecture - contre lequel s'était justement élevé et construit le postmodernisme »⁶⁶. Différents articles s'intéressent à l'évolution des modèles architecturaux qui inspirent encore aujourd'hui tels que l'École du Bauhaus, les travaux du Corbusier ou encore les cités-jardins⁶⁷. Par ailleurs, il est fait état de solutions pour reconfigurer temporairement des espaces (architectures modulaires, capsules de soins intensifs provisoires, etc.)⁶⁸. Plus largement, les activités humaines et la façon dont les villes sont construites sont questionnées au prisme de la densité ; « Il faut passer de la densité de quantité à la densité de qualité, prenant en compte les ressources »⁶⁹.

Cela amène à une autre idée, celle d'intégrer la biodiversité dans une perspective d'éco-urbanisme. Le modèle de la ville durable cherche à se reconnecter à ses territoires en favorisant la biodiversité et la préservation des écosystèmes vivants. Comme en témoigne le sujet 2020 du concours European, on imagine des villes vivantes et autres scénarios d'urbanisme régénératif. Ainsi, la crise

interroge les professionnels de l'urbain sur « la santé des villes autant que sur les outils pour les concevoir »⁷⁰.

Une approche globale et systémique de l'urbanisme de la santé

Les pratiques en matière d'urbanisme de la santé sont scrutées à la loupe, révélant le besoin de nouvelles compétences pour une meilleure efficacité des infrastructures face aux risques de pandémies. Quelles seront les adaptations architecturales pour les hôpitaux de demain⁷¹? Comment aménager des espaces de "respiration" et de "distanciation" en ville⁷²? Comment rendre des espaces réversibles pour organiser des réseaux de distribution, d'entraide et de solidarité afin de préserver et contenir la circulation des virus dans les métropoles? Plus largement, alors que la prise de conscience de l'impact de l'homme sur la destruction des écosystèmes vivants s'accroît avec la crise⁷³, différents écrits promeuvent une nouvelle alliance entre santé et urbanisme pour protéger les populations et les écosystèmes de la pollution, des conséquences du changement climatique, et de la recrudescence des maladies. S'interrogeant sur l'émergence d'un nouveau projet hygiéniste, Albert Levy indique que « l'on doit aujourd'hui [...] en mobilisant les connaissances développées par les sciences sociales, écologiques, médicales et urbaines, construire un éco-urbanisme avec la santé environnementale pour horizon, en renouant les liens entre urbanisme et santé »⁷⁴. Plus récemment, Marianne Malez remarque que, « la santé, c'est le nouveau développement durable dans l'aménagement. [...] Si avant, les urbanistes passaient toutes les politiques publiques au prisme du développement durable, dorénavant cela pourrait être en fonction des enjeux de santé »⁷⁵.

Ainsi, alors que le sujet santé était plutôt centré sur des problématiques de bien-être et de qualité de vie, avec la crise, les pratiques en matière d'urbanisme et de santé sont questionnées. La demande sociétale change avec le besoin de protection des populations face aux épidémies. Elle entre en résonance avec des préoccupations écologiques, environnementales face aux risques de pollution, et du changement climatique. La crise rend concrète l'impact de l'activité de l'homme sur les écosystèmes vivants. L'impossibilité d'ignorer les contextes environnementaux, sanitaires et écologiques conduit à questionner

les métiers de l'urbain et appelle de nouvelles compétences. Ecologues et architectes se rassemblent autour de ces sujets, et la biodiversité apparaît comme un enjeu dès la conception du projet. Un certain nombre d'articles font état également du besoin d'associer les acteurs de la santé publique à l'urbanisme⁷⁶. Depuis quelques années, les agences et les instituts d'urbanisme développent des formations sur ces sujets^{77/78} et il y a fort à parier qu'à l'avenir, cette tendance perdure notamment pour répondre à un mouvement global (Rapport ONU One Health). Par ailleurs, il est rappelé qu'au sein des collectivités, auprès des professionnels, ou dans les formations d'ingénieurs, d'architectes et d'urbanistes, « l'écologie scientifique et les compétences en biodiversité doivent gagner en importance et en légitimité pour accompagner ce changement »⁷⁸.

Protection des populations, liberté et limites

Le tournant qui s'annonce en faveur d'un nouveau projet hygiéniste et régénératif n'est pas sans poser de questions. A l'heure où nous écrivons, la rentrée arrive avec son lot de kits de bonnes pratiques, guides "de distanciations sociales" et autres nouveaux protocoles sanitaires. Avec cela, la montée en puissance d'un urbanisme du "care" associé à des modèles de ville intelligente peut avoir quelques limites. Dans une logique hygiéniste, des collectes d'informations et l'utilisation de l'intelligence artificielle pour le contrôle de la pandémie pourraient aussi déboucher sur une forme de surveillance généralisée des populations.

Prendre soin des populations, construire un cadre de vie protecteur face aux pandémies, ne doit pas faire oublier des enjeux en matière d'inégalité sociale, de vivre-ensemble et de communs, enjeux que la crise sanitaire aura révélés avec acuité. Comment ne pas exclure des formes de sociabilités au prétexte de la protection?

Par ailleurs, la montée en puissance d'un nouvel ordre urbain centré sur la biodiversité implique un changement de paradigme dans la conception du paysage urbain. La prise en compte de la biodiversité dès le diagnostic dans les projets d'aménagement nécessite des expertises spécifiques. Se pose alors la question de la formation et des moyens d'agir en transversalité. En effet, dans la

perspective d'une ville régénérative, comment éviter un raisonnement en silo ? Ce besoin de technicité urbaine ne risque-t-il pas d'éloigner les citoyens de ces sujets ? Comment mettre ces questions au cœur de l'éducation et favoriser les logiques de coopérations inter-secteurs ? Enfin, cela pose la question des financements des projets avec des équipes qui s'étoffent en agrégeant des compétences de plus en plus diverses. Faut-il renverser les échelles de valeurs⁸⁰ ? Devrions-nous raisonner en terme de gain écologique plutôt qu'en coût de conception urbaine⁸¹ ? Toutes ces données sont autant de pistes pour le futur afin de trouver les conditions d'une ville plus saine et vivante.

CONCLUSION

La crise du covid a mis en lumière des enjeux comme celui de la biodiversité et son interdépendance à la santé environnementale. A partir du corpus étudié, les différents débats, commentaires et analyses font éclore une façon de "re-penser la ville" ; c'est-à-dire de trouver les conditions pour concilier biodiversité, santé et urbanité. En filigrane, ce sont différents modèles urbains qui apparaissent⁸² et autant de scénarios de "sortie de crise"^{83/84/85}. Celle-ci a mis en évidence le paradoxe entre besoin de nature et destruction des écosystèmes par l'homme, entre nature et densité urbaine. Elle a également révélé une dualité entre propreté (logique d'aseptisation, d'assainissement des espaces) et biodiversité. Enfin, elle a souligné le besoin de mesurer et de s'éduquer sur ces questions peu traitées dans les projets urbains et l'aménagement du territoire. Si la recherche s'empare progressivement de ces sujets, il est encore trop tôt pour voir quels seront les principaux sujets à venir. Néanmoins, de nouveaux cadres de pensée liés à la transition écologique⁸⁶ apparaissent. Il s'agit de réapprendre à vivre dans son milieu⁸⁷ en passant d'un contexte anthropocentré à un contexte éco voir évo-centré⁸⁸ et de mettre la biodiversité au cœur des dispositifs d'éducation et d'emploi. Plus globalement, les auteurs nous enjoignent d'adopter une approche globale systémique pour ramener la nature dans nos vies⁸⁹, mieux vivre avec, ne pas l'ignorer et penser la biodiversité comme un élément d'un nouveau projet sociétal. Avec la montée en puissance d'un éco-urbanisme et un projet hygiéniste post-covid 3.0, une vigilance s'impose pour ne pas techniciser à outrance la fabrique urbaine. Il s'agit d'imaginer de nouvelles formes de projet inclusives pour être autant que possible résilients face aux défis sanitaires, environnementaux et sociétaux à venir.

NOTES

1 D'après l'OMS, la santé environnementale comprend les aspects de la santé humaine, y compris la qualité de la vie, qui sont déterminés par les facteurs physiques, chimiques, biologiques, sociaux, psychosociaux et esthétiques de notre environnement. Elle concerne également la politique et les pratiques de gestion, de résorption, de contrôle et de prévention des facteurs environnementaux susceptibles d'affecter la santé des générations actuelles et futures. Aussi, pour préserver l'état de santé de la population il faut viser une série de facteurs allant de la qualité des eaux, de l'air, des sols, de l'alimentation, à la protection du bruit, tant à l'extérieur que dans les espaces clos, à l'amélioration de la qualité de l'air intérieur ou à la lutte contre l'insalubrité, les expositions au plomb ou aux fibres d'amiante. Voir : <https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/>

2 <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/appeal-a-projets-de-recherche-baum-biodiversite-a1917.html>

3 <https://aoc.media/opinion/2020/07/19/coronavirus-en-fin-une-apocalypse-tangible/?loggedin=true>

4 https://tnova.fr/system/contents/files/000/002/044/original/Terra-Nova_Cycle-Covid19_La-biodiversite-dans-les-crisis-sanitaires-climatiques-et-sociales_Philippe-Clergeau_140520.pdf?1589450760

5 Rachel et Stephen Kaplan, professeurs de psychologie environnementale à l'université du Michigan (États-Unis), explorent depuis les années 1980 les effets restaurateurs du contact avec les environnements et éléments naturels – parcs, forêts, jardins, lacs, mais aussi des arbres ou plantes d'intérieurs.

6 Voir la note de lecture rédigée par Marie Drique sur le livre de Cynthia Fleury, Anne-Caroline Prévot (dir.), 2017, *Le souci de la nature*. Apprendre, inventer, gouverner, Paris, CNRS éditions, 378 pages [en ligne] : <https://journals.openedition.org/developpementdurable/12096>

7 <https://theconversation.com/how-to-improve-our-relationship-with-nature-after-coronavirus-139451>

8 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/edgar-morin-le-covid-nous-a-rappelle-les-principes-qui-font-societe-42190/>

9 <https://theconversation.com/confinement-en-ville-pourquoi-lacces-a-la-nature-est-tout-simplement-vital-137500>

10 <https://www.enlargeyourparis.fr/societe/ce-que-le-confinement-a-souligne-profondement-cest-une-envie-de-nature>

11 <http://rebekkadeubner.com/journal.html>

12 https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2020/07/16/le-confinement-cette-parenthese-enchantee-ou-la-nature-a-repris-ses-droits_6046325_4497319.html

13 https://www.wedemain.fr/Singes-pumas-alligators-20-animaux-sauvages-de-retour-en-ville_a4655.html

14 Des observations sont en cours pour chiffrer les effets du

confinement sur les espèces et donc comprendre quelles espèces sont habituellement les plus impactées par nos comportements, à consulter sur les sites de la LPD et Vigie-Nature.

15 https://www.wedemain.fr/Voyage-dans-la-France-qui-s-en-sauvage_a4832.html

16 <https://www.pavillon-arsenal.com/fr/et-demain-on-fait-quoi/11627-lensauvagement-le-non-humain-et-les-zones-dactivites.html>

17 <https://www.franceculture.fr/emissions/la-grande-table-idees/la-ville-future-arche-de-noe>

18 <https://theconversation.com/tous-au-vert-scenario-retro-prospectif-dun-exode-urbain-137800>

19 https://docs.google.com/forms/d/e/1FAIpQLSdd_WG-mMtkhDg65A3tpVf5HLaz19g6VAVSh4m9fYWzGpbycA/viewform

20 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/04/08/coronavirus-quels-departements-ont-gagne-ou-perdu-le-plus-d-habitants-depuis-le-confinement_6036035_4355770.html

21 <https://www.lagazettedescommunes.com/680323/et-si-on-misait-enfin-sur-le-periurbain/>

22 <https://www.lesechos.fr/patrimoine/immobilier/le-grand-retour-des-maisons-de-campagne-1224006>

23 https://www.lemonde.fr/argent/article/2020/07/02/le-nouvel-engouement-pour-les-residences-secondaires_6044900_1657007.html

24 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/13/paris-est-menace-par-l-urbanisme-du-depeuplement_6046026_3232.html

25 <https://theconversation.com/la-crise-du-covid-19-laubedune-nouvelle-ere-pour-les-territoires-136861>

26 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/07/24/post-confinement-les-recettes-des-petites-villes-pour-attirer-les-citadins-en-quete-de-changement-de-vie_6047207_4811534.html

27 <https://www.lemoniteur.fr/article/des-idees-ambitieuses-pour-habiter-mieux.2095961>

28 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/logement-que-les-pace-et-la-lumiere-soient-42191/>

29 https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/07/02/le-retour-en-grace-des-immeubles-des-annes-1970_6044883_4497916.html

30 <https://theconversation.com/nature-a-lecole-le-temps-est-il-venu-de-faire-classe-en-plein-air-141309>

31 https://www.wedemain.fr/Pres-l-essor-du-coworking-voici-venu-le-bureau-en-plein-air_a4822.html

32 <https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/06/01/opposer-ville-et-campagne-ne-nous-fera-pas-avan->

cer_6041376_4811534.html

33 <https://www.capital.fr/immobilier/logement-les-aspirations-des-francais-ont-elles-reellement-change-avec-la-crise-1379117>

34 <https://usbeketrica.com/article/a-quoi-ressembleraient-villes-plus-qu-humaines>

35 À Paris : <https://www.paris.fr/pages/un-permis-pour-vegetaliser-paris-2689>

36 ou à Lyon : <https://www.mediacites.fr/solutions/lyon/2020/08/17/des-trous-dans-les-trottoirs-ou-comment-vegetaliser-la-ville-par-petites-touches/>

37 Philippe Clergeau, *Urbanisme et biodiversité : vers un paysage vivant structurant le projet urbain*, Editions Apogée / coll. Espace des sciences, 2020.

38 <https://www.franceculture.fr/emissions/la-transition/quand-la-nature-reprend-ses-droits>

39 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/19/une-revolution-comptable-pour-rendre-compte-d-un-nouveau-contrat-avec-la-nature_6046638_3232.html

40 <https://ofb.gouv.fr/actualites/quels-liens-entre-crise-sanitaire-et-biodiversite>

41 <https://theconversation.com/covid-19-ou-la-pandemie-dune-biodiversite-maltraitee-134712>

42 <https://www.aefinfo.fr/depeche/624008>

43 https://www.lemonde.fr/sciences/article/2020/04/04/pandemies-nous-offrons-a-des-agents-infectieux-de-nouvelles-chaines-de-transmission_6035590_1650684.html

44 En 2008, Nature avançait dans un article le chiffre de 335 maladies infectieuses émergentes depuis les années 1940 dont 60% de zoonoses, 72% provenant de la faune sauvage et montrait que l'augmentation était régulière d'une décennie à l'autre.

45 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/04/08/urbanisme-mettre-la-nature-en-ville-est-une-promesse-dangereuse_6035989_3232.html

46 Philippe Clergeau, *Urbanisme et biodiversité : vers un paysage vivant structurant le projet urbain*, Editions Apogée / coll. Espace des sciences, 2020, p. 29.

47 Philippe Clergeau, *Urbanisme et biodiversité : vers un paysage vivant structurant le projet urbain*, Editions Apogée / coll. Espace des sciences, 2020.

48 Pour l'écocentrisme, la croissance économique ne peut être durable si elle menace son support écologique. L'égo-centrisme, lui, impliquerait plus l'évolution concomitante de l'Homme et de son environnement et donc les notions d'adaptation et de résilience. Définitions tirées de Philippe Clergeau, *Urbanisme et biodiversité : vers un paysage vivant structurant le projet urbain*, Editions Apogée / coll. Espace des sciences, 2020, p. 11.

49 Marc Barra, "Villes résilientes, réconcilier urbanisme

et nature", *Revue Urbanisme* n°417, p. 46. <http://www.uccrn-europe.org/urbanisme-n%C2%BD417-habiter-un-monde-plus-chaud>

50 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/edgar-morin-le-covid-nous-a-rappelle-les-principes-qui-font-societe-42190/>

51 <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-06-27/densite-urbaine-ne-rime-pas-avec-contagion.php>

52 <https://www.politis.fr/editions/1613-1614-1615-les-luites-essentiellees-deconfinées-34219/>

53 <https://tnova.fr/notes/la-biodiversite-dans-les-crises-sanitaires-climatiques-et-sociales>

54 *ibid.*
55 Voir à ce sujet, l'ensemble des propositions faites dans le cadre de l'appel à recherche BAUM : <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/appele-a-projets-de-recherche-baum-biodiversite-a1917.html>

56 Covid-19 et Santé environnementale
57 <https://theconversation.com/covid-19-ou-la-pandemie-dune-biodiversite-maltraitee-134712>

58 http://www.senat.fr/fileadmin/Fichiers/Images/commission/Developpement_durable/Covid-19/2020-05-20_Recommandations_eau_biodiv.pdf

59 https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/sante-et-urbanisme-approche-historique.html?utm_source=email&utm_campaign=6clics_lactu_de_LInstitut_Paris_Region__115__19_mars_2020&utm_medium=email

60 <https://www.revue-belveder.org/index.php/vers-un-nouvel-hygiénisme/>

61 <https://www.metropolitiques.eu/La-ville-dense-a-trahis-habitants.html>

62 Aziza Chaoui, *Repenser la ville de demain*, *Revue Urbanisme* n°417, p.13. https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/19/reinventer-la-ville-pour-combattre-les-epidemies_6043379_3232.html

63 <https://theconversation.com/sinspirer-de-lurbanisme-tactique-pour-adapter-les-villes-a-la-distanciation-physique-136642>

64 <https://www.pieuvre.ca/2020/08/27/societe-pandemie-urbanisme-transformation/>

65 Hélène Hatzfeld, *Pour une urbanité piétonnière*, *Revue Urbanisme* n°417, p.15.

66 Jean-Louis Violeau, *Eloge de la terrasse*, *Revue Urbanisme* n°417, p.13. https://www.urbanisme.fr/habiter-un-monde-plus-chaud/magazine-417/TOWN#anchor_1657

67 <https://www.larchitectureaujourd'hui.fr/65645/>
68 Aziza Chaoui, *Repenser la ville de demain*, *Revue Urbanisme* n°417, p.13. https://www.urbanisme.fr/habiter-un-monde-plus-chaud/magazine-417/TOWN#anchor_1657

- 69 <https://www.metropolitiques.eu/La-ville-dense-a-trahis-habituants.html>
- 70 Aziza Chaoui, Repenser la ville de demain, Revue Urbanisme n°417, p.13. https://www.urbanisme.fr/habiter-un-monde-plus-chaud/magazine-417/TOWN#anchor_1657
- 71 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/05/14/quel-architecture-pour-l-hopital-de-de-main_6039617_3246.html, <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/624470>
- 72 <https://theconversation.com/les-hopitaux-ont-be-soin-despaces-pour-respirer-143120>
- 73 <https://usbeketrica.com/article/faut-il-sanctuariser-nature-reponse-pandemie>
- 74 https://www.revue-belveder.org/wp-content/uploads/2020/02/LEVY-Albert_Vers-un-nouvel-hy-gi%C3%A9nisme_version-longue.pdf
- 75 <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/632578>
- 76 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/04/03/les-acteurs-de-la-sante-publique-doivent-etre-davantage-associes-a-l-urbanisme_6035500_3234.html
- 77 <http://www.iaur.fr/formation/formation-continue/spat-sante-publique-amenagement-territoire/>
- 78 <https://www.lagazettedescommunes.com/675270/une-formation-a-la-resilience-a-destination-des-collectivites-en-septembre/>
- 79 Marc Barra, Villes résilientes, réconcilier urbanisme et nature, Revue Urbanisme, n°417, p.49.
- 80 <https://leonard.vinci.com/reconcilier-ville-et-vivant-de-nouveaux-imaginaires-et-des-financements/?pre-view=true>
- 81 <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/integrer-la-biodiversite-dans-la-relance-post-covid>
- 82 <https://theconversation.com/quel-modele-pour-une-ville-vraiment-vivante-13633>
- 83 <http://www.mission-economie-biodiversite.com/wp-content/uploads/2020/06/BIODIV-2050-N20-FR-MD-WEB-3.pdf>
- 84 <https://usbeketrica.com/article/dix-recommandations-pour-prevenir-les-futures-pandemies>
- 85 <https://www.un.org/fr/coronavirus/articles/DNU-CCOVID-19-lecons-tirees-biodiversite>
- 86 <https://aoc.media/analyse/2020/07/21/transition-ecologique-transition-des-modes-de-pensee/>
- 87 https://www.wedemain.fr/Voyage-dans-la-France-qui-sensauvage_a4832.html
- 88 Philippe Clergeau in Urbanisme et biodiversité, Vers un paysage vivant structurant le projet urbain, (dir, Philippe Clergeau), Editions Apogée, 2020, p.11.
- 89 <https://www.caissedesdepots.fr/blog/article/integrer-la-biodiversite-dans-la-relance-post-covid>

Directrice de la publication :

Hélène Peskine

Comité de pilotage :

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, François Ménard, Carole Jovignot, Bertrand Vallet

Rédaction :

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Septembre 2020

www.urbanisme-puca.gouv.fr - https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

Twitter : [@popsu_puca](https://twitter.com/popsu_puca)

LE LOGEMENT FACE À LA CRISE SANITAIRE

Octobre 2020



Ces derniers mois, la moitié de la population mondiale est restée confinée pour limiter la propagation de l'épidémie de la COVID-19. De ce fait, le rapport au logement est devenu l'un des points névralgiques de l'appréhension de la crise. Face à une situation inédite de confinement, le logement est observé sous toutes ses coutures. Chercheurs et spécialistes soulignent les tensions qui le traversent, confortant pour certains leurs analyses antérieures, ou déplaçant le curseur pour d'autres, appelant de manière plus radicale à des changements d'approches pour la plupart. On note que ce sont les modes de spatialisation du logement qui sont souvent mis en exergue. Il est question de ce que permet la surface intérieure et ses agencements, ce à quoi donnent accès ses interfaces avec l'extérieur, et ce qu'autorise sa localisation. Ce n'est plus simplement le « droit au logement » (sujet également avivé par la crise), mais « ce à quoi le logement donne droit » qui est commenté. Cet élargissement de perspective donne lieu à une grande variété d'articles pouvant émarger à plusieurs registres, rendant difficile le classement dans une perspective analytique. Ce sont toutefois les inégalités entre populations, entre quartiers, et entre types de territoire qui ressortent des principales analyses, et une exposition différenciée aux dysfonctionnements que la crise aura révélés ou produits.



Retrouvez la synthèse en
flashant ce QR code

En effet, si aucun centre urbain ne semble avoir échappé à la propagation du virus, ses effets n'ont pas été les mêmes sur les différents groupes d'habitants y compris dans une même ville. Comme l'indiquent les chercheurs Ian Goldin et Robert Muggah dans une tribune, lorsque New York était l'épicentre mondial de la pandémie, « le sud de Manhattan affichait un taux d'infection d'environ 925 pour 100.000 personnes, tandis qu'il était dans le Queens de 4.125 pour 100.000 ». Pour ces chercheurs, l'écart s'explique car les plus riches avaient accès à « une large gamme de services de soins de santé et travaillaient depuis leur domicile, généralement dans de spacieux immeubles »¹. Une étude publiée en juillet 2020 analysant le cas français établit une corrélation entre la pauvreté des communes et la mortalité liée à la covid19^{2/3}. Ces travaux mettent en évidence le fait que les mauvaises conditions de logement et une plus grande exposition professionnelle jouent un rôle clé pour expliquer les écarts de mortalité entre les communes riches et les communes pauvres⁴.

Cette note décrit la manière dont les observateurs se sont penchés sur les différentes échelles du logement et de l'habiter au cours des derniers mois. Elle montre comment la crise a amplifié des problématiques qui lui préexistaient, et ce vers quoi elle nous amène à réfléchir pour « repenser l'après ». Elle révèle aussi en creux ce que la recherche urbaine a laissé de côté pendant la crise, ce sur quoi elle pourrait se mobiliser dans les prochains mois sur la question du logement. En effet, l'analyse du corpus fait apparaître que les chercheurs et professionnels se sont principalement exprimés jusqu'à présent sur le sujet à travers des tribunes et que l'on ne dispose à ce jour que des tous premiers éléments d'études et d'enquêtes.

LA CRISE AMPLIFICATRICE DU MAL LOGEMENT

Dès les premiers jours du confinement, les difficultés d'accès au logement par les populations précaires sont largement commentées. Alors que les autorités imposent en premier lieu de « rester à la maison », comment procéder avec ceux qui en sont dépourvus ? Comment maintenir les réseaux d'entraides sociaux alors que la « distanciation sociale » est de rigueur ? Quelles solutions face à

l'urgence de la situation et au risque de propagation de l'épidémie ? La crise semble agir comme un amplificateur des problèmes préexistants de sans-abrisme et de mal logement. Elle exacerbe les problèmes liés à la suroccupation, aggrave les situations d'isolement et met en exergue les défauts des logements.

Exposition accrue des précaires

Dès le début de la crise sanitaire, des observateurs mettent en évidence l'incapacité à confiner une partie de la population. Les plus précaires n'ont pas toujours accès à un logement stable, et différents articles évoquent la situation d'urgence des sdf et des migrants des sans-papiers⁵ et des mals-logés au cœur des bidonvilles⁶ ainsi que l'impossible confinement⁷ dans les squats. Avec la crainte de la propagation de l'épidémie, des solutions temporaires sont trouvées en réquisitionnant des hôtels pour loger les sdf⁸.

Des articles s'intéressent au devenir des mal-logés et des réfugiés après l'état d'urgence^{9/10/11}. Ainsi, la gestion de crise a mis en lumière la nécessité de prévenir de nouvelles précarités¹². Interdire temporairement la remise à la rue via des dispositifs zéro expulsion, élargir et abonder les aides de maintien au logement sont autant de pistes qui ont été envisagées¹³. Les besoins en matière d'hébergement d'urgence se traduisent par la formulation d'AMI sur la création de solutions modulaires pour répondre aux besoins à venir face - entre-autre - à la possible récurrence de ces phases de confinement¹⁴. Les commentateurs s'interrogent : le confinement peut-il devenir moteur de changements plus pérennes ?¹⁵

En matière d'habitat et de logement, les collectivités territoriales sont confrontées, par exemple, à la situation délicate des bidonvilles et trouvent souvent des solutions opérationnelles à court-terme. Selon un rapport de la DIHAL, la crise sanitaire a confirmé l'urgence à résorber les bidonvilles et a eu pour effet de renforcer les partenariats¹⁶.

Dans une note de synthèse des Nations Unies publiée en juillet 2020, plusieurs leviers politiques sont envisagés¹⁷. Un moratoire est attendu sur toutes les expulsions pour assurer un hébergement sûr à tous et des solutions d'hébergement temporaires permettant la distanciation physique si nécessaire. Un rapport de l'OCDE¹⁸ insiste quant

à lui sur la nécessité pour les autorités d'apporter des réponses à long terme. Des perspectives d'échanges internationaux sur ces questions semblent être bénéfiques à toutes les villes¹⁹.

Accumulation de difficultés pour les occupants en surpeuplement ou suroccupation

Quand toutes les activités sociales, y compris le travail et la scolarité des enfants, sont contraintes de se dérouler à domicile, les caractéristiques du logement et la structure des ménages déterminent en grande partie l'expérience du confinement. Vivre dans un habitat dégradé ou inadapté à la composition familiale apparaît alors d'autant plus insupportable et met en lumière les inégalités de logement qui frappent la société française²⁰. Le phénomène de suroccupation a été beaucoup commenté pendant la crise²¹. L'INSEE a publié en avril une étude²² confirmant que plus de 5 millions de personnes vivent aujourd'hui dans un logement suroccupé en France majoritairement dans les grandes agglomérations et dans la capitale²³.

Au fil des mois, les espaces privés sont scrutés et les chercheurs s'interrogent sur l'exacerbation des problématiques liées au surpeuplement, à la proximité des individus dans l'espace intérieur. Au-delà du problème de suroccupation, de nombreux articles témoignent d'autres formes d'inégalités que le confinement ne fait que renforcer. Les familles monoparentales²⁴, les femmes²⁵, les pauvres^{26/27/28}, les personnes âgées ou handicapées semblent particulièrement exposés face aux inégalités liées au logement.

Au-delà des tribunes mettant en avant les difficultés spécifiques rencontrées par des ménages pendant le confinement, les questions ayant trait au logement méritent, comme l'indiquent Yankel Fijalkow et Nadine Roudil, pour être traitées finement, d'une analyse sociologique au long cours²⁹. Ces chercheurs s'interrogent sur les périmètres d'intimité des français confinés au regard de la complexité des formes familiales contemporaines³⁰. Plus largement, les acteurs de l'urbain invitent à mieux cerner les besoins de logement en fonction des ménages et des situations et à éviter une réponse politique unilatérale ou des solutions uniformes.

Aggravation des situations d'isolement pour les publics fragiles

A posteriori, Richard Sennett évoque l'isolement social³¹ comme l'un des problèmes urbains que la crise nous invite à réfléchir. Si le confinement est apparu comme un moyen de protection face à l'épidémie, rapidement, il a pu conduire à des situations d'oppression voire de persécution³². Assurer le relais des services publics jusqu'aux portes de la sphère privée devient une priorité pour assurer la sécurité des personnes.

Les personnes âgées, particulièrement sujettes à l'isolement ont vu leur situation s'aggraver³³. Alors que la population française est vieillissante, le soin accordé aux aînés et leurs conditions de logement notamment dans les EHPAD ont été décriés³⁴ en révélant des situations de détresse sociale absolue³⁵.

Sensibilisation accrue aux défauts du logement

Lors du confinement, un certain nombre d'enquêtes ont été lancées ayant trait aux rapports entretenus des individus avec leurs logements. Les premiers résultats des études^{36/37} insistent sur le besoin d'un accès à l'extérieur, d'une plus grande superficie et la possibilité de s'isoler pour mieux vivre son logement. Le confinement a révélé d'autant plus les défauts des logements qu'ils ont dû accueillir des fonctions inhabituelles comme par exemple l'école ou le travail³⁸. L'étude initiée par Qualitel/Ipsos³⁹ montre que le confinement a été bien vécu par les habitants de maisons dans des communes rurales⁴⁰, et souligne la corrélation entre mal-être chez soi et conditions de vie. Là encore, le confinement a révélé les insuffisances de nombreux appartements, exigus et peu adaptés aux familles, et qui ont amplifié l'impact de la crise pour les plus mal lotis⁴¹.

Côté opérateurs et prescripteurs, on rappelle que les défauts de qualité du logement étaient pré-existants. « La période fait émerger des besoins en logements jusque-là éclipsés »⁴² avec la nécessité de gagner en superficie et en flexibilité des logements en misant sur la rénovation du patrimoine bâti du XXI^{ème} siècle. Des architectes alertent également sur le fait de prendre en compte l'isolation phonique au sein d'un même foyer et de pouvoir imposer des cloisons épaisses⁴³. Des solutions sont

esquissées qui tendent vers un nouvel hygiénisme intérieur : favoriser la ventilation, développer le compartimentage des espaces, créer des ouvertures extérieures, des balcons, etc... Les modèles d'habitat développés par Le Corbusier et les urbanistes hygiénistes sont cités en exemple⁴⁴, tout comme les immeubles des années 1970⁴⁵ (voir note n°2). Catherine Sabbah, déléguée générale de l'Institut des hautes études pour l'action dans le logement (Idheal) indique que : « ce qui manque le plus, ce sont des mètres carrés intérieurs, par exemple pour aménager un bureau dans une chambre, et des espaces extérieurs collectifs et privatifs. »⁴⁶. Ces premiers indicateurs sont également relayés par les constructeurs et promoteurs. Certains imaginent une conception d'espaces « sains et intelligents » pour des logements futurs⁴⁷ qui seraient dotés d'un accès à la nature renforcé et offriraient plus de modularité.

LA CRISE SANITAIRE INTERROGE LES SPATIALITÉS ET FONCTIONNALITÉS DU LOGEMENT

Le logement est également observé par le prisme de ses propriétés fonctionnelles et spatiales. Comment la crise interroge le modèle du logement dans ses différentes dimensions/fonctions/ perceptions ? L'expérience du confinement a révélé un intérêt particulier à l'environnement immédiat des logements. Quelles réponses architecturales, quelles formes urbaines sont relayées face à cette situation ? Pour les professionnels de l'urbain comment mieux penser le *continuum* entre espaces privés et publics ? Tel est le type d'interrogations que l'on voit se multiplier dans la presse professionnelle.

Ces questionnements ont varié dans le temps de la crise. Ainsi, pendant le confinement, la question de l'intimité/promiscuité des logements s'est trouvée mise en avant de même que celle des espaces partagés ou des espaces intermédiaires. A l'issue du confinement, la question de la méthode en matière de conception de logement se pose et des voix s'élèvent contre la standardisation des logements.

Intimité vs promiscuité

Le confinement a contribué à mettre l'intérieur des habitats sur le devant de la scène. Dans les médias, via

les réunions virtuelles, jamais la population n'aura tant exposé son "chez-soi" et donc son intimité. Un certain nombre d'illustrations témoignent de la place prise par ces intérieurs⁴⁸. Des étudiants en architecture observent, collectent et dessinent leurs espaces habités^{49/50} pour retracer l'expérience peu ordinaire du confinement. Dans la foulée, une série d'enquêtes est lancée sur la vie entre quatre murs et les espaces domestiques^{51/52}, la perception du logement ou encore sur le rapport au logement et à l'extérieur⁵³.

La reconfiguration des espaces, élaborée dans l'urgence pour accueillir de nouvelles fonctions (travailler, manger, éduquer, faire du sport, se divertir) et de nouvelles temporalités (le temps de l'apprentissage, du travail, du jeu, de la vie en commun),⁵⁴ pousse les professionnels à s'interroger sur l'évolution des besoins en matière de superficie/ cloisonnement des espaces du logement⁵⁵. Comment faire des espaces à même de concilier usages multiples et intimité ? Dès lors, l'enjeu pour les concepteurs est de trouver une forme de souplesse au sein des logements. Comme le note l'architecte Jean-Christophe Quinton lors d'une conférence à la Cité de l'architecture : « Il me semble que le logement de demain, ça va être le lieu depuis lequel on va pouvoir ré-envisager "d'être au monde", d'être "bien au monde". [...] Il y a derrière ça une expérience existentielle qui va être profondément liée au logement. » Il poursuit ; « [Cette expérience] va se jouer à l'échelle que porte le logement ; c'est-à-dire nous mettre en relation au monde, aux autres, à nous-même et enfin faire de nous des êtres citoyens »⁵⁶.

Pour traiter finement cette question du logement, de l'habiter et analyser les effets du confinement en milieu urbain très dense, Léa Mosconi Bony souhaite travailler à partir d'un échantillon de foyers sur une série de questions : « Comment fait-on entrer la ville dans nos appartements ? [...] Comment les échanges sociaux pénètrent-ils à l'intérieur via les balcons, les paliers ? Comment les espaces communs sont-ils négociés entre voisins ? »⁵⁷. Il y a fort à parier que les résultats de ces études seront riches d'enseignement et contribueront à l'expérimentation de nouvelles approches architecturales des logements. Finalement, le confinement nous a interrogé sur notre mode de vie et ce regard sur nos intérieurs est largement autant tourné sur notre rapport au monde que sur notre logement lui-même.

Standardisation vs flexibilité

Travailler la qualité architecturale devra s'accompagner de changements plus profonds. Certains acteurs de l'urbain, à l'instar de Patrick Bouchain, insistent pour revoir la méthode. Selon lui, faire avec et pour les habitants⁵⁸ apparaît comme une nécessité pour mieux cerner les besoins et faire évoluer les modèles du logement et de l'habiter. Selon le point de vue de Catherine Sabbah dans une interview donnée au Monde « La production de logements a été tellement standardisée au cours des trente ou quarante dernières années... Elle répond à une surface, au prix du terrain, à une série de normes et c'est tout... On se dit on va faire des T1, des T2, des T3, des T4, sans se soucier des gens qui vont y vivre. Pourquoi ? Parce que tout se vend. Le logement est devenu un produit, pensé pour enrichir ceux qui le fabriquent plutôt que loger ceux qui l'habitent. »⁵⁹ Offrir une place aux futurs habitants dès la conception sera peut-être une solution pour sortir de la standardisation et proposer des espaces qui offrent plus de flexibilité. Une note de la Fondation Jean-Jaurès détaille comment, pour sortir de la standardisation, il est nécessaire de déployer des politiques du logement ambitieuses qui intègrent entre autre le « parcours résidentiel »⁶⁰ des habitants et donc la diversité des situations sociales que pourraient connaître les individus au cours de leur existence.

Pour Richard Sennett, il faut mobiliser une autre méthode, celle l'urbanisme tactique. Il propose d'appliquer ses principes à différentes échelles de l'urbain et du bâti afin de créer de la réversibilité dans les maisons, écoles, hôpitaux ou bibliothèques. Il propose d'explorer avec l'ONU-Habitat « des solutions formelles capables de protéger puis de s'ouvrir lorsque la crise est passée »⁶¹. Un collectif d'architectes invite à repenser l'organisation de l'espace dans les logements collectifs comme les EPHAD pour mieux protéger les habitants et le personnel de futures épidémies⁶². Ils prônent une structuration souple et évolutive, inspirée du modèle du « coliving » : « l'idée serait de concevoir chaque niveau comme une unité autonome, sécable en quelque sorte, rassemblant à la fois des chambres et des espaces communs. En cas de crise, on pourrait ainsi confiner une partie des bâtiments, et laisser l'autre fonctionner sur un autre régime »⁶³. Cette organisation pourrait être dupliquée à d'autres types de logements collectifs comme les résidences étudiantes.

Densité vs besoin d'espace

Promue dans un objectif de sobriété foncière, la densité urbaine a pourtant été mise à rude épreuve dans le temps du confinement. Des raisonnements rapides ont été colportés dans la presse et les médias : « densité urbaine égale contagion, densité urbaine égale pratiquement danger »⁶⁴. Mais la réalité semble plus complexe et le lien entre densité et promiscuité est mis en débat par les chercheurs, « il faut démystifier l'idée que densification résidentielle égale nécessairement entassement et surpeuplement des logements »⁶⁵.

Certains rappellent l'existence de travaux sur les formes architecturales et urbaines pour que la densité soit désirable. Deux éléments sont alors à prendre en compte : la perception de la densité et sa qualité d'usage. Pour Edouard Malsch, « c'est précisément le travail sur la forme de l'habitat qui doit permettre d'adoucir la perception de la densité en offrant la possibilité d'un nouveau rapport de voisinage, en gérant les hauteurs, les vues, l'intimité ou encore l'ensoleillement »⁶⁶. D'autres auteurs⁶⁷ s'interrogent sur les formes urbaines les plus à même de concilier densité, nature et intimité. Certains évoquent des modèles anciens comme la maison de bande ou la cité jardin par exemple. Pour exposer ces formes urbaines à l'ère post-covid, des esquisses ont même été récemment présentées dans la presse généraliste comme *The Guardian*⁶⁸. D'autres chercheurs vont chercher des inspirations asiatiques. Richard Sennett considère qu'il faut développer, à l'image des villes japonaises comme Tokyo, « des formes urbaines qui permettent à la fois de s'isoler et de rester en contact avec ses collègues et les membres de sa famille ; d'être à la fois proche et distant »⁶⁹. Jérémy Cheval⁷⁰ s'intéresse à la conception chinoise des espaces partagés. Ces derniers sont pensés comme une gradation progressive des espaces publics aux espaces privés. Cela montre en creux la nécessité de travailler la question des espaces intermédiaires extérieurs, collectifs mais privés, qui est assez peu traitée en France.

PENSER L'APRÈS ; QUELS SCÉNARIOS POUR L'AVENIR DU LOGEMENT ?

Alors que le secteur a été quasiment à l'arrêt durant le confinement (arrêt des chantiers, report des ventes,

etc.), dès la reprise, les professionnels du logement se sont interrogés sur l'évolution prévisible du marché et les pistes à suivre pour l'avenir du logement. Ces derniers cherchent à appréhender les effets de la crise sur le marché de l'immobilier ainsi que sur la politique du logement. Une note pour Terra Nova⁷¹ souligne à quel point l'exercice est difficile tant les biais cognitifs et différents intérêts professionnels peuvent fausser les anticipations. Les interrogations sont nombreuses ; la pierre sera-t-elle toujours une valeur refuge ? Le secteur est-il à l'abri des turbulences ? Comment les envies en matière de choix résidentiel évoluent ? Quelles sont les pistes envisagées pour adapter l'offre de logement aux nouveaux besoins ?

De la ville à la campagne ; évolution des choix résidentiels des Français et du marché de l'immobilier

Dans un premier temps, le regard s'est porté sur l'évolution des choix résidentiels. L'essor du télétravail a rendu possible des envies de campagne pour certains citadins. La presse regorge d'articles aux titres explicites qui scrutent les indicateurs avec attention : *Le grand retour des maisons de campagnes* ⁷² *Le nouvel engouement pour les résidences secondaires*⁷³. A la radio, on se demande si *Le bonheur est-il vraiment dans le pré* ⁷⁴. Les questionnements sont nombreux et les réponses peu claires.

Des enquêtes montrent que le confinement a fait resurgir l'envie d'intimité, de nature et d'espace notamment dans les projections d'achat⁷⁵. De même, on note une attractivité nouvelle pour les petites et moyennes villes⁷⁶ dont le marché de l'immobilier semble mieux résister⁷⁷. Un rapport de l'Institut Paris Région met en avant le paradoxe d'une périurbanisation 2.0 qui pourtant a longuement été décriée avec l'essor de la demande de maisons individuelles⁷⁸. Une note de Futuribles propose des scénarios prospectifs : « À moyen terme, la crise pourrait donc contribuer à concrétiser le désir d'une partie des ménages métropolitains de s'installer dans une ville plus petite, voire en zone rurale. Le marché des résidences secondaires pourrait aussi être redynamisé : plusieurs réseaux immobiliers constatent une hausse de la demande, y compris en zone rurale, notamment de familles parisiennes. »⁷⁹

La tendance à l'achat de logements secondaires comme refuge face à un possible reconfinement est-elle durable ? Ira-t-on jusqu'à une « démétropolisation » des territoires⁸⁰ ? Par effet de rebond, le fait de composer sa vie autour de plusieurs logements, lorsque le télétravail et le niveau de vie le permettent, ne serait-il pas le berceau de nouvelles inégalités ?

Ces différentes tendances seraient à explorer avec des études plus poussées et sur le long terme. En effet, les projets de recherche portant sur ces sujets sont encore peu nombreux - en tout cas - ils n'apparaissent pas dans le corpus mobilisé pour cette veille. Les évolutions en matière de logement auront également des conséquences sur les modèles urbains et l'aménagement du territoire, sujet qui fera l'objet d'une prochaine note.

Alors que la pierre a souvent été considérée comme une valeur refuge lors des crises financières, la pandémie fait peser sur le marché de l'immobilier beaucoup d'incertitudes. Là encore, les interrogations sont nombreuses et corrélées aux différents scénarios post-covid19. La crise économique qui suit la crise sanitaire vient tempérer les prédictions évoquées pendant le confinement. C'est ce que rappelle Henry Buzy-Cazaux, président de l'Institut du Management des Services Immobiliers dans une interview : « Les évolutions ne sont pas considérables, pour deux raisons : l'argent, la capacité du travail à se réorganiser autour du télétravail et les services. On l'avait oublié un peu vite ». De même, la demande immobilière pourrait pâtir des effets de la crise économique. Baisse des revenus, baisse du patrimoine financier et anticipations négatives sur l'emploi pèseront sur les décisions d'achat des ménages. La prudence est de mise dans le lancement de nouveaux programmes tant en volume qu'en prix⁸¹.

Des articles s'attellent à mettre en évidence les perturbations du marché immobilier et les tendances à l'oeuvre. Le doute s'installe après la vague d'achats réalisés suite au déconfinement : les grandes métropoles pourraient davantage souffrir que les villes moyennes⁸² au vue de l'enrayement de la dynamique de hausse⁸³. Concernant l'offre de logement neuf, la période du confinement marque un frein net des ventes, qui ont été ré-orientées pour partie vers le parc locatif⁸⁴. Le bâtiment tire son épingle du jeu « mais le stock de commandes engrangées voici de longs mois, et qui nourrissent actuellement l'ac-

tivité de la filière, s'amenuise »⁸⁵ et présage d'un avenir incertain. Après l'annonce du plan de relance, différents articles de presse relatent des observations des professionnels du secteur qui saluent les mesures prises en faveur de la rénovation urbaine mais qui, dans le même temps, s'interrogent sur les limites des dispositifs pour relancer la construction neuve^{86/87}.

Par ailleurs, un ensemble de sources s'intéresse à la variation des prix du loyer, notamment sa potentielle baisse au cœur des métropoles⁸⁸. Après avoir annoncé une bombe à retardement du logement⁸⁹ liée - entre autre - à la recrudescence des loyers impayés, l'afflux nouveau des logements à louer dans les grandes villes est analysé selon différents facteurs. Autour de ces questions, les affirmations/révélation varient beaucoup⁹⁰. A l'étranger, dans des métropoles comme New York, le nombre d'appartements vacants a soudainement augmenté⁹¹. Cela laisserait présager un rééquilibrage des loyers au cœur des métropoles devenues ces dernières années inaccessibles aux populations les moins aisées⁹². Par ailleurs, les annonces pour une politique du logement post-covid sont largement relayées, notamment les possibles encadrements des loyers et aides aux logements abordables⁹³. A ce sujet, Terra Nova note qu'il est possible d'imaginer une généralisation du régime de la loi Alur [encadrement des loyers, absence de saut à la relocation], ce qui pourrait à moyen terme peser sur l'offre.

Le logement à l'heure de l'économie du partage

La crise sanitaire a indéniablement mis en avant les inégalités sociales. Un « urbanisme des communs »⁹⁴ pourrait-il contribuer à les réduire ? Cette question posée par l'Institut Paris Région, se retrouve dans une partie du corpus. Durant le confinement, les initiatives en matière de solidarité ont été largement relayées par la presse ; il est fait état de réseaux de solidarité locale et de l'essor des circuits-courts. L'économie du partage se développe face aux contraintes imposées par la pandémie dans la manière d'habiter son logement à l'échelle du quartier. Certains modes d'habiter, qui donnent une place centrale aux communs, sont mis en avant. Offrent-ils plus que d'autres, des perspectives pour habiter mieux et concilier densité-nature-intimité ?

Les béguinages, par exemple, « présentent des espaces dont la gestion et l'usage ne sont ni individuels ni publics, et optimisent l'utilisation des espaces de nature urbains »⁹⁵. La presse commente des formes urbaines typiques telles que les courées lilloises comme ; « une forme intéressante de vie communautaire à condition d'avoir su créer un esprit de corps en son sein »⁹⁶. Le modèle de la Cité radieuse de Le Corbusier est aussi cité en exemple comme favorisant un autre mode d'habiter plus communautaire⁹⁷. La crise sanitaire a contribué à intéresser les promoteurs immobiliers à ces questions. Pour Les Echos ; « En cette période de crise sanitaire due au Covid-19, les promoteurs immobiliers mettent en avant des nouveaux modes de vie. L'habitat partagé ou participatif, ainsi que le coliving bénéficient d'un regain d'intérêt »⁹⁸.

Pour développer ces modes d'habiter tout comme l'habitat partagé, il faudra définir quelles formes urbaines lui sont le plus favorables : « formes à créer, mais surtout formes existantes, qui vont rester dominantes et qui peuvent être favorables, moyennant une adaptation réciproque entre la forme et l'usage »⁹⁹. Pour l'Institut Paris Région, les bourgs et faubourgs offrent ainsi un potentiel d'espaces extérieurs communs sans commune mesure avec les quartiers plus denses ou dans le pavillonnaire où leur usage reste privatif.

Chronotopies, réversibilité et proximité

La crise a révélé le besoin pour les logements d'accueillir différents usages dans le temps en fonction de l'évolution des contraintes imposées par le confinement. Elle fait émerger une nouvelle « chronotopie urbaine »¹⁰⁰ rythmée par les mesures de protection des populations face à la diffusion du virus dans les territoires. L'accent est mis sur la nécessité de réversibilité des espaces et le besoin de proximité de services aux abords des logements.

Certains articles s'intéressent à la réversibilité du parc immobilier habituellement dédié au marché du tourisme via des plateformes telle que Airbnb, Abritel et Booking. Durant le confinement hôtels, logements dédiés à la location touristique ou mobilisés par des réseaux d'entraide sont mis à disposition des personnels soignants et aux personnes en situation de précarité¹⁰¹. La pandémie serait-elle un plaidoyer en faveur de la régulation de ce marché critiqué pour ces effets pervers?¹⁰² Comment les

métropoles peuvent-elles être associées à la gestion de cette offre locative afin de réduire les espaces vacants et disponibles en ville et par effet de rebond de réduire la pression sur le marché du logement ? Post-confinement, des tendances émergent avec des propriétaires qui se tournent vers des baux « mobilités » et de la location longue durée^{103/104}. Par ailleurs, la crise a révélé l'éloignement des soignants et des travailleurs clés de leur lieu de travail. Comment cette problématique peut-elle être intégrée à une politique globale du logement pour penser « l'après » ?

Pour les spécialistes de l'aménagement comme pour les habitants, l'expérience du confinement - et sa possible répétition - est à prendre en compte pour travailler sur les conditions de vie à l'échelle du quartier, aussi bien en ville que dans les territoires peu denses. La limitation des déplacements à 1 km du domicile pendant le confinement a permis de réinvestir le quartier¹⁰⁵ et de penser le déploiement des services de proximité à cette échelle. A cette occasion, le slogan de la "ville du quart d'heure" a trouvé un écho favorable¹⁰⁶. Une étude portée par le CEREMA¹⁰⁷ vise à comprendre quel a été l'impact de la crise sanitaire dans différents types de quartiers et à en dessiner les premiers enseignements afin d'améliorer collectivement les pratiques des professionnels. Parmi les sujets abordés par le questionnaire : la vie collective, les espaces publics et communs, les services et commerces, etc. Cette réflexion collective sur le cadre de vie et l'aménagement à l'échelle du quartier sera nécessaire pour mieux planifier l'après.

CONCLUSION

La crise sanitaire a permis d'offrir un éclairage sur la question fondamentale du logement. Elle a mis à jour des inégalités qui préexistaient et renforcé les situations d'urgence notamment pour ceux qui ne disposent pas de logement. Elle a aggravé les situations d'isolement de manière drastique et révélé certaines inadéquations entre l'offre de logements et les besoins de la population en temps de confinement. Enfin, cette période aura permis de focaliser l'attention sur l'habitat au sens large plus que sur le seul logement. De nouveaux rapports entre intériorité et extériorité sont venus perturber nos relations à la ville et à l'habitat. De même, nos règles spatiales qu'elles

soient liées à la vie urbaine, collective ou intime se sont trouvées altérées.

Chaque étape de la crise sanitaire a apporté son lot de questions et d'incertitudes et accentué la sensation de naviguer à vue. Notons ici, le temps nécessaire de la recherche face à l'observation de la crise et de ses effets sur le logement. Les premières pistes d'analyse livrées dans cette note se basent sur des premières enquêtes aux résultats partiels, d'autres sont encore en cours. Deux tendances principales s'en dégagent : la nécessité de créer de logements plus grands et de les doter d'espaces extérieurs.

La crise sanitaire invite les professionnels de l'urbain, chercheurs, politiques et citoyens à imaginer ensemble des solutions pour "planifier l'après". L'exercice sera vraisemblablement ardu tant il devra intégrer et gérer des contradictions. Comment créer des logements plus grands, plus flexibles dotés d'espaces extérieurs plus verts à un coût supportable par les ménages et sans aggraver l'étalement urbain ? Plus fondamentalement, comment planifier dans un contexte incertain ? Ainsi, la planification de « l'après » risque de s'apparenter à une gestion de paradoxes et ses grandes lignes restent encore largement à préciser.

Aujourd'hui et face à une situation inédite, des voix s'élèvent pour réclamer une politique qui contribue à offrir un logement décent et abordable pour tous. Alors que des ambitions de transition écologique et solidaire sont énoncées dans le plan de relance, de nouveaux enjeux apparaissent entre rénovation urbaine et construction. Il s'agit de penser une complémentarité des dispositifs afin d'ajuster les réponses face aux enjeux révélés par la crise.

Pour finir, il convient de souligner la nécessité de lancer des recherches ambitieuses sur le logement au regard de l'évolution des besoins, de la sociologie des ménages et face aux crises à venir. Il manque des indicateurs sur l'évolution des usages et des modes de vie des Français, leurs arbitrages résidentiels entre métropoles, villes moyennes et territoires ruraux. Il s'agira entre-autre d'observer finement et sur le long terme les effets de la crise sanitaire combinés aux éventuelles politiques de logement sur les différentes catégories de ménages.

NOTES

¹ <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-reconfigurer-nos-villes-post-covid-1238843>

² <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02895908/document>

³ [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/20/le-covid-19-frappe-plus-durement-les-pauvres_6046774_3244.html?xtor=EPR-33281095-\[baisse-navigation-predictif\]-20200721-\[flow_titre_6\]](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/20/le-covid-19-frappe-plus-durement-les-pauvres_6046774_3244.html?xtor=EPR-33281095-[baisse-navigation-predictif]-20200721-[flow_titre_6])

⁴ Ensemble, et selon cette étude, ces facteurs représentent jusqu'à 77% de l'écart observé entre les communes riches et les communes pauvres. Source : <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02895908/document>

⁵ <https://metropolitiques.eu/Les-sans-papiers-au-risque-du-Covid-19.html>

⁶ <https://www.mediacites.fr/enquete/nantes/2020/03/24/coronavirus-dans-les-bidonvilles-de-nantes-un-confinement-en-mode-debrouille/>

⁷ <https://www.mediacites.fr/enquete/lyon/2020/03/24/squats-centres-dhebergement-ou-de-retention-a-lyon-limpossible-confinement-des-migrants/>

⁸ <https://www.cohesion-territoires.gouv.fr/covid-19-2000-places-dhotel-supplementaires-mobilisees-pour-heberger-des-sans-abris-les-3-premiers>

⁹ <https://www.lagazettedescommunes.com/686810/fin-de-letat-durgence-sanitaire-que-deviendront-les-sans-abris/>

¹⁰ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/06/24/apres-le-covid-19-l-acces-au-logement-des-refugies-sous-tension_6044012_3224.html

¹¹ <https://theconversation.com/bidonvilles-en-deconfinement-les-solidarites-vont-elles-tenir-138451>

¹² <https://www.aefinfo.fr/depeche/626501>

¹³ <https://www.aefinfo.fr/depeche/624583>

¹⁴ <https://www.aefinfo.fr/depeche/633002>

¹⁵ <https://www.futuribles.com/fr/article/le-confinement-revelateur-des-inegalites-de-logement/>

¹⁶ <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/628900>

¹⁷ https://www.un.org/sites/un2.un.org/files/covid-19_in_an_urban_world_french.pdf

¹⁸ www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-mesures-adoptees-par-les-villes-face-au-covid-19-aebdbf1c/

¹⁹ Parmi les exemples cités dans le rapport de l'OCDE : La ville de Liverpool a élaboré un plan de relance à 1.4 milliard GBP qui inclut la construction de plus de 200 logements modulaires et de centres communautaires et la rénovation de 4 000 logements pour les ménages vulnérables dans les quartiers les plus défavorisés, qui sont aussi les plus exposés au COVID-19. La ville de Yokohama (Japon) accroit les subventions à destination des propriétaires d'appartements loués à des personnes vulnérables, afin de réduire le loyer des locataires dont les revenus ont souffert de la pandémie.

²⁰ <https://metropolitiques.eu/Une-double-peine-les-conditions-de-logement-et-de-confinement-des-familles.html>

²¹ <https://metropolitiques.eu/Le-Covid-19-la-guerre-et-les-quartiers-populaires.html>

²² <https://www.nouvelobs.com/confinement/20200421.OBS27824/plus-de-cinq-millions-de-francais-confinés-dans-un-logement-en-suroccupation.html>

²³ Depuis 20 ans, le nombre de ménages en situation de suroccupation dans leur logement a augmenté dans la Métropole du Grand Paris, ce nombre est resté stable dans Paris selon l'APUR : <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/apur-cafe-1-8-million-habitants-grand-paris-etroit-logement?#>

²⁴ <https://metropolitiques.eu/Une-double-peine-les-conditions-de-logement-et-de-confinement-des-familles.html>

²⁵ <https://www.lesechos.fr/economie-france/social/coronavirus-comment-le-confinement-a-renforce-les-inegalites-1229751>

- ²⁶ https://www.liberation.fr/planete/2020/09/20/a-madrid-on-nous-confine-parce-qu-on-est-pauvres_1800022?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR1wK6Db1DD-VFJFmdQ30Bh-4dtGbnob4WCoAxzt86P5pMREeQRYa-t8EM1k0#Echobox=1600624901
- ²⁷ [https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/20/le-covid-19-frappe-plus-durement-les-pauvres_6046774_3244.html?xtor=EPR-33281095-\[baisse-navigation-predictif\]-20200721-\[flow_titre_6\]](https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/20/le-covid-19-frappe-plus-durement-les-pauvres_6046774_3244.html?xtor=EPR-33281095-[baisse-navigation-predictif]-20200721-[flow_titre_6])
- ²⁸ <https://www.medicities.fr/decryptage/national/2020/04/06/covid-19-une-epidemie-de-classe/>
- ²⁹ <https://theconversation.com/le-confinement-bouscule-nos-manieres-dhabiter-135061>
- ³⁰ Selon eux, les familles traditionnelles sont relativement majoritaires en France avec 38 % des ménages entre 25 et 59 ans. Les familles monoparentales représentent plus de 19 % des ménages et les familles recomposées autour de 12 %. Une étude de 2013 qu'ils citent montre que près d'un jeune adulte sur deux vit encore chez ses parents. 28 % des moins de 35 ans ont quitté Paris, la plupart rejoignant leurs parents.
- ³¹ Richard Sennett, "De par ses formes indéterminées, une ville ouverte semble davantage capable de réagir à l'imprévisible", n°288-289, septembre 2020, AMC, p.20. <https://www.amc-archi.com/article/entretien-avec-richard-sennett-sociologue-une-ville-ouverte-semble-davantage-capable-de-reagir-a-l-imprevisible,12933>
- ³² Voir à ce sujet le rapport du CRIEM (centre de recherche interdisciplinaire en études montréalaises) https://issuu.com/criem-cirm.arts/docs/crise_sanitaire_mtl
- ³³ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/06/05/le-confinement-a-accentue-l-isolement-des-personnes-ages_6041876_3224.html
- ³⁴ <https://theconversation.com/confinement-quel-impact-dans-les-etablissements-pour-personnes-agees-et-handicapees-134561>
- ³⁵ <https://www.mediapart.fr/journal/france/020920/les-ehpad-face-au-covid-j-ai-peur-qu-ils-se-laissent-mourir-de-chagrin-et-d-isolement>
- ³⁶ <https://files.cargocollective.com/c642624/Aux-confins-du-logement---20200610.pdf>
- ³⁷ <https://www.lemoniteur.fr/article/aux-confins-du-logement-les-resultats-de-l-enquete.2092741>
- ³⁸ https://www.wedemain.fr/Comment-le-confinement-nous-force-a-repenser-notre-chez-soi_a4661.html
- ³⁹ <https://www.qualitel.org/uploads/DP-%C3%A-9tude-confinement-Qualitel-2020.pdf>
- ⁴⁰ <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/629107>
- ⁴¹ <https://www.politis.fr/articles/2020/07/logement-que-lespace-et-la-lumiere-soient-42191/>
- ⁴² <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/636248>
- ⁴³ <https://www.lemoniteur.fr/article/avoir-conscience-de-l-incidence-du-logement-sur-la-sante-peut-faire-bouger-les-lignes-stephane-rouault-architecte.2089681>
- ⁴⁴ https://www.wedemain.fr/Le-Corbusier-des-concepts-avant-gardistes-contre-les-epidemies_a4816.html
- ⁴⁵ https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/07/02/le-retour-en-grace-des-immeubles-des-annees-1970_6044883_4497916.html
- ⁴⁶ *ibid.*
- ⁴⁷ <https://www.lemoniteur.fr/article/chez-nexity-alain-dinin.2106694>
- ⁴⁸ <https://www.nouvelobs.com/confinement/20200322.OBS26423/la-coronamaison-de-penelope-baugieu-prend-de-l-ampleur.html>
- ⁴⁹ <https://www.lemoniteur.fr/photo/le-logement-mis-en-perspective-par-des-etudiants-en-architecture.2095556/l-etiquette-ou-la-cohabitation-versaille-par-theophile-bianciotto.1>
- ⁵⁰ <https://habconfine.hypotheses.org/category/accueil>
- ⁵¹ <https://www.afsp.info/coco-lenquete-qui-fait-le-portrait-social-des-francais-confines/>
- ⁵² L'UMR 5600 Environnement Ville Société a proposé un

questionnaire pour comprendre de quelles manières le confinement modifie ou non les spatialités des espaces domestiques ; <https://urlz.fr/cnIK>

⁵³ https://docs.google.com/forms/u/0/d/e/1FAIpQLSdd-_WGmMtkhDg65A3t-pVf5HLaz19g6VAVSh4m9fYWzGpbycA/formResponse

⁵⁴ https://www.wedemain.fr/Comment-le-confinement-nous-force-a-repenser-notre-chez-soi_a4661.html

⁵⁵ <https://www.lemoniteur.fr/article/des-idees-ambitieuses-pour-habiter-mieux.2095961>

⁵⁶ Conférence "Le monde d'après" Les architectes face aux défis d'aujourd'hui ; L'urgence à requestionner le logement. Le 16/07/20. <https://www.citedelarchitecture.fr/fr/evenement/lurgence-requestionner-le-logement>

⁵⁷ https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/04/03/coronavirus-habitat-et-logement-a-l-epreuve-de-la-vie-confinnee_6035495_3246.html

⁵⁸ <https://topophile.net/savoir/covid-7-avec-et-pour-les-habitants-parole-a-patrick-bouchain/>

⁵⁹ https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/04/03/coronavirus-habitat-et-logement-a-l-epreuve-de-la-vie-confinnee_6035495_3246.html

⁶⁰ <https://jean-jaures.org/nos-productions/pour-une-politique-du-logement-inclusive-et-ecologique-dans-les-territoires>

⁶¹ <https://www.amc-archi.com/article/entretien-avec-richard-sennett-sociologue-une-ville-ouverte-semble-davantage-capable-de-reagir-a-l-imprevisible.12933>

⁶² https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/05/28/architecture-des-ehpad-la-vie-en-ligne-de-mire_6041001_3246.html

⁶³ *ibid.*

⁶⁴ <https://www.lapresse.ca/covid-19/2020-06-27/densite-urbaine-ne-rime-pas-avec-contagion.php>

⁶⁵ *ibid.*

⁶⁶ <https://www.urbanews.fr/2020/04/06/57507-un-mo-dele-urbain-a-lepreuve-du-confinement/#comment-43227>

⁶⁷ <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/quelles-formes-urbaines-dans-le-monde-dapres.html>

⁶⁸ https://www.theguardian.com/cities/ng-inte-ractive/2020/sep/25/garden-streets-bike-supe-rhighways-cities-future-coronavirus?fbclid=IwAR-2Q6dTNgHi57pWNaPWIKBw6jUtX-UVqc_T8A_WDlc-bf41v_fc5b4miulo

⁶⁹ <https://www.amc-archi.com/article/entretien-avec-richard-sennett-sociologue-une-ville-ouverte-semble-davantage-capable-de-reagir-a-l-imprevisible.12933>

⁷⁰ <https://wakelet.com/wake/u7sTnFAejDBgcjf1VmCSj>

⁷¹ Sabine Baietto-Beysson, Coronavirus : regards sur une crise, Quels effets de la crise sanitaire sur le marché immobilier et sur la politique du logement, Terra Nova

⁷² <https://www.lesechos.fr/patrimoine/immobilier/le-grand-retour-des-maisons-de-campagne-1224006>

⁷³ https://www.lemonde.fr/ar1gent/article/2020/07/02/le-nouvel-engouement-pour-les-residences-secon-daires_6044900_1657007.html

⁷⁴ <https://www.franceinter.fr/emissions/le-debat-de-midi/le-debat-de-midi-21-juillet-2020>

⁷⁵ <https://www.opinion-way.com/fr/component/edoc-man/opinionway-pour-artemis-courtage-les-fran-cais-et-l-immobilier-apres-le-confinement-juin-2020/viewdocument/2355.html?Itemid=0>

⁷⁶ https://agence-cohesion-territoires.gouv.fr/sites/default/files/2020-09/117191%20Pre%CC%81sentation%201_09_2020%20VF.pdf

⁷⁷ https://www.lemonde.fr/argent/article/2020/09/25/faut-il-investir-dans-une-ville-moyenne_6053539_1657007.html

⁷⁸ <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/quelles-formes-urbaines-dans-le-monde-dapres.html>

⁷⁹ <https://www.futuribles.com/fr/article/la-covid-accele-rateur-de-la-demetropolisation/>

⁸⁰ *ibid.*

⁸¹ Sabine Baietto-Beysson, Coronavirus : regards sur une crise, Quels effets de la crise sanitaire sur le marché immobilier et sur la politique du logement, Terra Nova

⁸² https://www.lemonde.fr/argent/article/2020/09/14/marche-immobilier-quand-le-doute-s-ins-talle_6052056_1657007.html

⁸³ <https://www.lesechos.fr/patrimoine/immobilier/immobilier-la-dynamique-de-hausse-enrayee-1238210>

⁸⁴ <https://www.lemoniteur.fr/article/crise-sanitaire-la-commercialisation-des-logements-stop-pee-net-au-2e-trimestre.2100574>

⁸⁵ <https://www.aefinfo.fr/depeche/635814>

⁸⁶ <https://www.batiactu.com/edito/plan-relance-detail-mesures-btp-reactions-acteurs-60144.php>

⁸⁷ <https://www.aefinfo.fr/depeche/634946-les-acteurs-du-logement-regrettent-l-absence-de-mesures-fortes-pour-la-construction-neuve-dans-le-plan-de-relance>

⁸⁸ <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/634702>

⁸⁹ <https://www.franceculture.fr/societe/la-bombe-a-retardement-du-logement>

⁹⁰ <https://www.arte.tv/fr/videos/099691-004-A/la-covid-19-et-les-loyers-parisiens-desintox/>

⁹¹ <https://www.nytimes.com/2020/08/18/nyregion/nyc-vacant-apartments.html>

⁹² <https://www.nytimes.com/2020/08/18/nyregion/nyc-vacant-apartments.html>

⁹³ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/09/16/emmanuelle-wargon-je-suis-favorable-a-l-encadrement-des-loyers_6052395_3224.html

⁹⁴ L'urbanisme des communs s'inscrit dans un mouvement contemporain de retour aux « communs » prôné par des économistes (Elinor Ostrom, Gaël Giraud...). Ces modes d'habiter considèrent certains espaces extérieurs comme des communs ce qui fait écho à un mode de gestion et d'usage qui était déjà présent dans certaines cités-jardins. Le concept de communs met en avant la gestion raisonnée de ressources limitées, ici le foncier et l'immobilier, par les personnes concernées

(les commoners), dans un but de partage, de pérennisation de la ressource et d'optimisation de leur occupation. <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/lavenement-dun-urbanisme-des-communs.html>

⁹⁵ <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/quelles-formes-urbaines-dans-le-monde-dapres.html>

⁹⁶ <https://www.mediapart.fr/journal/france/050520/dans-une-couree-lilloise-habitat-modeste-mais-mode-le-en-temps-de-confinement>

⁹⁷ https://www.wedemain.fr/Le-Corbusier-des-concepts-avant-gardistes-contre-les-epidemies_a4816.html

⁹⁸ <https://www.lesechos.fr/industrie-services/immobilier-btp/coliving-habitat-partage-habitat-participatif-les-logements-post-coronavirus-en-quatre-questions-1234607>

⁹⁹ <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/quelles-formes-urbaines-dans-le-monde-dapres.html>

¹⁰⁰ Il s'agit de penser l'espace-temps de la ville "en termes de flux plus que de stocks, de temps plus que d'espace, de temporaire plus que de définitif" comme l'indique L.Gwiazdzinski in Eloge de la chronotopie, Pour un urbanisme temporel et temporaire. Revue de la Fédération Suisse des Urbanistes, 2013, pp.7-10. <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00957096>

¹⁰¹ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/03/26/coronavirus-des-logements-mis-a-disposition-des-soignants_6034503_3224.html

¹⁰² <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/locations-meubles-touristiques-paris-situation-2020-comparaison-sept-autres-grandes-villes>

¹⁰³ https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/04/16/coronavirus-les-sites-de-location-touristiques-contraints-de-se-reorienter-vers-les-baux-longue-duree_6036803_3224.html

¹⁰⁴ <https://www.aefinfo.fr/depeche/636778>

¹⁰⁵ <https://www.lemonde.fr/m-perso/ar->

title/2020/09/11/comment-les-citadins-ont-retreci-la-ville_6051839_4497916.html

¹⁰⁶ Cette notion a été développée par l'urbaniste Carlos Moreno et la chair ETI de l'Université Paris Panthéon-Sorbonne. Elle a été largement reprise ensuite : <https://www.lagazettedescommunes.com/684146/la-ville-du-quart-dheure-offre-un-rythme-de-vie-apaise/>

¹⁰⁷ <https://www.cerema.fr/fr/actualites/impact-crise-covid-19-amenagement-questionnaire-cerema>.

Directrice de la publication :

Hélène Peskine

Comité de pilotage :

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, Carole Jovignot, Bertrand Vallet

Rédaction :

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Septembre 2020

www.urbanisme-puca.gouv.fr - https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

Twitter : @popsu_puca

LA CRISE SANITAIRE, ACCÉLÉRATRICE DES TRANSFORMATIONS DANS LA MOBILITÉ ?

Novembre 2020



Au printemps 2020, constatant les effets du confinement sur nos vies et nos mobilités, des chercheurs ont interrogé la possible fin de notre société “hypermobile”. Quelques mois se sont écoulés, différents articles, tribunes, et enquêtes ont été consacrés au sujet proposant des scénarios de sortie de crise très diversifiés allant de la fin des transports en commun au plébiscite du vélo comme solution idéale de “sortie de crise”. Qu’en est-il désormais ? Quels seront les changements durables que cet épisode prolongé va engendrer sur les mobilités ? Quelles solutions peuvent être apportées en fonction des territoires ? Cette note propose un début de réponse à partir d’articles scientifiques, d’études et d’expériences territoriales en cours. Elle met en évidence ce que la crise sanitaire apporte au débat et ce qu’elle remet potentiellement en cause. Pour bien discerner les nouveaux éléments de discussion, revenons brièvement sur la façon dont les mobilités étaient abordées avant la crise.



Retrouvez la synthèse en
flashant ce QR code

Depuis plusieurs années, la régulation des déplacements est au cœur du débat public et de nouvelles politiques publiques. En juin 2019, des députés proposent ainsi l'interdiction des liaisons aériennes entre des villes françaises au nom de la lutte contre le changement climatique². D'autres réformes, comme l'augmentation de la taxe carbone sur les carburants, également justifiée par la lutte contre le changement climatique, et la limitation à 80 km/h sur les routes, pour le renforcement de la sécurité routière, donnent naissance au mouvement des gilets jaunes et montrent combien le pays est divisé et inégal face à ces questions. On voit également apparaître des mesures ayant trait au protectionnisme économique des biens de consommation dans les débats sur les traités commerciaux, qui ouvrent la voie à une rétractation du commerce international et de ses flux. Enfin, depuis 2015, les mesures de régulation des flux migratoires se multiplient, les gouvernements restreignant l'accueil des migrants, et créant de fait une limitation de leurs déplacements. Enfin, un autre facteur influe de plus en plus fortement sur les mobilités des biens et personnes : l'avènement du numérique et de son extension urbaine : la ville servicielle. D'un côté, le numérique favorise l'essor du commerce en ligne et impacte la mobilité des biens, leur stockage et leur distribution, de l'autre, la ville servicielle modifie les services urbains traditionnels et crée de nouveaux entrants, de nouveaux modèles économiques et de nouveaux usages.

Comment la crise sanitaire affecte-t-elle ou accentue-t-elle ces questionnements ? A l'heure où nos déplacements sont encore largement conditionnés à la courbe de propagation de l'épidémie, la sortie de crise va sans aucun doute voir se dessiner de nouveaux équilibres. Des scénarios émergent mais aucun n'est encore stabilisé.

DE L'HYPERMOBILITÉ VERS L'HYPO-MOBILITÉ

Alors que nous vivions dans une société hypermobile³, la crise sanitaire et les confinements successifs ont eu pour effet de perturber les pratiques en matière de mobilité. Dès lors que le lien entre mobilité et diffusion du virus a été mis en évidence^{4/5}, les États ont adopté des restrictions pour réguler la propagation du virus. La limitation des déplacements d'abord trans-frontaliers, puis de façon plus drastique aux seuls déplacements essentiels, a bouleversé temporairement le rapport des individus aux enjeux de mobilités.

Assurer les mobilités vitales

Un certain nombre d'articles se sont d'abord intéressés à la question des chaînes d'approvisionnement et du maintien des services dits "essentiels" pour assurer l'alimentation, l'hygiène publique et la santé des populations. Lors de cette première phase de la crise, "*la géographie de la mobilité se trouve réduite à son minimum vital*"⁶, et, la logistique devient une activité urbaine prioritaire en temps de confinement⁷.

Rapidement, la fragilité d'un modèle économique basé sur des chaînes logistiques internationales est perçue⁸. Les biens circulent à l'échelle mondiale entre lieux de production et lieux de consommation, principalement par voie maritime (qui représente 80% de la production mondiale)⁹ mais la crise perturbe l'organisation de la "supply chain"¹⁰. La chaîne de distribution pourrait être fragilisée par sa dépendance à la Chine, principal exportateur des biens de première nécessité, dans une économie de flux tendu où le stockage est quasiment proscrit. La dépendance des villes à ce système d'approvisionnement et la mise en place de chaînes d'approvisionnement en circuit court sont largement commentées^{11/12/13} tout comme l'hypothèse de la réindustrialisation des territoires français.

Des chercheurs s'interrogent sur l'essor du e-commerce et ses effets sociaux et urbains^{14/15}. En Australie, par exemple, la pandémie a accéléré le passage aux achats en ligne et précipité l'évolution de surfaces de vente en mini-plateforme de préparation de commandes, les "dark stores"¹⁶.

En France on note que *“l’impact de la crise sur les entreprises de transport est fort et se traduit par la désorganisation des flux, qui impacte l’optimisation des trajets. On compte davantage de retours à vide”*¹⁷. Une accélération des innovations de l’immobilier logistique et de son urbanisme (nouveaux entrepôts urbains éco-compatibles) paraît probable¹⁸. D’autant que des discussions sont en cours sur le rôle que pourrait prendre la technologie dans la gestion des approvisionnements urbains (robots, drones, données massives des flux de marchandises connectées avec celles de la smart city) pour la rendre plus efficace et préparée à une prochaine urgence.

Malgré le développement du “click and collect” à l’occasion du second confinement, tous les commerces n’ont pas les moyens de passer au numérique¹⁹. Les municipalités, les chambres de commerce et d’industrie (CCI) et les associations de commerçants rivalisent d’initiatives pour inciter les consommateurs à rester virtuellement fidèles aux commerçants locaux.

Des modes de vie bouleversés

Dans un second temps, c’est le changement de paradigme induit par le confinement et l’immobilité forcée qui a cristallisé le débat²⁰. L’expérience du premier confinement donne de nouvelles perspectives car l’immobilité constitue désormais une expérience largement partagée, dans une société qui valorise la mobilité. De plus, la limitation des mobilités a favorisé les déplacements liés aux activités dites essentielles et au travail et restreint à portion congrue ceux liés aux loisirs. Les déplacements lointains ont été proscrits, valorisant *a contrario* les déplacements de proximité. Le confinement au printemps a provoqué un arrêt net du tourisme mondial et remet en question le trafic aérien lié à un tourisme de masse. Durant l’été 2020 et dans la continuité des débats préexistants à la crise, le gouvernement a annoncé des mesures de restriction des vols intérieurs²¹. Tout cela contribue à fragiliser les petits aéroports²² et par effet de rebond renforce l’enclavement de bassins d’emploi éloignés des métropoles.

La crise sanitaire a fait émerger une nouvelle donne : comment vivre et travailler, vivre et voyager, travailler et voyager au même endroit ? Notre futur sera-t-il définitivement immobile ?

Ainsi située aux croisements d’enjeux sanitaires et environnementaux, la question des mobilités doit aussi être appréhendée à partir de l’évolution des comportements.

L’enquête conduite par le Forum Vies mobiles en avril 2020 a permis de comparer l’évolution des pratiques habituelles des Français, avant et pendant le confinement²³. Pendant le premier confinement, la grande immobilité des populations est soulignée (55 % des français ne sortaient pas plus d’une fois par semaine de chez eux). Les déplacements ont été limités de façon drastique sauf pour le travail, plus d’un quart de la population ayant continué de se déplacer pour s’y rendre (27%). 38 % des Français ont déclaré avoir pris conscience que leurs déplacements de proximité pourraient être faits davantage à pied ou à vélo. Par ailleurs, ceux qui se sont déclarés avoir le plus souffert du confinement et de la limitation des déplacements sont les habitants des métropoles. Enfin, l’enquête montre que certains ont pu réorganiser leurs modes de vie, l’absence de déplacement libérant du temps pour des activités de loisirs. Certains observateurs considèrent que la mobilité post covid offre de nouvelles temporalités²⁴.

Depuis la révolution industrielle, c’est la première fois qu’une majorité des gens vivent et travaillent au même endroit²⁵. Cette situation inédite inscrit le sujet de “l’évitement des déplacements”²⁶ dans le débat. France Stratégie corrèle les impacts de la crise sanitaire et leurs effets potentiels sur les émissions de GES et s’interroge : *“la sobriété en matière de déplacement peut-elle devenir une réalité ?”*²⁷ Dans cette note, plusieurs axes sont évoqués autour du travail, de l’habitat, des achats/consommation et des voyages. Le télétravail pourrait contribuer durablement à lisser les déplacements lors des heures de pointe.

Des indicateurs montrent que la limitation drastique des déplacements a eu un effet positif sur la qualité de l’air, sur la diminution des nuisances sonores et l’amélioration des conditions de circulation dans les métropoles²⁸. La crise sanitaire offre un coup d’accélérateur à la baisse des émissions de GES liées au transport aérien ainsi qu’à la prise de conscience de la fragilité de ce modèle hypermobile. Il y a donc de réels enjeux à considérer une réduction durable des déplacements des biens et des personnes, en trouvant un nouvel équilibre entre mobilités de loisirs et celles contraintes par l’activité et/ou liées aux besoins essentiels ?

Un partage modal largement impacté

Cependant, l'étude Harris interactive commanditée par le ministère de la Transition écologique révèle qu'à la fin du premier confinement et sur l'ensemble du territoire français, s'est opéré un report net des mobilités du transport collectif vers les transports individuels²⁹. En effet, plus de trois/quart des enquêtés privilégient l'usage de la voiture. La marche arrive en deuxième position des moyens de transport pendant le confinement (57%) suivie par les deux-roues (23%). En moyenne, seuls 4% des enquêtés privilégient l'utilisation des bus et trams et 3% le Métro et RER. Cette tendance reste marquée durant la deuxième vague d'enquête³⁰. L'Observatoire de la mobilité corrobore ces analyses. Leur étude menée en septembre 2020 souligne que 30 % des voyageurs habituels des transports en commun prévoient de s'en détourner une fois la crise sanitaire passée³¹.

L'avenir des transports en commun est, de fait, largement commenté. Leur développement constituait le pivot des stratégies métropolitaines avant que la pandémie ne désorienta le secteur³². L'Institut Paris Région a publié récemment des résultats sur l'évolution du rôle du *mass transit*³³ en Île-de-France à l'aune de la crise sanitaire³⁴. Cette note rappelle en introduction l'efficacité du *mass transit* aux heures de pointe qui offre une alternative plus rapide à la voiture : *« la capacité d'emport du mass transit permet de faire transiter un très grand nombre de passagers avec une moindre occupation du sol. En zone urbaine, il permet des débits 17 fois supérieurs à celui de la voiture »*³⁵. Cette même étude indique que si les personnes qui viennent travailler à Paris en *mass transit* depuis la périphérie prenaient la voiture, le stationnement de leur véhicule occuperait 500 ha. Le coût écologique et foncier d'un tel report paraît inenvisageable. Or, durant la crise, il a été constaté une forte baisse de fréquentation des transports en commun franciliens³⁶ et lors de l'enquête, 24% des usagers envisageaient d'utiliser un autre moyen de transport à l'avenir³⁷. Ces données interpellent car, si cette tendance venait à se confirmer, cela engendrerait des problèmes de congestion routière et aurait des répercussions sur le modèle de financement du transport massif³⁸. Les auteurs de l'enquête soulignent l'importance de promouvoir un mode de transport *« capacitaire, rapide et économe en foncier »* malgré une fragilisation récente du secteur³⁹.

Ce qui est notable, outre la désaffection des transports collectifs, c'est la défiance actuelle voire la crise de confiance des usagers qui craignent une trop grande promiscuité. Aussi, des opérateurs comme la RATP s'engagent à limiter le flux des passagers^{40/41}. Les prochains mois nous diront si ce mouvement devient structurel.

Par ailleurs, la crise sanitaire a accéléré le développement de l'usage du vélo en Île-de-France, qui reste concentré sur les courts trajets avec une distance moyenne parcourue de 2,5 kilomètres alors qu'en *mass transit*, elle est supérieure à 15 kilomètres. L'institut Paris Région note que de nombreux trajets en voiture pourraient être effectués à vélo, car un trajet sur deux en voiture fait moins de 3 kilomètres. Alors que certains se demandent *« si le vélo n'est pas l'ennemi du métro »*⁴², chercheurs comme opérateurs sont plus prudents : *« La crise (des transports en commun), c'est avant tout parce que la vie tourne au ralenti »*⁴³. Le vélo est vu comme un soutien plutôt qu'un concurrent des transports publics car il permet en zone dense de désengorger des lignes en voie de saturation. Miser sur les complémentarités, développer des transports en commun comme des RER dans les métropoles françaises sont des pistes évoquées^{44/45}. Certains soutiennent *« qu'aucun mode ne peut remplacer les transports publics, à quelque échelle urbaine que ce soit, sachant que toute vision monomodale est fragile et fragilisante »*⁴⁶.

LES VILLES ET TERRITOIRES S'ADAPTENT

En quelques semaines et suite au confinement, les espaces publics des villes se vident et s'adaptent. Les hubs, les gares, les places et voies, les rames de métro, tous ces espaces de flux intenses sont transformés pour éviter la propagation du virus. L'enjeu est de favoriser des circulations fluides tout en préservant les distanciations.

Espaces publics : gérer des flux et adapter les aménagements

Les observateurs se sont intéressés aux adaptations et à la façon dont les politiques publiques opèrent. D'abord, ils ont décrit les solutions légères déployées par les collectivités pour la gestion des flux dans les lieux denses : affiches d'interdiction dans les transports, nouveaux

schémas de circulation, barrières de sécurité dans les espaces publics, sur les marchés, dans les gares, peinture au sol...⁴⁷ Ces dispositifs parsèment et transforment désormais nos paysages quotidiens.

La gestion des mobilités pour parer à l'urgence s'est, dans un second temps, articulée à des questions plus lourdes d'aménagement urbain. L'exemple le plus documenté du corpus est sans conteste la création au printemps de pistes cyclables provisoires, les "coronapistes", déployées à la hâte pour absorber les flux de cyclistes. Les chiffres ne sont pas encore stabilisés mais oscillent entre 600 et 1000 kilomètres de pistes créées au printemps⁴⁸, "il y a eu des précurseurs, tels Montpellier ou Toulouse, et d'autres qui ont préféré prendre leur temps, comme Paris et Lyon, mais aucune ville n'est réellement passée à côté"⁴⁹. Des espaces urbains plutôt dédiés à la voiture opèrent leurs mues comme à la Défense où le nombre de déplacements à vélo a été multiplié par 7 entre mars et juillet 2020⁵⁰. Environ 10% des "coronapistes" créées ont été démontées⁵¹. Malgré quelques conflits d'usages (et politiques), les débats ont été tranchés par une fréquentation cycliste qui a augmenté du fait, notamment, de la désaffection des transports en commun. Cet essor du vélo s'explique aussi par des moindres coûts de transport comme le notent des journalistes Nord-Américains⁵².

En temps de confinement, certains privilégiaient la marche à pied pour faire les courses ou exercer une activité physique. Or, la pandémie nous rappelle que certains espaces urbains ou périurbains sont difficilement "marchables"⁵³. Des praticiens notent : "il y a beaucoup à faire sur la «marchabilité» des périphéries. Les zones commerciales ou résidentielles sont souvent des zones monofonctionnelles, coupées par des routes (...) La priorité est de travailler sur ces discontinuités"⁵⁴. Ils en appellent à une stratégie piétonne au niveau national. En parallèle, des expérimentations sont conduites pour rendre les espaces publics plus confortables aux piétons⁵⁵. Le Cerema documente ce phénomène via une cartographie des aménagements temporaires, même très modestes, en leur faveur⁵⁶. L'Apur⁵⁷ propose une cartographie des aménagements parisiens qu'elle regroupe sous plusieurs catégories : piétonnisation temporaire de rue, aménagement de zones de rencontres, élargissement des trottoirs sur stationnement, extension des terrasses sur la rue.

Accompagner et encourager l'évolution des usages

Les villes s'adaptent à la fois pour accompagner et encourager l'évolution des usages, ce qui n'est pas sans créer des conflits entre usagers. Beaucoup de changements de pratiques dans un laps de temps très court et dans des territoires pas toujours adaptés, cela explique ces mésententes. Certains notent que les conflits d'usages entre les cyclistes et piétons sont engendrés par une augmentation brutale du nombre de cyclistes et par le déficit d'aménagements adéquats^{58/59}. D'autres soulignent qu'idéalement "il faudrait des aménagements séparés et un traitement approprié des intersections [ou] des contraintes sur le mode vélo, comme des chicanes ou des ralentisseurs"⁶⁰. Le regard des experts se tourne vers les Pays-Bas ou la Belgique où des solutions ont été éprouvées⁶¹.

Des études soulignent les freins possibles à ces changements d'usage. Celle proposée par 6T⁶² montre que les politiques publiques se centrent aujourd'hui essentiellement sur l'aménagement de pistes cyclables ou sur l'équipement, avec des aides à l'achat. Elle déplore cependant que le stationnement ne bénéficie pas de mesures spécifiques⁶³.

Afin d'adapter au mieux la ville aux usages, on voit se multiplier les démarches consultatives et évaluatives dans les collectivités sur la voirie, les espaces publics et les déplacements. Les auteurs de l'étude pour le Club des Villes et territoires Cyclables affirment que "les collectivités éprouvent le besoin d'une évaluation partagée et d'une confrontation des points de vue pour objectiver le débat au-delà des acteurs associés habituellement à la concertation, que ce soit les associations d'usagers ou de commerçants"⁶⁴. L'étude présente les expériences de Bayeux, Mulhouse et Nantes. A Nantes Métropole, la collectivité a lancé une opération de concertation impliquant des citoyens, des associations et des techniciens afin d'évaluer des aménagements transitoires installés depuis mai 2020⁶⁵. Cette démarche de dialogue vise à aider les élus à prendre des décisions les plus adaptées.

Ces éléments amènent à observer un renversement des approches renforcé par la crise sanitaire : à l'approche française classique (infrastructure-organisation-usage) se substitue une approche nouvelle liée à la modification

subite et forcée des comportements et s'inscrivant dans une chaîne inversée (usage-organisation-infrastructure) les usages devenant premiers.

L'urbanisme tactique : l'outil de l'adaptation en temps de crise ?

Afin d'adapter les mobilités à la crise, praticiens et collectivités se saisissent de différents leviers de transformation. A cet effet, l'urbanisme tactique⁶⁶ joue un rôle qui tend à se renforcer depuis la crise sanitaire. Ce mode d'intervention lui préexiste, il est d'ailleurs croissant depuis une dizaine d'années et fait l'objet de nombreuses analyses (Institut Paris Région, le PUCA avec l'Atelier Approches). Dans certains cas, c'est un mode d'aménagement fondé sur des préfigureurs légers, adaptables dans un premier temps et destinés à être pérennisés. Dans d'autres cas, il s'agit plutôt d'un nouveau mode de gestion des infrastructures de l'espace public qui fait de son adaptabilité et de sa « versatilité » une ressource pour un ajustement permanent aux circonstances. D'autres observateurs soulignent les vertus de l'urbanisme tactique/ temporaire/ transitoire jugé plus inclusif⁶⁷.

Certaines villes se sont réclamées de cette forme d'intervention « à durée déterminée, engagée le plus souvent par des citoyens⁶⁸, pour révéler les potentiels d'un lieu avant d'aboutir, parfois, à des projets durables⁶⁹. Cette méthode permet de déployer rapidement des solutions pour adapter la ville aux mobilités en pleine crise sanitaire. Un rapport publié par l'ADEME et l'Institut Paris Région présente des exemples emblématiques en France et à l'international mis en œuvre pendant la crise⁷⁰. Il souligne des stratégies d'aménagements urbains temporaires des espaces publics mis en place face à la crise sanitaire (mais sans être exclusif à cette période) tout en observant l'agilité des collectivités et des porteurs de projets⁷¹.

D'autres auteurs insistent sur les choix qu'impliquent à terme la pérennisation de ces dispositifs : « il n'y a pas d'espace urbain magique. Mettre en place cette stratégie (...) nécessitera de faire des choix sur ce que nous voulons faire collectivement de notre espace commun : préserver le statu quo en conservant l'hégémonie spatiale actuelle de la voiture ou oser s'y attaquer afin de faire de la place pour la marche à pied et le vélo⁷². Sans tirer de conclusions hâtives sur la pérennisation de ces dispositifs, il

convient de noter l'intérêt de cette pratique pour les collectivités et pour l'État. Le Ministère de la transition écologique a lancé en juillet 2020 un appel à projet « aménagements cyclables⁷³ qui vise à financer la pérennisation des pistes cyclables de transition. Cet appel à projet fait l'objet de débats⁷⁴.

L'espace public a été mis à l'épreuve des ajustements en faveur des nouvelles mobilités. Se pose désormais la question de l'inscription de ces dispositifs dans la durée. Des auteurs alertent sur la nécessité de bien concilier les temps (temps court/ temps moyen/ temps long), de laisser des marges d'adaptabilité et de ne pas construire la ville uniquement en fonction d'un virus. D'autres perspectives s'ouvrent et des concepteurs se demandent s'ils ne devraient pas revoir les projets en cours à l'aune du « 1 m de distance » si la distanciation venait à s'installer⁷⁵. Des travaux de recherche d'ampleur internationale, tels que le projet vélotactique⁷⁶ soutenu par l'ANR, sont initiés sur l'évolution des politiques publiques et les pratiques de l'urbanisme tactique cyclable. Les résultats de ces recherches seront précieux tant pour les collectivités que pour les professionnels.

DIFFÉRENCES ET INÉGALITÉS FACE AUX MOBILITÉS

Cette crise est, à bien des égards, un révélateur des inégalités qui fragilisent notre société. Les mobilités ne font pas exception. Que ce soit entre les télétravailleurs et ceux qui devaient aller sur leur lieu de travail, entre les usagers de la voiture et du vélo, entre les villes et les campagnes, nos mobilités ont été différemment impactées. L'accès et le choix des mobilités, notre capacité ou non à rester immobile ont révélé et renforcé des inégalités sociales ou territoriales. Les réflexions qui jalonnent la recherche urbaine décrivent ces inégalités et soulignent les différences : la crise sanitaire peut-elle nous aider à en tirer des leçons et mieux les réduire ou, au contraire, sera-t-elle le creuset de nouvelles ruptures ?

Les différences d'accès au travail : un vecteur d'inégalités ?

Les questions de l'accès ou non à son espace de travail habituel, du rôle des employeurs dans nos choix (et non

choix] de mobilités⁷⁷, etc., ont été commentées. Alors que certains décrivent l'intérêt écologique d'un monde du travail immobilisé⁷⁸, d'autres soulignent ses effets néfastes : *"la mobilité favorise l'inclusion, en ce qu'elle permet de sortir [s'extraire parfois] de son lieu de vie pour se retrouver, rencontrer, se mélanger, dans des lieux neutres qui favorisent l'égalité d'accès au travail et l'ouverture à l'autre"*⁷⁹. Envisager une vie du travail immobile aurait des conséquences sur les lieux de sociabilités. Comme le rappelle une étude sur les inégalités sociales face à l'épidémie⁸⁰, les professionnels ont été mobiles pendant le premier confinement pour deux raisons : soit par l'utilité sociale de leurs métiers, soit par la contrainte financière liée à la menace d'une perte de revenus. Or, le télétravail est moins développé pour les métiers non qualifiés que pour les métiers qualifiés, ce qui impose une contrainte d'exposition plus forte au virus pour les travailleurs "du bas de l'échelle sociale"⁸¹. S'appuyant sur une enquête réalisée par Kantar, Patricia Lejoux indique que le télétravail *"ne concernait que 36 % des personnes qui continuaient à travailler pendant le confinement"*⁸². Elle poursuit en rappelant *"le rôle essentiel, bien que peu reconnu, d'emplois qui ne peuvent se pratiquer à distance : aides-soignants, livreurs, chauffeurs, caissières, manutentionnaires, aides à domicile, agents d'entretien"*⁸³.

Inégalités de genre, intergénérationnelles et ethniques

Autre forme d'inégalité, celle entre les hommes et femmes qui sort renforcée de la crise sanitaire. Dans une étude réalisée pour Bordeaux Métropole, un géographe se demande si le vélo a un sexe ou un âge : *"devrait-il aussi être interrogé comme un « opérateur hiérarchique » de genre ou d'âge, célébrant de façon invisible les pratiques des classes dominantes habitant le centre-ville ?"*⁸⁴ L'étude se penche sur des solutions à même de rendre l'espace public plus égalitaire que ce soit pour les femmes ou les personnes âgées. Les résultats montrent que *"des pistes sécurisées en site propre, le vélo électrique, les garages à vélo, l'éclairage permettent la montée en charge d'une pratique de mobilité très populaire qui ne doit pas être réservée aux individus jeunes et en bonne santé dans une ville « faite par et pour les hommes »"*⁸⁵. Une anthropologue et géographe insiste sur le rôle que peut jouer l'aménagement des villes pour renforcer la place du corps en mouvement et favoriser une plus grande cohésion sociale et

intergénérationnelle⁸⁶. Elle dénonce l'aménagement de pistes, souvent bien trop étroites qui favorisent selon elle *"les 5 % de cyclistes hyperrapides - ceux qui font les trajets domicile-travail et les livraisons - , des publics en général assez lestes, plutôt jeunes, seuls et masculins"*. Elle note que la vitesse peut décourager les cyclistes occasionnels, familles ou seniors ou bien générer des conflits.

Une étude américaine publiée dans *The Conversation*⁸⁷ déplore que le cyclisme, qui pourrait pourtant être privilégié par des minorités ethniques, ne leur bénéficie pas assez. En effet, les pistes cyclables des quartiers qu'ils habitent ne sont pas adaptées. Les auteurs plaident pour une justice du cyclisme qui s'accompagne de transformations urbaines dans tous les quartiers : *"Poar and black 'invisible cyclists' need to be part of post-pandemic transport planning too"*⁸⁸. Cette lecture des mobilités montre que ce sont bien les inégalités sociales qui sortent exacerbées de la crise. En Île-de-France, la dépendance des travailleurs essentiels et pauvres aux transports en commun et leur surexposition au virus (a contrario des télétravailleurs) a été largement commentée. Un article du Monde indique que la sortie de crise s'accompagne d'une menace : *"que trains, métros et bus désertés par les cols blancs deviennent un nouvel espace de ségrégation sociale. A Paris et à New York, les lignes les plus fréquentées sont celles qui desservent les banlieues pauvres, où habitent ceux qui ne peuvent pas travailler à distance"*⁸⁹.

Impacts différenciés selon les territoires

Le sujet des mobilités révèle également des impacts différenciés selon les territoires. Des différences s'exacerbent entre les villes et les campagnes ou entre les centres villes et les périphéries. Dans une tribune au Monde, des responsables du Forum Vies mobiles, rappellent qu'il ne suffit pas de rendre invisibles les voitures dans les centres pour résoudre le problème de la piétonnisation⁹⁰. Ils dénoncent un report du trafic automobile aux abords des rues piétonnes et en périphérie de villes, ce qui renforce donc les externalités négatives (pollution, congestion du trafic, etc.) et contribue à creuser des inégalités. Outre-Manche, la création de zones à faible circulation à Londres a fait l'objet de débats dénonçant une forme *"d'apartheid pulmonaire"*⁹¹. Ces dispositifs de piétonnisation seraient à penser à l'échelle métropolitaine en se raccordant aux réseaux suburbains via des plans de continuité⁹².

Les premiers résultats de l'enquête sur les mobilités rurales en temps de confinement⁹³ révèlent une évolution tangible des comportements faisant du confinement un laboratoire d'une ruralité moins mobile et moins dépendante à la voiture⁹⁴. Selon cette enquête, le premier confinement a divisé par plus de six le nombre de kilomètres parcourus par semaine, portant cette moyenne à 36 kilomètres. Contrairement à la ville, le confinement « n'a pas amené à un report modal palpable »⁹⁵. Il a impacté l'ensemble des modes de transport⁹⁶ dans le sens d'une réduction, à une exception près qui est celle de la marche régulière. Un autre élément qui ressort de cette étude a trait à la sociabilité : *« Dans l'espace rural tout particulièrement, la sociabilité engage des mobilités que le développement massif d'outils numériques n'a pas réussi à compenser »*⁹⁷. Les solutions numériques ne sauraient combler tous les manques de contacts sociaux que les confinements successifs ont générés.

À l'issue du premier confinement, beaucoup de territoires ruraux ont, semble-t-il, confirmé leur engouement pour repenser les mobilités. Clôturé à l'été 2020, l'appel à manifestation d'intérêt dédié aux territoires d'expérimentation pour les nouvelles mobilités durables (Tenmob) en témoigne : 52 candidatures déposées contre une vingtaine en 2019⁹⁸.

Des chercheurs adaptent le slogan de « la ville du quart d'heure »^{99/100} en « territoire de la demi-heure » aux zones rurales. À cet effet, une grille de lecture est proposée autour de quatre initiales « Haute Qualité de Vie Sociétale » (HQVS). Elle vise à rapprocher les « fonctions sociales urbaines » : habiter, travailler, s'approvisionner, être en forme, apprendre, s'épanouir. Pour limiter les déplacements, l'accès à ces six fonctions devrait être garanti en moins d'une demi-heure. La question du temps consacré aux déplacements ne réglera toutefois pas toutes les problématiques rencontrées dans la ruralité.

La crise révèle des pistes de travail du territoire dans le sens où elle invite à « réinventer une ruralité avec peu de mobilité mais forte de sociabilités ». Cette question nécessite de penser l'aménagement avec d'autres référentiels que ceux de la ville pour penser une ruralité autour d'espaces et de services partagés, en sortant de l'habituelle opposition entre habitat dense et étalement urbain.

CONCLUSION PROSPECTIVE

Sur ce thème des mobilités, la recherche urbaine s'est largement mobilisée au cours des derniers mois. Outre les rapports et études cités dans cette note, des recherches financées par l'ANR sont en cours¹⁰¹, ce qui laisse présager des résultats à même d'orienter les acteurs de l'urbain.

Le rapport de la société à la mobilité a tellement changé pendant la crise que certains évoquent la fin de règne de la société hypermobile. La question est de savoir si ces évolutions seront pérennes.

La crise a initié des changements d'usages différents entre les villes et les campagnes. Le déploiement de dispositifs autour du vélo ou de la marche par exemple tend à être intégré dans des dispositifs d'aménagements. L'autre conséquence majeure de la crise est le risque que la désaffection pour les transports publics collectifs se traduise par une individualisation accrue des modes de transports au bénéfice de mobilités moins carbonées mais pas seulement. L'essor du vélo ou de la trottinette en sont les symboles les plus évidents, mais la diffusion de leur version électrique et la mise en suspens concomitante du covoiturage constituent d'autres signaux à ne pas négliger.

La crise des transports en commun pourrait avoir des conséquences délétères pour les opérateurs de réseaux, les collectivités et le financement des infrastructures¹⁰². Quel avenir pour le versement transport si les entreprises favorisent pour leurs employés le travail à domicile ? Comment adapter les transports en commun à la distanciation physique dans des réseaux qui sont parfois saturés ? Comment éviter une inégalité de traitement face au virus entre les passagers des lignes de métro ou de bus ? L'équation paraît complexe.

Considérer l'évolution des mobilités à l'aune de la crise révèle que les inégalités sociales sortent renforcées. Les stratégies d'adaptation des territoires ou les replis modaux ne bénéficient pas à tous de la même manière. Enfin, la crise a un impact fort sur les déplacements liés aux loisirs. Elle remet en cause des déplacements longue distance et oblige également à repenser le tourisme de loisirs, et à questionner la place du tourisme d'affaires dans les modèles économiques des opérateurs de trans-

port à grande vitesse (avion, TGV). Jean Viard encourage à la réinvention : *"comment développer le voyage et la découverte de l'autre, et de la terre qu'il a façonnée, mais en étant moins intrusif et polluant. Voilà la question. De cette pandémie doit naître un code mondial du voyage."*¹⁰³ Plus largement, cela nous invite à réfléchir sur un modèle de société qui soit souhaitable et vivable. La chute drastique de la mobilité lors du confinement a permis de dégager du temps pour autre chose. A qui ou à quoi profitera ce report de temps ?

NOTES

1 Voir à ce sujet, Vincent Kaufmann, Les paradoxes de la mobilité, 3^{ième} éditions, Lausanne, Presses polytechniques et universitaires romandes, 2017.

2 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2019/06/07/la-majorite-des-vols-interieurs-pourrait-se-faire-en-train-et-ce-serait-bon-pour-l-environnement_5472992_4355770.html

3 Voir la contribution de G-F., Dumont, Le covid-19 ; la fin de la géographie de l'hypermobilité ?

4 <https://www.actualites.uqam.ca/2020/covid-19-itineraire-du-virus>

5 <https://rumor.hypotheses.org/4978>

6 Ibid.

7 https://tnova.fr/system/contents/files/000/001/971/original/Terra-Nova_Cycle-Covid19_Logistique-urbaine_100420-.pdf?1586523070

8 <https://www.institutparisregion.fr/mobilite-et-transport/transport-de-marchandises-et-logistique/la-logistique-plus-vitale-que-jamais.html>

9 Ibid.

10 Littéralement "chaîne logistique" ou "chaîne de distribution" ce terme est utilisé pour évoquer le réseau qui permet la livraison de biens ou de services.

11 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/des-envies-de-courts-circuits-42192/>

12 <https://www.lafabriquedelacite.com/publications/nourrir-la-ville-vers-des-villes-autonomes-en-matiere-alimentaire/>

13 <https://www.mediatices.fr/decryptage/toulouse/2020/05/25/apres-le-deconfinement-les-circuits-courts-peinent-a-capitaliser-sur-leur-succes/>

14 Enquête Forum Vies Mobiles, impact du confinement sur les mobilités

15 <https://www.strategie.gouv.fr/point-de-vue/mobilites-covid-19>

16 [https://theconversation.com/covid-19-has-changed-](https://theconversation.com/covid-19-has-changed-the-future-of-retail-theres-plenty-more-automation-in-store-139025)

[the-future-of-retail-theres-plenty-more-automation-in-store-139025](https://theconversation.com/covid-19-has-changed-the-future-of-retail-theres-plenty-more-automation-in-store-139025)

17 https://tnova.fr/system/contents/files/000/001/971/original/Terra-Nova_Cycle-Covid19_Logistique-urbaine_100420-.pdf?1586523070

18 Ibid.

19 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/19/covid-19-passer-au-e-commerce-un-defi-pas-si-simple-a-relever_6060321_3234.html

20 Xavier Bernier, Olivier Lazzarotti, Jacques Lévy, Aller nulle part, est-ce aller quelque part ?

21 https://www.wedemain.fr/Suppression-des-vols-interieurs-mesure-timoree-de-la-part-du-gouvernement_a4765.html

22 <https://www.lesechos.fr/pme-regions/grand-est/les-bas-sins-demploi-sinquietent-de-la-fragilisation-des-petits-aeroports-1252975>

23 Enquête sur les impacts du confinement sur la mobilité et les modes de vie des Français

24 Nouvelles temporalités pour une mobilité post-covid | Et demain on fait quoi

25 <https://theconversation.com/people-are-missing-their-daily-commute-in-lockdown-heres-why-142863>

26 <https://www.aefinfo.fr/depeche/638055>

27 <https://www.strategie.gouv.fr/point-de-vue/mobilites-covid-19-impacts-comportements-politiques-de-transport>

28 https://tnova.fr/system/contents/files/000/001/971/original/Terra-Nova_Cycle-Covid19_Logistique-urbaine_100420-.pdf?1586523070

29 Enquête en ligne sur un échantillon représentatif de la population française lors d'une première vague du 5 au 11 mai puis lors d'une seconde vague du 18 au 22 mai 2020.

30 Ibid.

31 <https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/19/covid-19-30-des-usagers-disent-vouloir-renoncer-durablement->

aux-transportes-en-commun_6060337_3234.html

32 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/05/covid-19-un-reconfinement-qui-desoriente-le-secteur-des-transportes-publics_6058576_3234.html?fbclid=IwAR-3y4HfoOuth3iGhE5idBISH0CdRABAUrv_rcf-pPIfMSmBEm-bsxQqvih1Q

33 « Mass transit » est employé pour évoquer les trains, RER, métros, et transports de masse.

34 https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewE-tudes/000pack2/Etude_2425/NR_864_web.pdf

35 Ibid.

36 Voir la publication du tableau de bord de la mobilité en Île-de-France par l'IPR.

37 Enquête Les franciliens et le COVID-19

38 Le gouvernement lance une mission sur l'avenir du modèle économique des transports en commun <https://www.aefinfo.fr/depeche/640224>

39 <https://www.aefinfo.fr/depeche/628341>

40 <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/635986>

41 <https://www.aefinfo.fr/depeche/635283>

42 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/07/13/le-velo-est-il-vraiment-l-ennemi-du-metro_6046029_3234.html

43 Ibid.

44 C'est ce que propose SNCF Réseau dans son dernier schéma directeur présenté en mars 2020.

45 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/04/faut-il-doter-les-metropoles-francaises-de-rer-comme-paris_6058426_3232.html

46 B. Lensel, É. Raimondeau et V. Sidorov, Pour une mobilité raisonnée, Revue Urbanisme, N°418

47 https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2020/05/29/a-paris-une-signaletique-speciale-distanciation_6041204_4497319.html

48 <https://www.lagazettedescommunes.com/699629/>

les-pistes-cyclables-temporaires-parties-pour-durer/?abo=1

49 Ibid.

50 <https://www.enlargeyourparis.fr/societe/amenage-pour-la-voiture-la-defense-fait-sa-conversion-au-velo?fbclid=IwAR118tTs8Kfde6juaDuxBYQRcE6LoYLUPBVZzBhC-fVS-ObBriHTDZmDFaAk>

51 <https://www.lagazettedescommunes.com/699629/les-pistes-cyclables-temporaires-parties-pour-durer/?abo=1>

52 <https://theconversation.com/covid-19-has-created-more-cyclists-how-cities-can-keep-them-on-their-bikes-137545>

53 Institut Paris Région, Comment ça marche en Île-de-France ?

54 <https://www.franceculture.fr/societe/faire-marcher-la-ville-avec-paul-lecroart-yankel-fijalkow-lise-bourdeau-lepage>

55 Institut Paris Région, Comment ça marche en Île-de-France ?

56 <https://www.cerema.fr/fr/actualites/reperage-amenagements-temporaires-faveur-pietons>. L'objectif de cette étude est de repérer sur tout le territoire national des aménagements réalisés, temporaires, transitoires, pérennisés, ou supprimés rapidement.

57 <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/marche-velo-plebis-cites-periode-crise-sanitaire>

58 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/03/long-temps-esperer-la-revolution-du-velo-a-enfin-lieu-mais-elle-tourne-a-l-embrouille-generale_6054597_3232.html

59 <https://www.lemoniteur.fr/article/l-espace-public-entre-en-resilience.2097984>

60 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/09/15/de-marseille-a-paris-la-difficile-cohabitation-entre-pietons-et-cyclistes_6052285_3234.html

61 Dans les villes néerlandaises, lorsqu'un axe cycliste devient très fréquenté, il est doublé par un autre, pour diviser les flux et limiter les conflits avec les piétons. Aux Pays-Bas ou en Belgique, les feux verts d'un même axe sont synchronisés à la vitesse du vélo, environ 20 km/h. Ainsi, les cyclistes ne doivent pas s'arrêter tous les 200 mètres et sont moins tentés de gril-

ler les feux, etc.

62 <https://www.aefinfo.fr/depeche/635015>

63 Soulignons néanmoins que l'implantation de stations vélos sécurisées dans «1 000 gares» figure dans les objectifs du plan de relance. Voir : <https://www.aefinfo.fr/depeche/635015>

64 http://www.villes-cyclables.org/modules/kameleon/upload/suivi_d-amenagements_de_transition_phase_2.pdf

65 <https://dialoguecitoyen.metropole.nantes.fr/project/evaluation-des-amenagements-transitoires/presentation/presentation>

66 Voir les travaux de Mike Lydon qui évoque à travers l'urbanisme tactique des « actions à court terme pour un changement à long terme » <http://www.street-plans.com/research-writing/>

67 <https://theconversation.com/la-covid-19-une-opportunit-e-pour-transformer-les-mobilites-par-lurbanisme-tactique-148035>

68 A cause du confinement, ces interventions ont été plutôt le fait des services.

69 <https://www.lemoniteur.fr/article/l-espace-public-entre-en-resilience.2097984>

70 <https://www.ademe.fr/amenagements-urbains-temporaires-espaces-publics>

71 https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewE-tudes/000pack2/Etude_2444/ademe_ipr_amenagements_temporaires_rapport_def.pdf

72 <https://theconversation.com/sinspirer-de-lurbanisme-tactique-pour-adapter-les-villes-a-la-distanciation-physique-136642>

73 Dans le cadre du fonds national mobilités actives

74 Les auteurs du rapport du club villes et territoires cyclables, le jugent peu adapté aux besoins : "il est fléchi sur des grands projets lourds de franchissement de discontinuité, ce qui ne correspond pas à la plupart des projets post-covid somme toute assez légers" et soulignent l'existence d'une aide plus adaptée. En effet, une part de la dotation de soutien à l'investissement local (DSIL) peut être mobilisée jusqu'en décembre 2021 par les préfets pour réaliser des aménagements cy-

clables temporaires.

75 <https://www.lemoniteur.fr/article/l-espace-public-entre-en-resilience.2097984>

76 L'objectif du projet Vélotactique est de collecter des données durant 12 mois sur la mise en œuvre et la réception de l'urbanisme tactique cycliste dans le cadre de la crise sanitaire. Le projet est porté par des chercheurs du LAET (Lyon), EVS (Lyon), ESD (Rennes), LVMT (Paris), PACTE (Grenoble), ThéMA (Besançon), GRED (Montpellier), IGD (Lausanne) et de la Chaire de recherche In.SITU (Montréal) <https://anr.fr/fr/actualites-de-lanr/details/news/les-resultats-de-lappel-anr-ra-covid-19/>

77 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/24/le-velo-de-fonction-fait-son-chemin_6057226_3234.html

78 Selon une étude de l'APUR sur les impacts de la crise sanitaire à Paris, l'impact du travail à distance régulier peut ainsi avoir un effet significatif sur la désaturation des réseaux de transports. Agir sur l'écrêtage des heures de pointe permettrait de rendre plus confortable les déplacements dans la métropole, tout en facilitant la mobilité des travailleurs clés et le transport de logistique.

79 <https://usbeketrica.com/fr/article/mobilite-zero-la-fausse-bonne-idee-du-monde-d-apres>

80 <https://drees.solidarites-sante.gouv.fr/IMG/pdf/dd62.pdf>

81 Ibid.

82 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/05/16/la-gestion-de-la-mobilite-des-salaries-a-basculer-de-la-sphere-professionnelle-a-la-sphere-privee_6039857_4811534.html

83 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/05/16/la-gestion-de-la-mobilite-des-salaries-a-basculer-de-la-sphere-professionnelle-a-la-sphere-privee_6039857_4811534.html

84 <https://lejournal.cnrs.fr/billets/femmes-et-hommes-sont-ils-egaux-a-velo>

85 Ibid.

86 <https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/09/09/sonia-lavadinho-pour-que-le-velo-soit-une-pratique-democratique-il-faut-developper-une-autre-philosophie-du-partage-de-l-es>

pace_6051463_3232.html

87 <https://theconversation.com/poor-and-black-invisible-cyclists-need-to-be-part-of-post-pandemic-transport-planning-too-139145?>

88 Ibid.

89 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/23/transports-publics-l-impasse-financiere-menace-les-collectivites-locales-et-les-exploitants_6060742_3232.html

90 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/06/24/municipales-urgent-de-sortir-du-modele-centre-peripherie-dominant-qui-implique-un-centre-ville-attractif-et-apaise_6044051_3232.html

91 <https://www.mediapart.fr/journal/international/160820/londres-les-restrictions-de-circulation-suscitent-des-accusations-d-apartheid-pulmonaire>

92 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/06/24/municipales-urgent-de-sortir-du-modele-centre-peripherie-dominant-qui-implique-un-centre-ville-attractif-et-apaise_6044051_3232.html

93 A. Flipo et N. Senil, Premiers résultats de l'enquête Mobilités rurales en période de confinement

94 <https://theconversation.com/le-confinement-laboratoire-dune-ruralite-moins-dependante-a-la-voiture-142306>

95 Ibid.

96 La voiture reste prédominante mais son usage diminue énormément : 50% des enquêtés l'utilisent tous les jours avant le confinement, 37% plusieurs fois par semaine. Du-

rant le confinement, seul 4,5 % des enquêtés font usage quotidien de l'auto. La réduction des mobilités s'observe aussi sur le vélo : ils étaient 52% à l'utiliser au moins une fois par semaine avant le confinement, et plus que 29% pendant le confinement. Ce sont les usages occasionnels qui diminuent le plus, ce qui laisse entendre une large suppression des usages de loisirs. La marche quotidienne a augmenté (de 19 à 24%), sauf en ville où elle a diminué (de 41% à 25%).

97 Premiers résultats de l'enquête Mobilités rurales en période de confinement

98 <https://www.lemoniteur.fr/article/les-territoires-peu-denses-s-emparent-de-la-mobilite.2101879>

99 Le slogan popularisé par Carlos Moreno est relayé à différents endroits ; <https://www.demainlaville.com/comment-faire-evoluer-la-mobilite-en-territoire-rura>

100 <https://www.lagazettedescommunes.com/684146/la-ville-du-quart-dheure-offre-un-rythme-de-vie-apaise/?abo=1>

101 Nous pouvons citer le projet Vélotactique, évoqué en partie 2, ainsi que le projet Modural autour des pratiques des mobilités durables ; <https://modural.hypotheses.org/>

102 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/23/transports-publics-l-impasse-financiere-menace-les-collectivites-locales-et-les-exploitants_6060742_3232.html

103 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/11/jean-viard-de-cette-pandemie-doit-naitre-un-code-mondial-du-voyage_6059344_3232.html

Directrice de la publication :

Hélène Peskine

Comité de pilotage :

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, François Ménard, Carole Jovignot, Bertrand Vallet

Rédaction :

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Novembre 2020

www.urbanisme-puca.gouv.fr - https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

Twitter : [@popsu_puca](https://twitter.com/popsu_puca)

COMMENT LA CRISE SANITAIRE A-T-ELLE BOUSCULÉ LA VILLE DU TRAVAIL ?

Janvier 2021



Les derniers mois se sont accompagnés d'un cortège de transformations dans le monde du travail : arrêt net de certaines activités pendant les confinements, massification du télétravail, mise en place du chômage partiel, exposition accrue de travailleurs jugés indispensables au fonctionnement de la société... Le travail a été éprouvé dans le fond (travail de première nécessité ou pas) et dans sa forme (télétravail ou pas). De plus, la fragilité économique de certains secteurs a été révélée ou accélérée par la crise sanitaire. L'appréhension que nous avons des activités, leur représentation, leur segmentation et leur hiérarchie a été bouleversée selon qu'elles sont considérées comme « essentielles ou non ». La crise sanitaire a mis en lumière certaines activités et professions, particulièrement exposées en raison du risque de contact physique : celles du contact obligé et répété avec du public comme par exemple les caissières et caissiers, les personnels du secteur hospitalier, de la restauration et du spectacle, (intermittents, producteurs, etc.). Les notions de « travailleurs clés » ou « les activités essentielles » préexistaient à la crise mais n'étaient guère usitées. Elles semblent devenir prépondérantes dans la scène médiatique.



Retrouvez la synthèse en
flashant ce QR code

La crise sanitaire a déclenché une “méta crise” du travail en affectant à la fois les modes de travail et les activités économiques tous secteurs confondus. En ce sens, elle se distingue des crises économiques que les territoires ont essuyées par le passé¹. Par ailleurs, elle questionne les pratiques des professionnels de l'immobilier et de l'aménagement, leur façon de penser l'agencement des espaces, la fonction des lieux du travail et ceux dédiés au développement économique des territoires : faut-il, si le télétravail devenait la norme, penser les logements en intégrant cette fonction ? Devrions-nous transformer l'immobilier tertiaire ? Plus largement, quel sera le nouvel équilibre entre travail au(x) bureau(x) et télétravail ? De même, les secteurs du tourisme, du commerce, de l'industrie sont affectés par des changements très soudains. Et si demain, pour certains types de bien, le commerce se faisait quasi exclusivement en ligne ? Comment adapter les espaces commerciaux des villes ? A quelles conditions accueillir de nouvelles activités de production en ville afin de réduire notre dépendance aux importations ? Certains de ces questionnements préexistaient à la crise sanitaire mais se trouvent aujourd'hui renforcés. Des expérimentations ont été testées ici et là en temps de crise, sans que l'on ne sache encore si elles sont amenées à se pérenniser. Cette note propose de revenir sur les différentes transformations du travail, de ses spatialités et de montrer comment la recherche urbaine remet en question certains modèles urbains.

DES RAPPORTS AU TRAVAIL MODIFIÉS

Les premiers jours du confinement ont ouvert la voie à une nouvelle classification des activités : activités effacées, exposées² ou distancées³. Cela soulève des interrogations sur une possible re-catégorisation des activités et du travail qui a des conséquences immobilières et urbaines.

Activités effacées, exposées ou distancées

Certains notent que la crise sanitaire agit comme un accélérateur de licenciements⁴ et précipite un certain nombre de secteurs économiques et de collectivités territoriales⁵ dans une totale incertitude. Dans des pays où le chômage partiel n'est pas mis en place, la situation

économique est d'autant plus grave : des centaines de milliers d'emplois sont en passe d'être supprimés. Des observateurs n'hésitent pas à parler de faillite pour qualifier la situation new-yorkaise : “si la ville n'a pas été renflouée par l'Etat fédéral d'ici là, l'impopulaire M. de Blasio envisage de se séparer de 22 000 employés municipaux, début octobre.”⁶ Au début de la crise et face aux pénuries qui s'annoncent, certaines filières font preuve d'agilité et adaptent leur production, de manière plus ou moins substantielle : gel hydroalcoolique pour l'industrie du parfum ou masques pour la mode. Le secteur du BTP est temporairement mis à l'arrêt, puis, il s'organise pour faire repartir les chantiers^{7/8}. Des observateurs notent que le secteur est incité à aller vers de nouveaux modes de faire que ce soit dans l'organisation du travail ou dans la conception des projets architecturaux et urbains⁹. D'autres activités économiques sont complètement à l'arrêt : les restaurants, les bars, les commerces jugés non essentiels, le monde de la culture subit un choc brutal largement commenté¹⁰. La courbe de propagation de l'épidémie a conditionné l'étendue des restrictions en entreprise (avec des gradients entre couvre-feu, effectifs réduits ou confinement) et impacté l'activité¹¹. Les effets précis de ces décisions politiques sur l'économie sont aujourd'hui méconnus¹² mais certaines estimations sont alarmistes. Une note de France Stratégie¹³ indique quels sont les métiers les plus vulnérables au risque économique. Elle distingue les métiers ouvriers ou artisanaux déjà fragilisés qui sont très exposés économiquement et les nouveaux métiers vulnérables. Dans les transports, la restauration, les services aux particuliers et la culture, de fortes vulnérabilités individuelles sont pressenties¹⁴.

Alors que certains travailleurs voient leur activité réduite à néant voire supprimée, d'autres sont au contraire particulièrement sollicités. Un nouveau clivage se dessinerait avec des “travailleurs clés”^{15/16} et d'autres travailleurs jugés “non essentiels”. Les premiers seraient les plus exposés au contact physique et donc au virus : “73 % font habituellement face aux usagers, clients ou patients”¹⁷. Villes et territoires pourraient créer de meilleures conditions d'hébergement pour ces travailleurs essentiels. Cette option est questionnée¹⁸ et en juin, un rapport de la cellule « Logement, urbanisme et politique de la ville » rendu au Sénat souligne “la nécessité de fournir un logement aux travailleurs essentiels à proximité de leur lieu d'activité”¹⁹. La ville de Londres, qui dispose d'une antériorité de ré-

flexion sur cette question, envisagerait des solutions pour aider ceux qui « permettent à la ville de Londres de fonctionner »²⁰. Son maire suggère de donner la priorité aux travailleurs essentiels à l'acquisition de logements liés au programme de titres de propriétés détenues par plusieurs individus ["shared ownership"] ainsi qu'aux propriétés offertes par the London Living Rent²¹.

D'autres professions sont plus propices à des activités distancées. Pour France Stratégie, "ce sont principalement les métiers de cadres qui sont confrontés à l'hyperconnectivité et à l'intensification du travail"²². Plus que d'autres, les cadres sont familiers du télétravail (38 % travaillent habituellement à leur domicile contre 20 % dans l'ensemble des métiers). Cela représente près de 4 millions d'emplois²³. Avec les confinements successifs, l'essor du télétravail est ainsi largement commenté²⁴ mais il dépend beaucoup de la culture des employeurs²⁵. La crise aura contribué à accélérer ce phénomène et à ce que l'on se penche sur son cadre juridique²⁶ face à son recours en mode « dégradé » lors du premier confinement notamment. Fin novembre, quatre syndicats (CFDT, CFE-CGC, CFTC, FO) ont ainsi approuvé le projet d'accord national interprofessionnel (ANI) sur le télétravail²⁷. Selon la chercheuse Nicole Maggi-Germain, "dans le cas du télétravail, l'accord explique que le salarié ne doit pas subir une dégradation des conditions de travail et doit être disponible pour l'entreprise, cela fonctionne dans les deux sens"²⁸.

Selon l'enquête menée par l'Anact²⁹ au printemps et malgré des dysfonctionnements, 86 % d'agents publics déclaraient vouloir continuer à télétravailler après la fin du confinement³⁰. Pour l'Institut Paris Région, 95 % des franciliens souhaiteraient continuer à pratiquer le télétravail autant (36 %) ou davantage (58 %) qu'avant la crise sanitaire³¹. S'il est trop tôt pour le dire, l'expérience du second confinement pourrait encore, en fonction des secteurs d'activités, faire évoluer les aspirations³².

L'organisation du travail change³³

De premiers bilans montrent les bienfaits et les limites du télétravail. Pour certains, il permet "une meilleure articulation entre vie personnelle et vie professionnelle, une amélioration considérable des conditions de vie des grands navetteurs, une fluidité des transports collectifs et routiers, ainsi qu'une transformation de l'organisation du

travail"³⁴. D'autres pointent de nouvelles difficultés apparues aussi bien du côté des salariés que de celui des employeurs : décrochage, perte de repères, manque de motivation, risques pour la santé mentale³⁵, difficultés de management, mise à mal du collectif, etc. Ces difficultés, touchent autant les fonctionnaires que les salariés du privé³⁶. Finalement, les inégalités des travailleurs face au télétravail pourraient sortir renforcées de la crise³⁷. The Guardian alerte sur ces inégalités à venir "History warns against the idea that the office is finished. [...] But be careful about assuming this transforms Britain's disgracefully big economic gaps: some will benefit from more choice about where to live but offices in poorer areas, rather than those in central London, may be the ones that end up empty. And remember, we're only talking about a fraction of the workforce here. Post-Covid, waiters and cleaners won't be doing their jobs from their spare room or kitchen table"³⁸.

Que restera-t-il de ces pratiques quand la crise sanitaire sera derrière nous ? Certains plaident pour une organisation du travail hybride³⁹. Pour le directeur général de Paris La Défense, "le futur ne sera pas 100% différent. Après le premier confinement, 75% des travailleurs sont revenus. Ils passent deux-trois jours à la maison, deux-trois jours au bureau, dans une nouvelle organisation"⁴⁰. Une étude conduite auprès de salariés canadiens et australiens va dans le même sens, un tiers des salariés interrogés considèrent que travailler 50 % du temps à la maison et 50 % du temps au travail est idéal⁴¹.

En dehors du temps consacré au travail, l'organisation quotidienne des travailleurs aussi est impactée. Les transports quotidiens et les migrations pendulaires sont réduits ainsi que les déplacements professionnels sur de plus longues distances en train ou en avion⁴². L'Institut Paris Région montre que la distance domicile-travail est clairement un facteur qui favorise le travail à distance : "les individus qui le pratiquaient avant le confinement ont un temps de déplacement moyen significativement plus long que ceux qui ne télétravaillaient pas avant (1 h 30 vs 1 h)". Cette tendance tend à se renforcer avec la crise sanitaire. Le Cerema s'interroge sur les impacts de cette organisation du travail sur la mobilité quotidienne des actifs et invite à faire la part des choses entre ce qui est lié à un contexte exceptionnel et des changements susceptibles de s'opérer plus durablement⁴³.

Un autre point organisationnel concerne l'intrusion de la fonction travail dans l'intimité des logements. Outre le fait qu'il peut être difficile de travailler dans de bonnes conditions chez soi⁴⁴, cette nouvelle organisation peut conduire les salariés à une perte de repères *"Working from home [or living in the office, as it can feel like] has been the big change for professional Britain"*⁴⁵. Selon un sondage mené par Settleswet : *"seulement un tiers des Français a adapté son logement pour mieux y travailler, à l'issue du premier confinement. Pour 62 % des Français, l'adaptation de leur logement au confinement est imparfaite et malgré l'expérience de la première phase de confinement, une petite majorité (51%) ne se sentait toujours pas prête à affronter ce deuxième épisode à domicile"*⁴⁶. (Voir La note d'analyse n°3 sur le logement, novembre 2020).

Enfin les techniques du management évoluent ^{47/48} avec le travail à distance. Des experts s'interrogent : comment fédérer et cadrer des équipes à distance, créer des rituels, etc.⁴⁹? D'autres s'alarment en dénonçant les dérives possibles de la surveillance renforcée par des outils numériques⁵⁰. Outre les questions liées au management et aux conditions du travail lui-même, cette organisation du travail laisse présager d'importantes transformations des usages et des rythmes de fréquentation du parc immobilier tertiaire, susceptibles à terme de faire évoluer les produits immobiliers accueillant le travail.

IMPACTS DE LA CRISE SUR L'ÉCONOMIE URBAINE ET SES MODÈLES URBAINS

La crise sanitaire amène les aménageurs à s'interroger sur les modèles urbains dédiés aux fonctions économiques. Les centres urbains⁵¹ font face à une désertion des travailleurs qui - pour ceux qui peuvent télétravailler - redécouvrent les attraits de leur quartier d'habitation et ne sont pas toujours enclins à revenir au bureau. Les grandes rues commerçantes des métropoles⁵² voient également leur fréquentation baisser, une partie des touristes et des travailleurs n'étant, pour le moment, pas revenue.

Reconfiguration de l'immobilier tertiaire face au télétravail

Afin de limiter la circulation active du virus, les gouvernements incitent les entreprises à maintenir le télétravail. Face à l'absence de travailleurs sur site, une gestionnaire de la City à Londres indique *"C'est un moment pivot. Les bureaux ne vont pas disparaître, mais les gens vont les utiliser de façon différente."*⁵³ Des chercheurs font l'hypothèse que l'essor du télétravail pourrait être un vecteur de revitalisation des villes en déclin⁵⁴, au profit de certaines petites et moyennes villes.

Les entreprises s'interrogent quant à leurs stratégies en matière d'immobilier tertiaire⁵⁵ ; faut-il dédensifier ? Décloisonner les bureaux ? Faciliter l'accès des salariés à des espaces de co-working ? Comment transformer les espaces du travail pour offrir plus de flexibilité⁵⁶ et pour donner envie aux travailleurs de revenir⁵⁷ ? Quelles sont les conséquences pour l'écosystème de ces quartiers ? Selon le directeur général délégué de Covivio, entreprise de gestion foncière, les besoins des entreprises changent et cela impacte le secteur : *« ils demandent plus de flexibilité, par exemple avoir la possibilité de mixer des bureaux en location mais sur moins de surface, avec des solutions de pro-working*^{58,59}. Les grandes surfaces de bureaux n'attirent plus autant les entreprises, et la vacance des surfaces d'immobilier de bureau s'accroît, même si Paris est moins touché que d'autres métropoles françaises⁶⁰. Certains aménageurs tâchent de répondre aux attentes des acteurs économiques avec une offre de bureaux *«flexibles, confortables, adaptables»*⁶¹. Carlo Ratti, directeur du Senseable City Lab (MIT), pense que le télétravail atténue les *« liens faibles »*⁶² qui irriguent l'innovation au sein des entreprises. Dans une tribune au Monde, il plaide pour la réinvention de la notion de bureau : *"Cela pourrait se traduire, par exemple, par la transformation des plans plus radicaux où les architectes d'intérieur trouveraient des moyens de favoriser la sérendipité, grâce par exemple à des espaces chorégraphiés, fondés sur l'événement"*⁶³. Ce dernier invite à utiliser l'espace physique pour renforcer *"la capacité du bureau à cultiver l'ensemble des liens qui réunissent celles et ceux qui y travaillent"*⁶⁴. La conciliation de ces modes de travail avec le respect des gestes barrières et de la distanciation physique reste une question en suspens. Des initiatives pour *«faire communauté»* (rooftops accessibles, hubs dynamiques, ou accès ren-

forcé à la nature et à l'extérieur^{65/66},] ont vu le jour, et certains souhaitent agir à l'échelle du quartier ; *«les quartiers d'affaires doivent devenir des quartiers de rencontre, des quartiers collaboratifs, plus vivants, offrant plus de services et – last but not least – plus flexibles». (...) Il s'agit ni plus ni moins que de «faire en sorte que les employés soient heureux de revenir au bureau»⁶⁷.*

Le télétravail recoupe des enjeux forts d'aménagement du territoire et interroge les relations villes / campagnes. Lors d'une rencontre du Club Ville Aménagement, Magali Talandier souligne les risques qui y sont associés : *«Ce que je trouve dommage, c'est d'interpréter la diffusion massive (du télétravail) comme un moyen de quitter la ville, comme si c'était une bonne nouvelle (...) Le retour à la campagne généralisé ne peut pas être un retour à la ruralité mais plutôt d'être un retour à l'étalement urbain»⁶⁸.* Elle s'interroge sur le rôle des villes moyennes dans cette organisation, *«où l'on voit émerger tout un écosystème dynamique»* et où la taille intermédiaire *«semble jouer un rôle positif pour la relance économique»⁶⁹.*

Les villes touristiques à l'épreuve de la pandémie

Les villes touristiques tournées vers les loisirs et l'industrie du divertissement sont particulièrement touchées par la crise avec l'absence de touristes internationaux. Dès le premier confinement, les commentateurs s'intéressent aux évolutions du tourisme de masse. Des villes comme Venise sont vides de touristes, pour les observateurs c'est l'occasion de tendre vers un tourisme plus raisonné post-crise⁷⁰. La fréquentation des hôtels a drastiquement chuté lors du premier et du second confinement⁷¹, les locations saisonnières sont également touchées. A Paris, face à la fragilisation du secteur, la mairie repousse son référendum limitant airbnb *sine die*⁷². Selon des chercheurs, le marché de la location saisonnière se transforme, avec des loueurs qui cherchent de nouveaux usages à leurs appartements (espace de coworking) ou encore se tournent vers les baux mobilités et la location longue durée⁷³.

Avec le déploiement du télétravail, certaines destinations réinventent un tourisme d'affaires en ciblant les travailleurs nomades. L'île Maurice propose des visas long séjour pour "digitals nomads" et multiplie les initiatives pour

attirer les télétravailleurs du monde entier⁷⁴. D'autres territoires cherchent à développer le tourisme de proximité⁷⁵ et proposent des "microaventures"⁷⁶ pour explorer les périphéries des villes. Les modèles urbains dédiés principalement au tourisme, sont remis en question. A Val d'Europe (Marne-la-Vallée) des inquiétudes voient le jour, le développement de cette aire urbaine étant très dépendante de l'activité économique engendrée par Eurodisney⁷⁷.

Les activités économiques liées à l'événementiel d'affaires sont menacées. Des initiatives pour organiser des congrès et autres foires virtuelles se mettent en place. Toutefois, l'écosystème autour de ces événements est dans l'impossibilité de travailler (prestataires et permitents de l'événementiel sont particulièrement touchés)⁷⁸. Concernant les fonctions commerciales, les évolutions de comportements sont scrutées et l'on s'interroge ; que va-t-il rester du commerce en ville, quelles sont les transformations à l'œuvre ?

Adaptation des commerces face à l'absence de flux

Depuis mai 2020, la crise semble rebattre les cartes de l'immobilier commercial. Les grandes surfaces situées au cœur des centres urbains ne bénéficient plus de l'afflux des travailleurs et des touristes. Les grands magasins historiquement installés en cœur de ville sont très impactés par la crise sanitaire. En Angleterre, la chaîne Debenhams a été mise en liquidation et selon les observateurs, la crise a accéléré le déclin des centres commerciaux situés en cœur de ville⁷⁹. A contrario, les activités marchandes dans les périphéries des villes sont moins touchées, avec une tendance pour le localisme⁸⁰. En France également *«les boutiques de centres-villes et de centres commerciaux apparaissent les plus impactées, alors, que les moyennes surfaces des pôles de périphérie résistent mieux, le grand gagnant de la crise étant l'e-commerce»⁸¹.*

Les comportements évoluent, la population se tourne vers les commerces de proximité qui gagnent en fréquentation^{82/83} et les habitudes de consommation tendent vers plus de local.

En parallèle, le e-commerce se développe avec la livraison à domicile, d'autant que lors du second confi-

nement, le principe du *click and collect* a été encouragé. Des espaces périurbains apparaissent comme des futurs lieux de vente, faisant l'interface entre e-commerce et espace d'essayage⁸⁴. Toutefois le passage au e-commerce n'est pas évident pour tous les commerçants⁸⁵. Des dispositifs sont mis en place par les régions pour aider à la digitalisation des commerces et pour toucher une clientèle étrangère via le e-commerce⁸⁶.

La désertification de l'espace public dans les grands centres urbains met le secteur à l'épreuve. Des chercheurs montrent que dans les villes australiennes, le trafic piéton a muté en trafic Web⁸⁷. Des villes ont permis l'extension des commerces sur l'espace public via l'installation de stands provisoires⁸⁸, des grandes marques multiplient les initiatives du *shop in shop* pour faire revenir physiquement en magasin des clients qui achètent en ligne⁸⁹. Des bars et restaurants s'organisent pour faire de la vente à emporter⁹⁰.

Nouveaux défis pour les zones d'activités

Des villes, dont l'économie est centrée sur des industries durement touchées comme l'aéronautique à Toulouse^{91/92} questionnent les conditions d'accueil aux entreprises sur le territoire⁹³. Comme le note l'Agence d'urbanisme et d'aménagement de Toulouse (AUAT), "*Zones industrielles, parcs d'activités artisanaux, zones d'activités mixtes, certains pôles tertiaires... ont longtemps été les parents pauvres des politiques urbaines.*"⁹⁴ L'agence s'interroge sur les adaptations de "*ces espaces, souvent monofonctionnels, peu qualifiés, difficilement accessibles aux heures de pointe (...) aux nouvelles attentes des entreprises comme de leurs salariés*". La crise est l'occasion de repenser ces pôles tertiaires, a fortiori dans la perspective du Zéro Artificialisation Nette.

Sur le territoire de Belfort industriellement dense⁹⁵, les industries repartent après l'arrêt du premier confinement. Le secteur automobile renonce même temporairement à une délocalisation de l'activité à l'étranger afin d'assurer l'approvisionnement sur le marché européen.

Certaines villes qui ont connu autrefois un déclin suite à l'effondrement de l'activité manufacturière pourraient tirer leur épingle du jeu⁹⁶. En effet, l'inscription territoriale des activités économiques semble évoluer. Avec la crise, nous assistons à un double mouvement, d'un côté certaines industries seraient tentées de faire revenir une

partie de leurs productions en France face à l'augmentation des coûts de transport et aux délais. De l'autre, le télétravail met en avant la dépendance de la localisation des activités à la nature des professions⁹⁷. Il semblerait que certains territoires regagnent en attrait face à la possibilité de télétravail (qualité de vie, habitat) tandis que d'autres subissent l'absence d'activités présentes au cœur de leurs quartiers.

MUTATIONS ET PERSPECTIVES, QUID DU FUTUR ?

Le corpus fait apparaître différentes tendances pour le futur du travail et de sa traduction spatiale. Il est trop tôt pour présager de l'avenir mais des pistes qui renvoient à des questions prospectives sur l'aménagement et l'urbanisme semblent se dessiner. Certains constats vont dans le même sens, de nouvelles aspirations et / ou peurs voient le jour et des ambivalences apparaissent. Dans ce contexte très incertain et en constante évolution, les villes et territoires tentent de s'adapter.

Réinventer l'industrie et ses spatialités

D'abord, la crise sanitaire a montré la dépendance des économies occidentales à des biens de première nécessité produits principalement en Asie. Les pénuries de médicaments, de masques, de respirateurs ont rendu visibles les fragilités de certains pays. Ainsi, la crise a amené certains auteurs à questionner le modèle économique dominant^{98/99} et à mettre l'accent sur des questions de sécurisation de la chaîne d'approvisionnement. Ces questions de sécurisation concernent à la fois le travail (salarié ou non), l'appareil productif (français et plus largement européen) et la logistique. Dans une série d'articles, les regards se tournent vers d'autres modèles. Des chercheurs se demandent : "*Et si après des décennies d'externalisation et de fermetures de sites de productions européens, on acceptait de trouver une solution locale et plus durable ? (...) Peut-on espérer aujourd'hui retrouver une industrie et une agriculture bénéfiques et locales, capables de générer de la richesse autour de ses murs et de ses champs (qui ne comptent pas sur les saisonniers étrangers), capables d'oublier les absurdes théories comme l'obsolescence programmée ou la délocalisation ?*"¹⁰⁰

La réindustrialisation comme stratégie économique post-covid est une piste largement commentée^{101/102}. Elle pourrait concerner autant le retour de manufactures dans des métropoles que contribuer à dynamiser des villes moyennes ou des territoires ruraux¹⁰³.

Si les enjeux liés au “Made in France”¹⁰⁴ préexistaient à la crise, ils ont changé de ressort car les motifs de souveraineté sont désormais mis en avant¹⁰⁵. Les analystes de la Fabrique de l’industrie rappellent que *“La souveraineté consiste à ne pas dépendre de la bienveillance d’autrui pour satisfaire certains besoins et à pouvoir agir sans être soumis à la volonté d’un autre État ou d’une entreprise. [...] Elle ne suppose pas l’autarcie.”* Pour les territoires, il s’agit de *“disposer sur le territoire national de l’outil productif industriel”*¹⁰⁶. Le plan de relance mise sur des stratégies de relocalisation/ réindustrialisation : *“L’objet est de se focaliser sur certaines filières¹⁰⁷ et chaînes de valeur particulièrement stratégiques afin d’accompagner les acteurs de ces chaînes de valeur dans leur démarche de sécurisation de leurs approvisionnements, de création d’activité et donc d’emploi sur le territoire français”*¹⁰⁸.

Toutefois, selon un rapport de la Fabrique de l’industrie ; *“l’impact global des échanges internationaux sur le volume d’emploi est proche de zéro”*¹⁰⁹. Les analystes invitent à la prudence : *“les relocalisations ne seront pas un vecteur significatif de réindustrialisation¹¹⁰ du pays, mais l’industrie française peut trouver une voie de consolidation dans un mouvement de régionalisation qui semble engagé”*¹¹¹. Dans le secteur de l’alimentation, des circuits-courts se développent encouragés par des collectivités locales^{112/113} et permettent également d’engager le débat sur la souveraineté alimentaire.

Avec la perspective de relocalisations industrielles, la question du foncier pourrait devenir pour les élus un enjeu primordial, a fortiori dans la perspective du Zéro Artificialisation Nette. Les usines *«ont une vertu, elles sont réparties sur le territoire et généralement loin des métropoles»* ou du moins de leur centre et elles constituent *«un outil extrêmement précieux de réaménagement du territoire»* note le directeur général de la Caisse des Dépôts¹¹⁴. Dans le contexte actuel, le débat porte moins sur les coûts de main-d’œuvre mais se focalise de plus en plus sur le foncier disponible, les normes d’urbanisme, agricoles et environnementales. Pourtant, cet enjeu du

foncier pourrait se heurter aux objectifs de lutte contre l’artificialisation des sols et mettre le gouvernement en porte-à-faux¹¹⁵.

Nouvelles aspirations : futurs lieux et outils du travail

La pandémie a conduit à des expérimentations et ouvre la voie à de nouveaux modes et espaces de travail largement mis en évidence dans le corpus. Après plusieurs mois “d’essai forcé”, il semblerait qu’une majorité de travailleurs aspire au maintien voire au développement du télétravail¹¹⁶ afin de limiter les déplacements et d’améliorer leur qualité de vie. En conséquence, le modèle du “bureau” est en passe d’être transformé¹¹⁷, entraînant le secteur économique de l’immobilier tertiaire. Différentes formules telles que le “ticket bureau” - qui permettrait aux salariés de disposer de lieux de travail à l’extérieur de leur entreprise¹¹⁸ - sont envisagées. Cela pourrait contribuer à fragmenter et diversifier les espaces du bureau. Des promoteurs renouvellent leur offre d’immobilier tertiaire en s’adaptant à ces aspirations¹¹⁹. Ainsi, les espaces de coworking / pro-working pourraient être amenés à se développer en centre-ville¹²⁰ mais pas uniquement¹²¹. Considérés comme des leviers de développement économique et d’attractivité, les tiers-lieux représenteraient *“un levier pour jouer la carte de la proximité”*¹²². Les régions se dotent de moyens d’accompagnement logistique et financier pour soutenir leur création.

Ces lieux constituent-ils pour autant une panacée pour tous les travailleurs et tous les territoires ? Pendant le premier confinement, une étude sur l’avenir de ces lieux de travail collaboratifs a été menée. Elle indique qu’à l’avenir, *“88% des coworkers attribueront un rôle identique ou plus fort à la fréquentation de leur espace de coworking. Ce taux monte jusqu’à 98% des répondants vivant dans le périurbain”*¹²³. D’autres observateurs nuancent ces résultats. *“La mécanique sociale interne aux espaces de coworking permet de co-construire, d’apprendre, de prototyper et d’expérimenter quelque chose de nouveau autour de son activité principale ou à son voisinage immédiat”*, or, cette promesse est aujourd’hui profondément mise à mal par la distanciation physique note un économiste¹²⁴. Les modèles actuels d’*open space* ou de *flex desk*¹²⁵ semblent peu adaptés aux contraintes sanitaires, et les échanges informels, le réseautage sont in-

compatibles tant que la distanciation sociale / physique sera de rigueur.

La tendance au télétravail s'accompagne par ailleurs d'une digitalisation accélérée du monde du travail. Des entreprises "du capitalisme viral"¹²⁸, ayant comme « matière première l'information » et « l'électron comme énergie », tirent leur épingle du jeu. Ces dernières ont adapté leurs offres de service et basculé temporairement leurs business models (payants et gratuits) le temps du confinement. Elles ont développé des solutions pour accompagner la digitalisation du travail (notamment les fonctions support comme les Zoom, Slack, Teams, etc.). La dématérialisation de la commande publique a été accélérée par la crise conduisant au maintien d'une grande partie de l'activité¹²⁷.

Si la dématérialisation du travail a permis à certains travailleurs de poursuivre leur activité, des chercheurs font part des dérives potentielles : *"l'idée même de développer les outils numériques qui permettent cette résilience suscite les pires craintes pour les libertés publiques, voire pour la vie privée. Les attermolements des autorités publiques révèlent l'extrême embarras de la société devant ce qui apparaît comme une curieuse et sombre alternative, choisir entre le risque politique, la protection de la santé et le maintien des fonctions vitales de la société"*¹²⁸.

D'autres secteurs comme la robotique voient des perspectives de développement non négligeables. En effet, la robotisation des tâches permettrait de limiter les contacts physiques dans certains secteurs de l'économie. La création d'équipements intelligents capables de surveiller la santé des patients et de collecter des données médicales est même envisagée¹²⁹. Là encore, certains alertent contre les dérives d'une société sans contact humain et livrée aux IA qui, *"depuis quelques années, sont appelées à optimiser la gestion des hôpitaux publics afin de réduire le nombre de lits et de personnels"*¹³⁰.

Un futur semé de contradictions

Parmi le corpus, différents types d'aspirations peuvent être observés. Certaines ont trait aux conditions et à l'organisation du travail et misent sur la sécurisation du travail face au virus. Cela conduirait à maintenir une forme de distanciation rendue possible par la digitalisa-

tion et / ou la robotisation. En même temps, ce modèle affaiblit les liens sociaux et nombreux sont ceux qui aujourd'hui cherchent plus de convivialité au travail¹³¹ mais pas exclusivement. D'autres aspirations se lisent dans la consommation avec un recours aux circuits courts et à la production locale¹³². Or, cette transformation de la consommation¹³³ se heurte au modèle qui a prévalu pendant des années, et questionne les échelles de production^{134/135} et le maintien des échanges internationaux¹³⁶.

Face à ces aspirations, des ambivalences naissent. Certains voient dans la crise un tremplin pour allier transformation du travail et changement de paradigme. C'est un peu comme si l'événement accidentel et inédit du confinement avait conduit une part plus ou moins grande des gens à s'orienter vers une *"slow life"*¹³⁷. D'autres, au contraire, sont tentés par l'option *"business as usual"*¹³⁸.

Les références au "bien commun" parsèment le corpus et font référence soit à une transformation des biens de consommation ou soit, plus généralement, à des changements structureaux. Grand nombre d'adaptations (pour favoriser l'économie) locales sont commentées¹³⁹; comme la mise en place de *marketplace drive* de producteurs locaux^{140/141}, la piétonnisation d'artères commerciales, l'agrandissement temporaire des espaces commerciaux sur l'espace public¹⁴². Les tiers-lieux sont devenus lors des confinements successifs des plateformes logistiques solidaires. Les lieux de fabrication type Fablab^{143/144} acquièrent une visibilité inédite en produisant des visières ou des respirateurs. Ces adaptations locales sont à souligner mais tant qu'elles ne seront pas suivies d'une transformation massive et durable des systèmes productifs, elles pourraient sembler anecdotiques. Un enjeu apparaît pour la sortie de crise : changer d'échelle et sortir de l'expérimentation locale.

Dans une tribune, des professionnels soulèvent des pistes de réversibilité des espaces commerciaux en faveur du *"bien commun urbain"*¹⁴⁵. Alain Guieheux souhaite la constitution d'un *"grand espace commun"*¹⁴⁶ dans les villes pour accueillir une multitude d'usages. Ces intentions traduisent la volonté d'accueillir de nouvelles formes de productions sociales et solidaires dans la ville. Elles tendent vers un modèle porteur de transitions qui vise à répondre conjointement aux enjeux des crises sanitaires, écologiques et environnementales. Toutefois,

tant que la crise marque un arrêt des rapports humains et sociaux réels, la mise à l'épreuve de ces intentions reste pour le moins compromise et vient se heurter à la gestion de crise.

CONCLUSION

Les différentes tendances à l'œuvre pour assurer la sécurité du travail et des travailleurs en imaginant de futurs modes et espaces de travail sont autant d'occasions d'imaginer les pourtours d'un nouveau modèle spatial du travail. Que ce soit en encourageant la réindustrialisation des territoires, en s'appuyant sur les possibilités offertes par le numérique, ou encore en cherchant à croiser les enjeux du travail aux enjeux de transition, ces changements laissent présager des effets plus larges sur l'aménagement du territoire. Ces évolutions sont dépendantes de changements structuraux qui peuvent autant provenir de l'organisation d'un secteur, que de l'organisation individuelle ou encore de l'organisation par la collectivité. Déjà, les effets des transformations du travail commencent à s'observer sur les territoires. Certaines évolutions s'amorcent dans les choix résidentiels des Français. A ce sujet, les choix résidentiels des entreprises ou ceux des travailleurs pourraient faire l'objet de recherches complémentaires. Les petites et moyennes villes gagnent en attrait, les campagnes voient s'installer des néo-ruraux à la recherche d'un meilleur cadre de vie, d'une proximité avec la nature. Autant de tendances qui émergent, et donnent à penser qu'une autre voie est possible pour imaginer des modes de vie plus durables et envisager le travail autrement.

La crise et ses effets de débordement sur le travail plongent les professionnels de la ville dans une forme d'incertitude. Planifier la ville, aménager les territoires dans ces conditions sans pouvoir anticiper les événements à venir relève d'une complexité inédite. La période implique de gérer de front une succession de crises¹⁴⁷ (climatique, écologique, sanitaire, économique). Face à ce niveau de complexité, certains chercheurs se tournent vers la science écologique qui *"érige en principe l'ignorance des comportements des systèmes complexes nature-humain quand ils sont perturbés"*¹⁴⁸. Regarder et s'inspirer d'autres disciplines du vivant pour aménager plus durablement les villes et territoires serait l'une des

perspectives à explorer (Voir Note d'analyse n°2 sur la Biodiversité, septembre 2020). Les écrits qui jalonnent le corpus révèlent en creux une volonté d'adaptation des pratiques des professionnels face aux transformations du travail. Pour cela, de nouvelles compétences de "gestion de crise" en urbanisme pourraient être utiles pour penser à l'avenir la vacance des immeubles tertiaires, redéployer les mobilités des travailleurs, etc.

Enfin, cette crise est l'occasion d'interroger notre rapport profond au travail. Par effet de rebond, le ralentissement forcé de notre économie invite à réfléchir à de nouveaux modes de vies. La crise sanitaire a changé le rythme du travail, et, plus globalement, la place du travail dans nos vies. Les changements brusques et adaptations sous la contrainte sont autant d'occasions d'acter de changements profonds. Comment, dès lors, combattre la saturation de nos économies et opérer un "dé-sencombrement"¹⁴⁹ de notre société du travail? La distanciation qui prive les individus de contacts réels révèle aussi les liens et lieux bénéfiques au travail. Espace d'innovations, de sociabilité, les lieux du travail ont un réel intérêt pour l'amélioration de l'attractivité d'un territoire, l'augmentation des services et *in fine*, du cadre de vie. Ainsi, malgré tout, la réinvention du modèle devrait pouvoir se faire au bénéfice d'une meilleure qualité de vie.

NOTES

1 <https://aoc.media/analyse/2020/11/09/de-la-crise-du-capitalisme-financier-a-celle-de-letat-neoliberal-la-covid-19/>

2 <https://theconversation.com/coronavirus-is-spreading-rapidly-through-workplaces-heres-what-is-needed-to-make-them-safer-149333>

3 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/04/reconfinement-cent-nuances-de-teletavail_6058398_3234.html

4 <https://www.franceculture.fr/emissions/les-pieds-sur-terre/laeronautique-en-crise>

5 <https://www.lagazettedescommunes.com/dossiers/coronavirus-apres-lurgence-sanitaire-le-choc-financier/>

6 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/09/15/a-new-york-le-covid-19-fait-ressurgir-le-spectre-de-la-faillite_6052190_3234.html

7 <https://www.aefinfo.fr/depeche/623985>

8 <https://www.architectes.org/actualites/comment-relancer-la-commande-publique>

9 <https://www.lemoniteur.fr/article/reinventer-demain.2092121>

10 <https://aoc.media/analyse/2020/07/14/les-artistes-au-defi-du-confinement-ou-la-survivance-des-lucioles/>

11 <https://www.mediapart.fr/journal/economie/151020/avec-le-couvre-feu-l-ordre-marchand-redevient-la-priorite>

12 <https://aoc.media/analyse/2020/05/28/sideration-covid-19-leconomie-suspendue-et-le-tournant-2020/>

13 <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-na88-metiers-corona-avril.pdf>

14 Ibid.

15 Selon France Stratégie, ces métiers représentent en France 10,4 millions de personnes (...) qui exercent les métiers de soins, d'éducation et de la propreté, les métiers régaliens (armée, police, pompiers), de la relation usager des services essentiels (caissiers, employés de la fonction publique) ou de l'agroalimentaire (métiers de bouche, professions agricoles)

16 https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/DataStorageKit/ORS/Etudes/2020/travailleur/2020_Focus_travail-leurs_cles_2020-12-01.pdf

17 <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-na88-metiers-corona-avril.pdf>

18 <https://www.institutparisregion.fr/amenagement-et-territoires/chroniques-des-confins/crise-covid-des-travailleurs-sous-les-projecteurs.html>

19 <http://www.senat.fr/rap/r19-535-6/r19-535-69.html>

20 <https://lepetitjournal.com/londres/logement-bas-prix-priorite-donnee-aux-travailleurs-essentiels-285721>

21 Ibid.

22 <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-na88-metiers-corona-avril.pdf>

23 Ibid.

24 https://www.franceculture.fr/emissions/linvitee-des-matins/le-travail-dapres?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR21ec6y4yVbugRJEfbcDzr7QkBB8kphzWLnDJD2MKiCluWZPg6nNPHTdI#Echobox=1601020644

25 <https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/les-patrons-de-pme-inquiets-par-le-retour-en-force-du-teletavail-1259408>

26 <https://www.franceculture.fr/emissions/la-question-du-jour/comment-expliquer-les-resistances-au-teletavail>

27 <https://revuefiduciaire.grouperf.com/plussurlenet/complements/Projet-ANI-Teletavail-du-24-novembre-2020.pdf>

28 https://www.lemonde.fr/emploi/article/2020/11/27/accord-sur-le-teletavail-le-texte-fait-du-bien-etre-des-salaries-un-enjeu-managerial_6061419_1698637.html

29 Agence Nationale pour l'Amélioration des Conditions de Travail

30 <https://www.anact.fr/teletavail-en-confinement-les-premiers-chiffres-cles>

31 https://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/000pack2/Etude_2431/NR_866_web.pdf

32 https://www.francetvinfo.fr/sante/maladie/coronavirus/confinement/reconfinement-une-seconde-experience-bien-differente-de-celle-de-mars_4162453.html

33 <https://www.futuribles.com/fr/document/quelles-organisations-du-travail-a-l'horizon-de-5-a/>

34 Ibid.

35 <https://www.franceculture.fr/societe/teletavail-confinement-stress-la-sante-mentale-des-salaries-se-degrade>

36 <https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/10/26/>

- la-difficile-mise-en-place-du-teletravail-dans-la-fonction-publique_6057426_823448.html
- 37 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/04/reconfinement-cent-nuances-de-teletravail_6058398_3234.html
- 38 <https://www.theguardian.com/world/2020/nov/29/life-after-covid-will-our-world-ever-be-the-same>
- 39 <https://www.blog.urbact.eu/2020/07/moving-from-lockdown-to-hybrid-working/>
- 40 https://www.innovapresse.com/urbain/strategies-urbaines/41651-quels-futurs-desirables-pour-les-quartiers-d-affaires-internationaux.html?utm_source=newsletter_7436utm_medium=email&utm_campaign=08-12-2020-titre-de-la-une-urbain
- 41 <https://theconversation.com/working-from-home-during-covid-19-what-do-employees-really-want-148424>
- 42 https://www.lemonde.fr/emploi/article/2020/07/15/pour-les-voyageurs-d-affaires-la-reprise-ne-s-annonce-pas-de-tout-repos_6046217_1698637.html
- 43 <https://www.cerema.fr/fr/evenements/teletravail-coworking-plan-mobilite-employeur-quels-impacts>
- 44 <https://www.cairn.info/revue-population-et-societes-2020-7-page-1.htm>
- 45 <https://www.theguardian.com/world/2020/nov/29/life-after-covid-will-our-world-ever-be-the-same>
- 46 https://immobilier.lefigaro.fr/article/nos-logements-ne-sont-pas-encore-adaptes-au-teletravail_ee59de14-2800-11eb-b69e-6fd578484a8d/
- 47 <https://www.aefinfo.fr/depeche/638317>
- 48 <https://www.futuribles.com/fr/document/quelles-organisations-du-travail-a-l'horizon-de-5-a/>
- 49 <https://www.lesechos.fr/idees-debats/leadership-management/le-teletravail-l'occasion-de-reinventer-la-vie-en-entreprise-1248507>
- 50 <https://theconversation.com/est-ce-encore-utile-de-surveiller-les-salaries-147582>
- 51 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/09/25/covid-19-montreal-tente-de-sauver-son-centre-ville_6053637_4811534.html
- 52 <https://theconversation.com/coronavirus-could-turn-cities-into-doughnuts-empty-centres-but-vibrant-suburbs-151406>
- 53 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/09/londres-la-city-ville-deserte_6055189_3234.html
- 54 <https://theconversation.com/how-working-from-home-could-revitalise-rust-belt-cities-148074>
- 55 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/13/l-immobilier-francilien-de-bureaux-bouleverse-par-la-crise-sanitaire_6055831_3234.html
- 56 <https://theconversation.com/covid-19-apres-lopen-space-lere-du-clean-desk-199335>
- 57 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/immobilier-btp/immobilier-le-bureau-est-mort-vive-le-bureau-1269499>
- 58 Co-working haut de gamme et adapté à des entreprises
- 59 <https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/saint-ouen-limmeuble-so-pop-veut-reinventer-le-bureau-post-covid-1252879>
- 60 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/13/l-immobilier-francilien-de-bureaux-bouleverse-par-la-crise-sanitaire_6055831_3234.html
- 61 https://www.innovapresse.com/urbain/strategies-urbaines/41651-quels-futurs-desirables-pour-les-quartiers-d-affaires-internationaux.html?utm_source=newsletter_7436utm_medium=email&utm_campaign=08-12-2020-titre-de-la-une-urbain
- 62 Définie en 1973 par le sociologue Mark Granovetter, cette théorie distingue deux types de relations : celles qui lient un individu à sa famille et ses amis proches, qui constituent des liens forts, et celles formées par un réseau plus étendu et plus distant, qui constituent les liens faibles. Selon Granovetter, «Les liens faibles permettent de jeter des ponts locaux entre des individus qui, autrement, resteraient isolés» et sont source de cohésion sociale.
- 63 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/07/22/malgre-la-montee-du-teletravail-la-mort-du-bureau-est-longue-a-venir_6046949_4811534.html
- 64 Ibid.
- 65 <https://www.lemoniteur.fr/article/chez-nexity-alain-dinin.2106694>
- 66 <https://www.lefigaro.fr/decideurs/management/le-monde-d-apres-la-nature-reine-des-espaces-de-travail-20200601>

67 Ibid.

68 <https://www.aefinfo.fr/depeche/640528>

69 Ibid.

70 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/10/02/et-si-le-covid-19-nous-permettait-de-passer-du-tourisme-ef-frene-au-tourisme-raisonne_6054584_4811534.html

71 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/01/covid-19-dix-chambres-occupees-sur-208-au-plaza-athenee-plongee-dans-ce-palace-parisien-deserte_6061714_3234.html

72 https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/11/06/paris-repousse-sine-die-son-referendum-anti-airbnb_6058831_823448.html

73 <https://journals.openedition.org/teoros/6518>

74 https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2020/11/26/travailler-a-distance-sans-masque-avant-d-aller-a-la-plage-les-iles-de-la-tentation_6061139_4500055.html

75 https://www.lemonde.fr/campus/article/2020/12/01/pas-join-pas-cheres-les-microaventures-sont-un-moyen-d-explo-ter-la-ville-autrement_6061754_4401467.html

76 <https://theconversation.com/le-domicile-nouveau-terrain-de-jeu-des-microaventuriers-137112>

77 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/07/13/disneyland-paris-peur-sur-la-ville_6046027_3234.html

78 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/05/19/on-est-les-oublies-les-permittents-de-la-restauration-dans-l-evenementiel-reclament-des-aides_6040158_3234.html

79 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/01/c-est-la-fin-d-une-epoque-deux-mega-faillites-dans-les-commerces-britanniques-mettent-en-danger-25-000-emplois_6061834_3234.html

80 <https://theconversation.com/the-suburbs-are-the-future-of-post-covid-retail-148802>

81 Note repair ville et commerce, L'institut pour la ville et le commerce, Novembre 2020 #7.

82 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/24/en-ville-le-covid-19-rebat-les-cartes-des-grandes-sur-faces_6060913_3234.html

83 [\[cities-into-doughnuts-empty-centres-but-vibrant-suburbs-151406\]\(https://theconversation.com/coronavirus-could-turn-cities-into-doughnuts-empty-centres-but-vibrant-suburbs-151406\)](https://theconversation.com/coronavirus-could-turn-</p></div><div data-bbox=)

84 <https://theconversation.com/the-suburbs-are-the-future-of-post-covid-retail-148802>

85 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/19/covid-19-passer-au-e-commerce-un-defi-pas-si-simple-a-relever_6060321_3234.html

86 <https://www.aefinfo.fr/depeche/640153>

87 <https://theconversation.com/how-covid-all-but-killed-the-australian-cbd-147848>

88 https://covid19.observatoire-ivanhoe-cambridge.umontreal.ca/fiche_covid/vilnius-dedie-des-espaces-publics-aux-commerces/

89 https://www.lemonde.fr/economie/article/2019/03/29/la-mode-des-boutiques-dans-le-magasin-pour-faire-revenir-les-clients_5442993_3234.html

90 https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/11/09/reconfinement-a-belleville-on-est-en-mode-survie_6059113_823448.html

91 <https://www.demainlaville.com/avec-la-crise-de-laerien-toulouse-sinterroge-sur-son-avenir/>

92 https://www.aua-toulouse.org/wp-content/uploads/2020/10/autre_demain_eco2_lien.pdf

93 Comme l'indique un rapport de l'agence urbaine de Toulouse, "la pandémie et son onde de choc sont venues impacter ces dynamiques en soulignant les vulnérabilités du territoire toulousain et sa dépendance à la filière aéronautique"(...) il faudra sans nul doute requestionner les conditions d'accueil des entreprises sur le territoire". https://www.aua-toulouse.org/wp-content/uploads/autre_demain_eco_article_chapeau_nov2020_V2.pdf

94 http://www.fnau.org/wp-content/uploads/2020/12/autre_demain_eco_auat_nov2020-1.pdf

95 Ce territoire compte des entreprises locomotives telles que General Electric et Alstom. Un tiers des salariés du territoire travaillent dans ce secteur. https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/09/17/la-resilience-du-territoire-de-belfort-a-nouveau-mise-a-rude-epreuve_6052570_3234.html

96 <https://theconversation.com/how-working-from-home-could-revitalise-rust-belt-cities-148074>

97 La théorie de la base économique opère une distinction forte entre activité à base présentielle, activité à base productive et activité à base publique. Les activités dites préSENTIELLES (hôtellerie, restauration, commerces du quotidien...) sont par essence non délocalisables, car c'est leur « présence » à un endroit donné qui les justifie, à la différence des activités productives, délocalisables, qui peuvent être réalisées n'importe où dès lors que le coût du transport des marchandises est devenu négligeable.

98 <https://www.pug.fr/produit/1787/9792706148439/en-reprises-le-temps-des-prises-de-conscience>

99 <https://aoc.media/analyse/2020/11/09/de-la-crise-du-capitalisme-financier-a-celle-de-letat-neoliberal-la-covid-19/>

100 <https://aoc.media/opinion/2020/07/08/felix-potin-ou-le-monde-avant-lexternalisation/>

101 <https://www.cairn.info/revue-analyses-de-population-et-avenir-2020-10-page-1.htm>

102 <https://theconversation.com/a-quelles-conditions-la-france-peut-elle-se-reindustrialiser-136628>

103 <https://www.futuribles.com/fr/document/en-2030-des-territoires-ruraux-revitalises-grace-a/>

104 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/01/industrie-l-espoir-made-in-france_6058109_3234.html

105 S.Bellit, C.Granier,C.Mini, De la souveraineté industrielle aux relocalisations : de quoi parle-t-on ?, https://www.la-fabrique.fr/wp-content/uploads/2020/09/WP2-reloc-deloc_VF.pdf

106 Ibid.

107 Cinq appels à projets seront lancés en 2020 pour identifier les projets sélectionnés dans ces secteurs : produits de santé, intrants critiques pour l'industrie, électronique, agroalimentaire, télécommunications

108 https://www.economie.gouv.fr/files/files/directions_services/plan-de-relance/annexe-fiche-mesures.pdf p. 141.

109 En France, depuis trente ans le recul de l'emploi industriel a été corrélé par la création d'emplois notamment tertiaires : https://www.la-fabrique.fr/wp-content/uploads/2020/09/WP2-reloc-deloc_VF.pdf

110 Si la réindustrialisation est définie comme l'augmentation de la part relative du nombre d'emplois industriels dans l'em-

ploi total, alors la relocalisation stricto sensu n'apparaît pas comme un moyen efficace de reconstituer le tissu industriel français, source: Ibid.

111 Ibid.

112 https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/20/des-collectivites-locales-en-quete-de-resilience-alimentaire_6046697_3244.html

113 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/des-envies-de-courts-circuits-42192/>

114 <https://www.banquedesterritoires.fr/faire-revenir-des-usines-une-affaire-foncierement-territoriale>

115 Ibid.

116 <https://theconversation.com/working-from-home-during-covid-19-what-do-employees-really-want-148424>

117 <https://www.lemoniteur.fr/article/tertiaire-le-bureau-en-plein-decloisonnement.2101379>

118 <https://www.capital.fr/votre-carriere/apres-le-ticket-resto-le-ticket-bureau-1372335>

119 <https://www.lesechos.fr/pme-regions/ile-de-france/a-saint-ouen-limmeuble-so-pop-veut-reinventer-le-bureau-post-covid-1252879>

120 https://www.lemonde.fr/emploi/article/2020/10/21/a-clermont-ferrand-les-espaces-de-coworking-ont-plein_6056790_1698637.html

121 <https://www.lagazettedescommunes.com/697591/apres-le-confinement-les-tiers-lieux-rebondissent/?abo=1>

122 Ibid.

123 <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/7088/files/2020/11/Pe%CC%81riWork-Synthe%CC%80se-enque%CC%82te-2020.pdf>

124 https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-les-espaces-de-coworking-survivent-ils-au-covid-1202226?fbclid=IwAR1vsiuf2SLCfGYEejvYU-vDim7A8zvy23Dqtas8ZCtd6DpZSoTHcPStv8EY#utm_source=le%3AlecOf&utm_medium=click&utm_campaign=share-links_facebook

125 Le "flex desk" littéralement "bureau flexible" suppose que plusieurs utilisateurs mutualisent un même poste de travail

126 <https://aoc.media/analyse/2020/11/19/le-capitalisme->

[viral-peut-il-sauver-la-planete/](#)

127 <https://www.lemoniteur.fr/article/la-dematerialisation-s-a-ncre-dans-le-reel.2097141>

128 <https://theconversation.com/face-a-la-pandemie-a-quoi-sert-le-numerique-136980>

129 <https://www.latribune.fr/opinions/tribunes/le-covid-19-une-chance-pour-l-innovation-dans-la-robotique-858310.html>

130 <https://aoc.media/opinion/2020/10/28/covid-19-vs-ia-puissance-de-la-clinique/>

131 <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-le-coronavirus-va-t-il-tuer-le-lien-social-au-travail-1203803>

132 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/des-envies-de-courts-circuits-42192/>

133 <https://www.aefinfo.fr/depeche/624869>

134 <https://www.mediacites.fr/decryptage/toulouse/2020/05/25/apres-le-deconfinement-les-circuits-courts-peinent-a-capitaliser-sur-leur-succes/>

135 <https://www.politis.fr/articles/2020/05/le-circuit-court-modele-davenir-face-aux-crises-sanitaires-41885/>

136 <https://www.anthropocenemagazine.org/2020/06/local-food-production-isnt-the-panacea-we-may-think-it-is/>

137 <https://journals.openedition.org/teoros/7976>

138 <https://www.mediapart.fr/journal/international/300720/malgre-la-crainte-du-virus-la-grece-veut-relancer-le-tourisme-de-masse>

139 <https://www.aefinfo.fr/depeche/640088>

140 <https://www.aefinfo.fr/depeche/638617>

141 <https://www.wedemain.fr/decouvrir/face-a-amazon-ces-villes-lancent-leurs-sites-de-e-commerce/>

142 https://covid19.observatoire-ivanhoe-cambridge.umontreal.ca/fiche_covid/vilnius-dedie-des-espaces-publics-aux-commerces/

143 <https://www.demainlaville.com/makers-quand-la-ville-se-remet-a-fabriquer/>

144 <https://aoc.media/analyse/2020/06/14/les-makers-contre-le-coronavirus-quelles-lecons-pour-demain/>

145 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/08/18/les-espaces-d-inventivite-et-de-solidarite-nouveaux-communs-urbains-doivent-pouvoir-acceder-a-l-immobilier_6049197_3232.html

146 <https://aoc.media/opinion/2020/12/08/politique-de-lar-chitecture-post-covid-vers-un-grand-espace-commun/>

147 <https://aoc.media/opinion/2020/10/07/et-maintenant-on-fait-quoi-on-attend-la-prochaine-pandemie/>

148 Idid.

149 <https://theconversation.com/combattre-la-saturation-de-nos-economies-enjeu-de-lapres-covid-19-135454>

Directrice de la publication :

Hélène Peskine, Secrétaire permanente du PUCA

Comité de pilotage :

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, François Ménard, Carole Jovignot, Bertrand Vallet

Rédaction :

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Janvier 2021 - Retrouvez toutes les notes d'analyse et les articles référencés :

www.urbanisme-puca.gouv.fr - https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

Twitter : [@popsu_puca](https://twitter.com/popsu_puca)

AMÉNAGER LE TERRITOIRE DE L'APRÈS

Février 2021



Avant que la COVID-19 ne s’immisce dans les débats en études urbaines, de nombreuses questions se posaient à propos de l’aménagement du territoire. Métropoles et métropolisation étaient notamment interrogées et les bénéfices de “l’avantage métropolitain”, tant pour leurs habitants que pour les autres territoires, remis en question. Certains ont pu dénoncer les effets délétères de la congestion et de la densité de ces formes de ville qui nuiraient à la qualité de vie de leurs habitants tandis que la “bétonisation” qu’elles impliqueraient, porterait atteinte à la qualité des sols et nuirait à l’ensemble du vivant. En parallèle, certains observent le retour du village, figure oubliée de l’aménagement du territoire, en tant que forme urbaine de référence commune à un grand nombre d’aspirations. D’autres, au contraire, s’alarment d’un retour au “localisme” en matière de décision politique y voyant un risque d’égoïsme territorial et un moteur à l’étalement urbain. A l’opposé, d’autres enfin, s’insurgent contre une alliance de fait entre métropolisation et activités mondialisées qui ferait dépendre l’économie locale de décisions prises à une toute autre échelle... La crise sanitaire, loin d’apaiser ces tensions, semble plutôt les renforcer, tant du côté du diagnostic que des prises de position et des projets qu’il inspire. Celle-ci fait en effet apparaître les fragilités des coeurs de métropoles et la nécessité d’une approche plus systémique de l’aménagement du territoire. Il s’agit de montrer davantage la diversité des espaces et des fonctions métropolitains, du centre à la périphérie, et de mieux apprécier le rôle structurant du réseau des villes moyennes, petites et des espaces ruraux dans le projet territorial national.



**Retrouvez la synthèse en
flashant ce QR code**

Si le niveau de service des métropoles, leur accessibilité en transport, leurs équipements universitaires, leur système de soins, leur rôle d'accueil, notamment des plus précaires, en tant que centralité régionale, nationale, et européenne, et leur capacité de concentration de certaines activités à haute valeur ajoutée sont des atouts à préserver, la crise ouvre de nouvelles perspectives aux chercheurs et acteurs de l'urbain : comment accompagner un possible rééquilibrage territorial et aménager le territoire de l'après ? Comment le faire en tenant compte des contraintes environnementales et écologiques ?

Cette note, qui vise à recenser les arguments et controverses, offre un éclairage renouvelé sur les approches en faveur d'un modèle plus équilibré entre les métropoles et le reste du territoire. En un mot, la crise sanitaire interroge notre capacité à penser collectivement un autre projet spatial et politique.

DES MOUVEMENTS DE POPULATION LIÉS À LA CRISE

Exode urbain, vraiment ?

Lors du premier confinement, tribunes, billets d'humeur et enquêtes se succèdent pour savoir si la ville est réellement malade du coronavirus^{2/3}. Alors que des auteurs rappellent qu'elle reste le lieu privilégié du soin^{4/5}, d'autres décrivent les effets néfastes de l'urbanisation⁶. Les métropoles sont alors taxées de tous les maux⁷ et le confinement exacerbe certains de leurs défauts : espaces verts limités, exigüité des logements, densité de population, saturation des transports, etc. Pour Lise Bourdeau-Lepage *« les mesures de distanciation physique mettent en péril les échanges, qui font l'essence même de l'urbanité »*⁸. Les villes auraient-elles donc perdu avec cette crise leur raison d'être ?

Au printemps 2020, le terme d'exode urbain^{9/10} est employé à plusieurs reprises pour désigner ce qui serait un mouvement d'installation - à la durée incertaine - de citadins dans des espaces ruraux ou des villes plus petites. La question est de savoir ce qui se cache derrière ce phénomène et quelles en sont les réalités socio-spatiales¹¹. Une première étude publiée par l'INSEE en avril¹² propose une estimation de la nouvelle répartition de la population

sur le territoire après la mise en place du confinement. Les données montrent que seuls deux départements ont connu une baisse du nombre de résidents : Paris (- 8 %, soit environ 200 000 « nuitées ») et les Hauts-de-Seine (- 1,2 %, soit environ 20 000 « nuitées »). Trois départements ont connu une hausse des nuitées de 5 % ou plus : l'Ardèche, le Gers et l'Yonne. Ils sont suivis par le Var, le Vaucluse, les Alpes-de-Haute-Provence et les Vosges. Ces informations pourraient être essentielles pour dimensionner l'offre de soins, de services ou d'équipement dans chaque département si cette situation venait à durer. Une note des notaires du Grand Paris¹³ publiée en décembre confirmait certaines intuitions lues dans la presse. Depuis le premier confinement, les Parisiens achètent davantage en grande couronne. Parallèlement, on note que le volume des transactions est en baisse à Paris et augmente significativement en banlieue : *« Ces 10 dernières années, 30% de Parisiens achetaient en petite couronne. Ils ont été 34% à faire ce choix pendant les 6 derniers mois de 2020. 8% d'entre eux choisissaient jusqu'à présent la grande couronne, ils ont été 11% à la faire, ce dernier semestre »*¹⁴.

De même, l'étude montre une hausse des acquisitions en province limitrophe (Orne, Eure, Eure-et-Loir...) pour bénéficier de deux lieux de vie¹⁵. Le télétravail pourrait renforcer ce phénomène : *« Trois jours par semaine, ils sont en télétravail dans ce logement plus éloigné, et deux jours par semaine ils reviennent à Paris »*¹⁶. D'autres analyses nuancent ces résultats. La majorité des Franciliens disent avoir bien vécu le confinement (IPR 2020)¹⁷, *« il ne faut donc pas s'attendre à des mouvements d'ampleur, d'autant que ceux qui l'ont mal vécu (pour cause de logements suroccupés ou par obligation d'aller au travail en transports en commun) ont de faibles capacités de choix résidentiel »*¹⁸. À terme, les inégalités qui naissent entre les populations, suite à cette crise sanitaire, pourraient faire l'objet d'analyses : il y a ceux qui peuvent télétravailler et qui ont les ressources pour avoir deux lieux de vie et ceux qui, mal lotis dans les métropoles, décident de s'en éloigner durablement, d'autres encore pourraient n'avoir d'autre choix que de rester chez eux. Une enquête qui s'intitule *« Coronavirus, déplacements et lieux de vie »* a été lancée au printemps par un groupe de recherche pluridisciplinaire en sciences humaines et sociales¹⁹ mais ses résultats ne sont pas encore publiés. Ils éclaireront sûrement les effets de la covid-19 sur les migrations ponc-

tuelles et pérennes des populations hors du Grand Paris. En l'occurrence, les mêmes effets sont-ils observables sur l'ensemble des métropoles régionales ? Au-delà de l'Île-de-France, quelles sont les tendances sur le reste du territoire national ? Des données manquent encore pour objectiver les mouvements de population, questionner leur ampleur et surtout la durabilité du phénomène.

À QUI PROFITENT LES FLUX DE POPULATION ?

Campagnes et villes moyennes ; un nouvel attrait

Le corpus livre une série d'articles qui dépeint le nouvel attrait de la campagne pour des citadins^{20/21/22}. Mais de quelle campagne parle-t-on ? De la périphérie des métropoles ? Des villes moyennes ? Ou bien de zones rurales plus reculées ?

Il faut noter ici que des travaux sur les villes moyennes sont antérieurs à la crise sanitaire et qu'ils montrent des situations très diversifiées en France [et ailleurs en Europe]²³. Certains auteurs font part du rebond qu'elles sont appelées à connaître, notamment depuis la crise et compte tenu de la qualité de vie qu'elles sont censées offrir. Une étude d'opinion réalisée entre octobre et novembre 2020 abonde en ce sens : *“Les villes moyennes sont majoritairement (48%) perçues comme plus dynamiques économiquement qu'il y a une dizaine d'années, et surtout plus attractives (56%), en particulier à Quimper (63%) et Cahors (62%). Elles attirent 40% des Français, et avant tout les habitants des grandes villes (50% aimeraient y habiter contre 24% des habitants des petites villes ou zones rurales) et notamment de la région parisienne (53% contre 37% en moyenne sur les autres régions)”*²⁴. La Banque des territoires annonce qu'avec l'essor du télétravail ce sont près de 400.000 habitants de métropoles qui pourraient être tentés de déménager vers une ville moyenne, les jeunes de moins de 35 ans seraient les plus concernés²⁵. Le marketing territorial s'est largement emparé de cet engouement potentiel²⁶. Comme le note *Demain la ville*, *“cet été, les coulours des métros parisiens se sont retrouvés placardés de campagnes publicitaires aux slogans aguicheurs vantant les qualités de vie de plusieurs petites et moyennes villes françaises”*²⁷.

Au-delà de ces signaux faibles, quels pourraient être les impacts de ces tendances sur l'aménagement du territoire ? Pour les villes moyennes, c'est, selon Magali Talandier, une question primordiale : *“il y a un enjeu très fort autour de la reconnexion des espaces fonctionnels de vie, de travail, de loisir pour réduire les mobilités et accroître le bien-être des populations. Sur ce dernier point, les villes moyennes ont une opportunité à saisir en offrant dans la proximité à la fois des ressources résidentielles, productives et créatives”*²⁸. Elles doivent pour cela relever plusieurs défis : *“notamment la détermination politique à développer cette armature qui soit assez forte pour convaincre les entreprises et les particuliers d'y investir”*²⁹. Pour le ministère de la Cohésion des territoires, le dispositif *“Action cœur de ville”* se veut être *«un accélérateur de la relance»*³⁰ spécialement taillé pour ces territoires, mais, l'attente est aussi forte envers les dispositifs publics pour aider les créateurs d'entreprises³¹. Certains s'interrogent sur le caractère suffisant de la réponse étatique *“face au déclin des villes moyennes et au regard des ambitions”*³². La crise permettrait pour les plus optimistes d'aller ainsi vers un modèle de croissance plus équilibré d'un point de vue géographique et socio-économique³³. En tout état de cause, et, selon Lise Bourdeau-Lepage, en *“montrant les limites du système actuel et l'aspiration des citadins à une ville plus durable, plus inclusive, la crise va obliger les métropoles à se réinventer”*³⁴ et peut-être inciter les acteurs de l'urbain à reconsidérer le périurbain³⁵.

Vers de nouvelles représentations et récits territoriaux ?

Aujourd'hui et dans l'état actuel des recherches, il paraît bien trop tôt pour affirmer qu'un rééquilibrage villes/campagnes est en cours et qu'il pourrait se pérenniser. Au mieux, quelques tendances émergent mais les données ne sont pas assez solides. De même, peu d'études et de données existent sur le rapport entre territoire et mortalité. Ainsi, sur toute la période, les chercheurs ont surtout «pris position»³⁶. Popsu Territoires et Réseau Rural viennent de lancer une étude qui propose d'analyser la réalité du phénomène d'exode urbain en lien avec la covid-19 à l'aide d'une méthodologie mixte³⁷. Cette étude permettra, on l'espère, de dépasser les fantasmes et autres idées reçues qui alimentent la presse depuis un an. Il faudrait poursuivre sur le long terme ces observations pour analyser les impacts en termes de politiques publiques.

Notre corpus témoigne de ce phénomène livrant une bonne quantité d'articles qui associent la ruralité au bonheur³⁸ ou à la résilience, voire à la promesse d'une autonomie alimentaire³⁹. Tous ne sont pas de cet ordre, d'autres s'interrogeant sur le phénomène sont plus nuancés⁴⁰. Il faut rappeler que les trois quarts de la population mondiale vivent dans une zone urbaine⁴¹ et que les métropoles restent attractives en raison notamment de leurs effets de concentration de l'emploi, des équipements et services (transport, travail, formation, loisirs, culture, etc.). La question de la densité est un élément clé qui a contribué à alimenter les fantasmes d'un retour à la ruralité. Au début de la crise, de nombreux articles associent densité des villes et contagiosité^{42/43/44}. La ville dense est envisagée comme un modèle qui pourrait bien être dépassé⁴⁵. Or, les controverses naissent à mesure que l'on comprend que densité urbaine et contagion ne sont pas directement liées^{46/47}. Jean-Pierre Orfeuill relève que la probabilité d'être infecté dépendrait en réalité de la densité de contacts (et de leur taux d'infection) : *"cette densité est plus élevée lorsqu'on fréquente les secteurs centraux des métropoles, de telle sorte que l'étalement urbain résidentiel ne peut être considéré comme une solution protectrice en soi"*⁴⁸.

Retenons de la veille quelques points principaux. D'abord, beaucoup d'hypothèses et fantasmes existent sur des manifestations de l'exode urbain, mais peu d'études consolidées (en dehors du cas parisien) alimentent cette hypothèse. Deuxièmement, un rééquilibrage démographique des métropoles vers les petites et moyennes villes ne peut être considéré comme un fait certain, encore moins généralisable. L'État et les collectivités veulent se saisir de ce moment pour redoter ces territoires mais les résultats seront-ils à la mesure des ambitions affichées ? Certains auteurs du corpus invitent à remettre en cause les lectures, qu'ils trouvent caricaturales, des divisions spatiales exposées çà et là dans la presse. Il n'y aurait pas, d'un côté les métropoles et, de l'autre, les petites villes et territoires ruraux mais bien des interdépendances fortes entre ces territoires qui, parce qu'elles sont mal comprises sont souvent écartées des débats. Face à ces possibles dérives, Xavier Desjardins propose de *"dépasser le discours de la métropole dévorante. Il s'agit de montrer la diversité des situations, de mettre à plat la mécanique métropolitaine pour dépasser la caricature"*⁴⁹.

Quoi qu'il en soit, penser l'aménagement du territoire de "l'après" nécessite d'appréhender les stratégies à plusieurs niveaux d'échelles, spatiales et temporelles, d'autant plus que les crises sont cumulatives et souvent liées (sanitaire/ écologique/ économique). Pour comprendre finement les liens entre pandémie et urbanisation planétaire, des experts (ayant travaillé sur le cas du SRAS en 2003) proposent d'élargir la focale et de relier les aspects sociaux et politiques de la maladie avec ses aspects biologiques. Ils incitent les chercheurs à adopter des approches en écologie politique pour éclairer ce nouveau contexte pandémique⁵⁰ et éviter les raccourcis.

LA CRISE COMME ACCÉLÉRATEUR DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE DANS L'AMÉNAGEMENT DES TERRITOIRES ?

La crise révèle de nouvelles tendances qui pourraient avoir un impact sur l'aménagement du territoire⁵¹. Des témoins observent une montée en puissance de certains « signaux faibles » qui lui préexistaient (circuits courts, transports alternatifs, autonomie alimentaire, etc.) et qui semblent se renforcer. Certains n'hésitent pas à mettre en avant, et rapidement, la transition écologique comme voie de sortie de crise. Quelles conséquences pour l'aménagement post-covid ou avec covid⁵²? Peut-on pour autant affirmer avec certitude que la crise agit comme un accélérateur de la transition écologique dans l'aménagement du territoire ? C'est l'objet de cette seconde partie.

Bien que l'essentiel du corpus pose des questions d'aménagement en évoquant d'un côté les villes/métropoles et de l'autre la ruralité, des écrits décrivent en creux des effets sur le territoire national. La plupart font état de scénarios prospectifs ou d'expériences en cours.

Aménager la transition

Parmi le corpus, on note une tendance à croiser les enjeux liés à la crise sanitaire à ceux de la crise environnementale⁵³, surtout au début de la pandémie. La destruction des habitats naturels entraînerait la création de zoonoses ; il s'agissait de la piste privilégiée pour expliquer la situation pandémique à ses débuts⁵⁴. Durant la phase de sidération au printemps certains rappellent : *«La crise sanitaire en cours ne doit pas chasser des esprits la*

*crise écologique*⁵⁵ et font d'emblée le lien entre crise sanitaire et écologique ; *“C'est là que la situation d'urgence sanitaire et économique rejoint la question climatique et environnementale : la question de l'adaptation de nos sociétés à un état d'instabilité ponctué d'épisodes extrêmes devient centrale pour toutes les activités humaines, alors que nous étions habitués à considérer les temps de crise comme « un mauvais moment à passer »*⁵⁶.

Depuis, le débat semble s'orienter vers la question des modes de vie, des vaccins, des conséquences de la crise économique, etc. Constatant cette évolution des discours médiatiques, certains auteurs alertent : *“À l'heure où la mise au point d'un vaccin contre la Covid-19 s'accélère, la préservation des écosystèmes semble oubliée. Elle est pourtant cruciale si l'on veut éviter de futures pandémies*”⁵⁷.

La crise a révélé les failles des métropoles et la fragilité des activités mondialisées : voyages d'affaires^{58/59}, tourisme, transport aérien⁶⁰, etc. Par là même, elle a contribué à alimenter des doutes sur la société capitaliste⁶¹ et la financiarisation des métropoles⁶². Expérimenter sagement la “décroissance” après des années tournées vers l'internationalisation et le développement économique pourrait changer radicalement la trajectoire des métropoles⁶³.

Des auteurs se tournent vers des travaux pionniers comme ceux de l'économiste Elinor Ostrom qui ont dévoilé les modèles économiques permettant la protection de biens environnementaux à l'échelle locale : *“ces modèles ne reposent pas sur la concurrence et la logique marchande, mais sur la coopération entre les acteurs et l'alignement de leurs intérêts économiques requis pour la protection des biens environnementaux*”⁶⁴. D'autres dénoncent *“les modèles économiques de croissance qui reposent sur une relation instrumentale à la nature, conduisant à un non-respect des objectifs de conservation des écosystèmes”, [...], ils en appellent à “une révolution comptable pour rendre compte d'un nouveau contrat avec la nature”*⁶⁵. Selon Jean-Pierre Orfeuill, deux issues se dessinent avec pour certains, une volonté de redémarrer rapidement des secteurs quittes à *“différer les reconversions appelées par les besoins de la transition”*⁶⁶. Tandis que d'autres plaident pour *“une orientation rapide du développement, plus adaptée aux nécessités de transition écologique et aux souhaits de relocalisation productive”*⁶⁷.

Dans une note de France Stratégie, plusieurs typologies pour un après soutenable sont énoncées. Certains plaident pour une croissance verte tandis que d'autres souhaitent une plus grande sobriété⁶⁸.

Différents auteurs s'accordent à dire que la crise a permis une accélération de mouvement vers la transition énergétique⁶⁹/ écologique. Le couple “gestion du risque et résilience des territoires” devient un nouveau credo, des instruments tels que le “chèque vert”⁷⁰ sont proposés arguant la nécessité d'accompagner la transition écologique tout en renforçant le pouvoir d'achat. Des initiatives locales voient le jour ; par exemple une ville tchèque se mobilise pour créer sa propre monnaie afin de contrer les effets économiques de la crise et de favoriser les dépenses auprès des commerces locaux⁷¹. Certains plaident pour aller plus loin, repenser la structuration urbaine et territoriale et mettre la planification territoriale au service de la résilience⁷². D'autres doutent fortement de la capacité collective à tirer des leçons de cet épisode pour transformer durablement nos rapports à l'environnement et aux territoires.

Selon le CEREMA, *“Les collectivités doivent affronter de plus en plus de crises qui prennent parfois des formes imprévisibles comme le montre la pandémie de covid-19”*⁷³, il propose donc de créer un outil pour accompagner les collectivités à la résilience⁷⁴. Jean-Marc Offner souligne la nécessité d'imaginer une multiplicité de solutions qui s'interconnectent rappelant au passage l'interdépendance des territoires : *“Aucun agencement spatial, aucun schéma type proposé ici ou là – de la petite ville très dense à la métropole apaisée, du périurbain polycentrique à la biorégion urbaine durable – n'est a priori vertueux ou néfaste, qu'il s'agisse d'évaluer son empreinte écologique ou d'apprécier les qualités de vie de ses habitants. Considéré de manière unitaire, chaque modèle n'est plutôt qu'un mauvais compromis. Entre une offre aux évolutions nécessairement incrémentales et une demande toujours hétérogène, la réponse pertinente est dans la démultiplication des propositions urbaines et territoriales ; pas dans la promotion d'une panacée spatiale”*⁷⁵. Entre constats d'échecs et nécessité de transition pour préserver les territoires, des expériences voient le jour. Quels seront les effets durables sur l'aménagement ?

Expériences en cours et conséquences sur l'aménagement du territoire

Le corpus révèle une série d'expériences sur lesquelles pourraient venir s'appuyer des nouvelles politiques territoriales qui croisent enjeux sanitaires et écologiques. Dans le domaine de l'**agriculture** : de nombreux articles de presse relatent la mise en place de circuits courts, du producteur au consommateur. Évoquant les limites des chaînes de valeurs mondialisées, des chercheurs s'interrogent sur la capacité d'indépendance alimentaire des territoires⁷⁸. Les projets alimentaires territoriaux se multiplient^{77/78}, et avec, de nouvelles relations villes-campagnes qui pourraient se dessiner^{79/80}. Comme l'indiquent des chercheurs, *"la métropolisation a réduit l'autonomie de chacun-e au profit de comportements dont on peut interroger les vertus écologiques"*⁸¹.

Plus largement, la crise est l'occasion de rendre visibles les changements de mode de production agricole. Les vulnérabilités provoquées par les crises⁸² incitent à aller vers un système de production alimentaire plus résilient⁸³.

En ce qui concerne les **transports** (voir à ce sujet la note d'analyse n°3 Mobilités), la crise bouleverse les pratiques des usagers⁸⁴ et limite les volumes de déplacements des personnes et des marchandises. Ainsi que l'observe Antoine Beyer, *"Une méfiance s'est installée vis-à-vis du transport collectif et d'autres habitudes ont été prises. Les modes actifs (vélos et la micro-mobilité individuelle) ont gagné du terrain."*⁸⁵ France Stratégie évoque différents pronostics qui misent sur un *"rééquilibrage des territoires plus ou moins significatif en faveur des zones moins denses, sous réserve de la mise en œuvre des infrastructures nécessaires en matière logistique comme numérique."*⁸⁶

Des commentateurs interrogent la capacité de la puissance publique à réinvestir des endroits qu'elle avait délaissés et à déployer des transports publics interurbains : *"avant de relancer le ferroviaire, commençons par le sauver"*⁸⁷. Par ailleurs, durant l'été, un débat s'amorce à partir d'un moratoire sur les lignes aériennes intérieures⁸⁸. Certains commentent le retour des trains de nuit en Europe⁸⁹.

La question du **numérique** renaît à l'aune de son rapport aux réseaux et au maillage territorial. Des observateurs penchent en faveur d'un développement de la *smart city*

à partir du potentiel des villes intermédiaires : *"Ce sont en effet ces collectivités qui chercheront à s'équiper en solutions connectées afin de réaliser des économies, ces investissements étant facilités par «les aides publiques du plan de relance et du programme Action cœur de ville, ouvert à 222 territoires»"*, indique un institut d'études⁹⁰. Du côté des métropoles, le rapport prévoit *"des investissements à la baisse notamment en raison des effets de la crise sanitaire, qui vont conduire les exécutifs à privilégier les dépenses sociales"*⁹¹.

Aménager le territoire de l'après pourrait avoir des conséquences sur l'offre d'équipements en vue des mouvements possibles de population (voir partie 1). Pour l'APUR, plus que la question de l'offre, la crise de la covid-19 mesure à la fois la résistance et les fragilités des équipements et services publics⁹². Dans une note de juillet 2020, cet organisme montre comment les équipements et services publics se sont adaptés pour répondre à l'urgence : recours à des espaces polyvalents et modulables, activation d'équipements nomades, élargissement des plages horaires, mise en réseau des équipements et appui aux initiatives citoyennes. En se projetant dans l'après crise, Michel Lussault invite à repenser *"l'organisation des espaces urbains, réfléchir au dimensionnement des équipements, au type d'opérations urbaines que l'on veut promouvoir. Il faut sortir de la surenchère aux mégaprojets spectaculaires et concevoir des aménagements urbains qui répondent aux besoins élémentaires des citoyens ordinaires"*⁹³. Pour lui, *"cette pandémie peut nous être utile si nous devenons davantage attentifs à ce que nous avons négligé jusqu'alors, comme la bonne qualité des systèmes de soin, d'hébergement des personnes âgées, éducatifs, relatifs aux biens de consommation élémentaires, et de la bonne qualité de l'air... Ne peut-on pas favoriser un nouvel urbanisme de l'attention et du « prendre soin » ?"*⁹⁴

Sans présager de leur transformation à venir, une enquête de Médiacités fait le point sur sept grands projets qui *"tangent"* dans les Hauts-de-France⁹⁵. À l'aune de la crise sanitaire et suite aux élections municipales, *"rares sont ceux qui ne sont pas réexaminés, saupesés, modifiés ; les porteurs de ces énormes investissements, privés ou publics, ont besoin de se rassurer sur leur faisabilité et même sur leur pertinence"*⁹⁶.

Les enjeux autour du patrimoine vacant et de l'artificialisation des sols sont également relevés. La crise accé-

lère la mise en place de dispositifs, d'autant que le plan de relance intègre des volets d'actions en faveur d'une sobriété de l'aménagement, et que les objectifs du "Zéro Artificialisation Nette" (ZAN) sont mis à l'agenda. D'après certaines sources, "l'urbanisation envahit l'équivalent d'un département français tous les sept ans"⁹⁷. Pour la limiter, il faudrait pour Corinne Vezzoni "rendre inconstructible ce qui est encore naturel ou agricole (pour) obliger à voir la réalité autrement". La mutation des zones commerciales, la vacance des centres anciens entre autres font l'objet d'une attention nouvelle. Le plan de relance inclut un volet autour de la reconversion des friches. Des établissements publics fonciers, tels que l'Epura, qui soutenaient déjà des territoires via le retraitement des friches voient leurs activités renforcées dans la perspective du ZAN et face à un possible besoin de fonciers recyclés⁹⁸. L'EPF de Lorraine veut se saisir des enjeux soulevés par la crise pour être "proactif en matière de ZAN"⁹⁹ et infléchir les pratiques sur son territoire via une meilleure utilisation du foncier. Toutefois dans les zones peu denses et espaces péri-urbains, les aspirations en matière de choix résidentiels suite à la crise pourraient venir contrarier les objectifs ZAN¹⁰⁰. Toutes ces intentions posent la question en creux du financement et d'une conciliation parfois difficile entre enjeux de relance et transition écologique¹⁰¹.

RÉFLEXIONS CROISÉES SUR L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

Dans le temps de la crise, des écrits tentent de mettre à distance des enquêtes d'opinion sur la prétendue attractivité des villes moyennes ou les charmes de la campagne pour se poser véritablement des questions d'aménagement du territoire. Retenons de ces écrits quelques idées principales.

Dépasser les approches clivantes de l'espace

Si la crise est loin de conduire à un rééquilibrage territorial immédiat entre métropoles et territoires, certains invitent à s'interroger sur les bien-fondés et les conséquences d'une telle possibilité. Dans un exercice de modélisation¹⁰², Magali Talandier tend à prouver qu'une dédensification durable des villes aboutirait à artificialiser de nombreux espaces fragiles et protégés. L'exercice prouve que les approches clivantes de l'espace, oppo-

sant ville et campagne, centre et périphérie, ne sont pas toujours fertiles et peut-être encore moins souhaitables. A contrario, un nouveau modèle de résilience à l'issue de la crise pourrait émerger à partir du maillage de l'espace géographique de la France et du couple ville-campagne. Et si la crise était aussi une opportunité pour investir et penser hors du cadre des métropoles *stricto sensu* ? De nombreux centres urbains déjà dotés en patrimoine bâti constituent une ressource qui pourrait être mobilisée dans le cadre des dispositifs étatiques. Se saisir de l'enjeu de la vacance dans ces territoires pourrait constituer un programme d'aménagement du territoire et d'accueil des populations et activités métropolitaines.

Une science territoriale en crise ?

Faire la synthèse des travaux nous amène à constater le manque d'études engagées dans le champ des sciences territoriales qui traitent de questions d'aménagement du territoire au regard de la crise sanitaire. Pour l'instant, aucun projet répondant à l'appel recherche-action Covid de l'Agence nationale de la recherche ne porte sur ces problématiques territoriales¹⁰³. Sujets éclatés, études de cas circonscrites, manque de données actualisées sur les mouvements de populations, etc., le vaste sujet de l'aménagement du territoire mériterait sûrement plus d'attention étant donné l'ampleur des enjeux à venir. N'y aurait-il pas ces dernières années, avec, d'un côté les sujets liés à la métropolisation, et de l'autre, les questions d'aménagement à l'échelle européenne, une dilution dans les recherches au sujet de l'aménagement du territoire ?

Gageons que des initiatives verront le jour et apporteront en temps voulu l'éclairage nécessaire au sujet. Cette crise d'une ampleur inédite interroge également les pratiques des chercheurs et des institutions - quid de la nouvelle Agence nationale de la cohésion des territoires ? - et le besoin d'outils adaptés pour appréhender le sujet à l'échelle du territoire et sur un temps long. En s'appuyant sur l'expertise des professionnels et des chercheurs, de nouveaux dispositifs pourraient voir le jour pour favoriser la collaboration et la synergie entre chercheurs pour tirer des enseignements de cette crise. Échelle locale, régionale, nationale, il s'agit de croiser leurs enjeux afin de mieux répondre aux problématiques futures des territoires.

Penser une gouvernance adaptée à l'interdépendance des territoires

En introduction du colloque POPSU sur le thème des métropoles résilientes¹⁰⁴, Jean-Marc Offner insistait sur les interdépendances très fortes qui lient les territoires et faisait un constat : *“La formalisation de cette interdépendance (entre les métropoles et les autres) s’est faite avec les contrats de réciprocité, mais ils ne sont pas probants, car aujourd’hui, dans le système institutionnel, tout est fait pour que les collectivités n’aillent pas voir au-delà de leur périmètre. C’est chacun chez soi. Il n’y a pas de culture de coopération.”*¹⁰⁵ Or, mieux coopérer à différentes échelles territoriales, adapter le projet politique aux aspirations sociétales, sortir du simple jeu des compétences institutionnelles (par exemple la santé n’est pas de la compétence directe des métropoles) apparaissent comme des défis majeurs à relever à l’avenir. Jean-Marc Offner de poursuivre : *“On n’a pas inventé les villes pour qu’elles soient dans l’autonomie alimentaire ou énergétique, elles ont toujours compté sur les autres. On retrouve cette idée d’interdépendance, mais se pose la question de l’échelle”*¹⁰⁶. Derrière ces propos, l’enjeu d’une gouvernance adaptée apparaît (cette question sera traitée dans une note ultérieure). Pierre Veltz rejoint cette idée. Pour lui, l’enjeu pour les territoires ruraux et les villes moyennes est de «faire système». Il prend l’exemple *“des grandes villes qui font figure de bonnes élèves dans la lutte contre le réchauffement climatique sont en fait grandement dépendantes des autres territoires pour leur productivité, alors que cette délocalisation de la production et de la pollution n’influe pas sur leur bilan carbone. Le vrai moteur de la décarbonation d’une nouvelle organisation productive est dans l’organisation globale des villes et des territoires.”*¹⁰⁷ À ce titre, Pierre Veltz juge que *«le fait de laisser à tous les maires des communes, les plus petites soient-elles, les leviers de l’urbanisme a mené la France à un urbanisme extraordinairement dispersé»*. Il invite les chercheurs et praticiens à réfléchir à une nouvelle forme de planification pour encadrer davantage l’aménagement.

Avec la crise, le regard se porte sur d’autres sujets de fond qui pourraient faire l’objet de recherches en sciences territoriales et politiques. Comment se mobilisent échelons territoriaux et politiques publiques face aux risques sanitaires/environnementaux ? Comment les territoires

se saisissent-ils de cette question du risque ? Quelles seront les nouvelles logiques de coopérations entre les territoires¹⁰⁸ ? Entre puissance des États-nations, régions et métropoles, comment la crise rebat-elle les cartes de l’organisation territoriale ? Un rapport du Sénat publié en décembre 2020 reconnaissait qu’une *“stratégie centralisée au niveau de l’État offre certains avantages”* tout en pointant *«l’insuffisante association des collectivités aux décisions de l’État»* et *«le besoin d’une meilleure reconnaissance des collectivités territoriales, déclinée à chaque échelon territorial pertinent»*¹⁰⁹. Au-delà du constat, les échanges nous laissent à penser que de futures inflexions pourraient voir le jour pour dépasser la gestion de risque et concilier transition écologique et aménagement du territoire dans une gouvernance adaptée.

NOTES

- 1 <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/veille/la-metropolisation-en-question>
- 2 <https://www.nytimes.com/2020/03/17/world/europe/coronavirus-city-life.html>
- 3 <https://www.lagazettedescommunes.com/692017/le-covid-19-a-davantage-frappe-les-metropoles-que-la-ruralite/?abo=1>
- 4 <https://franceurbaine.org/actualites/jean-francois-delfraissy-la-lutte-contre-la-covid-19-se-joue-dans-les-grandes-villes>
- 5 <https://www.lafabriquedelacite.com/publications/des-villes-productrices-de-sante/>
- 6 <https://forumurbain.u-bordeaux.fr/Actualites/VIDEO-Epidemie-et-urbanisation-plane-taire-quels-liens-quels-remedes-i7820.html>
- 7 Voir à ce sujet également la première note d'analyse de la veille : La fabrique de la ville questionnée par la crise ; on rétropédale.
- 8 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/14/ce-n-est-pas-la-premiere-fois-qu-on-annonce-la-mort-des-villes-je-n-y-crois-pas-du-tout_6042791_3234.html?xtor=EPR-33281062-%5b%5d-lettre-eco%5d-20200615-%5bfleuve_titre_4%5d
- 9 <https://usbeketrica.com/fr/article/etats-unis-japon-inde-l-exode-urbain-sera-t-il-mondial>
- 10 <https://theconversation.com/fuir-les-grandes-villes-une-dynamique-relancee-par-le-confinement-149187>
- 11 <https://www.futuribles.com/fr/article/la-covid-accele-rateur-de-la-demetropolisation/>
- 12 <https://www.insee.fr/fr/information/4477356>
- 13 <https://notairesdugrandparis.fr/fr/presse/focus-immobilier/la-crise-sanitaire-semble-accentuer-la-mobilité-des-franciliens-et-pousser-des-choix-nouveaux>
- 14 <https://notairesdugrandparis.fr/fr/presse/focus-immobilier/la-crise-sanitaire-semble-accentuer-la-mobilité-des-franciliens-et-pousser-des-choix-nouveaux>
- 15 <https://www.enlargeyourparis.fr/societe/depuis-le-premier-confinement-les-parisiens-sexpatrient>
- 16 Ibid.
- 17 http://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewE-tudes/000pack2/Etude_2359/Enquete_COVID19_web.pdf
- 18 <https://metropolitiques.eu/Densite-et-mortalite-du-Covid-19-la-recherche-urbaine-ne-doit-pas-etre-dans-le.html>
- 19 Université Grenoble-Alpes, Université Paris-Saclay, Université Lyon 3 Jean Moulin, Ecole de Management de Normandie, Université Aix Marseille, Université du Havre). https://docs.google.com/forms/d/1T-vmEPqMf0zbowUmh24d-1kmRke4f-6gIfDlswMdJp4Q/viewform?edit_requested=true
- 20 <https://www.demainlaville.com/le-rural-est-lavenir-de-nos-villes/>
- 21 https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/10/25/pendant-le-confinement-on-s-est-sentis-etouffes-le-mouvement-de-nombreux-citadins-vers-la-campagne_6057284_3244.html
- 22 <https://theconversation.com/tous-au-vert-scenario-retro-prospectif-dun-exode-urbain-137800>
- 23 <https://www.lafabriquedelacite.com/publications/le-rebond-des-villes-moyennes-une-realite-une-perspective-europeenne-sur-les-trajectoires-des-villes-moyennes/>
- 24 <https://www.lafabriquedelacite.com/actualites/la-fabrique-de-la-cite-publie-les-resultats-dune-enquete-inedite-sur-les-perceptions-des-villes-moyennes-par-les-francais/>
- 25 https://www.banquedesterritoires.fr/la-crise-va-t-elle-engendre-un-exode-vers-les-villes-moyennes?pk_campaign=Flux%20RSS&pk_kwd=2020-09-08&pk_source=Actualit%C3%A9s%20Localtis&pk_medium=RSS
- 26 <https://www.lemonde.fr/smart-cities/ar->

ticle/2020/07/24/post-confinement-les-recettes-des-petites-villes-pour-attirer-les-citadins-en-quete-de-changement-de-vie_6047207_4811534.html

27 <https://www.demainlaville.com/marketing-territorial-quand-les-petites-villes-font-les-yeux-doux-aux-urbains-2/>

28 <https://theconversation.com/tous-au-vert-scenario-retro-prospectif-dun-exode-urbain-137800>

29 <https://www.lagazettedescommunes.com/696927/letau-metropolitain-doit-etre-desserre/>

30 https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/09/08/pour-la-reliance-le-gouvernement-mise-sur-les-villes-moyennes_6051383_823448.html

31 https://www.banquedesterritoires.fr/la-crise-va-t-elle-engendre-un-exode-vers-les-villes-moyennes?pk_campaign=Flux%20RSS&pk_kwd=2020-09-08&pk_source=Actualit%C3%A9s%20Localtis&pk_medium=RSS

32 <https://www.aefinfo.fr/depeche/635375>

33 <https://www.lecho.be/economie-politique/international/general/le-covid-va-t-il-tuer-les-grandes-villes/10249372.html>

34 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/06/14/ce-n-est-pas-la-premiere-fois-quon-annonce-la-mort-des-villes-je-n-y-crois-pas-du-tout_6042791_3234.html

35 <https://www.lagazettedescommunes.com/680323/et-si-on-misait-enfin-sur-le-periurbain/?abo=1>

36 https://www.persee.fr/doc/vilpa_0242-2794_2020_num_49_1_1811

37 http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/IMG/pdf/popsu-territoires-exodeurbain_v2.pdf

38 <https://www.pop-up-urbain.com/emissions/fenetre-sur-la-ville-faut-il-quitter-la-ville-pour-etre-heureux/>

39 https://theconversation.com/solidaires-car-autonomes-loin-des-grandes-villes-la-promesse-dune-autre-vie-137827?utm_medium=email&utm_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%2014%20mai%202020-%201621015554+CID_2702f341b30ee86780a95034dc-f482e38utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Solidaires%20car%20autonomes%20%20loin%20des%20grandes%20villes%20la%20promesse%20dune%20autre%20vie

2020%20-%201621015554&utm_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%2014%20mai%202020%20-%201621015554+CID_2702f341b30ee86780a95034dc-f482e38utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Solidaires%20car%20autonomes%20%20loin%20des%20grandes%20villes%20la%20promesse%20dune%20autre%20vie

40 <https://www.nouvelobs.com/societe/20201007.OBS34397/l-idee-d-un-confinement-heureux-dans-les-campagnes-m-a-fait-bondir.html>

41 <https://www.notre-planete.info/actualites/4642-population-mondiale-zone-urbaine>

42 <https://metropolitiques.eu/La-ville-dense-a-trahis-es-habitants.html>

43 <https://metropolitiques.eu/Covid-19-les-campagnes-moins-touchees-que-les-villes.html>

44 <https://www.aefinfo.fr/depeche/624023>

45 <https://theconversation.com/villes-denses-villes-vertueuses-un-modele-indepassable-139686>

46 <https://theconversation.com/villes-denses-villes-vertueuses-un-modele-indepassable-139686>

47 <http://geoconfluences.ens-lyon.fr/actualites/eclairage/espaces-ruraux-france-covid19>

48 <https://metropolitiques.eu/Densite-et-mortalite-du-Covid-19-la-recherche-urbaine-ne-doit-pas-etre-dans-le.html>

49 <https://www.batiactu.com/edito/il-faut-montrer-interdependances-entre-metropoles-et-61056.php>

50 <https://metropolitiques.eu/Quinze-ans-de-recherches-sur-les-villes-et-les-pandemies.html>

51 <https://metropolitiques.eu/Coronavirus-et-apres-Pour-de-nouveaux-compromis-urbains>

52 Ibid.

53 https://tnova.fr/system/contents/files/000/001/939/original/Terra-Nova_Cycle-Covid-19-Crise-santaire-crise-ecologique_230320--

pdf?1584987374

54 https://tnova.fr/system/contents/files/000/002/044/original/Terra-Nova_Cycle-Covid19_La-biodiversite-dans-les-crisis-sanitaires-climatiques-et-sociales_Philippe-Clergeau_140520.pdf?1589450760

55 Ibid.

56 <https://www.ouillade.eu/politique/terra-nova-think-tank-vivre-avec-la-crise-quels-enseignements-pour-les-politiques-territoriales/210185>

57 <https://www.mediapart.fr/journal/france/151120/derriere-le-covid-19-le-spectre-d-autres-pandemies-venir>

58 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/04/tourisme-evenementiel-transport-le-blues-du-voyage-d-affaires-amplifie-par-la-crise-due-au-covid-19_6065101_3234.html

59 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/29/annee-zero-a-milan-meurtrie-par-la-crise-due-au-covid-19_6057765_3234.html

60 <https://www.demainlaville.com/avec-la-crise-de-laerrien-toulouse-sinterroge-sur-son-avenir/>

61 <https://aoc.media/analyse/2020/11/09/de-la-crise-du-capitalisme-financier-a-celle-de-letat-neoliberal-la-covid-19/>

62 <https://aoc.media/opinion/2020/10/04/lombre-de-lhydre-pandemies-crise-de-la-biosphere-et-limites-de-lexpansion/>

63 <http://www.oecd.org/coronavirus/policy-responses/les-mesures-adoptees-par-les-villes-face-au-covid-19-aebdbf1c/>

64 <https://aoc.media/analyse/2020/11/19/le-capitalisme-viral-peut-il-sauver-la-planete/>

65 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/19/une-revolution-comptable-pour-rendre-compte-d-un-nouveau-contrat-avec-la-nature_6046638_3232.html

66 https://www.persee.fr/doc/vilpa_0242-2794_2020_num_49_1_1813

67 Ibid.

68 https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/seminaire_soutenabilite_-_covid-19_-_contributions_web.pdf

69 https://www.persee.fr/doc/vilpa_0242-2794_2020_num_49_1_1813

70 https://tnova.fr/system/contents/files/000/002/228/original/Terra-Nova_Le-que-vert-instrument-de-sortie-de-crisis_081220.pdf?1607435785

71 https://www.lemonde.fr/international/article/2021/01/05/les-tcheques-s-apprentent-a-lancer-une-monnaie-speciale-covid-pour-soutenir-l-economie_6065288_3210.html

72 https://b060a601-1bce-4905-a7d0-db1e30cf907e.filesusr.com/ugd/faea04_a975d003ce1d4bb89853fee-f1ad50760.pdf

73 <https://www.cerema.fr/fr/centre-ressources/boutique/boussole-resilience>

74 <https://www.aefinfo.fr/depeche/638769-le-cerema-publie-sa-boussole-de-la-resilience>

75 Coronavirus-et-apres-Pour-de-nouveaux-compromis-urbains

76 <https://theconversation.com/lurgence-de-systemes-alimentaires-territorialises-136445>

77 <https://agriculture.gouv.fr/covid-19-comment-le-projet-alimentaire-territorial-des-bouches-du-rhone-sest-il-adapte-la-crise>

78 https://www.avise.org/sites/default/files/atoms/files/20200617/avise_202006_scpo_outilscontractualisationruraux_pat_v1.0.pdf

79 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/12/29/il-y-a-urgence-a-reconnecter-notre-economie-aux-realites-de-cette-nature-au-bord-de-l-epeusement_6064714_3232.html

80 <https://paris-est.archi.fr/blog/prendre-le-parti-de-la-campagne>

- 81 https://theconversation.com/solidaires-car-autonomes-loin-des-grandes-villes-la-promesse-dune-autre-vie-137827?utm_medium=email&utm_campaign=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%2014%20mai%202020%20-%201621015554&utm_content=La%20lettre%20de%20The%20Conversation%20France%20du%2014%20mai%202020%20-%201621015554+CID_2702f341b30ee86780a95034dc-f482e3&utm_source=campaign_monitor_fr&utm_term=Solidaires%20car%20autonomes%20%20loin%20des%20grandes%20villes%20la%20promesse%20dune%20autre%20vie
- 82 <https://usbeketrica.com/fr/article/covid-19-systeme-alimentaire-reimplanter-territoire>
- 83 <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-03040074/document>
- 84 https://www.cerema.fr/system/files/documents/newsletter/2020/transflash_419.pdf
- 85 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03065031/document>
- 86 <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-pointdevue-mobilite-transport-colard-septembre.pdf>
- 87 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/08/18/avant-de-relancer-le-ferroviaire-commencons-par-le-sauver_6049216_3234.html
- 88 <https://www.lesechos.fr/pme-regions/grand-est/les-bassins-demploi-sinquietent-de-la-fragilisation-des-petits-aerports-1252975>
- 89 https://www.tourmag.com/Vers-le-retour-des-trains-de-nuit-en-Europe-pourquoi-et-comment_a106362.html
- 90 <https://www.aefinfo.fr/depeche/642983>
- 91 Ibid.
- 92 <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/equipes-services-publics-temps-crise-jalons-avenir>
- 93 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2021/01/04/michel-lussault-il-faut-favoriser-un-urbanisme-de-l-attention-et-du-prendre-soin_6065141_4811534.html
- 94 Ibid.
- 95 <https://www.mediacites.fr/enquete/lille/2020/09/04/hauts-de-france-sept-grands-projets-grippes-par-le-covid/>
- 96 Ibid.
- 97 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/05/22/corinne-vezzoni-l-urbanisation-envahit-l-equivalent-d-un-departement-francais-tous-les-sept-ans_6040384_3232.html
- 98 <https://www.aefinfo.fr/depeche/631492>
- 99 <https://www.aefinfo.fr/depeche/632726-l-epf-lorraine-veut-profiter-de-cette-crise-pour-etre-pro-actif-en-matiere-de-zan-alain-toubol-dg>
- 100 <https://www.strategie.gouv.fr/sites/strategie.gouv.fr/files/atoms/files/fs-2020-pointdevue-mobilite-transport-colard-septembre.pdf> p.6.
- 101 <https://www.lagazettedescommunes.com/716684/contrat-de-relance-et-transition-ecologique-en-fin-un-projet-de-territoire-multithematiques-22/?abo=1>
- 102 La chercheuse s'est demandée à quoi ressemblerait cette France post-exode-urbain qui se serait reconnectée à sa ruralité et aurait retrouvé une équidensité de peuplement équivalente à celle de 1876. Elle indique "Sans la réalité des chiffres, on pourrait presque penser que le modèle est soutenable. Mais si l'on précise un peu les dynamiques observées, on se rend compte qu'il faudrait doubler la population rurale" <https://theconversation.com/tous-au-vert-scenario-retro-prospectif-dun-exode-urbain-137800>
- 103 <https://anr.fr/fr/detail/call/appel-a-projets-ra-covid-19/>
- 104 <https://colloque2021.popsu.archi.fr>
- 105 <https://www.lagazettedescommunes.com/717284/la-metropole-peut-aussi-etre-inclusive-hospitaliere-resiliente/>

106 Ibid.

107 <https://www.aefinfo.fr/depeche/640528>

108 <https://www.banquedesterritoires.fr/pour-les-metropoles-la-cooperation-nest-plus-une-option>

109 Ibid.

Directrice de la publication :

Hélène Peskine, Secrétaire permanente du PUCA

Comité de pilotage :

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, François Ménard, Carole Jovignot, Bertrand Vallet

Rédaction :

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Février 2021 - Retrouvez toutes les notes d'analyse et les articles référencés :

www.urbanisme-puca.gouv.fr - https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

Twitter : [@popsu_puca](https://twitter.com/popsu_puca)

A LA RECHERCHE DU TEMPS RETROUVÉ ? ESPACES ET PRATIQUES DU DIVERTISSEMENT FACE À LA CRISE SANITAIRE

Mars 2021



Au printemps 2020, débutaient les premières restrictions liées au confinement, et avec elles, la fermeture des parcs, des restaurants, des cinémas, des salles de spectacles, des festivals, des musées, des salles de sport, des stades, etc. Depuis, les parcs sont à nouveau ouverts mais ils comptent parmi les seuls lieux de promenade et de loisirs désormais accessibles. Les citoyens tentent de retrouver, entre deux couvre-feu, des espaces d'urbanité qui suppléent à la fermeture des cafés. Or, il y a quelques jours, les quais de Seine jugés trop fréquentés ont été évacués. A Bordeaux, la consommation d'alcool a été interdite début mars sur les quais mais également dans les parcs et jardins.

La vitalité urbaine apparaît amoindrie. Un an après cette mise sous cloche de la ville des loisirs, nos vies sociales, culturelles et sportives sont toujours mises entre parenthèses. Différents secteurs de la société des loisirs tels que la restauration, la culture, l'événementiel et du tourisme traversent un moment éminemment critique. Les espaces privés et publics, les intérieurs et les extérieurs, les formes de loisirs avec l'essor de salles de gym en ligne ou des plateformes de vidéo à la demande ... l'ensemble des lieux, formes et temps consacrés aux loisirs sont bousculés. Un an plus tard, quel bilan tirer de cet épisode traumatique alors que la pandémie n'en finit pas ? Le corpus d'articles issus de la veille analytique souligne des effets négatifs comme l'isolement accru de certaines catégories de population, des phénomènes de dépression qui toucheraient 26% des Français, une multiplication des conséquences psychologiques issues d'une numérisation extrême de nos vies pour travailler mais aussi se divertir, rencontrer, jouer, etc.



**Retrouvez la synthèse en
flashant ce QR code**

vailler mais aussi se divertir, rencontrer, jouer, etc. Malgré un tableau assez sombre, des effets positifs émergent de cette situation : les pratiques culturelles amateurs sont plus nombreuses¹⁰, de nouvelles solidarités et de nouvelles expériences voient le jour. Un ralentissement s'opère avec l'aspiration - pour certains - de s'éloigner d'un mode de vie "consommériste" pour tendre à un mode de vie plus contemplatif et sobre. La diffusion culturelle se réinvente dans un rapport nouveau à la ville et aux publics, des consommateurs semblent plus enclins à favoriser des achats locaux, etc. Après avoir consacré en janvier 2021 une note sur les effets de la crise sur la ville du travail¹¹, cette note propose de traiter les temps de "l'avant ou de l'après travail" qui se sont rétractés depuis un an et, plus largement, les effets de la crise sur la ville des loisirs.

UNE MISE SOUS CLOCHE DE LA VILLE DES LOISIRS

D'abord il faut préciser que les effets de cette mise sous cloche sont différenciés selon les loisirs. Ce sont les pratiques situées (théâtres, restaurants, salles de sport, etc.) qui sont affectées par les confinements et autres restrictions sanitaires. A l'inverse, les jeux vidéo, plateformes de streaming, radios ne semblent pas (au contraire¹²) être pénalisés par la crise. Ces activités "non situées" ont par définition peu ou pas d'impacts sur les territoires, ils seront peu abordés dans cette note consacrée aux effets urbains de la crise. De même, les territoires ne sont pas tous concernés de la même manière. Les activités et acteurs culturels, majoritairement regroupés en ville, ont ceci de particulier qu'ils contribuent à créer des externalités particulières sur les territoires et des ambiances qui leur sont propres. Aussi, la fermeture de ces activités concerne principalement les centres-villes et les quartiers où ils sont concentrés.

Impacts sur les corps et les espaces intérieurs

Au début de la crise, les observateurs notent que les réactions face au virus et les mesures de confinement impliquent un repli des gens sur eux-mêmes. La vitalité urbaine en est directement impactée : "La première réaction des ménages à une catastrophe est le rétrécissement

de l'espace vital de chacun, ce qui, dans une grande métropole relève de mesures ou de comportements « anti-urbains » : repli sur le domicile et son entourage immédiat ; réduction des déplacements, recherche d'autonomie. [...]. Pour l'essentiel, il s'agit de se protéger et de limiter sa dépendance à autrui, sauf si on en a besoin"¹³. Le virus agit aussi sur les corps¹⁴ et les conditionne à travers une série de gestes barrières. Pour Carole Gayet-Viaud, "ces nouvelles conventions de distanciation sociale, cette façon de considérer a priori nos concitoyens comme contagieux touche à un aspect important de l'interaction en régime démocratique : notre culture civique a fait, depuis la Révolution française au moins, de la confiance a priori consentie à chacun.e une manifestation centrale de la reconnaissance de l'égalité qui prévaut entre tou.te.s. C'est là une norme de sociabilité importante, qui a été quelque peu éprouvée par la crise"¹⁵.

Les normes de sociabilité évoluent et ce repli sur soi impacte les logements devenus espaces refuge surinvestis. Ils deviennent les lieux privilégiés des loisirs en accueillant des activités qui étaient généralement effectuées à l'extérieur des domiciles : se restaurer, boire un verre, aller au cinéma, faire du sport et même du tourisme ... Exemple parmi d'autres, un article du Monde incitait ses lecteurs à visiter Chicago depuis leur chambre à travers une sélection de films, de playlists musicales et de recettes de cuisine¹⁶. Avec les restrictions sanitaires, une transformation des habitudes s'opère et, en parallèle, les logements s'adaptent, contraints par leur surface et leur nombre de pièces. Pour lutter contre la sédentarité imposée par les confinements, les corps se mettent en mouvement. Le paradoxe mérite d'être relevé : "on n'a jamais vu autant de personnes pratiquer du sport que depuis que le confinement a été imposé"¹⁷. Cela aura-t-il des répercussions sur la conception des logements à plus long terme ? Des promoteurs envisagent de repenser leurs programmes en travaillant, faute de pouvoir en accroître la superficie, à augmenter la modularité des espaces, en optimisant les surfaces, ou en proposant davantage d'espaces communs dans l'immeuble : «La réponse viendra de la modularité des appartements. Nous essayons d'imaginer des biens plus faciles à aménager et à transformer en bureau par exemple. En attendant, nous mettons l'accent sur les espaces partagés comme les chambres d'hôtes dans les immeubles à réserver depuis une application, les salles de sport communes», indique la directrice générale du pôle résidentiel de Nexity¹⁸. En pa-

ralle, de nouvelles exigences des particuliers naissent. Les enquêtes et baromètres¹⁹ réalisés cette année confirment ce besoin d'espace révélé par le confinement. Au-delà des intérieurs, l'accès aux espaces extérieurs qu'ils soient semi-privés, partagés (cour d'immeubles) ou publics (places, parcs et jardins, espaces forestiers et naturels, sentiers) sont considérés comme des atouts en temps de crise et des chercheurs invitent à regarder du côté des villes asiatiques pour s'en inspirer²⁰ (voir à ce sujet, la note #3 Logement)²¹.

Maximiser les activités dans l'enceinte du logement conduit progressivement à une inversion des saturations. Avant que la pandémie ne fasse irruption, le terme de saturation servait plutôt à qualifier la ville et ses aménités. Il était question de «saturation des réseaux de transport», de «saturation d'informations dans l'espace public», de «saturation de l'espace par la foule»²². Aujourd'hui, des chercheurs notent que la saturation désigne surtout l'intérieur, «*les soins intensifs sont saturés*», «*les services sociaux sont saturés de demandes*»²³, mais aussi, et c'est totalement nouveau : l'espace du logement. «*Tous les appartements sont occupés, par tous les habitants, en même temps et tout le temps, puisqu'on ne peut plus vraiment sortir*»²⁴. Ce repli du collectif vers l'individuel en particulier pour les loisirs conduit à une saturation inversée des espaces : les espaces et équipements publics sont vides, les lieux culturels et sportifs également, tandis que les intérieurs accueillent toutes les activités²⁵.

Il faut néanmoins nuancer : la mise sous cloche de la ville et des loisirs n'a pas les mêmes effets partout. Les territoires ruraux paraissent moins affectés, ils apparaissent même parfois, avec les villes moyennes comme une solution possible pour ceux en quête d'espace. et d'une proximité plus forte entre espaces naturels ou agricoles et fonctions urbaines (désignée parfois comme « la ville à taille humaine »).

Une célébration des espaces publics

Face à la saturation des espaces intérieurs, les espaces publics extérieurs sont «célébrés». En temps de confinement, ils semblent d'autant plus essentiels au bon fonctionnement de la ville. Leur privation en a révélé l'importance. Des chercheurs soulignent leur rôle primordial : «*À bien des égards, le confinement, et les mesures de dis-*

tanciation physique, ont contribué à une reconnaissance accrue de l'importance de l'espace public comme lieu de rassemblement et d'équipement essentiel à la satisfaction des besoins primaires de la population. Les citoyens ont pris conscience du rôle important de cet espace, milieu de vie essentiel à leur bien-être physique et psychologique»²⁶. En effet, des chercheurs décrivent l'espace public «*comme le lieu, certes, des rencontres, mais surtout des non-rencontres, du brouillard des côtoiements*»²⁷. C'est un lieu où l'on se rend visible aux autres : «*c'est un espace réflexif, ce miroir où l'on peut, d'un coup d'œil, vérifier sa tenue ou simplement la réalité de son existence. Au-delà, par son rôle de tiers, il est un outil de régulation pour la vie urbaine dans toute sa formidable intensité*»²⁸.

Les espaces publics sont parés de différentes vertus qui sont redécouvertes à l'occasion de la crise sanitaire : espaces récréatifs, espaces sociaux, espaces culturels ... Comme l'explique Anne-Marie Broudehoux, «*À travers le monde, les villes ont compris l'importance de maximiser l'accès à l'espace public. Tout au cours du confinement, on a observé diverses initiatives créatives et peu coûteuses pour rendre les espaces urbains à la fois sécuritaires et appropriables*»²⁹. Pour longtemps, sans doute, les espaces publics vont être réinvestis à différentes fins, ce qui pose la question du rôle des acteurs publics dans la régulation des usages qui s'y déploient. Des observateurs s'interrogent : la crise pourrait-elle conduire finalement à «maximiser la ville» ? Ils proposent d'utiliser au maximum, «*dans le temps et dans l'espace, la multiplicité et la diversité des appuis offerts par la ville. Ce parti pris constituerait également une réponse au danger de contamination puisque celui-ci culmine dans la concentration des personnes en un même lieu au même moment (telles les queues devant des commerces raréfiés). Il s'agirait alors de démultiplier les points d'abordage et de recours ouverts par la ville : kiosques, commerces, points d'eau (avec savon), bancs, etc. ; ouvrir grand l'éventail des horaires.[...] Peut-être repenser avec ceux qui les tiennent le rôle des commerces et services dits de proximité*»³⁰. Lors du déconfinement, des espaces extérieurs sont adaptés (des terrasses prennent place sur des espaces de stationnement, ...), ce qui apparaît comme l'une des solutions pour maintenir un certain nombre d'activités de loisirs dans la ville.

Une société des loisirs à réinventer ?

A une autre échelle, les territoires dédiés aux loisirs ou spécialisés dans le tourisme apparaissent d'autant plus vulnérables. Certains, comme les stations de ski³¹ ou parcs de loisirs³², sont amenés à se réinventer pour tendre vers un modèle plus soutenable^{33/34}. Le mouvement critique face à la ludification (et au tourisme à outrance) des villes semblerait plus audible en temps de pandémie. Ainsi à l'heure de la covid-19, les «villes-événement» sont menacées du point de vue économique mais aussi identitaire. En temps normal, ces villes (comme Avignon, Arles, etc.) existent au-delà de leur aire d'influence habituelle à l'occasion d'une manifestation de grande ampleur et de courte durée lors de laquelle elles deviennent «le centre du monde», avec des retombées symboliques et économiques qui vont bien au-delà de cet événement. A l'occasion des états généraux des festivals en octobre 2020³⁵, des pistes étaient évoquées sans que l'on sache réellement quelles options (diversification des festivals vers des contenus audiovisuels, etc.) seraient privilégiées et quelles seraient les répercussions sur l'avenir de ces villes. Luc Boltanski et Arnaud Esquerre indiquent : *“Il est trop tôt pour savoir ce que vont devenir les boutiques de souvenirs, les restaurants de terroir, les galeries d'art, etc., s'ils survivront ou non à cette crise. Mais comme cette économie de l'enrichissement repose sur la mobilité des personnes – la possibilité de se déplacer jusque sur les lieux de culture, les festivals, les monuments du patrimoine, les restaurants –, le fait que la pandémie soit précisément une crise de la mobilité a un impact très violent.”*³⁶

La crise sanitaire a des effets sur l'économie des loisirs et, au-delà, elle agit comme un miroir qui reflète les dysfonctionnements plus profonds de la société. Elle offre une prise de conscience critique sur l'état du monde et sur nos choix de société. Mais comment ? Et autour de quelles valeurs cardinales ? Travail et sécurité sanitaire vont-ils guider la réinvention de notre société ? Les règles sanitaires imposées depuis un an, *“interdisent à peu près toute activité autre que le travail, une situation qui déséquilibre les individus”*³⁷. Or, comme l'indique Laurent Bibard, une société ne peut pas *“tenir exclusivement sur le travail”*³⁸. Depuis un an, les modes de vie sont profondément affectés : *“les manières de se déplacer, de travailler, de se divertir (ou pas), les relations proches ou professionnelles, toutes nos actions et nos gestes quo-*

*idiens ont changé”*³⁹. La pandémie justifierait en partie le tournant sécuritaire qui est pris en Europe et partout dans le monde *“où la peur, officielle autant qu'intime, s'est répandue”*⁴⁰. Etats d'urgence, couvre-feux et confinements, le langage de la peur et les mesures de contrôle se normalisent. De plus, des dispositifs expérimentaux de surveillance urbaine via l'utilisation de caméras intelligentes⁴¹ se sont déployés à grande vitesse, pour observer le respect de la distance entre les personnes ou le port du masque. Certains font le pari qu'il sera difficile de les supprimer, car la surveillance selon Olivier Tesquet *« est une drogue extrêmement puissante pour le pouvoir, qui s'en remet à elle pour gouverner par temps de crise »*⁴². D'autres perspectives plus optimistes émergent, elles témoignent d'une capacité d'adaptation face aux contraintes hors du commun.

ADAPTATION AUX CONTRAINTES RÉINVENTER LES PRATIQUES ?

Face aux contraintes de distanciation sociale, les différents acteurs imaginent de nouvelles manières de se rassembler, de se divertir, de se cultiver notamment grâce aux outils numériques. Des industries culturelles et créatives tentent de diversifier leurs offres de diffusion pour ne pas rompre avec leurs publics. En parallèle, alors que le tout numérique est vivement critiqué, des observateurs décrivent un besoin de temps et d'espace communs qui sort renforcé de la pandémie.

Du “présentiel” au “distanciel” : le numérique tout le temps, partout

Lors du premier confinement, le numérique permet de maintenir *a minima* l'accès à un certain nombre de ressources culturelles et aux activités sportives. Selon une étude du ministère de la Culture, les loisirs numériques connaissent durant la crise un fort engouement⁴³. Ce mouvement déjà amorcé avant la crise s'intensifie. Les musées, depuis quelques années déjà, proposent des visites virtuelles à leurs publics et s'interrogent sur la prolongation de l'expérience de visite chez soi via le numérique⁴⁴. Alors qu'avant la crise ces solutions étaient pensées en concomitance avec l'expérience de la visite *in situ*, le confinement amène les professionnels du secteur à diversifier les canaux de médiation. Selon la directrice

du Palais de Tokyo, *“La proposition en ligne est devenue consubstantielle à la conception d’une exposition, même si un site ne peut pas se substituer à l’expérience physiologique d’une exposition”*⁴⁵. Le numérique vient également chambouler notre rapport aux activités sportives, le logement devient une salle de sport via des zooms interposés. Certains s’interrogent, *“Demain les Français vont-ils se remettre à sortir”*⁴⁶ ?

Une dématérialisation des activités culturelles s’opère⁴⁷ et les dispositifs de réalités augmentées fleurissent⁴⁸ pour valoriser le patrimoine culturel. Ces dispositifs contribuent à maintenir le lien avec le public et à renouveler l’expérience de visite qui devient plus “attrayante”. Il y a une recomposition des loisirs, et, ces initiatives sont autant d’occasion de toucher un public qui ne fréquente pas habituellement ces lieux⁴⁹. Toutefois, la dimension collective des expériences culturelles et sportives est largement impactée. Avec l’impossibilité de se rassembler dans l’espace public et la fermeture des établissements recevant du public, les professionnels tentent de s’adapter. Les concerts d’opéra sont proposés en ligne, les bibliothèques ouvrent virtuellement l’accès à des fonds numérisés et du côté des activités sportives, associations et salles de sports virtuelles s’organisent pour maintenir un lien. Cela a pour conséquence de transformer des activités collectives habituellement pratiquées dans des espaces communs en activités individuelles dont l’espace se dématérialise par écran interposé. Le sport-spectacle⁵⁰ quant à lui accélère sa mutation numérique⁵¹ et sa gamification est étudiée. Chantal Deckmyn souligne que cela pourrait vider les villes de certaines de leurs fonctions de loisirs : *“Le numérique opère un démantèlement de la ville. Si les néologismes « présentiel » et « distanciel » font froid dans le dos, c’est qu’ici la dématérialisation n’est pas qu’une métaphore. Dans la ville, c’est au sens propre qu’elle officie, comme arme de désintégration, réelle”*⁵². Pour Sharon Zukin, la situation pourrait accroître le pouvoir des entreprises de la tech sur les villes ; *“Reimagining’ could also increase tech companies’ leverage over the city”*⁵³ et, face à cela, les villes ont une carte politique à jouer pour contraindre les entreprises de la tech à répondre aux besoins locaux⁵⁴.

La digitalisation remet en question la concentration des activités de loisirs et leur dimension événementielle. Les grands événements collectifs sont annulés et les activités

de loisirs ou marchandes associées tentent de s’adapter. Une hybridation de l’offre de loisirs entre présentiel et distanciel se met en place. Par exemple, différents événements qui ponctuent l’activité urbaine tels que les marchés de Noël se digitalisent (voir à ce sujet la note #5 Travail). Le numérique intègre de nouvelles formes de médiation entre la ville et les usages des loisirs. Différentes applications s’ajustent aux règles sanitaires, par exemple, des applications ont proposé des balades à vélo au sein du périmètre autorisé durant les confinements. Tout ceci contribue à appréhender l’espace public d’une nouvelle manière, entre médiation numérique et pratique concrète mais fortement contrainte de l’espace physique.

Enfin, la crise sanitaire et l’avènement du numérique renforcent la distinction entre lieux de production culturelle et lieux de consommation. Les commentateurs soulignent le besoin d’espace de travail pour les créateurs, ces lieux ré-ouvrent lors du deuxième confinement pour maintenir des résidences artistiques. Les lieux culturels retrouvent leurs dimensions fonctionnelles en tant qu’espace de travail, mais sont privés de leurs publics et ne peuvent plus être des lieux de représentation et de diffusion artistique. Certains soulignent les capacités d’adaptation des lieux culturels via le numérique. D’autres, considèrent qu’il faut plutôt trouver les conditions de maintien des espaces physiques de représentation⁵⁵. Le directeur de la Bastille indique : *“Bien sûr, les acteurs peuvent en temps de pandémie et de fermeture des lieux publics clos, lire des poèmes au téléphone à des écouteurs attentifs. Bien sûr, mais ce n’est pas du théâtre. C’est une relation maintenue avec les moyens du bard. Très bien. Mais qu’on ne parle pas de « réinvention » ! Le théâtre a un lieu pour cela où il invente chaque soir du mieux qu’il peut ce dialogue ; il n’a pas à se réinventer. Sur tout pas !”*⁵⁶

Dans le secteur de l’événementiel, les observateurs s’interrogent ; la fragilisation du secteur ne serait-elle pas l’occasion d’un changement de modèle ?⁵⁷ Le basculement d’une partie des activités événementielles, culturelles et sportives vers la digitalisation révèle en creux le besoin de retrouver du spectacle pour les uns et des scènes pour les autres. Paradoxalement, la mise en place de dispositifs numériques pour “garder le lien” met en évidence le besoin d’espace et de temps communs. Luc Boltanski estime que *“le numérique n’est qu’un palliatif”*⁵⁸ face à l’absence de mobilité de loisirs. D’autres s’inter-

rogent sur les limites et conséquences d'une digitalisation à marche forcée que certains supportent mal ; « *Ce temps brouillé, sans repères, est en réalité un temps subi, une terrible période de repli et de perte de sens. Plus de sorties avec les amis, plus de rencontres inopinées avec les collègues ; j'ai l'impression de vivre dans le cloud* », décrit cette femme⁶⁹. Un témoignage d'une époque sur-connectée et déconnectée de la vie réelle.

Besoin d'espace et de temps "communs"

Dans le sillage de travaux et d'expériences sur les communs⁶⁰, la crise fait ressortir pour les populations confinées, le besoin de temps et d'espaces communs. Comment se réunir et envisager des formes de convivialité dans le contexte sanitaire ?

Un ensemble de textes du corpus s'intéressent aux lieux de convivialité près de chez soi, et commentent la vie des marchés, les parcs à travers un "esprit village"⁶¹ renouvelé. Certains vantent les mérites des espaces interstitiels au rez-de-chaussée des bâtiments et cours privées. Quels sont les nouveaux espaces de sociabilités pensés en temps de crise⁶² ?

Des réseaux d'entraide et de solidarité voient le jour notamment dans le voisinage immédiat.⁶³ L'agilité du milieu culturel est observée et la réversibilité de certains espaces tels que les tiers lieux est relayée dans la presse. Quelques-uns se transforment temporairement en plateforme de solidarité et assurent la distribution de denrées alimentaires aux plus démunis⁶⁴. Les commentateurs s'interrogent ; comment la solidarité qui s'est mise en place en début de pandémie peut-elle durer⁶⁵ ? Et si la crise de la covid-19 engendrait un renouveau de l'action sociale et solidaire en ville⁶⁶ ?

Il y a un retour à l'échelle humaine et un besoin d'espace qui se traduit - entre autres - par la multiplication de projets d'*urbanisme tactique*. Des trottoirs et places ont été gagnés sur les espaces de la voiture afin de rendre l'espace public plus accessible et convivial malgré les mesures de distanciation sociale⁶⁷. Des expérimentations urbaines portées par les habitants et les commerçants fleurissent⁶⁸. L'architecte Alain Guigneux s'interroge sur les inflexions d'une politique de l'architecture post-covid, et imagine la construction d'un grand "*espace commun*"⁶⁹ qui accueillerait une multitude de fonctions et un "*prototype pour une infusion qui réalise le croisement des mi-*

lieux"⁷⁰.

Le sujet des villes marchables revient en force. Avec la pandémie, la nécessité de conserver ses distances et la fermeture des salles de sport sont deux facteurs qui, combinés, ont encouragé la marche à pied. Bordeaux publie par exemple sur son site internet les distances en minutes à pied entre les différents lieux emblématiques. Plusieurs facteurs connus qui conduisent à renforcer la marche à pied sont relayés dans la presse : *En réduisant le nombre et la vitesse des voitures bien sûr, et en diminuant ainsi les pollutions atmosphérique et sonore. Mais aussi via la création de circuits identifiés et continus, avec des trottoirs plus larges débarrassés d'obstacles, des espaces pour s'asseoir...*⁷¹.

De nouvelles pratiques et nouveaux lieux sont mis sur le devant de la scène. Par exemple, les *ciné drive*⁷² se sont développés durant l'été en attendant la réouverture des salles, faisant ressurgir, hors des lieux dédiés, ces temps de partage et expériences communes. Des programmations inédites dans les galeries et les églises sont commentés par la presse^{73/74}, et certains ironisent, ces espaces plus petits que des grands musées ne pourraient-ils pas les remplacer ? D'autres commentent l'essor d'installations artistiques dans la nature qui échappent à la réglementation des établissements recevant du public tels que le musée Subaquatique de Marseille⁷⁵.

En ce qui concerne les pratiques sportives, passée la phase de sidération, les activités en extérieur se développent, et la ville se transforme ponctuellement en salle de sport à ciel ouvert. Les études concernant la propagation du virus durant les activités sportives sont rares, et seules quelques tendances émergent, à savoir éviter la pratique sportive dans des lieux clos mal aérés et privilégier les activités de plein-air⁷⁶. Ces dernières connaissent un engouement et des chercheuses s'intéressent aux opportunités offertes par la pandémie pour repenser les liens entre récréotourisme et nature⁷⁷.

Les activités artistiques et culturelles sont souvent considérées comme ferment de nos sociabilités, et face à la crise, les artistes dans les villes sont mis au défi du confinement⁷⁸. L'enseignant-chercheur Pascal Le Brun-Cordier, s'interroge, puisque les institutions sont fermées, la ville peut-elle devenir le lieu de la création artistique⁷⁹ ? Il poursuit en défendant l'idée d'une ville sensible qui recouvrerait trois dimensions, esthétique, éthique et poli-

tique. Selon lui *“Il y a aussi une forme d’anesthésie politique dans la ville, du fait de la gestion techno-sanitaire de la pandémie”*⁹⁰ et appelle à favoriser les démarches de création artistique dans la ville. Des créations sauvages apparaissent ci et là, dans les rues de Paris, des *streets-artistes* se font l’écho des problématiques liées au coronavirus⁹¹. Le chorégraphe Boris Charmatz propose de danser la rue pour mieux appréhender l’espace⁹². Au Havre, c’est *“une marée d’art”*⁹³ qui envahit la ville portuaire. Les artistes *“interviennent”* dans la vie urbaine, font irruption dans les marchés, sur les places, dans les rues, dans les parcs et les jardins^{94/95}. Les espaces publics semblent, à nouveau, le temps de l’événement, redeviennent des lieux de découvertes et de rencontres⁹⁶. Pour François Hers, *“faire oeuvre devient culture commune”*⁹⁷, il considère que les citoyens doivent également prendre leur place pour faire valoir leurs droits culturels⁹⁸. Depuis février 2021, un mouvement grandissant d’occupation des théâtres est en cours. Certains y voient également *“la revendication d’un usage de l’espace public, du droit d’expression et de création et de la reconnaissance que la culture est un commun, socle de notre société.”*⁹⁹.

En s’intéressant à l’adaptation des pratiques culturelles et sportives au temps du coronavirus, on observe à la fois une gamification⁹⁰ de la ville, avec la digitalisation d’un certain nombre d’activités, mais aussi une réinvention de lieux et espaces communs dans la ville. Les différentes initiatives prises par les associations et citoyens, les institutions et les professionnels des secteurs, offrent peut-être de nouveaux ressorts pour la fabrique urbaine.

L’INTENSITÉ URBAINE EN QUESTION

Depuis un an, les représentations de la ville évoluent. Ce qui fait «l’essence» de la ville est remis en question par la crise sanitaire et de fait, l’intensité urbaine au cœur de tous les discours positifs sur la densification devient moins audible. La ville est, par excellence, le lieu des foisonnements avec une densité importante de l’offre culturelle et plus largement des divertissements. Elle offre une profusion de lieux et temps de sociabilité. La crise bouscule et met à mal cette intensité. La restriction des échanges présentiels a des effets sur l’urbanité, les échanges, la vie sociale et les ambiances urbaines. Comme l’énonce Emmanuelle Lallement, *“La ville est le régime de l’intensité de la vie sociale, des interactions*

*certes fugaces mais fréquentes, de sociabilités certes éphémères mais auxquelles on donne une place dans nos échanges quotidiens. La vie urbaine est considérablement impactée, c’est un truisme de le dire, mais c’est à documenter, à qualifier encore.”*⁹¹. Cette vie-là, qu’elle soit diurne ou nocturne, est soumise à des changements et de nouvelles pratiques se dessinent. De nouvelles ambiances liées à la moindre présence des corps dans l’espace public émergent. Comme le note Pierre-Damien Huyghe, *“ce n’est pas la masse qui s’absente, mais le mode de sa perceptibilité.”*⁹² Plus largement, le rapport au temps est chamboulé, pour l’historien François Hartog, *“la manière dont chacun vit ce temps suspendu varie. Par exemple, pour les plus jeunes, le fait de ne pas pouvoir vivre leur vie sociale habituelle est une forte contrainte. A l’inverse, ceux qui n’ont pas l’habitude de sortir après 18 heures se sentent peu contraints.”*⁹³. Etienne Klein, note que *“D’ordinaire, notre vie se répartit sur différents pôles - professionnel, familial, amical, social - que chacun d’entre nous pondère comme il peut ou comme il veut. Mais en période de confinement, cette pondération se trouve reconfigurée, pour le meilleur ou pour le pire.”* Des chercheurs plaident pour réorganiser les espaces dans le temps dans une logique de ville adaptable, malléable⁹⁴.

L’activité nocturne chamboulée

Ce qui semblait courant dans les usages il y a un an ne l’est plus. Sortir avec des amis, faire du sport, aller au cinéma ... Un sentiment d’étrangeté naît d’abord de cette situation⁹⁵ qui perdure avec le couvre-feu. La vie nocturne et ses activités associées telles que la fête, se situent dans un angle mort. *“Malgré l’inventivité du secteur, les fêtes, concerts et manifestations à distance ont montré leurs limites, pointant l’évidence : l’importance du corps, des sens, de l’éprouvé et de la rencontre”*⁹⁶. Des chercheurs se sont intéressés à ce phénomène et en tirent quelques enseignements. Le géographe Luc Gwiazdzinski a mené une enquête à laquelle ont été associés l’espace de réflexion citoyen « la Plateforme de la vie nocturne »⁹⁷ et de nombreuses villes. Pour lui, la Covid-19 a brouillé la frontière entre jour et nuit et a conforté son rôle *«la nuit a toujours été un espace-temps oscillant entre liberté et sécurité, transgression et contrôle. Cette période de pandémie n’y a pas dérogé : il y a des bars clandestins pour servir des verres comme des maires cherchant à instaurer un couvre-feu un contrôle encore plus strict»*⁹⁸. Il montre comment le virus dessine progressivement une

nouvelle géographie urbaine, celle de «l'archipel du confinement»: *"nouvel insulaire, assigné à résidence, chacun a tenté de s'organiser depuis chez lui, tout en recherchant l'échange avec l'extérieur, grâce aux technologies de l'information"*⁹⁹. Will Straw note que les diverses difficultés qui ont affecté les acteurs de la nuit ces dernières années (fermeture de clubs post-gentrification) ont aussi permis au secteur de se solidariser et de se structurer fortement¹⁰⁰. L'après-crise pourrait bénéficier de ces solidarités et interconnaissances. Enfin, les chercheurs s'accordent pour dire que la crise pousse les acteurs de la nuit à se mobiliser pour aller vers un modèle plus soutenable avec davantage d'éthique, de responsabilité sociale et environnementale. La crise tendrait ainsi à aller vers plus de sens : *"Quel intérêt de faire venir un DJ de l'autre bout du monde pour une soirée ?"*¹⁰¹

Outre ces considérations d'ordre stratégique, les auteurs pointent les conséquences à long terme de cette mise sous cloche : *"Dans l'hypothèse de non-réouverture des établissements de nuit on peut craindre la pression sur les espaces publics en soirée, la difficulté de respect des règles la nuit, le glissement possible vers des lieux privés, le développement de soirées sauvages, clandestines soit autant de risques de conflits, d'alcoolisation ou de violences sans l'encadrement habituel des professionnels de la prévention"*¹⁰². Les mesures restrictives de limitation des déplacements durant la nuit, de fermetures des lieux publics ou encore l'interdiction de rassemblement dans l'espace public affectent ce qui faisait l'essence des villes. Sur cet aspect, celles, dont l'activité nocturne et l'effervescence culturelle faisaient la renommée, souffrent davantage de la crise que d'autres.

Manger et boire au temps de la covid-19

Alors que les temps de restauration sont pointés comme étant un vecteur important de propagation du virus¹⁰³, les restaurants, les bars et autres lieux de convivialité risquent d'être les derniers à revoir leurs clients. Là encore, de nouvelles pratiques se mettent en place. A l'intérieur des logements, des ménages se mettent en cuisine ; et pour les confinés, des restaurants et des chefs étoilés ont proposé des ventes à emporter de leurs plats¹⁰⁴. Le guide Michelin vient même d'éditer une sélection de restaurants "à emporter"¹⁰⁵. Des programmes de recherche et des enquêtes ont été lancés pour savoir comment les

comportements alimentaires avaient changé en temps de confinement¹⁰⁶.

Dans les espaces extérieurs, les effets de la fermeture des restaurants et des bars se font sentir. Par exemple, depuis les premières annonces du couvre-feu, les demandes des restaurants souhaitant rejoindre "Just Eat" ont augmenté de 30 %¹⁰⁷. En conséquence, le ballet des scooters de livraison conduit des villes à interdire certaines zones piétonnes à la circulation¹⁰⁸. D'autres effets sur les villes sont décrits par Howard Becker qui retrace des tranches de vie dans son quartier de San Francisco : *"Puis le coronavirus est arrivé, et avec lui son lot de difficultés. Mais Elias n'a pas fermé. Comme il n'avait pas d'endroit où les gens pouvaient manger ce qu'il préparait, à part quelques chaises sur le trottoir, il a pu continuer à faire ses sandwiches et à les vendre sans violer les nouvelles restrictions."*¹⁰⁹ Il montre dans cet article la façon dont *"la possibilité d'un comportement advient, dès lors que les circonstances commencent à convaincre les gens que ce type de situation inhabituelle exige des réactions inhabituelles"*. Le fait que les terrasses aient été tolérées, puis encouragées voire pérennisées à l'issue du premier confinement trouve ici une justification d'ordre sociologique. L'extension / repli des terrasses conduit d'autres chercheurs à montrer que les ambiances des rues s'en trouvent affectées. *"Le bar et le restaurant considérés depuis leur extension récente : la terrasse [cette terrasse qui, résultant d'une concession, empiète peu ou prou sur un espace qui, autrement, serait public et davantage ouvert au passage] sont, peuvent être en tout cas, moins l'occasion d'une présence parfaitement populaire [il faut tout de même pouvoir se payer le séjour, fût-il seulement de quelques dizaines de minutes] que celle d'une figuration de cette présence. Prend corps ici le nombre"*. Outre les transformations sur l'espace public, c'est bien la question de la présence à l'autre et de l'intensité de la vie sociale urbaine qui est questionnée.

Modification des temps urbains

Certaines activités rythment particulièrement les villes et les territoires : c'est le cas des foires, festivals, événements qui peuvent conduire à saturer les agendas urbains. Comment à l'aune de la pandémie, de nouvelles temporalités et pratiques s'esquissent ? Sans aborder l'ensemble des activités concernées, il s'agit d'évoquer les

quoi cela perturbe les temps urbains. La logique consumériste qui est parfois associée à la ville dense, a été freinée voire arrêtée temporairement et cela questionne nos modes de vie, les temps que nous consacrons aux loisirs. Une autre ville d'une intensité différente semble s'esquisser.

Les villes qui vivent aux rythmes d'événements sont affectées. En 2020, le Carnaval de Nice, le Hellfest, le Festival d'Avignon, ou encore les Francofolies n'ont pas pu se tenir normalement. Les formats, temps et lieux consacrés aux festivals évoluent de différentes manières. Le Hellfest proposait en partenariat avec Arte Concert, une édition intitulée "Hellfest From Home"¹¹⁹, le festival d'Avignon tirait parti de l'entre-deux confinements pour programmer sur seulement une semaine, sept spectacles dans un "in" réduit et une cinquantaine de propositions "off"¹²⁰ offrant ainsi des formes plus intimistes. Un moindre mal qui compensera difficilement les difficultés pour les artistes et compagnies les moins repérées¹²¹ et les pertes nettes du secteur culturel et touristique des villes concernées. A Milan, ville événementielle par excellence, le volume d'affaires engendré par les foires et salons représente habituellement 3 milliards d'euros par an, en 2021, il devrait baisser de 70%¹²².

Les ambiances des villes ainsi transformées sont commentées, des chercheurs écoutent les villes et observent les variations des rythmes urbains¹²³. Les confinements successifs et le couvre-feu laissent un Paris vide en lieu et place d'une effervescence festive dans certains quartiers de la capitale¹²⁴. Les témoignages et récits relatent l'expérience singulière des soirées perturbées par les restrictions¹²⁵, et des conséquences de l'absence de moments festifs pour le lien social¹²⁶. De nouvelles perceptions de la ville apparaissent, ces dernières mériteraient d'être étudiées plus en détail. Le chronotope urbain s'en trouve impacté, dans ces rythmes annuels et journaliers. Certains montrent que la pandémie a des effets sur l'atmosphère de l'époque¹²⁷. Avec l'évolution des rythmes urbains et la modularité, en creux, ce sont les points d'attractions de la ville et ses aménités qui sont questionnés. Qu'est-ce qui fera l'intensité de la ville demain ?

CONCLUSION

Notre rapport au temps a été conditionné depuis un an par

des contraintes extérieures imposées et des distances autorisées (1km, 10km, etc.). Des commentateurs s'interrogent sur les meilleures manières de profiter de cet espace/temps pour ralentir ou - au contraire - accélérer la transformation d'organisations. «Ce qui nous perturbe, c'est de disposer d'un temps supplémentaire dont nous avons la maîtrise mais sans pouvoir se projeter dans l'avenir. Or, ne pouvoir être sûr de rien renvoie à des peurs ancestrales. Celle du vide, de manquer, de mourir», observe une psychologue¹¹⁹. Une partie de la population se retrouve temporairement sans travail ce qui lui laisse du temps pour les loisirs¹²⁰ en témoigne l'essor des pratiques culturelles amateurs pendant les confinements¹²¹. En réagissant à ce nouveau rapport aux temps des loisirs, Jean Viard esquisse quelques perspectives : «*Nous vivons une période de tragédies mais aussi d'opportunités ; il faut se réinventer, se mettre en position de combat. Créons de nouvelles habitudes : aller au théâtre en matinée, développer un deuxième monde du travail en aménageant de nouveaux espaces communautaires qui ne soient ni le bureau ni le domicile, bâtir une société numérique inventive, peut-être déménager*»¹²².

Cela laisse augurer un vaste programme de reconfiguration. Finalement, n'est-ce pas là, l'expression d'une attente forte pour la sortie de crise ? Comme au moment des années folles¹²³, il pourrait y avoir une forme d'effervescence sociale, culturelle et artistique. Mais comme le souligne Françoise Benhamou, ne faut-il pas également s'interroger sur les nouvelles valeurs de l'après et de son modèle économique : «*La crise semble cependant dessiner de nouveaux modèles. Une économie plus modeste, avec des programmations qui évitent les dérives inflationnistes. Une économie attentive à ce que les productions nouvelles soient plus largement diffusées qu'aujourd'hui. Une économie plus vertueuse du point de vue de son empreinte écologique, avec une moindre propension à la circulation effrénée et coûteuse des œuvres et des stars. Une économie plus centrée sur le local, faisant appel à des artistes de la scène régionale, facteur de diversité culturelle*».

Les changements provoqués par la crise ne sont-ils pas autant d'occasions pour gommer les défauts de la ville des loisirs et tendre vers des modèles plus sobres, laissant la part belle à l'expression du local et moins tournés vers une compétitivité des villes à l'échelle internationale ?

NOTES

1 https://www.franceculture.fr/emissions/carnet-de-philosophie/carnet-de-philosophie-du-lundi-08-mars-2021?utm_medium=Social&utm_source=Facebook&fbclid=IwAR2nPh-CiQGHYXgStvDXDfjG3fcV8Hro2DvVbbKiWQZ4RqBiGB-jFHKRIFgE#Echobox=1615221818

2 Au XIXe siècle, les élites inventent le tourisme. Le train, les stations balnéaires, la baignade... Une véritable culture des loisirs naît en parallèle de la révolution industrielle. Après la Première Guerre mondiale, cette culture touche la société entière. Cinquante ans plus tard, le travail n'est plus vécu comme une fin, mais comme un moyen pour financer ses loisirs personnels : c'est l'avènement de la société des loisirs. Elle axe son économie sur tous les services de loisirs, ce qui contribue à stimuler la croissance économique. Voir à ce sujet l'ouvrage de Joffre Dumazedier, *Vers une civilisation du loisir ?* Seuil, Paris, 1962 et <https://homogulliver.com/la-civilisation-des-loisirs-a-t-elle-eu-lieu.html>.

3 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/05/covid-19-pas-de-date-de-reouverture-pour-les-bars-et-restaurants_6065287_3234.html

4 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/12/28/restaurants-et-musees-fermes-spectacles-a-l-arret-a-new-york-le-blues-de-manhattan_6064615_3232.html

5 <https://franceurbaine.org/actualites/covid-19-linquietude-des-elus-urbains-pour-le-secteur-culturel-toujours-aussi-vive>

6 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/services-conseils/evenementiel-les-dizaines-de-milliards-perdus-pour-leconomie-1276697>

7 <https://theconversation.com/pourquoi-il-est-temps-de-reinventer-le-tourisme-138447>

8 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/06/ouverture-les-stations-de-ski-restent-dans-le-brouillard-et-craignent-pour-fevrier_6065409_3234.html

9 <https://usbeketrica.com/fr/article/confinement-26-pour-cent-francais-ont-depression-pathologique>

10 <https://www.artcena.fr/actualites/vie-professionnelle/les-pratiques-culturelles-durant-le-confinement>

11 <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/note-d-analyse-5-comment-la-crise-sanitaire-a-t-a2171.html>

12 <https://www.franceculture.fr/economie/quand-le-cinema-basculer-en-streaming>

13 <https://www.enlargeyourparis.fr/societe/metro-poles-vulnerables-mais-resilientes>

14 <https://www.franceculture.fr/societe/le-toucher-face-au-covid-19-nos-corps-plonges-dans-une-zone-de-turbulences-apres-la-crise-sanitaire>

15 <https://www.mediapart.fr/journal/france/070420/covid-19-chacun-compte-sur-les-autres-pour-connaître-et-respecter-les-regles?onglet=full>

16 https://www.lemonde.fr/m-styles/article/2021/02/02/voyage-immobile-a-chicago_6068522_4497319.html

17 <https://theconversation.com/on-na-jamais-autant-fait-de-sport-que-depuis-quon-est-confines-la-partie-emergée-de-liceberg-135374>

18 https://www.lemonde.fr/argent-neuf/article/2020/09/23/marche-immobilier-comment-le-neuf-cherche-a-se-reinventer_6053231_1657007.html

19 <https://www.lemoniteur.fr/article/aux-confins-du-logement-les-resultats-de-l-enquete.2092741>

20 https://www.youtube.com/watch?v=h_Ne84zjqUM

21 <http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/note-d-analyse-3-le-logement-face-a-la-crise-a2129.html>

22 https://www.liberation.fr/debats/2020/11/29/l-inversion-des-saturations-ou-la-possibilite-d-une-autre-ville_1806700/?fbclid=IwAR3BDxzzDpy-cT3LYF1US-6SyA8gHluidGvOnvJWd1Ro3l2WgTyeSEIoBOMI

23 Ibid.

24 Ibid.

25 Ibid.

26 <https://theconversation.com/la-ville-post-pandemie>

- vers-une-reconquete-des-espaces-publics-148232
- 27 <https://aoc.media/analyse/2021/02/25/la-ville-en-etat-de-crise-sanitaire/>
- 28 Ibid.
- 29 Ibid.
- 30 <https://aoc.media/analyse/2021/02/25/la-ville-en-etat-de-crise-sanitaire/>
- 31 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2021/02/20/a-la-clusaz-une-transition-en-pente-douce_6070639_4811534.html
- 32 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/07/13/disneyland-paris-peur-sur-la-ville_6046027_3234.html
- 33 <https://theconversation.com/pourquoi-il-est-temps-de-reinventer-le-tourisme-138447>
- 34 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2020/10/02/et-si-le-covid-19-nous-permettait-de-passer-du-tourisme-effrene-au-tourisme-raisonne_6054584_4811534.html
- 35 <https://www.culture.gouv.fr/Actualites/Etats-generaux-les-festivals-se-reinventent-a-l-heure-de-la-crise-sanitaire>
- 36 https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/13/luc-boltanski-et-arnaud-esquerre-en-une-annee-de-covid-les-problemes-ont-ete-poses-de-facon-plus-morale-voire-moralisatrice-que-politique_6072984_3232.html
- 37 <https://theconversation.com/podcast-une-societe-ne-peut-elle-tenir-que-sur-le-travail-152397>
- 38 Ibid.
- 39 Citation extraite d'un entretien d'Olivier Tesquet par Michel Agier (Olivier Tesquet, « Il nous faut retrouver une forme d'hygiène numérique » [entretien avec Manon Paulic], dans Eric Fottorino, *Doit-on avoir peur ?*, Le 1/Philippe Rey, 2021, p.71. in <https://aoc.media/opinion/2021/02/28/que-faire-de-nos-peurs/>.
- 40 Ibid.
- 41 <https://www.aefinfo.fr/depeche/648104>
- 42 Ibid.
- 43 <https://www.culture.gouv.fr/Sites-thematiques/Etudes-et-statistiques/Publications/Collections-de-synthese/Culture-etudes-2007-2021/Pratiques-culturelles-en-temps-de-confinement-CE-2020-6>
- 44 <https://www.franceculture.fr/conferences/revue-esprit/quel-avenir-pour-l-experience-museale>
- 45 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/10/30/avec-le-reconfinement-retour-au-virtuel-pour-les-musees_6057963_3246.html
- 46 <https://www.futuribles.com/fr/article/culture-de-main-les-francais-vont-ils-se-remettre-a/>
- 47 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/07/12/coronavirus-considerer-le-sport-comme-moins-necesaire-que-les-achats-alimentaires-pose-un-probleme-politique-et-culturel_6045987_3232.html
- 48 <https://theconversation.com/valoriser-le-patrimoine-culturel-a-travers-la-realite-augmentee-quels-obstacles-juridiques-155252>
- 49 <https://www.culture.gouv.fr/Actualites/Les-pratiques-en-amateur-et-l-offre-numerique-plebiscitees-pendant-le-confinement>
- 50 Nous parlons ici des grands événements sportifs qui ont lieu dans des stades et salles type Arena dont certains sont retransmis à la télévision.
- 51 https://www.lemonde.fr/sport/article/2020/05/28/le-covid-19-accelere-la-mutation-du-sport-spectacle_6041061_3242.html
- 52 <https://aoc.media/analyse/2021/02/25/la-ville-en-etat-de-crise-sanitaire/>
- 53 <https://journals.sagepub.com/doi/full/10.1177/0042098020951421>
- 54 Ibid.
- 55 <https://aoc.media/opinion/2020/10/20/couvre-feu-le-theatre-doit-jouer-la-creation-contre-l-innovation/>

56 <https://www.lagazettedescommunes.com/676279/la-fragilisation-du-secteur-evenementiel-in-vite-a-un-changement-de-modele/>

57 <https://www.franceculture.fr/emissions/grand-reportage/a-stains-la-culture-resiste-au-covid>

58 https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/03/13/luc-boltanski-et-arnaud-esquerre-en-une-annee-de-covid-les-problemes-ont-ete-poses-de-facon-plus-morale-voire-moralisatrice-que-politique_6072984_3232.html

59 https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/11/13/tu-fais-quoi-lundimanche-ou-comment-le-confinement-nous-fait-perdre-la-notion-du-temps_6059635_4497916.html

60 La notion de « communs » traduit un intérêt croissant de la société civile pour produire, gérer et partager des ressources matérielles et immatérielles de façon collaborative et ouverte. Source : <https://metropolitiques.eu/Les-communs-urbains-nouveau-droit-de-cite.html>

61 https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/09/11/comment-les-citadins-ont-retreci-la-ville_6051839_4497916.html

62 <https://theconversation.com/quelle-sociabilite-pour-les-francais-en-periode-de-covid-19-140378>

63 https://www.ined.fr/fichier/s_rubrique/30306/578.population.societes.juin.2020.covid.voisinage.confine-ment.fr.pdf

64 <https://www.mediacites.fr/solutions/nantes/2020/06/11/lautre-hangar-la-plate-forme-de-solidarite-nee-du-confinement-quit-faudrait-perenniser/>

65 https://www.wedemain.fr/La-solidarite-nee-en-temps-de-crise-peut-elle-durer%C2%A0_a4807.html

66 <https://www.demainlaville.com/face-a-la-crise-covid-19-un-renouveau-de-laction-sociale-et-solidaire-en-ville/>

67 <https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/12/avec-le-recul-ineluctable-de-la-voiture-en-ville-il-faut-imaginer-ensemble-une-refonte-de-l-espace-public-ur->

[bain_6069737_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2021/02/12/avec-le-recul-ineluctable-de-la-voiture-en-ville-il-faut-imaginer-ensemble-une-refonte-de-l-espace-public-ur-bain_6069737_3232.html)

68 <https://www.lagazettedescommunes.com/701386/de-lurbanisme-tactique-a-une-strategie-long-terme-pour-reinventer-un-espace-public-democratique/>

69 <https://aoc.media/opinion/2020/12/08/politique-de-larchitecture-post-covid-vers-un-grand-espace-commun/>

70 Ibid.

71 <https://www.wedemain.fr/respirer/votre-ville-est-elle-assez-marchable/>

72 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/05/14/cinema-le-retour-des-drive-in-en-attendant-la-reouverture-des-salles_6039629_3246.html

73 <https://www.franceculture.fr/emissions/le-reportage-de-la-redaction/le-reportage-de-la-redaction-emission-du-jeudi-24-septembre-2020>

74 https://www.lemonde.fr/culture/article/2021/02/05/a-paris-les-amateurs-d-art-ont-rendez-vous-dans-les-eglises_6068929_3246.html

75 <https://www.wedemain.fr/ralentir/covid-plongez-et-visitez-le-musee-subaquatique-de-marseille/>

76 https://www.lemonde.fr/les-decodeurs/article/2020/10/18/coronavirus-athletisme-fitness-wa-ter-polo-quels-risques-de-contamina-tion-pour-40-sports-populaires_6056481_4355770.html

77 <https://journals.openedition.org/teoros/7572>

78 <https://aoc.media/analyse/2020/07/14/les-artistes-au-defi-du-confinement-ou-la-survivance-des-lucioles/>

79 <https://www.franceculture.fr/emissions/affaire-en-cours/affaires-en-cours-du-vendredi-12-fevrier-2021>

80 Ibid.

81 https://www.lemonde.fr/culture/article/2021/02/05/dans-les-rues-de-paris-le-coronavirus-inspire-les-street-artistes_6068924_3246.html

82 <https://www.franceculture.fr/danse/reinventer-la->

danse-avec-boris-charmatz

83 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/08/27/une-maree-d-art-envahit-le-havre_6050058_3246.html

84 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/07/22/face-au-covid-19-les-artistes-prennent-la-rue_6046879_3246.html

85 https://www.lemonde.fr/culture/article/2021/02/24/mulhouse-la-ville-ou-la-culture-pour-la-premiere-fois-s-est-arretee_6070985_3246.html

86 https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/07/22/face-au-covid-19-les-artistes-prennent-la-rue_6046879_3246.html

87 <https://aoc.media/critique/2020/06/18/aux-commandes-citoyens-analyse-des-conditions-et-effets-dune-revolution-en-art/>

88 <https://aoc.media/critique/2020/06/18/aux-commandes-citoyens-analyse-des-conditions-et-effets-dune-revolution-en-art/>

89 <https://aoc.media/opinion/2021/03/14/de-loccupation-des-lieux-culturels-a-lassemblee-des-communs/>

90 La gamification (ou ludification en français) est le transfert des mécanismes du jeu dans d'autres domaines.

91 https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/03/17/la-fete-est-un-element-essentiel-de-fondement-et-de-renforcement-du-lien-dans-les-societes-humaines_6073478_3224.html

92 <https://aoc.media/opinion/2020/10/21/se-sentir-en-nombre/>

93 https://www.lemonde.fr/m-le-mag/article/2021/03/16/confinement-un-an-apres-penser-la-pandemie-oblige-a-sortir-de-la-bulle-presentiste_6073322_4500055.html

94 <https://www.franceculture.fr/economie/adaptable-reversible-malleable-la-ville-au-temps-de-la-covid>

95 <https://aoc.media/opinion/2020/10/21/se-sentir-en-nombre/>

96 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03142947/document>

97 <https://www.vienocturne.eu/>

98 https://www.liberation.fr/france/2020/05/14/c-est-aussi-au-travers-de-ses-nuits-qu-une-societe-se-recompose_1788372/

99 <https://www.pug.fr/produit/1770/9782706148255/petite-lecture-rythmique-de-l-archipel-du-confinement>

100 <https://theconversation.com/nightlife-is-the-soul-of-cities-and-night-mayors-are-its-keepers-in-this-coronavirus-pandemic-134327>

101 Ibid.

102 Ibid.

103 <https://www.lemonde.fr/blog/realitesbiomedicales/2020/09/13/covid-19-selon-une-etude-la-frequentation-des-restaurants-et-bars-est-une-situation-a-risque-dinfection/>

104 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03142947/>

105 <https://guide.michelin.com/fr/fr/article/news-and-views/nantes-notre-selection-d-offres-en-livraison-et-ou-a-emporter>

106 https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/06/12/comment-le-confinement-a-modifie-les-comportements-alimentaires-des-francais_6042575_3244.html

107 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/tourisme-transport/confinement-comment-les-restaurants-avalent-la-livraison-et-le-click-collect-1262578>

108 <https://www.francebleu.fr/infos/transports/les-livreurs-a-scooter-interdits-de-circuler-en-centre-ville-de-nantes-les-restaurateurs-mecontents-1615312467>

109 <https://aoc.media/analyse/2020/04/12/a-san-francisco-quand-mon-quartier-fait-l'experience-de-la-pandemie/>

110 <https://www.lemonde.fr/culture/article/2020/06/15/hellfest-disquaire-day-la-musique-reprend-ses-acti->

vites_6042829_3246.html

111 <https://www.franceculture.fr/emissions/affaire-a-suivre/affaire-a-suivre-du-vendredi-23-octobre-2020>

112 <https://www.mediapart.fr/journal/france/040720/annulation-du-festival-d-avignon-une-bombe-retardement-pour-les-compagnies-de-theatre>

113 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/29/annee-zero-a-milan-meurtrie-par-la-crise-due-au-covid-19_6057765_3234.html

114 <https://aporee.org/maps/work/projects.php?project=corona>

115 <https://www.mediapart.fr/journal/france/181020/marche-de-nuit-dans-un-paris-vide>

116 https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/10/18/debut-du-couvre-feu-on-se-croirait-dans-un-film-sauf-que-ce-n-est-pas-du-cinema_6056468_3224.html

117 https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/10/16/fetes-et-soirees-des-moments-indispensables-pour-le-lien-social-et-la-sante-mentale-qu-en-reste-t-il-dans-cet-automne-anxiogene_6056193_3224.html

118 <https://aoc.media/opinion/2020/12/08/politique-de-larchitecture-post-covid-vers-un-grand-espace-commun/>

119 https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/11/13/tu-fais-quoi-lundimanche-ou-comment-le-confinement-nous-fait-perdre-la-notion-du-temps_6059635_4497916.html

120 <https://theconversation.com/comment-le-confinement-bouleverse-t-il-notre-rapport-au-temps-137117>

121 A ce sujet, voir le rapport du DEPS qui note l'augmentation des pratiques culturelles des personnes en télétravail et celles dont l'activité culturelle a été interrompue durant le premier confinement. <https://www.artcena.fr/actualites/vie-professionnelle/les-pratiques-culturelles-durant-le-confinement>

122 https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2020/11/13/tu-fais-quoi-lundimanche-ou-comment-le-confinement-nous-fait-perdre-la-notion-du-temps_6059635_4497916.html

123 <https://www.franceculture.fr/emissions/le-journal-de-lhistoire/le-journal-de-lhistoire-du-lundi-15-mars-2021>

Directrice de la publication :

Hélène Peskine, Secrétaire permanente du PUCA

Comité de pilotage :

Bénédicte Bercovici, Emmanuelle Durandau, François Ménard, Carole Jovignot, Bertrand Vallet

Rédaction :

Emmanuelle Gangloff, Hélène Morteau

Mars 2021 - Retrouvez toutes les notes d'analyse et les articles référencés :

www.urbanisme-puca.gouv.fr - https://wakelet.com/@PUCA_veillecovid19

Twitter : [@popsu_puca](https://twitter.com/popsu_puca)

**A la recherche du temps retrouvé ?
Espaces et pratiques du divertissement face à la crise sanitaire**



CHAPITRE 4

Bilan De la perception à la mesure ...

Emmanuelle Gangloff & H el ene Morteau

Cette analyse rétrospective invite à relire chacune des notes thématiques en mettant en perspective le contexte du moment où elles ont été produites avec ce que nous savons aujourd’hui des évolutions intervenues depuis lors.

Le portail de veille propose une sélection d’articles¹⁰ qui affiche entre 100 et 270 articles par thématique soit plus de 1600 items. Nous proposons de mettre à l’épreuve de la science les “on dit” qui font souvent les gros titres de la presse. Pour cela, nous avons relevé les idées préconçues exposées dans la revue de presse et avons croisé ces assertions avec les résultats des enquêtes et travaux de recherche publiés à ce jour.

La crise sanitaire signe la fin des métropoles¹¹

La crise sanitaire débute dans un contexte où les métropoles font l’objet de critiques : trop denses, gentrifiées, polluées, etc. Les métropoles sortent de la crise sanitaire plus fragilisées encore et des approches plus systémiques de l’aménagement du territoire sont mises en avant. Pierre Veltz plaide pour planifier davantage et mieux encadrer l’aménagement. Dans ce contexte incertain, les métropoles s’organisent. Le gouvernement et l’association France Urbaine ont signé un accord dans le cadre des Contrats de relance de transition écologique (CRTE) qui « *reconnait la responsabilité majeure des grandes villes, agglomérations et métropoles dans la relance, les réponses aux enjeux de la transition écologique la cohésion et la solidarité territoriale dans notre pays* »¹² avec les métropoles.

Réinvestir le maillage territorial et l’aménagement du territoire plutôt que de miser sur de grands projets métropolitains, voilà qui semble à ce jour faire consensus auprès des acteurs de l’urbain¹³. Michel Lussault, défend la fin de la suren-

10 Voir note méthodologique : <https://wakelet.com/wake/q2mp0CTNt5z3uJsunAqFH>

11 <https://metropolitiques.eu/Revisiter-l-imaginaire-metropolitain-pour-penser-la-cooperation-locale.html>

12 <https://www.lagazettedescommunes.com/724565/le-gouvernement-reconnait-le-role-le-role-des-grandes-villes-dans-la-relance/>

13 <https://theconversation.com/vers-un-tournant-rural-en-france-151490>

chère et des mégaprojets pour répondre aux besoins des citoyens ordinaires dans une forme d'urbanisme du quotidien¹⁴. Un nouveau modèle de résilience à partir du maillage territorial français et du couple ville campagne semble voir le jour¹⁵.

Une autre question menace les métropoles au début de la crise : la prévalence de l'épidémie est-elle plutôt proportionnelle ou plutôt inversement proportionnelle au niveau d'urbanité ? En conséquence, les citoyens sont-ils menacés ou protégés par leurs pratiques urbaines ? Ainsi, la densité urbaine a été pointée comme étant un facteur de propagation important au départ, avant que la densité des relations individuelles ne soit plutôt considérée comme étant le facteur principal¹⁶. La densité associée à la métropolisation ont globalement été négativement connotées dans la presse consacrée au sujet¹⁷. Grâce aux controverses et débats engagés pour comprendre et expliquer scientifiquement la pandémie, une intense production de savoirs sur l'espace urbain s'est fait jour.

Le phénomène de cospatialité a été investigué pour expliquer la géographie de l'épidémie : *« la cospatialité est une interaction « verticale » entre espaces qui connecte plusieurs couches géographiques situées sur la même étendue. Une cospatialité courante est la desserte par un réseau de mobilité d'un territoire habité »*¹⁸. D'autres chercheurs se sont penchés sur l'histoire, et ont montré que chaque résurgence de maladie donne lieu à des descriptions minutieuses de son cheminement géographique¹⁹. Il semble probable que la crise sanitaire actuelle débouche à terme sur des connaissances plus fines de nos territoires. Des projets de recherche ont été lancés en ce sens. L'ANR SeparationsPiétons, porte sur la mesure des distances entre piétons dans différentes situations quotidiennes impliquant des foules afin d'établir des scénarios pour une évaluation des risques de transmission virale.

14 https://www.lemonde.fr/smart-cities/article/2021/01/04/michel-lussault-il-faut-favoriser-un-urbanisme-de-l-attention-et-du-prendre-soin_6065141_4811534.html

15 <https://www.banquedesterritoires.fr/pour-les-metropoles-la-cooperation-nest-plus-une-option>

16 <https://theconversation.com/villes-denses-villes-vertueuses-un-modele-indepassable-139686>

17 <https://metropolitiques.eu/La-ville-dense-a-trahi-ses-habitants.html>

18 <https://www.espacestems.net/articles/covid-cherche-cospatialite/>

19 <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-03192064/document>

Les villes moyennes sont le nouvel eldorado

Dans le temps de la crise, les villes moyennes apparaissent dans la presse comme un *eldorado* offrant des logements plus spacieux à moindre coût et un lien privilégié avec la nature^{20/21}. Ainsi, les métropoles de Lyon, Bordeaux, ou Marseille attireraient moins, au profit de Valence, Quimper ou encore Angoulême. Le recours au télétravail pourrait contribuer au développement de “*zoom towns*” comme aux Etats-Unis^{22/23}. Dans le cas français, deux études peuvent être citées. Une étude d’opinion réalisée par la Fabrique de la Cité entre octobre et novembre 2020 dépeint le nouvel attrait des villes moyennes pour les citoyens : “*Les villes moyennes sont majoritairement (48%) perçues comme plus dynamiques économiquement qu’il y a une dizaine d’années, et surtout plus attractives (56%), en particulier à Quimper (63%) et Cahors (62%). Elles attirent 40% des Français, et avant tout les habitants des grandes villes*”²⁴. Dans une autre étude, publiée en septembre 2020, la Banque des territoires annonce qu’avec l’essor du télétravail, près de 400.000 habitants de métropoles seraient tentés de déménager vers une ville moyenne, principalement les moins de 35 ans²⁵.

L’économiste Nadine Levratto rappelle néanmoins que « *Les mouvements de population restent avant tout dictés par l’activité économique et la présence d’emplois* »²⁶. Les villes moyennes implantées sur un territoire dynamique seraient donc avantagées pour attirer ces nouveaux habitants.

Richard Florida et Joel Kotkin²⁷ proposent une lecture de la géographie amé-

20 <https://theconversation.com/how-small-towns-are-responding-to-the-global-pandemic-141016>

21 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/02/21/les-villes-moyennes-doivent-devenir-la-strate-urbaine-prioritaire_6070728_3234.html

22 <https://www.wedemain.fr/ralentir/les-zoom-towns-ces-villes-moyennes-qui-profitent-du-teletravail/>

23 <https://www.demainlaville.com/le-boom-des-zoom-towns/>

24 <https://www.lafabriquedelacite.com/actualites/la-fabrique-de-la-cite-publie-les-resultats-dune-enquete-inedite-sur-les-perceptions-des-villes-moyennes-par-les-francais/>

25 <https://www.banquedesterritoires.fr/la-crise-va-t-elle-engendre-un-exode-vers-les-villes-moyennes>

26 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/02/21/calme-cout-de-la-vie-espace-les-villes-moyennes-tiennent-leur-revanche_6070730_3234.html

27 <https://www.city-journal.org/americas-post-pandemic-geography>

ricaine post-covid. Selon eux, la géographie urbaine post covid favorisera des villes moyennes ou d'anciennes "*villes-dortoirs*", qui sont désormais "*à usage mixte*", parce qu'elles ont su attirer des activités. Ils estiment le nombre d'Américains qui déménageront à l'issue de la crise sanitaire entre 14 et 23 millions²⁸.

Tous les Parisiens sont partis à la campagne

La tendance serait à l'exode urbain. Depuis un an ce phénomène est commenté^{29/30} mais les chercheurs alertent contre toute tentative d'interprétation hâtive et précisent que le phénomène n'est pas nouveau³¹. Il se peut donc, que la crise sanitaire engendre un nouveau moment dans un continuum de desserrement des villes. Pour Nicolas Senil cette tendance à un tournant rural est surtout culturelle car la période rend visible « des exilés de l'urbain » qui s'inscrivent dans un autre référentiel de valeurs³².

Le phénomène d'exode urbain est analysé par une équipe pluridisciplinaire et deux études complémentaires (qualitatif et quantitatif)³³. Les résultats préliminaires montrent une continuité dans l'évolution des choix résidentiels des Français et ne permettent pas de considérer l'exode urbain comme une tendance lourde. Cela corrobore les premières études du printemps 2020 qui ne présageaient pas de déplacements durables de population. Les résultats d'une enquête publiée par la fondation Jean Jaurès en mars 2020³⁴ révèlent que la pratique de « l'exode sanitaire », n'a concerné que 4 % de la population générale. Une étude publiée par l'INSEE en avril 2020³⁵ propose une estimation de la nou-

28 <https://www.franceculture.fr/emissions/le-tour-du-monde-des-idees/le-tour-du-monde-des-idees-du-mardi-11-mai-2021>

29 <https://theconversation.com/fuir-les-grandes-villes-une-dynamique-relancee-par-le-confinement-149187>

30 https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/10/25/pendant-le-confinement-on-s-est-sentis-etouffes-le-mouvement-de-nombreux-citadins-vers-la-campagne_6057284_3244.html

31 <https://theconversation.com/vers-un-tournant-rural-en-france-151490>

32 Ibid.

33 <http://www.urbanisme-PUCA.gouv.fr/consultation-exode-urbain-realisation-d-une-etude-a2190.html>

34 <https://jean-jaures.org/nos-productions/l-exode-sanitaire-nouvelle-manifestation-de-la-secession-des-categories-superieures>

35 <https://www.insee.fr/fr/information/4477356>

velle répartition de la population sur le territoire après la mise en place du confinement. Les données montrent que seuls deux départements ont connu une baisse du nombre de résidents : Paris (- 8 %, soit environ 200 000 « nuitées ») et les Hauts-de-Seine (- 1,2 %, soit environ 20 000 « nuitées »). Trois départements ont connu une hausse des nuitées de 5 % ou plus : l'Ardèche, le Gers et l'Yonne. Présageant des évolutions plus pérennes, une note des notaires du Grand Paris³⁶ publiée en décembre 2020 montre que les Parisiens achètent davantage en grande couronne. Le volume des transactions est en baisse à Paris et augmente significativement en banlieue³⁷. De même, la note expose une hausse des acquisitions en province limitrophe (Orne, Eure, Eure-et-Loir, ...) pour bénéficier de deux lieux de vie³⁸. Le télétravail pourrait renforcer ce phénomène³⁹. D'autres analyses nuancent ces résultats. La majorité des Franciliens disent avoir bien vécu le premier confinement (IPR 2020)⁴⁰, *“il ne faut donc pas s'attendre à des mouvements d'ampleur, d'autant que ceux qui l'ont mal vécu (pour cause de logements suroccupés ou par obligation d'aller au travail en transports en commun ont de faibles capacités de choix résidentiel”*⁴¹.

Le vélo est l'avenir des déplacements individuels

À l'issue du premier confinement, la “révolution vélo” est très commentée^{42/43/44} et des enquêtes documentent le phénomène. L'enquête conduite par le Forum

36 <https://notairesdugrandparis.fr/fr/presse/focus-immobilier/la-crise-sanitaire-semble-accentuer-la-mobilite-des-franciliens-et-pousser-des-choix-nouveaux>

37 <https://notairesdugrandparis.fr/fr/presse/focus-immobilier/la-crise-sanitaire-semble-accentuer-la-mobilite-des-franciliens-et-pousser-des-choix-nouveaux>

38 <https://www.enlargeyourparis.fr/societe/depuis-le-premier-confinement-les-parisiens-sexpatrient>

39 Ibid.

40 http://www.institutparisregion.fr/fileadmin/NewEtudes/000pack2/Etude_2359/Enquete_COVID19_web.pdf

41 <https://metropolitiques.eu/Densite-et-mortalite-du-Covid-19-la-recherche-urbaine-ne-doit-pas-etre-dans-le.html>

42 https://www.lemonde.fr/m-perso/article/2021/02/05/liberte-legerete-fluidite-les-nouvelles-lois-de-la-mobilite-urbaine_6068933_4497916.html

43 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/10/03/longtemps-espere-la-revolution-du-velo-a-enfin-lieu-mais-elle-tourne-a-l-embrouille-generale_6054597_3232.html

44 https://www.lemonde.fr/politique/article/2020/09/04/1-usage-du-velo-en-forte-expansion-dans-les-grandes-villes_6050943_823448.html

Vies mobiles a comparé l'évolution des pratiques des Français, avant et pendant le premier confinement⁴⁵. La grande immobilité des populations est soulignée (55 % des Français ne sortaient pas plus d'une fois par semaine de chez eux). Les déplacements ont été limités de façon drastique sauf pour le travail, plus d'un quart de la population ayant continué de se déplacer pour s'y rendre (27%). 38 % des Français ont déclaré avoir pris conscience que leurs déplacements de proximité pourraient être faits davantage à pied ou à vélo. Une enquête auprès de 4 500 personnes publiée en janvier 2021 par Chronos et L'Obsoco, a confirmé la montée en puissance, en 2020, du déplacement solitaire, que ce soit en voiture, sur un scooter, à vélo ou à pied. Elle souligne que la pratique de la marche a augmenté en proportion plus importante que celle du vélo ou de la voiture individuelle⁴⁶.



Evolution de l'usage des modes de transports depuis le début de la crise sanitaire.

* Solde d'évolution = % de personnes déclarant une hausse de leur usage du mode - % de personnes déclarant une baisse.

¹Le vélo personnel ou en location longue durée.

²Les transports collectifs urbains.

L'étude Harris interactive révèle qu'à la fin du premier confinement et sur l'ensemble du territoire français, un report net des mobilités du transport collectif vers les transports individuels s'est opéré⁴⁷. Plus de trois/quart des enquêtés

45 [Enquête sur les impacts du confinement sur la mobilité et les modes de vie des Français](#)

46 <https://www.groupechronos.org/general/l-observatoire-des-mobilites-emergentes-hors-serie-special-crise-covid-19>

47 Enquête en ligne sur un échantillon représentatif de la population française lors d'une pre-

privilégie l'usage de la voiture. La marche arrive en deuxième position des moyens de transport pendant le confinement (57%) suivie par les deux-roues (23%)⁴⁸. Pour Jean-Pierre Orfeuil même un doublement des pratiques de modes très minoritaires (vélo) et le télétravail n'entament que très peu la suprématie de la voiture, d'autant qu'une partie des nouveaux adeptes vient des transports publics⁴⁹. Enfin, des chercheurs montrent que tous les territoires ne sont pas impactés de la même manière. Ainsi, l'enquête "Mobilités rurales en période de confinement" conduite par Aurore Flipo et Nicolas Senil montre une ruralité moins mobile en général et pas de report modal palpable⁵⁰.

Les espaces publics se transforment pour accueillir ces évolutions, plus de 1000 km de coronapistes sont créés⁵¹. L'étude du Club des villes et territoires cyclables propose d'évaluer la mise en place des aménagements cyclables de transition dans les collectivités territoriales françaises. Selon cette étude datée d'octobre 2020, près de 80% des collectivités envisagent de pérenniser une partie des aménagements de transition⁵². D'autres études comme celles de l'APUR⁵³ ou du Cerema⁵⁴ ont pour vocation de repérer des aménagements réalisés, temporaires, transitoires, pérennisés ou supprimés rapidement en faveur du piéton. Le projet de recherche ANR « Vélotactique » compare des politiques publiques et des pratiques internationales en contexte de pandémie afin de distinguer les changements durables.

La pandémie signe la fin des transports en commun

L'étude 2020 de l'« Observatoire de la mobilité » souligne que 30 % des voyageurs habituels des transports en commun prévoient de s'en détourner une fois la crise

mière vague du 5 au 11 mai puis lors d'une seconde vague du 18 au 22 mai 2020

48 Ibid.

49 <https://www.urbanisme.fr/debat/va-t-on-vers-une-transformation-radical-du-systeme-de-mobilite/>

50 <https://hal.archives-ouvertes.fr/hal-02865034/document>

51 <https://www.lagazettedescommunes.com/699629/les-pistes-cyclables-temporaires-parties-pour-durer/?abo=1>

52 https://www.idcite.com/Suivi-qualitatif-de-la-dynamique-des-amenagements-cyclables-et-pietons-de-transition-coronapistes-Pres-de-80-des_a51099.html

53 <https://www.apur.org/fr/nos-travaux/marche-velo-plebiscites-periode-crise-sanitaire>

54 <https://www.cerema.fr/fr/actualites/reperage-amenagements-temporaires-faveur-pietons>

sanitaire passée⁵⁵. Pour analyser cette tendance, l'Institut Paris Région a mis en place un tableau de bord mensuel de suivi de la mobilité. Une forte baisse de fréquentation des transports en commun franciliens⁵⁶ apparaît en mai 2020 : 24% des usagers envisageaient d'utiliser un autre moyen de transport à l'avenir⁵⁷. Depuis la fréquentation des transports urbains a évolué au gré des restrictions⁵⁸. En novembre 2021, l'Institut Paris Région note une reprise du trafic bien plus rapide pour la voiture que pour le *mass transit*, ce n'est qu'en septembre-octobre 2021 que la barre des 80% de la normale a été atteinte⁵⁹. Selon l'étude Chronos, seuls 60 % des répondants à l'enquête croient que « *l'avenir est aux modes de transport collectifs* », presque dix points de moins qu'en 2019. De même, la « mobilité partagée »⁶⁰, promise à un bel avenir à la fin des années 2010, séduit beaucoup moins en 2020⁶¹. Les menaces semblent donc réelles pour l'avenir des transports en commun et les risques financiers non négligeables. Pour Ile-de-France Mobilités (IDFM), « *le budget annuel de 10,4 milliards n'est financé qu'à un quart par les usagers. L'essentiel est assuré par le versement des entreprises (52 %) et les dotations de l'État ou des collectivités.* »⁶²

Les logements ont été repensés grâce aux confinements⁶³

Les confinements successifs ont eu pour effet de mettre en lumière le logement, les espaces intérieurs sont scrutés à la loupe. Les premiers résultats des

55 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/11/19/covid-19-30-des-usagers-disent-vouloir-renoncer-durablement-aux-transport-en-commun_6060337_3234.html

56 Voir la publication du [tableau de bord de la mobilité](#) en Île-de-France par l'IPR.

57 Enquête [Les franciliens et le COVID-19](#)

58 https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/05/10/comment-l-epidemie-bouleverse-la-mobilite_6079738_3224.html

59 <https://www.institutparisregion.fr/index.html>

60 Désigne l'usage successif du même véhicule (voiture, vélo, trottinette) par plusieurs personnes

61 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/01/19/transport-2020-annee-de-la-de-mobilite_6066790_3234.html

62 https://www.lemonde.fr/idees/article/2020/11/23/transport-publics-l-impasse-financiere-menace-les-collectivites-locales-et-les-exploitants_6060742_3232.html

63 <https://metropolitiques.eu/Reinterroger-nos-pratiques-de-developpement-urbain-a-travers-les-modes-de-vie.html>

études^{64/65} insistent sur le besoin d'un accès à l'extérieur, d'une plus grande superficie et la possibilité de s'isoler pour mieux vivre son logement⁶⁶. L'étude initiée par Qualitel/Ipsos⁶⁷ montre que le confinement a été bien vécu par les habitants de maisons dans des communes rurales⁶⁸, et souligne la corrélation entre mal-être chez soi et conditions de vie. Elle montre que les Français attendent des logements plus grands, mieux aménagés et mieux adaptés au télétravail et au vieillissement⁶⁹. Le confinement a révélé les insuffisances de nombreux appartements, exigus et peu adaptés aux familles, et qui ont amplifié l'impact de la crise pour les plus mal lotis⁷⁰. Les opérateurs et prescripteurs rappellent que les défauts de qualité du logement étaient préexistants⁷¹. Des solutions sont esquissées qui tendent vers un nouvel hygiénisme intérieur : favoriser la ventilation, développer le compartimentage des espaces, créer des ouvertures extérieures, des balcons, etc, ... La reconfiguration des espaces, élaborée dans l'urgence pour accueillir de nouvelles fonctions (travailler, manger, éduquer, se divertir)⁷² et de nouvelles temporalités (le temps de l'apprentissage, du travail, du loisir)⁷² pousse les professionnels à s'interroger sur l'évolution des besoins en matière de superficie/cloisonnement des logements⁷³. En attendant que ces évolutions soient prises en compte par les opérateurs, les transformations des logements concernent une minorité de personnes. Selon un sondage mené auprès de 11.000 personnes par Settlesweet : *“seulement un tiers des Français a adapté son logement pour mieux y travailler, à l'issue du premier confinement.”*⁷⁴ .

64 <https://files.cargocollective.com/c642624/Aux-confins-du-logement---20200610.pdf>

65 <https://www.lemoniteur.fr/article/aux-confins-du-logement-les-resultats-de-l-enquete.2092741>

66 https://www.wedemain.fr/Comment-le-confinement-nous-force-a-repenser-notre-chez-soi_a4661.html

67 <https://www.qualitel.org/uploads/DP-%C3%A9tude-confinement-Qualitel-2020.pdf>

68 <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/629107>

69 <https://www.lemoniteur.fr/article/les-logements-actuels-ne-repondent-pas-aux-attentes-des-francais.2108804>

70 <https://www.politis.fr/articles/2020/07/logement-que-lespace-et-la-lumiere-soient-42191/>

71 <https://www.aefinfo.fr/acces-depeche/636248>

72 https://www.wedemain.fr/Comment-le-confinement-nous-force-a-repenser-notre-chez-soi_a4661.html

73 <https://www.lemoniteur.fr/article/des-idees-ambitieuses-pour-habiter-mieux.2095961>

74 <https://immobilier.lefigaro.fr/article/nos-logements-ne-sont-pas-encore-adaptes-au-tele>

Les enquêtes et recherches qui ont été lancées sont principalement liées aux conditions de vie et au quotidien des Français confinés, le logement y apparaît en arrière-plan. L'ANR VICO propose d'enquêter sur les conditions de vie et les relations sociales avant, pendant et après le confinement⁷⁵. Le projet de recherche « Le confinement et ses effets sur le quotidien »⁷⁶ a pour but de comprendre comment les habitants de France se sont adaptés aux contraintes imposées depuis le confinement.

Le logement est un refuge contre l'épidémie

Le logement apparaît au début de la crise comme un refuge contre l'épidémie. Or, les chercheurs montrent que les mauvaises conditions de logement sont un facteur de propagation de l'épidémie. Comme l'indiquent les chercheurs Ian Goldin et Robert Muggah dans une tribune, lorsque New York était l'épicentre mondial de la pandémie, « le sud de Manhattan affichait un taux d'infection d'environ 925 pour 100.000 personnes, tandis qu'il était dans le Queens de 4.125 pour 100.000 ». Pour ces chercheurs, l'écart s'explique car les plus riches avaient accès à « une large gamme de services de soins de santé et travaillaient depuis leur domicile, généralement dans de spacieux immeubles »⁷⁷. Une étude publiée en juillet 2020 analysant le cas français établit une corrélation entre la pauvreté des communes et la mortalité liée à la Covid-19⁷⁸. Les personnes qui habitent un logement exigü ou surpeuplé sont 2,5 fois plus nombreuses à avoir contracté la Covid-19 indique cette étude⁷⁹. Le logement ne constitue donc pas *a priori* un rempart contre le virus : tout dépend des conditions de logement. En avril 2020, l'INSEE a publié des données sur les conditions de vie des ménages en confinement⁸⁰. Des projets de recherche tentent d'observer les ressorts et conséquences

travail_ee59de14-2800-11eb-b69e-6fd578484a8d/

75 <https://vico.hypotheses.org/page/2>

76 Initié dans le cadre de la consultation francophone sur les impacts sociaux et spatiaux du Covid 19 intitulée CORTE, <https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-02650456/document>

77 <https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-reconfigurer-nos-villes-post-covid-1238843>

78 https://www.lemonde.fr/planete/article/2020/07/20/le-covid-19-frappe-plus-durement-les-pauvres_6046774_3244.html?xtor=EPR-33281095-%5Bbaisse-navigation-predictif%5D-20200721-%5Bflow_titre_6

79 <https://www.aefinfo.fr/depeche/637430>

80 <https://www.insee.fr/fr/statistiques/4478728>

de ces inégalités. Ainsi, l'ANR COCO étudie la crise actuelle sous le prisme des inégalités sociales en observant comment les différents groupes sociaux (par sexe, âge, classe sociale, type de ménage, zone de résidence, type de logement) réagissent à la distanciation sociale et au confinement.

Les Français vont déménager dans des maisons à l'issue de la crise

A l'issue du premier confinement, la presse décrit les transformations possibles du marché de l'immobilier. Plusieurs scénarios sont esquissés : essor des maisons secondaires⁸¹, recomposition des vies autour de plusieurs logements⁸² achats dans le périurbain⁸³, essor de projets d'habitats participatifs⁸⁴, etc. Une étude de l'Institut de la Maison et de Sofinco confirme le changement de regard des Français sur leur logement depuis les confinements successifs : 42 % estiment qu'il leur a manqué quelque chose, principalement un extérieur (jardin, terrasse ou balcon). 24 % d'entre eux déclarent même que le premier confinement les a convaincus de la nécessité de déménager⁸⁵. Des enquêtes tentent de décrypter des signaux sur l'évolution des choix résidentiels des Français et de cerner les évolutions liées aux projets immobiliers avant / après la crise sanitaire^{86/87/88/89},

81 https://www.lemonde.fr/argent/article/2020/07/02/le-nouvel-engouement-pour-les-residences-secondaires_6044900_1657007.html

82 <https://www.lemoniteur.fr/article/viens-chez-moi-j-habite-dans-un-logement-a-temps-partiel.2143784>

83 https://www.lemonde.fr/societe/article/2020/10/31/la-revanche-du-pavillon-de-banlieue_6057995_3224.html

84 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/immobilier-btp/coliving-habitat-partage-habitat-participatif-les-logements-post-coronavirus-en-quatre-questions-1234607>

85 <https://www.lemoniteur.fr/article/confines-les-francais-changent-de-regard-sur-leur-logement.2135474>

86 <https://www.bva-group.com/sondages/lindicateur-drimki-bva-des-projets-immobiliers/>

87 <https://www.opinion-way.com/fr/component/edocman/opinionway-pour-artemis-cour-tage-les-francais-et-l-immobilier-apres-le-confinement-juin-2020/viewdocument/2355.html?Itemid=0>

88 https://www.xerfi.com/presentationetude/Les-perspectives-de-l-immobilier-de-logements-en-France-et-en-regions-scenario-a-l-horizon-2022_21BAT32

89 <https://www.aefinfo.fr/depeche/642030>

d'autres se focalisent sur les évolutions du marché immobilier^{90/91/92/93/94}. Une enquête portée par le Conseil supérieur du notariat décrit une année immobilière 2020 "chaotique mais qui s'achève sur un total d'au moins 960 000 transactions immobilières, peut-être même 990 000. Un résultat très proche du record de 1,06 million atteint en 2019. L'activité aura été contrastée entre l'Ile-de-France, où le nombre de ventes baissait, à fin septembre, en glissement annuel, de 15 %, comparé à la même période de 2019, (...), et le reste du territoire, qui prend sa revanche"⁹⁵.

Au-delà des problématiques immobilières, la crise exacerbe les inégalités pré-existantes vis-à-vis du logement. C'est le constat posé par le rapport de la fondation Abbé Pierre sur le mal logement^{96/97} ou par le rapport sur le fond de solidarité pour le logement qui constate que de nouveaux publics sollicitent l'aide des départements⁹⁸. Face à ces inégalités grandissantes, la crise sanitaire est l'occasion de souligner la recrudescence du phénomène de vacance : selon les données du recensement de l'INSEE, le nombre de logements vacants a progressé de 1,9 million à 3 millions entre 2006 et 2019 soit une hausse de 55 %⁹⁹.

90 <https://immobilier.lefigaro.fr/annonces/edito/acheter/j-achete/un-an-depuis-le-confinement-10-changements-sur-le-marche-immobilier>

91 https://www.lemonde.fr/economie/article/2021/02/08/a-paris-les-prix-de-l-immobilier-flechissent_6069118_3234.html

92 <https://www.lesechos.fr/industrie-services/immobilier-btp/immobilier-le-recul-des-ventes-de-logements-va-saccentuer-en-2021-1280705>

93 <https://www.aefinfo.fr/depeche/641606>

94 <https://www.aefinfo.fr/depeche/635408>

95 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/12/11/immobilier-2020-la-renaissance-de-la-maison-et-de-la-residence-secondaire_6062998_3234.html

96 https://www.lemonde.fr/societe/article/2021/02/01/la-fondation-abbe-pierre-re-doute-une-explosion-post-crise-sanitaire-des-impayees-de-logement-et-des-expulsions_6068421_3224.html

97 <https://www.mediapart.fr/journal/france/010221/mal-loges-la-fondation-abbe-pierre-alerte-sur-une-bombe-retardement>

98 <https://www.aefinfo.fr/depeche/643514>

99 <https://www.futuribles.com/fr/article/les-logements-vacants-en-forte-progression-en-fran/>

Les tiers lieux représentent l'avenir des lieux du travail

La crise sanitaire agit comme un accélérateur du télétravail même si bien des professions ne sont pas concernées par cette pratique¹⁰⁰. Selon une étude publiée par l'Institut Paris Région, le taux de féminisation et l'antériorité de la pratique du télétravail avant le confinement expliqueraient certaines inégalités¹⁰¹. Pour les professionnels concernés, les habitudes de travail (lieux de travail, management, mobilités) sont modifiées et pourraient conduire à des répercussions territoriales durables. Une étude montre que les utilisateurs de coworking plébiscitent cette solution, à l'avenir, *"88% des coworkers attribueront un rôle identique ou plus fort à la fréquentation de leur espace de coworking. Ce taux monte jusqu'à 98% des répondants vivant dans le périurbain"*^{102/103}. Nombreux sont ceux qui interrogent les conséquences d'une généralisation du télétravail. Certains pointent les opportunités en matière de croissance économique¹⁰⁴, des organismes comme le Cerema questionnent la mobilité quotidienne des actifs et proposent de faire la part des choses entre un contexte exceptionnel et des changements plus durables¹⁰⁵. Des études commencent à être publiées sur l'immobilier de bureaux. Celle de l'Institut de l'Épargne Immobilière et Foncière (IEIF) montre que le parc tertiaire pourrait perdre entre 873 000 m² et 6 M de m², soit entre 1,7 % et 11,8 % de sa surface totale, d'ici à 10 ans¹⁰⁶. Une autre enquête francilienne montre qu'au troisième trimestre 2020, la surface des nouveaux baux est de 58 % inférieure à celle de 2019¹⁰⁷.

Du côté des projets de recherche, plusieurs ANR investissent la thématique du travail : le projet ANR SURVIE propose de tester des solutions pour faire face aux problèmes liés aux situations de travail dans le contexte de la pandémie.

100 <https://www.anact.fr/teletravail-en-confinement-les-premiers-chiffres-cles>

101 <https://www.institutparisregion.fr/nos-travaux/publications/le-confinement-accelereur-du-teletravail/>

102 <https://f-origin.hypotheses.org/wp-content/blogs.dir/7088/files/2020/11/Pe%C3%81riWork-Synthe%CC%80se-enque%CC%82te-2020.pdf>

103 <https://www.espacestemps.net/articles/great-good-third-place/>

104 <https://www.futuribles.com/fr/revue/437/teletravail-et-croissance-economique-une-opportuni/>

105 <https://www.cerema.fr/fr/evenements/teletravail-coworking-plan-mobilite-employeur-quels-impacts>

106 <https://www.lemoniteur.fr/article/le-parc-de-bureau-francilien-pourrait-diminuer-de-12-sous-l-effet-du-teletravail.2124104>

107 https://www.lemonde.fr/economie/article/2020/10/13/1-immobilier-francilien-de-bureaux-bouleverse-par-la-crise-sanitaire_6055831_3234.html



POSTFACE

Et demain ?

Emmanuelle Durandau, François Ménard,
Hélène Peskine, Bertrand Vallet

Le dernier chapitre de cet ouvrage montre combien les comportements, les regards, les analyses ont pu évoluer au fil du temps. Si le risque sanitaire n'est pas écarté, la crise sanitaire semble progressivement s'atténuer, ouvrant le moment de s'interroger sur ce en quoi elle aura, directement ou indirectement, influé sur la fabrique urbaine. Qu'aura durablement changé la période que nous venons de traverser dans les pratiques des citadins et les manières de concevoir et d'aménager nos villes ?

Beaucoup de questionnements restent ouverts d'autant que les données d'observation sont pour certaines d'entre elles encore en phase de collecte et qu'il faudra probablement plusieurs années pour mesurer avec acuité les ruptures ou accélérations liées à la crise sanitaire, l'ampleur exacte et la nature de leurs impacts sur la fabrique et la vie urbaines. Au lancement de cet exercice de veille, comme nous le soulignons en préface de cet ouvrage, les réactions oscillaient entre les partisans de l'observation scientifique *a posteriori* et les partisans de « battre le fer tant qu'il est chaud ». Nous pouvons dire, à ce jour, que les lectures des effets de la crise obéissent à une même forme de dualisme, entre celles et ceux qui estiment que la crise n'aura joué qu'un rôle d'accélérateur de tendances préexistantes et les défenseurs de l'idée d'une rupture plus radicale dans nos manières d'habiter. S'il est encore bien difficile d'avoir une lecture affirmée et claire de ce qu'aura changé cette crise, nous pouvons néanmoins identifier quelques sujets méritant une attention particulière.

Le développement fulgurant du télétravail à l'occasion du premier confinement constitue indéniablement une accélération majeure d'un « déjà-là » occasionnée par la réponse à la crise et dont les conséquences actuelles, si le phénomène du télétravail persiste avec une intensité équivalente à celle observée depuis près de deux ans, sont susceptibles d'effets structurels tant dans la manière de concevoir les villes que dans celle d'aménager les territoires, qui jusqu'à présent n'ont pas été anticipés.

En Ile-de-France, selon l'Institut Paris Région, l'essor du télétravail semble durable¹⁰⁸. Entre la période précédant la crise sanitaire et l'été 2020, le nombre d'actifs pratiquant le télétravail régulièrement a quasi doublé (de 20 à 42%). La quotité de jours télé-travaillés a également augmenté. Neuf télétravailleurs sur dix souhaitent maintenir (53%) ou augmenter leur temps de télétravail (40%). Le premier bénéfice perçu concerne la réduction des temps de transport dans une

108 Note rapide économique n°930 - 5 janvier 2022

région marquée par leur congestion, mais les gains en autonomie et en gestion du quotidien sont également appréciés. Certes, l'absence de toute activité présente n'apparaît ni soutenable, ni souhaitable mais une majorité semble s'accorder sur l'intérêt de 2 à 3 jours de télétravail par semaine. Côté employeurs, les réticences se font moindres et des avantages sont également perçus, notamment en matière de réduction des surfaces immobilières.

Si la France n'est pas l'Ile-de-France, le potentiel des emplois « télétravaillables » reste important : plus du tiers selon certaines études voire la moitié¹⁰⁹ selon certains experts. Il est en tout cas suffisamment significatif pour avoir des impacts sur l'ensemble du territoire national.

Dans le contexte où la crise écologique, de plus en plus perceptible, constitue un vecteur d'inquiétude existentielle, en particulier pour les jeunes générations, le développement contraint et accéléré du télétravail rend paradoxalement possible à une part potentiellement significative de la population active la réinvention de son rapport au temps et à l'espace, tout autant qu'il est susceptible de créer de nouvelles inégalités entre les professions télétravaillables et les autres.

Il peut également contribuer à repenser l'aménagement du territoire, les complémentarités entre les métropoles et les villes moyennes, et être un levier de réduction des émissions de gaz à effet de serre liées à la mobilité contrainte.

Cette réinvention du rapport au temps et à l'espace, suscitée par la crise sanitaire, ne concerne pas que les individus en situation de télétravail. Paradoxalement, là où les individus s'accommodent de la « mise à distance » autorisée par le numérique, y compris dans le domaine culturel, la collectivité nationale, quant à elle, perçoit les risques de cette mise à distance quand elle touche aux fonctions essentielles, notamment sanitaires, productives, logistiques. La crise écologique et les limites de la mondialisation perçues à l'occasion de la crise sanitaire, appellent à des formes de « reterritorialisation », dont la volonté de réindustrialisation, la recherche d'un plus grand ancrage territorial des ménages ou des entreprises ou le développement des circuits-courts constituent des marqueurs.

Cette double mise en tension temporelle et spatiale de l'aménagement des villes et des territoires est au cœur d'un certain nombre de signaux plus ou moins faibles dont il faudrait poursuivre l'analyse et le décryptage pour partager avec

109 Rapport sénatorial 2020-2021 : 8 questions sur l'avenir du télétravail - vers une révolution du travail à distance

les territoires et leurs acteurs les enjeux d'adaptation des politiques publiques.

Nous proposons au PUCA d'ouvrir le débat sur la réinvention de notre rapport au temps et à l'espace et sur la manière d'y répondre au regard des trois familles de réflexions qui ont innervé et continuent à innover les travaux sur les impacts de la crise sanitaire.

Qu'en est-il du désir d'habiter autrement ?

Plus qu'elle n'a produit d'effets spécifiques sur la fabrique urbaine, la crise sanitaire a révélé, nous l'avons vu, des aspirations récurrentes à un confort spatial élargi et souligné les fragilités antérieures des mondes urbains, renforçant les inégalités dans l'espace vécu. Elle a permis l'accélération de dynamiques de transformation structurelles (notamment sur les mobilités, le commerce), et ré-ouvert un champ de réflexion un peu négligé ces dernières années sur la qualité de vie, notamment de l'habitat. De la cellule intime du logement, à l'échelle planifiée de l'aménagement du territoire, en passant par la configuration du quartier et celle des rapports centre-périphérie, toutes les dimensions du territoire habité ont été questionnées.

Ces questionnements ont conduit le ministère en charge du logement à prendre plusieurs initiatives, en particulier le lancement d'un programme national d'expérimentation sur « la qualité du logement de demain », et une étude sur les migrations résidentielles post-covid (voir encadré, p.158). Dans le même temps étaient déployés deux programmes nationaux de « cohésion des territoires », au chevet des villes moyennes (*Action cœur de ville*) et des petites villes (*Petites villes de demain*). Cette période a été marquée également par la loi climat-résilience qui définit l'objectif de zéro artificialisation nette afin de renforcer la lutte contre l'étalement urbain sur des terres agricoles, naturelles et forestières.

Enfin, les années 2020-2021 s'inscrivent dans un calendrier électoral intense (régionales, cantonales, municipales, intercommunales), qui a été fortement marqué par la crise sanitaire et lors duquel les nouvelles aspirations des Français en matière de qualité de vie se sont exprimées dans les urnes.

Comment servir ces objectifs et répondre aux aspirations renforcées par la crise sans générer de nouvelles tensions ou bloquer les transformations attendues ?

Quelles recherches initier, quelles expérimentations nouvelles engager ? Sur la base de quelles hypothèses ?

Car ces différents événements d'importance variée se sont nourris les uns les

autres et, s'ils ont tous été profondément marqués par les effets de la pandémie sur la vie collective, ils font suite à plusieurs autres crises affectant tout particulièrement les métropoles (pics de pollution, flambée des prix de l'immobilier, mouvement des gilets jaunes, ...). C'est pourquoi il est difficile aujourd'hui de se fonder sur la seule crise sanitaire pour saisir les sensibilités nouvelles touchant à la manière d'investir le territoire ou à l'appréciation de la qualité intrinsèque des logements. Néanmoins, les études menées depuis 2020 sur les aspirations à la mobilité résidentielle et la réalité de ces migrations montrent un désir de « vivre ailleurs », et de « se mettre à l'abri » des fureurs de la grande ville, de ses dangers (et de ses « miasmes »), mais, sur le terrain, se traduit moins par des départs massifs que par l'arrivée de nouveaux ménages dans les villes moyennes, par l'apparition de « néo-ruraux » et de « télétravailleurs » dans des territoires jusque-là peu marqués par ces phénomènes et plutôt distants des dynamiques métropolitaines. Ce mouvement, s'il devait se confirmer, aura peut-être un effet bénéfique de réduction des émissions de GES, de revitalisation de quartiers résidentiels et de pôles urbains secondaires. Reste à s'assurer qu'il ne favorisera pas, dans un contre-courant historique, l'étalement urbain et le recours à la voiture.

Ce faisant, par-delà ces mouvements dont l'impact reste à apprécier, réapparaissent plus cruellement les ménages captifs de leur habitat et de leur environnement, qui devront faire également si ce n'est davantage l'objet d'une attention accrue des pouvoirs publics (« travailleurs essentiels », employés les plus modestes des services publics/au public, jeunes, personnes âgées). C'est en priorité pour ceux qui n'ont pas d'alternative, que l'amélioration de la qualité de la vie en ville constitue un véritable enjeu : de la lutte contre la chaleur urbaine à l'efficacité énergétique des logements, en passant par la réduction des pollutions de l'air, de l'eau, de l'espace sonore, à l'amélioration de l'accès aux services publics et aux équipements dans la proximité, etc. C'est notamment à l'échelle du quartier que la question du « vivre ensemble » va se poser dans les prochaines années, autour de lieux et d'espaces partagés et protégés. Dans ce contexte, le pari d'un renouvellement urbain tourné vers le bien-être et la mixité urbaine, mais sobre en ressources et en foncier est loin d'être gagné. Raison de plus pour développer, par des programmes de recherche, de recherche-action et des expérimentations participatives, les formes de connaissance les plus utiles à ces transformations.

Qu'en est-il des nouveaux lieux et nouvelles pratiques du travail ?

Le travail et l'activité vont-ils se relocaliser ? Et, ce faisant, vont-ils changer de nature ? Comment l'organisation urbaine et son économie vont-elles s'en trouver impactées ?

Il y a en la matière un certain nombre de thèmes et observations clefs à engager ou à poursuivre.

S'il est loin de concerner l'ensemble des travailleurs, le télétravail constitue désormais une réalité dont l'impact sur les stratégies spatiales des ménages et des entreprises ne sera sans doute pas négligeable. Quelles adaptations en qualité ou en superficie (à des effectifs simultanément présents moindres, à la généralisation de la visioconférence, ...) ou quelles transformations des locaux (logements ou immeubles dédiés au télétravail, ...), vont émerger ? Des secteurs d'activité et des territoires vont-ils être plus directement affectés, positivement ou négativement ? Quels en sont les déterminants ? Les soubresauts du marché des espaces de coworking à la veille de la crise sanitaire invitent à la prudence quant à l'émergence de nouveaux marchés liés à la reconversion et ou à l'adaptation de bureaux en espaces de coworking, en tiers-lieux hybrides ou même en logements. Aux scénarios d'une relocalisation de l'activité tertiaire dans l'habitat et à la conversion des immeubles de bureaux en logements (alternative à des créations en extension ou en densification) s'opposent le risque de déclin des commerces des quartiers tertiaires désertés et celui d'inégalités accrues quant à la capacité d'accueillir du travail chez soi. L'activité productive et les commerces jusqu'ici dépendant essentiellement de l'accès à leur clientèle et leurs fournisseurs semblent désormais devoir tenir compte de la localisation de leurs salariés, posant en des termes nouveaux l'enjeu de leur localisation ou délocalisation. Comment les entreprises et les pouvoirs publics pourront intégrer cette nouvelle donne abordée aujourd'hui à travers le seul prisme des « travailleurs essentiels » ? Enfin, aux marges du travail, mais pas en dehors de lui, les établissements d'enseignement supérieur sont aujourd'hui tiraillés entre les facilités du distanciel, largement adopté durant le confinement, et le constat des ravages produits par ce dernier chez des étudiantes et étudiants pour qui l'université était un lieu de socialisation et de subsistance (on pourrait dire de même de la relation pédagogique). Des formules hybrides ou différenciées en émergeront sans doute et sont à suivre en ce qu'elles sont constitutives, elles aussi, de la ville de demain. Enfin, les confinements successifs ont accéléré le passage de l'achat sur place à la commande pour un nombre de biens de plus en plus large (cf. infra). Entre « dark stores », plateformes logistiques et cohortes de livreurs du dernier kilomètre, comment les villes vont-elles pouvoir répondre à cette nouvelle transformation de leur économie spatiale ? Autant de questions qui appellent des observations, recherches et des expérimentations.

Qu'en est-il de la réorganisation des flux ?

Le développement du télétravail, on l'a dit, conduit à des impacts qui s'annoncent probablement durables en matière de déplacements même s'ils sont difficiles à quantifier. En ce domaine, on dispose toutefois de premières indications. Ainsi, la fréquentation des transports urbains selon KELOIS est remontée en mars 2022 en régions à 85 % de son niveau d'avant-crise, 80 % en Ile-de-France. Si l'Autorité Organisatrice de la Région Ile-de-France estime un possible retour à 100 % de la fréquentation à horizon 2024, la RATP évalue pour sa part une perte de fréquentation durable aux alentours de 10 % dont 6 à 7 % en raison du télétravail, ceci sans prendre en compte l'effet de l'augmentation de l'offre (prolongements ou mise en service de métros) sur la demande.

Le développement du télétravail a également bénéficié à la réduction du trafic automobile qui, au moins sur le réseau principal selon l'institut Paris Région, reste en février 2022 à hauteur de 85 % de son niveau de 2019. Pour autant, la crise énergétique qui a débuté avec le conflit ukrainien produit déjà des effets sur le co-voiturage, dont la fréquentation qui s'était effondrée avec la pandémie, a fortement augmenté en février-mars 2022 selon l'Institut Paris Région, pour atteindre son plus haut niveau depuis 2019 (hors période de grève de décembre 2019). Les déplacements en vélo qui avaient très fortement augmenté avec la crise sanitaire restent très élevés par rapport à l'avant-crise.

Dans ce contexte, l'observation et l'accompagnement de l'ensemble des interactions des mobilités flexibles et peu ou pas carbonées existants, émergents ou prévisibles (modes actifs, dont électriques, co-voiturage, véhicule à la demande, véhicule autonome) avec l'espace public constitue un enjeu important pour maximiser leur insertion dans l'espace public et l'intermodalité. L'autre sujet d'importance est celui de l'interopérabilité de ces différents modes entre eux et avec les modèles classiques de transports lourds, sujet qui pose également la question du renouvellement du modèle de financement des transports urbains et interurbains.

Dans un autre registre, la question de la logistique urbaine, déjà repérée comme un enjeu fort avant la crise sanitaire est devenue une question majeure avec l'es-

sor fulgurant de l'e-commerce. De 9,8 % en 2019, la part du e-commerce dans le commerce de détail a atteint sous l'effet de la crise sanitaire en 2021 13,4 % (étude médiamétrie pour la FEVAD, Source : Médiamétrie - Etude FEVAD - T1 2021) et cette part pourrait passer à 25 % à horizon 2025 (selon Market watch). L'impact du e-commerce sur la mobilité urbaine est majeur, y compris à des échelles locales, tant en ce qui concerne les rez-de-chaussée des centralités commerciales, que l'organisation de l'espace public pour les livraisons de marchandises ou bien encore les implantations des centres logistiques et plateformes d'éclatement.

Le e-commerce, en particulier le click&collect, a favorisé largement les circuits-courts qui ont connu un essor pendant le confinement. Toutefois, le mouvement semble s'essouffler avec une rétraction importante du chiffre d'affaire, jusqu'à 15 % en un an¹¹⁰. Il faudra attendre les résultats de l'enquête lancée par l'INRAE¹¹¹ pour pouvoir analyser les causes de cet essoufflement, mesurer les effets éventuellement conjoncturels tels que l'inflation.

Enfin, en ce qui concerne le tourisme, dont le tourisme d'affaires, même si les niveaux de visiteurs n'ont pas encore retrouvé leur niveau d'avant crise, rien ne permet de préjuger d'une absence de « retour à la normale » à moyen-long terme.

Au-delà de l'évolution des flux, c'est leurs modes de gestion et de régulation qu'il conviendra de suivre et d'analyser afin d'en évaluer les effets. Les promesses de l'urbanisme tactique et de la flexibilité telles qu'elles ont pu apparaître à la faveur de la crise sanitaire (cf. les « coronapistes ») vont-elles conduire à un nouveau régime d'aménagement de l'espace public, temporaire, évolutif et réversible ou bien vont-elles s'évaporer au profit de nouvelles infrastructures pérennes, issues précisément de ces expérimentations ?

110 <https://www.lefigaro.fr/actualite-france/apres-l-euphorie-des-confinements-les-circuits-courts-ont-la-gueule-de-bois-20220329>

111 Enquête INRAE en cours COVID-19 & circuits courts

Pour répondre à toutes ces interrogations et relever tous ces défis, il n'y aura pas trop de travaux d'études et recherche, de tests et d'expérimentations. Un challenge, non des moindres, sera de les coordonner et de les porter collectivement avec le monde académique, celui des collectivités, de l'État et les acteurs de la société civile aux premiers rangs desquels les citoyens, usagers et habitants. Le PUCA, avec toute son énergie et en relation avec ses partenaires, entend bien y prendre part.

Nature et réalité de « l'exode urbain » : trois recherches sur les impacts de la pandémie de COVID-19 sur les mobilités résidentielles

Au printemps 2021, Le Réseau Rural Français et le Plan Urbanisme Construction Architecture lançaient une consultation de recherche intitulée « "Exode urbain": réalisation d'une étude sur les conséquences de la pandémie de la Covid-19 sur les mouvements résidentiels »¹¹². Il s'agissait de documenter un possible mouvement d'installation des urbains dans les campagnes que nombre d'articles de presse évoquaient, exemples à l'appui, sans que l'ampleur et les caractéristiques du phénomène soit attestés.

Examinés, puis sélectionnés, trois projets jugés originaux et complémentaires ont été retenus pour démarrer leurs travaux en juin 2021:

- Une équipe de chercheurs en sociologie et en géographie quantitative, travaillant sur les données de consultation des annonces de la plateforme leboncoin.fr en partenariat avec le CREDOC, sous la responsabilité d'Alexandre Coulondre (LATTIS) et de Claire Juillard (OGGI)
- Une équipe de chercheurs en économie, travaillant sur les données des plateformes meilleursagents.com, seloger.com et sur les changements d'adresse déclarés à la Poste, sous la responsabilité de Marie Breuillé (INRAE) et Julie Le Gallo (L'Institut Agro)
- Une équipe de 12 chercheurs en sociologie et géographie qualitative, qui étudie six terrains ruraux, semi-ruraux ou périurbains coordonnée par Max Rousseau (CIRAD), Anaïs Collet (Université de Strasbourg) et Aurélie Delage (Université de Perpignan).

112 Exode urbain ? Petits flux, grands effets. Les mobilités résidentielles à l'heure (Post-)Covid
<http://www.urbanisme-puca.gouv.fr/exode-urbain-realisation-d-une-etude-sur-les-a2388.html>

A l'heure où nous écrivons ces lignes, les premières données tendent à montrer que cet « exode urbain » ne revêt pas le caractère massif qu'on lui prêtait. Est-ce à dire que rien ne se passe dans les trajectoires résidentielles depuis le début de la crise sanitaire ? Les travaux menés repèrent des mouvements de faible ampleur, qui viennent renforcer et accélérer des phénomènes structurels déjà présents : extension du processus de périurbanisation à des territoires plus lointains, croissance des espaces marqués par une « renaissance rurale » déjà bien documentée, renforcement de l'attractivité des espaces de villégiature, avec l'hypothèse de circulations résidentielles marquées par la bi-résidentialité, habitat polytopique pour certains, anticipation de la retraite pour d'autres, faisant ressortir un nouveau modèle d'investissement immobilier croisant la quête d'un espace refuge réponse à l'inquiétude climatique et la recherche d'une rente foncière prometteuse. En creux, par l'effet croisé de la montée des prix de l'immobilier et l'arrivée de ménages modestes à la frugalité plus ou moins choisie, le risque de développement d'une précarité et d'une conflictualité aux marges des territoires plus valorisés.

Observations à consolider et à poursuivre donc...

LES AUTEURES

Emmanuelle Gangloff est post-doctorante au Laboratoire PACTE, Université de Grenoble Alpes et chercheuse associée au Laboratoire AAU (équipe CRENAU). Elle est aussi scénographe et docteure en aménagement du territoire et urbanisme. En 2017, elle soutient sa thèse intitulée "Quand la scénographie devient urbaine, Nantes comme observatoire des fonctions du scénographe dans la fabrique de la ville". Depuis lors, elle alterne enseignement, recherche et missions opérationnelles.

Depuis 2013, elle enseigne principalement à l'École d'architecture de Nantes, à l'Université d'Angers et à l'École de design de Nantes. Depuis 2021, elle est professeure invitée à l'université de Tohoku au Japon. Entre 2019 et 2020, pour le projet d'urbanisme transitoire Transfert (Pick up Production), elle est chargée de coordination du Laboratoire et conduit des projets de recherche-action qui questionnent l'expérience de l'utilisateur et la place des artistes dans la fabrique de la ville. En 2020, elle est recrutée par le Laboratoire Pacte à l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine de Grenoble dans le cadre de l'ANR SCAENA. Ses recherches visent à mettre en évidence l'émergence, la mise en visibilité et la structuration de scènes culturelles en lien avec la production d'ambiances urbaines. Plus généralement, ses recherches concernent les liens entre art et aménagement, la fabrique urbaine, les transformations contemporaines de l'agir urbanistique et la mise en récit des territoires.

Hélène Morteau est post-doctorante au Laboratoire PACTE, Université de Grenoble Alpes et docteure en aménagement du territoire et urbanisme. En 2016, elle soutient sa thèse qui porte sur l'émergence, la structuration et la gouvernance des clusters culturels. Elle intègre en 2011 l'équipe de la Société d'Aménagement de la Métropole Ouest Atlantique (SAMOA) et travaille sur les évolutions stratégiques de ces clusters. Depuis, elle alterne missions opérationnelles et de recherche. En 2015, elle conduit le projet de la Plateforme, un pôle dédié à la filière du cinéma et de l'audiovisuel en région Pays-de-la-Loire. Elle rejoint ensuite l'ANR Cluster 93 où ses travaux portent sur l'émergence et la structuration des scènes du cinéma indépendant, la trajectoire des lieux culturels alternatifs et l'urbanisme transitoire. Au Pôle Dialogue Citoyen Evaluation et Prospective de Nantes Métropole, elle accompagne la structuration du projet métropolitain d'une fabrique de la ville dialoguée. Depuis janvier 2020, elle est recrutée par le Laboratoire Pacte à l'Institut d'Urbanisme et de Géographie Alpine de Grenoble pour deux projets. Le premier Demextra (PUCA) vise à caractériser les modes de gouvernance urbaine par et de l'innovation. Le second, SCAENA, est un projet ANR qui analyse les conditions d'émergence, de mise en visibilité et de développement des scènes culturelles. Globalement, elle s'intéresse au lien entre art culture et territoire et aux pratiques innovantes et participatives dans la fabrique urbaine.

En 2022, Emmanuelle Gangloff et Hélène Morteau fondent l'agence de prospective urbaine *Bien Urbaines*.





MELANIE, MARCH 2020
BY JOHANNA CHURCHILL



National
Portrait
Gallery

PRESENTED BY
HEAT THE MUSEUMS OF CAMBRIDGE
NATIONAL PORTRAIT GALLERY

HOLD
STILL

A PORTRAIT OF OUR HEROES IN THIS
EXHIBIT THE FINAL 100 PORTRAITS
WWW.COOP.CO.UK/STILL

CO
OP

CHARITIES OF
COULDS LK120-00022

Au printemps 2020, alors que la France s'installait dans son premier confinement, le PUCA s'engageait dans une démarche claire : celle de documenter au fil de l'eau ce que la crise sanitaire faisait à la ville, à la fabrique urbaine, à son économie, ses services et ses habitants. Une veille documentaire était confiée à deux chercheuses en urbanisme tandis qu'un appel à contribution était lancé. La première a donné lieu à une large bibliographie et à des synthèses thématiques produites au fil de l'eau (sur la mobilité, le travail, l'habitat, le rapport au vivant, ...), le second a permis de recueillir une cinquantaine de courts textes témoignant de ce que les chercheurs et praticiens percevaient alors de ce que la crise révélait, de ce qu'elle produisait et de ce qu'elle invitait à engager comme réflexions pour un possible « monde d'après ». Ce livre est le fruit de ce travail, mis en perspective avec le recul des deux années écoulées. Il ne prétend pas rendre compte des effets de long terme de la pandémie sur la ville mais restituer la façon dont, à l'épreuve de la crise sanitaire et à travers témoignages et analyses, une autre ville a surgi ni tout à fait la même, ni complètement une autre que celle que nous connaissons, incitant à y œuvrer de façon renouvelée pour plus de résilience, d'égalité et de solidarité.

Organisme national de recherche et d'expérimentation sur l'urbanisme, la construction et l'architecture, le Plan Urbanisme Construction Architecture, PUCA, développe à la fois des programmes de recherche incitative, et des actions d'expérimentations. Il apporte son soutien à l'innovation et à la valorisation scientifique et technique dans les domaines de l'aménagement des territoires, de l'habitat, de la construction et de la conception architecturale et urbaine.

